

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13330 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 8 DÉCEMBRE 1987

## L'échec du sommet de Copenhague et la signature du traité sur les missiles intermédiaires

### Désastreux

L'échec de Copenhague, même si, comme on peut l'espérer, il n'est que provisoire, est à tous points de vue désastreux. Sur le plan symbolique, en premier lieu : l'Europe est d'abord une idée, une idée qui ne cessera de troubler sur telle manifestation d'agriculteurs en colère ou sur tel calcul érigé de politique intérieure que lorsque les opinions publiques y auront véritablement adhéré. De ce point de vue, le tournant, consternant bien que courtisan, des débats porte un coup très sévère à la crédibilité des discours sur la grand dessein européen.

Désastreux, le sommet de Copenhague l'est aussi à Washington, à la veille de l'entrevue Reagan-Gorbatchev, parce que l'Europe perd du temps alors qu'elle en a si peu devant elle. La Communauté d'offre le luxe de faire de surplus tandis que l'Allemagne de 1992, comme l'a dit le président de la République, « se rapproche dangereusement » ; elle s'engage dans ses problèmes domestiques, ignorant une tourmente boursière et monétaire qui appellera d'urgence un début de réponse collective de sa part.

Désastreux, le conseil de Copenhague l'est enfin par le coup qu'il porte à la crédibilité du couple franco-allemand, en un temps où cette alliance dans l'alliance irrite de plus en plus certains partenaires européens, notamment les Italiens et les Britanniques. L'entente Paris-Bonn n'aura été à Copenhague qu'une sorte de complaisance conservatrice ; elle aura joué comme un frein beaucoup plus, une fois n'est pas coutume, que l'extrême-sigence britannique.

La France qui, si un peu encore, disait soucieuse aux grandes lignes des propositions présentées par M. Delors sur la réforme de la politique agricole commune, et qui aurait pu s'en rapprocher encore un peu plus, a choisi à Copenhague le camp allemand et couvert la rigidité opposée par le chancelier à ces propositions. Ce blocage compromettait l'accord sur tous les autres points.

S'agit-il d'un calcul ? M. Kohl n'envoie-t-il pas d'essouffler en position, au risque de déplaire à ses agriculteurs et à la CSU, que lorsqu'il pourra, en échange, se prévaloir, à partir de janvier, du rôle de président de la Communauté pour se présenter comme l'artisan d'un accord global ? Le bruit en avait couru il y a quelques semaines, mais le tournant financier en avait montré l'absurdité. Deux mois vont d'autre part être perdus pour ceux qui, comme M. Genscher, ambitionnaient d'utiliser la période de la présidence allemande pour mettre l'accent sur la coopération politique et faire enfin entrer l'Europe dans l'ère du grand jeu Est-Ouest.

Février sera d'autre part moins propice que décembre pour une France au seul de la campagne électorale.

Tout cela étant dit, il serait injuste de ne voir dans la déconfiture de ce sommet que simple caprice politique ou économique. Il n'est pas si simple après tout de renoncer à des déconies de politique agricole commune. Il n'est pas si simple non plus pour une Communauté qui s'est pendant longtemps limitée à des accords économiques sectoriels de se lancer dans un projet global, cohérent et ambitieux, mais difficile précisément parce que tous ses éléments sont intriqués. Il eût fallu, pour assumer le pas, un peu de cette « passion » dont M. Delors regretta l'absence. La nécessité en tirera-t-elle tout dans deux mois ?

(Lire, pages 4 et 5, l'article de PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN.)

M 0147 - 1208 0 - 4,50 F

3790147004500 12080

## MM. Reagan et Gorbatchev vont aborder à Washington l'ensemble du contentieux Est-Ouest

Parti le lundi 7 décembre de Moscou, M. Gorbatchev est arrivé en fin de matinée à la base aérienne de Britze-Norton, en Grande-Bretagne, où il a eu avec M<sup>me</sup> Thatcher une conversation, suivie d'un déjeuner. Le numéro un soviétique était attendu un peu avant 17 heures (23 heures à Paris) sur la base aérienne d'Andrews, près de Washington, où il devait être accueilli par M. Shultz, secrétaire d'Etat américain.

Après la signature du traité sur les missiles intermédiaires, prévue mardi, MM. Reagan et Gorbatchev parleront d'une éventuelle réduction des armes nucléaires à longue portée, mais ils aborderont en fait l'ensemble du contentieux entre l'Est et l'Ouest. Cela après que les douze membres de la Communauté européenne ont étalé leurs divisions au sommet de Copenhague, qui s'est terminé sur un échec.



## Des armes stratégiques... à l'Afghanistan

WASHINGTON  
de très arroyés spéciaux

Un sommet a toujours quelque chose d'irrationnel. Celui qui commença réellement mardi à Washington ne manquera pas à la règle. Comment expliquer cet affrontement en forme de rencontre de deux hommes que tout ou presque oppose ? Comment expliquer tous les espoirs que cette épreuve de force suscite ? Comment penser et pourquoi croire qu'un mieux peut naître de pareille confrontation ?

Le fait est pourtant là. Pendant trois jours, deux hommes, l'un de cinquante-six ans, l'autre de vingt ans son aîné, vont se parler, se jauger et peut-être prendre des décisions qui concerneront tous. Leur dialogue, pourtant, vient de loin. M. Gorbatchev est avant tout motivé par la nécessité de restructurer, sinon son pays, du moins

son économie. Croire ou non à sa sincérité est de peu d'importance. Mieux vaut s'interroger sur les moyens dont il dispose, sur ses chances de mener ses intentions jusqu'à leur terme.

Le traité FNI qui sera signé dès mardi, pour bien montrer que ce n'est là qu'un commencement, constitue à ce jour le premier succès tangible de M. Gorbatchev en matière de politique étrangère. Mais le secrétaire général tient sans doute à rapporter autre chose de Washington pour conforter sa propre position auprès de ses pairs.

Quant à M. Reagan, il voudrait, lui, que ce même traité ne soit pas son dernier succès. Il est clair qu'il souhaite ardemment que la négociation en cours sur une réduction de moitié des armements stratégiques aboutisse d'ici à l'été prochain. Non seulement parce que les portes de Moscou

lui seraient alors ouvertes pour un voyage qui ne manquerait pas de savoir et lui permettrait d'échapper au triste sort de « canard boiteux », ce pauvre président auquel plus personne ne s'intéresse alors que la campagne électorale est engagée. Mais aussi parce que Ronald Reagan rêve sincèrement d'un monde débarrassé des armes nucléaires avec, pour plus de sûreté, le bouclier spatial de l'IDS.

Même si les négociations START sont logiquement appelées à occuper une place de choix dans les entretiens, les deux dirigeants parleront de bien d'autres choses puisqu'ils doivent aborder aussi les droits de l'homme, les questions bilatérales et les problèmes régionaux, vaste catégorie où l'on place en particulier l'Afghanistan.

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 3.)

## Détente ou paix ?

par ANDRÉ FONTAINE

LES peuples sont versatile. Celui des Etats-Unis ne fait pas exception à la règle. Oubliés la peur des « rouges » : voici des millions d'Américains saisis par la « gorbymanie ». Finie la croisade contre l'empire du mal : quitte à se faire traiter d'« idiot » par le président du « caucus » conservateur, Reagan n'hésite pas à déclarer qu'avec Gorbatchev il va s'occuper non seulement de « détente », mais de paix véritable.

On se croirait revenu, pour un peu, à l'époque où Uncle Joe, alias Staline, était l'idole des Yankees. Ecoutons Roosevelt, dans ses confidences à l'ambassadeur Bullitt : « J'ai comme l'impression que tout ce que Staline désire, c'est assurer la sécurité de son pays. Je pense que si je lui donne tout ce qui me sera possible sans rien lui réclamer en échange, noblesse oblige, il ne tentera pas d'annexer quoi que ce soit et travaillera à fonder un monde de démocratie et de paix » (1). Noblesse oblige ! Et allez donc...

Reagan n'en est pas là. Mais enfin il tombe sous le sens qu'il préférerait demeurer dans l'Histoire comme l'homme de la réconciliation avec Moscou plutôt que comme celui de l'« irragate » ou de la dégringolade du dollar. Autrement dit, il est demandeur.

(Lire la suite page 4.)

(1) William Bullitt - « How we won the war and lost the peace ». Life, 30 août 1948.

## M. Le Pen « indésirable » aux Antilles

Le président du Front national empêché par des manifestants de débarquer en Martinique  
PAGE 11

## Des dizaines d'opposants iraniens seront expulsés de France

La décision a été annoncée lundi par le ministère de l'Intérieur  
PAGE 48

## Mesures de grâce en Tunisie

Parmi les bénéficiaires, plus de six cents islamistes  
PAGE 6

## Libéralisme et krach boursier

Le « moins d'Etat » a encore de beaux jours  
PAGE 42

Les réponses aux dix premières questions  
PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 48

## Un entretien avec M. Nguyen Van Linh

## Les certitudes du numéro un vietnamien

Le secrétaire général du PC vietnamien, M. Nguyen Van Linh, écrit souvent dans la presse vietnamienne, où ses billets - très attendus - sont signés des initiales « NVL », mais il est exceptionnel qu'il s'exprime dans la presse internationale.

HANOI  
de notre envoyé spécial

En secrétaire général du PC vietnamien en décembre 1986, lors de son sixième congrès, M. Nguyen Van Linh est devenu, en l'espace d'un an, le véritable chef d'orchestre d'une équipe qui tente à la fois de rompre l'isolement du Vietnam et d'en amorcer le développement économique. Cet ancien bagnard - il a fait deux séjours à Poulo-Condore, dont l'un de l'âge de seize ans à vingt et un ans, - a accompli une grande partie de sa carrière dans le Sud à l'époque des guerres française puis américaine. En 1975, il assure la direction du PC à Saigon, rebaptisée Ho-Chi-Minh-Ville, un poste crucial qui lui sera de nouveau confié en

1981 pour cinq ans, en dépit d'une apparente disgrâce, puisqu'il est éliminé du bureau politique de 1982 à 1985.

M. Linh, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, qui paraît de tempérament très calme, a entrepris de relever le Vietnam des ruines causées par quarante ans de combats. Il semble tout aussi désireux de voir aboutir un règlement du conflit cambodgien. « A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas concentrer nos efforts sur notre développement. Nous devons défendre notre pays sur la frontière nord et remplir notre devoir international au Cambodge, ce que nous faisons aussi pour assurer notre défense », nous a-t-il déclaré, le samedi 5 décembre à Hanoi, au cours d'un entretien au siège du comité des relations extérieures du PC, vieille bâtisse de style colonial au cœur de la capitale vietnamienne.

Bien sûr, dit-il d'emblée, « le Vietnam ne peut que se réjouir » des résultats, annoncés la veille, des premiers entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. « C'est un premier pas important.

Il ouvre la voie à une solution du problème cambodgien », estime-t-il, tout en n'omettant pas, au passage, de qualifier de « très positif » le fait que la France « ait permis la rencontre ». M. Linh poursuit : « Je suis personnellement convaincu que, en dépit de difficultés inévitables, le processus de réconciliation nationale entre Cambodgiens sera un succès et que le prince Sihanouk rentrera au Cambodge pour y occuper une position élevée. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
(Lire la suite page 8.)

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1987

Joseph BRODSKY

Poèmes 1961-1987

Traduit du russe  
Préface de Michel Aucouturier

GALLIMARD nrf

Le Monde

ÉCONOMIE

La crise de l'aménagement rural. La conjoncture, par Jacques Sauvage. La chronique de Paul Fabra : les messages ambigus de l'Acte unique.

Pages 37 à 40



حکومت من الامم

# Débats

## Mon témoignage sur Heidegger

Qu'il fut le plus grand philosophe du temps de ma jeunesse, dans les années 40 ? Comment répondre sans prononcer le nom de Martin Heidegger ? Ajoutons, si l'on veut, « hélas », — comme Gide pour Victor Hugo — bien que cette paraisse dérisoire à la fois devant le penseur génial et devant la triste banalité de la mésaventure politique.

Dans le débat relancé par le livre du chercheur chilien Victor Farías, je me suis justifié de faire entendre la voix d'un souvenir mineur. Réfugié à Lyon dans le printemps 1941, permanent de la Résistance après l'été 1942, j'avais du temps pour des études « désintéressées » — mon état de « clandestin » m'interdisait de me présenter aux concours. Je ne me souviens plus comment j'avais appris l'existence de Sein und Zeit. J'en découvris un exemplaire à la bibliothèque de la faculté des lettres, que je fis mien. Par des amis communs, au même moment, je rencontrai Jean Beaufret, germaniste et philosophe qui enseignait au lycée Ampère. L'intérêt pour Heidegger fut un des ciments de notre amitié.

Muni du gros livre paru chez Nerneyer à Helle, je me rendis tous les soirs chez Beaufret. Nous nous penchions alors ensemble sur les mystères du *De-sein*, de l'ontique et de l'ontologique. Je n'avais que de pauvres notions de philosophie, mais mon allemand était plus substantiel que celui de Beaufret. Nous avançons heureux dans les arcanes d'une pensée servie par une langue dont le poétique et la rigueur me tenaient toujours sous leur charme. Nous avions entendu parler du rectorat de Heidegger et de ses faiblesses. Les imperfections de l'homme nous agaçent, mais l'œuvre nous tenait en haleine.

Quand les Allemands occupèrent Lyon, à la fin de 1942, ils fixèrent le couvre-feu à 20 heures. Nos séances de travail heideggerien allaient-elles prendre fin ? Que non pas ! J'étais devenu entre-temps un des responsables de la fabrication de faux papiers pour la Résistance. Tous les jours, mon service s'enrichissait de nouveaux modèles et de nouvelles capacités. Ce n'était pas difficile de se procurer un exemplaire du *laiser-passer* établi par les autorités d'occupation et de le reproduire. Désormais c'est muni de mon faux laissez-passer que j'allais fréquenter chez Beaufret pour traduire et commenter quelques pages du penseur qui nous dévoilait le sens de l'être, la vérité libérée de ses voiles.

par JOSEPH ROVAN

Un ami commun, Marc Barbazat, industriel fortuné, faisait paraître à ses frais une revue littéraire de luxe et d'avant-garde qu'il intitulait *Arbelète*. Il fut séduit par nos récits et nos lectures, et publia quelques pages de ma traduction. Quand je disparus à Paris, happé par la Gestapo, Beaufret poursuivit l'ouvrage. *Arbelète* eut du succès ; quand je revins de Dachau, en juin 1945, mes traductions étaient connues d'un certain nombre d'intéressés.

On m'en redemanda ; je donnai à Max-Pol Fouchet et sa revue *Fontaines*, repatriée d'Algérie, le très beau commentaire du poème de Hölderlin « *Wie wohnt am Fuertage...* », et mis en français la Lettre à Jean Beaufret qui scellait l'alliance des deux philosophes, dont le plus jeune se conçoit à tel point comme le disciple de l'autre qu'il appellera plus tard son œuvre propre et capitale : *Entrétiens avec Heidegger*.

### Le piano du philosophe

Je m'en fus ensuite, à l'automne 1945, participer à la reconstruction d'une Allemagne démocratique. Prés de Fribourg, je devais animer une semaine de formation pour responsables d'universités populaires. Jean Beaufret me demanda de m'occuper de Heidegger qu'il savait en proie à des représentations. Celles-ci, je m'en aperçus, n'étaient pas trop pénibles ; bien sûr, le professeur avait perdu sa chaire, une partie de son appartement était occupée — mais ce qui le blessait le plus, c'est qu'on avait réquisitionné son cher piano qui servait dans un mess de sous-officiers français à des fins moins nobles que chez le philosophe. Je pensai que la punition était sans rapport avec la nature du crime, et parvins à faire rapporter le piano dans son lieu d'origine. Heidegger m'en sut gré ; je savais par Beaufret que mes traductions lui convenaient.

S'il ne parlait pas bien le français, il avait de notre langue une bonne connaissance littéraire, comme beaucoup de lycéens d'autrefois qui lisaient fort bien le latin et le grec mais le parlaient peu. Un jour, je pense que c'était ensemble, Jean Beaufret et moi, rendre visite à Heidegger dans son chalet de Todtnauberg. Je le voyais pour la première fois et je fus saisi par l'extraordinaire impression de puissance qui émanait du petit homme moustachu. Ce n'était pas une question de

sympathie, encore moins d'amitié, mais la certitude de rencontrer la grandeur qui n'est pas nécessairement aimable.

Deux autres hommes seulement m'ont fait vivre cette même certitude, et Dieu sait que leur grandeur était d'une autre nature et qu'elle suscitait d'autres formes et d'autres qualités d'admiration : le général de Gaulle et le cardinal de Lubac.

Pendant deux jours, Heidegger, Beaufret et moi, nous nous penchâmes sur un dictionnaire franco-heideggerien, petit carnet manuscrit dans lequel j'avais noté les traductions des principales notions rencontrées dans les textes heideggeriens. Ce fut une suite de moments très intenses. Quel que fût le jugement que méritait l'homme public et le rapport de l'action publique avec la pensée (Luther a écrit d'abominables pages antisémites et Marx a donné naissance à Lénine et à Staline), c'est une pensée d'une importance capitale qui se communiquait à nous. Jean Beaufret garda le carnet et ses héritiers ne l'ont pas retrouvé.

Mon propre chemin devait m'éloigner ensuite de ces recherches mais il me resta une conviction très forte, ou plutôt deux convictions.

La première concerne l'importance que la pensée heideggerienne a eue pour la construction de ma propre *Weltanschauung*. Elle m'a permis de concevoir l'alliance de la rationalité et de l'intuition par laquelle nous accédons à une autre connaissance de l'être. Je pense que, sans la fréquentation de Heidegger, je ne me serais pas senti appelé à rejoindre l'Eglise catholique.

La deuxième conviction a trait aux rapports entre la pratique de Heidegger et son comportement humain, d'une part, et son œuvre philosophique de l'autre. Ce serait faire injure au penseur que de l'absoudre des responsabilités prises et des fautes commises par l'homme. Les puissances que le philosophe dévoile sont de lumière mais aussi de nuit, d'élévation et d'infirmité. Ce sont les abîmes de l'existence qu'il ouvre à notre regard, et ces abîmes, il les a lui-même franchis. Sa pensée et son œuvre ont des liens consubstantiels avec le national-socialisme, qui fut aussi et même surtout une manifestation du diabolique. Ce n'est pas sans motifs une pensée et une œuvre parmi les plus grandes et les plus pertinentes produites par l'Occident en son âge moderne, égales en importance de celles de Hegel, de Marx et de Nietzsche, allemands comme Heidegger et découvertes comme lui de profondeurs ambiguës.

## Il nous faut un président-manager

Un arbitre à l'Elysée ? Non ! La France doit pouvoir parler d'une seule voix

par BERNARD KRIEF (\*)

VOILA que se dessine peu à peu une nouvelle lecture de la Constitution de la République. La France va-t-elle y gagner ? Essayons d'examiner la chose, hors polémique.

Lorsque l'actuel président de la République accède au pouvoir, il ne renie rien du rôle du président de la République tel que — avec des styles divers — le lui ont légué ses trois prédécesseurs. Il est le chef suprême et il intervient par gouvernement interposé dans toutes les affaires. Tous les domaines sont les siens : la défense, la culture, les affaires étrangères mais aussi l'économie et l'intérieur, et encore la moindre nomination porte plus ou moins son empreinte. Peut-être l'idée d'un président-arbitre était-elle déjà en devenir dans son esprit ? C'est ce qui expliquerait que certaines décisions, aujourd'hui contestées, aient pu être prises en œuvre sans même que l'information remontât jusqu'à lui ? S'était-il éloigné des affaires sans que cela fût dit ? Toujours est-il qu'avant mars 1986 personne n'a fait la moindre allusion à ce fait, d'importance ! Personne n'a parlé de président-arbitre.

Le changement de majorité à l'Assemblée nationale aurait pu entraîner sa démission. Il n'en a pas jugé ainsi et comme je l'avais prévu dès mars 1986 (1), ce qui est devenu la cohabitation n'a bien en effet jusqu'à son terme.

Dans cette situation il s'est révélé, à la surprise de la plupart des observateurs, que le président de la République n'avait de pouvoir ni de droit ni de fait. L'usage de l'article 16 et la dissolution sont des bombes atomiques ou des sabres de bois, selon les situations.

Certes, il a pu ainsi freiner, bloquer, retarder, critiquer, retenir. Mais cela s'est limité en fin de compte à marquer sa fidélité à quelques amis en les protégeant, retarder des projets de loi, s'amuser d'une compétition de présence et de prestige avec le chef du gouvernement ou l'un de ses ministres, lancer par-ci par-là un commentaire sur une institution, un dossier, un projet de loi. Qu'a-t-il pu imposer ? Rien. Qu'a-t-il pu empêcher ? Pas davantage.

On comprend dans ces conditions que la plate-forme de communication du président de la République devrait être repensée attentivement et c'est pourquoi, loin de reconnaître son impuissance à peser sur les décisions — ce qui, s'ajoutant à la défaite de

ses troupes, eût à coup sûr détérioré son image — il s'affirme aujourd'hui arbitre.

Tandis que ses partisans lui reconnaissent volontiers cette qualité (et cela d'autant plus facilement que le gouvernement considère cette attitude comme un moindre mal), des voix se sont élevées pour le dénoncer comme un arbitre partisan. Comment le lui reprocher ?

### Le paraphe inchangé

Ayant décidé l'entrée des communistes au gouvernement et donné à la France un jeune premier ministre (à la suite d'un mois jeune mais tout aussi présent), il était forcément solidaire de tous les actes du gouvernement. Même si sa confiance fut trahie par ceux de ses collaborateurs qu'il croyait les plus fiables, le gouvernement et la politique menée étaient bien les siens. Aujourd'hui, il préside un gouvernement dont il estime la politique discutabile et, tandis que sa bouche critique et condamne, sa main signe d'un paraphe inchangé dans son élégance et son efficacité, depuis le début de cette cohabitation, par choix pour lui et obligation pour la majorité parlementaire.

Mais le problème n'est pas de savoir si François Mitterrand peut devenir un arbitre équitable. Après tout, la capacité d'effort de volonté, d'intelligence et aussi d'humanisme qu'on lui connaît pourraient peut-être lors d'un prochain mandat lui permettre d'oublier ses convictions profondes pour « arbitrer ». Laissons la question ouverte.

Mais la France a-t-elle besoin d'un président-arbitre ? Et pour quoi faire ? Va-t-il arbitrer entre un gouvernement supposé animé de manières pensées face à un bon peuple de France qu'il faut protéger des excois ? L'hypothèse ne tient pas. Entre une politique libérale et le socialisme pour se situer à un milieu supposé juste, à la manière de cette famille dont certains membres veulent rester en France, d'autres se rendre au Brésil, le juste milieu étant une plate-forme équilibrante des deux pays en plein océan Atlantique ?

Faut-il quelqu'un qui freine quand l'autre accélère ? Prendre le plus grand vent dans les voiles quand l'autre les cargue et tandis que l'un agit pour mobiliser le pays, l'autre prophétise l'échec ?

Et avec une majorité parlementaire et un gouvernement de son choix ? Un président-arbitre, quelles que soient ses opinions et sa volonté, n'a pas davantage d'influité. Il ne serait alors qu'un sage donnant ses avis mais laissant le gouvernement libre de ne pas les suivre. N'ayant pas le pouvoir réel, il n'en aurait pas la responsabilité.

Est-ce cela que nous voulons ? Un président-arbitre qui conseille, mais qui n'est responsable de rien ? Au courant de rien ? Représentant de luxe de la maison France, interlocuteur brillant des autres chefs d'Etat, sans que ses propos soient autre chose que l'expression de la volonté d'un gouvernement soutenu par l'Assemblée ? Ce n'est pas cela la V<sup>e</sup> République.

Par les temps difficiles que nous traversons, dans cette solidarité-concurrence que nous avons avec les autres pays occidentaux sur le plan technologique, commercial, économique, financier, militaire et aussi politique puisqu'il nous faut — même en marquant notre indépendance — vivre dans un camp, nous avons besoin d'une France qui ne parle que d'une seule voix, à tout le moins décidée, quand elle n'a pas les moyens d'être forte.

Que serions-nous devenus avec un « chef d'Etat arbitre » au lendemain de la seconde guerre mondiale ? Qu'étoions-nous devenus sous la IV<sup>e</sup> République ? Ce qui nous a ressuscités, c'est justement le retour d'un chef responsable et fort en 1958. La France et ses ressources humaines, technologiques, militaires, étaient les mêmes. C'est donc la force d'un homme responsable, d'un manager de la nation qui a fait la différence.

Si l'on doit changer de République, il faut que ce soit pour renforcer les pouvoirs et les responsabilités du président de la République (2) et non pour revenir à la IV<sup>e</sup> République dont on pourrait dire, comme d'une personne, qu'elle n'a pas survécu à une faiblesse de Constitution.

La France a besoin d'un président-manager, actif, courageux, efficace, assumant les décisions de son gouvernement pour en être solidaire parce qu'il faut, pour une France performante, un président fort et responsable, qu'il soit de gauche ou de droite, chacun là-dessus peut garder ses convictions. Mais un président-arbitre, n'est-ce pas tout simplement antinomique ?

(1) *Le Croix*, 21 mars 1986.  
(2) *Gérer la France comme une entreprise*, Latzke, B. Krief et J. Darmon, 1986.

(\*) Conseil en communication.

## Au Courrier du Monde

### JUGEMENT

L'engagement de l'évêque de Jérémie

Dans l'article sur Haiti « Sous le vernis démocratique des élections, une lutte féroce pour le pouvoir », paru dans le *Monde* daté 29-30 novembre, j'ai lu que « les prêtres engagés, tel Mgr Romehus, évêque de Jérémie, ont troqué la doctrine de la théologie de la révolution pour le ton plus mesuré de l'évangile ».

Je m'étonne d'un tel jugement à l'exportation sur l'évêque de Jérémie, car il n'est pas dans les habitudes de langage de Mgr Romehus d'utiliser la « doctrine », ni dans ses catégories intellectuelles d'élaborer une « théologie de la révolution ». Dire ce que vous dites, c'est méconnaître et la personne et la sensibilité évangélique de l'évêque de Jérémie.

CHARLES ANTOINE  
(DIAL : Diffusion de l'information sur l'Amérique latine).

### CONTRE-VÉRITÉS

### Cancers et essais nucléaires

Je suis président de l'Association des amis de la Polynésie française, fondée en 1975, dont les membres se rendent régulièrement auprès des malades polynésiens hospitalisés en France métropolitaine.

A ce titre, je reçois régulièrement de l'administration locale la liste des malades et leur affectation dans les hôpitaux. Notre association a donc une expérience de plus de dix années, et elle travaille en liaison

avec les professeurs qui ont la responsabilité des soins (certains sont eux-mêmes membres de l'AAPF).

C'est avec indignation que j'ai pris connaissance de l'article du *Monde* du 25 novembre, intitulé « La TV britannique accuse la France », et relatant le contenu d'une émission réalisée par des journalistes anglais et néo-zélandais.

Il n'a jamais été observé à aucun moment et ce, depuis plus de vingt ans, une recrudescence des cas de cancer, tumeur ou malformation, chez les Polynésiens du fait des essais nucléaires.

PAUL COUSSERAN,  
ancien haut commissaire de la République de Polynésie française.

### PATERNITÉ

### « La Fayette, nous voici ! »

Puis-je répondre à votre lecteur M. P. Bourget (*Le Monde* du 25 novembre) que le mot « obéir » — *La Fayette nous voici !* — ne fut effectivement pas prononcé par le général Pershing, mais bien par le colonel Charles E. Stanton, le 4 juillet 1917, sur la tombe de La Fayette, au cimetière de Picpus.

Après le discours de circonstance du général Pershing, le colonel ne prononça que quatre mots : « *La Fayette, we are here* », ce qu'atteste le général Pershing lui-même dans son livre *My experiences*.

Toutes ces précisions, et d'autres, ainsi que les références (livres, articles de journaux...) se trouvent dans l'ouvrage publié en 1946 par Henri Gourbort : *Les mots historiques qui n'ont pas été prononcés* (éditions de Fontanelle).

JEAN GARTNER  
(Saint-Clement-de-Rivière, Hérault).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75477 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDIPAR 630272 F  
Téléphones : (1) 45-23-06-81  
TEL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur, Administrateur général : Bernard Waut.

Rédacteur en chef : Daniel Verne  
Corédacteur en chef : Claude Sèze.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS  
TEL. : (1) 45-25-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
TEL. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 208 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par airmail)			
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
R. - SUISSE, TUNISIE			
594 F	972 F	1 404 F	1 809 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse : diffuser en prévision ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux et de ne pas laisser d'abonnement à l'échec.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 35-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-3037

Le Monde (USPS 786-910) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde s/o Speddingco, 45-25 39th Street, L.G.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.G.I. and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speddingco U.S.A., P.O.C., 45-25 39th Street, L.G.I., N.Y. 11104.

Pierre VIDAL-NAQUET  
Les assassins de la mémoire

Pierre Vidal-Naquet  
Les assassins de la mémoire

69 francs

« Un Eichmann de papier »  
et autres essais sur le révisionnisme

« Un livre qui plaide pour la rigueur historique  
contre la confusion, pour une histoire à venir  
contre les délires des morticoles. » *Le Monde*

« Si vous voulez savoir tout ce qui se cache derrière  
"le point de détail" de Jean-Marie Le Pen, lisez  
Pierre Vidal-Naquet. » *Le Nouvel Observateur*

« Un ouvrage salutaire dont on ne peut que conseiller  
vivement la lecture en cette période de délire  
du discours politique. » *La Croix*

La Découverte



## La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev à Washington

Le traité américano-soviétique sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (FNI) que doivent signer, mardi 8 décembre, à Washington M. Ronald Reagan et M. Mikhaïl Gorbatchev est prêt et aucune négociation de dernière minute n'est en cours, a déclaré dimanche 6 décembre, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, interrogé lors d'un débat télévisé, a précisé que les experts chargés de mettre la dernière main à la rédaction finale du texte en étaient au stade de la comparaison des versions en russe et en anglais. « Tout est terminé » en ce qui concerne la négociation de cet accord, a-t-il affirmé.

A Moscou cependant, la Pravda estimait dimanche que les derniers développements aux Etats-Unis à la veille du sommet font douter de la sincérité du gouvernement américain concernant le processus de désarmement. Le quotidien du PC soviétique dénonce les « forces de droite et militaristes » américaines qui s'opposent au désarmement. Evoquant les dernières accusations américaines de violation par l'URSS du traité ABM (sur les missiles antibalistiques)

de 1972, la Pravda conclut : « Devant ces faits et d'autres encore, on comprend aisément que nombre de Soviétiques doutent que le gouvernement américain soit sincèrement intéressé par un processus réel de désarmement. »

De même l'agence Tass a qualifié de « ramassis anti-soviétique » les milliers de personnes qui ont manifesté à Washington en faveur des refusniks. L'agence soviétique dénonce cette manifestation dont les « organisateurs avaient pour but » de « discréditer l'URSS et son gouvernement aux yeux des Américains ». De leur côté les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient protester contre l'interprétation à Moscou d'un journaliste américain qui couvrait une manifestation contre la politique d'émigration. (Lire page 6.)

Au Caire, le président égyptien Moubarak a invité MM. Reagan et Gorbatchev à convenir d'une « formule décisive pour mettre fin à l'occupation israélienne de territoires arabes et permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination ». Dans

une déclaration publiée dimanche, le président égyptien a d'autre part affirmé que les deux superpuissances doivent « se mettre d'accord » sur la nécessité de mettre fin à la guerre irako-iranienne. « La présence militaire des grandes puissances dans le Golfe est une reconnaissance de l'intérêt stratégique qu'elles portent à la liberté de navigation et à l'arrêt de l'escalade militaire » a indiqué un porte-parole.

De son côté, le colonel Kadafi, chef de la révolution libyenne, a fait part, dans un message « urgent » adressé samedi à M. Gorbatchev, de sa préoccupation quant aux possibles conséquences de la rencontre américano-soviétique pour l'Afrique et l'Afghanistan. Selon l'agence libyenne JANA, le message remis à l'ambassadeur soviétique à Tripoli souligne l'« inquiétude des peuples angolais, éthiopiens, afghans, libyens, et tchadiens quant aux conséquences de cette rencontre qui risquent de leur être défavorables ». Le dirigeant libyen exprime par ailleurs son soutien à la politique soviétique sur le désarmement. (AFP, Reuters.)

## Des armes stratégiques à l'Afghanistan

(Suite de la première page.)

C'est un sujet à propos duquel M. Ronald Reagan aimerait bien mettre son interlocuteur au pied du mur. D'autant que M. Gorbatchev fait miroiter depuis quelque temps la perspective d'un retrait des troupes soviétiques avant la fin de l'année prochaine. C'est-à-dire juste avant la fin du second et dernier mandat de Ronald Reagan. Il y a de grandes espérances — ou de grandes déceptions — dans l'air.

Plus en détail, voici les principaux dossiers qui figurent à l'ordre du jour de ce sommet :

● Elimination des missiles intermédiaires (FNI) en Europe.

C'est le seul point acquis du sommet. Il l'est depuis que MM. Shultz et Chevardnadze ont bouclé l'affaire à Genève il y a une quinzaine de jours. Dans les trois ans, l'URSS et les Etats-Unis auront démantelé ces armes. Quantitativement, l'affaire est d'une importance limitée puisque les engins concernés — d'une portée allant de 500 à 5 500 kilomètres — ne représentent même pas 5 % des arsenaux nucléaires existants. Qualitativement, l'accord marque pourtant une date fondamentale dans l'histoire de la réduction des armements : c'est la première fois que des armes existantes sont vouées aux oubliettes (il ne s'agissait auparavant que de maîtriser la croissance des arsenaux), et c'est aussi la première fois que les puissances concernées acceptent un système de vérification basé sur des inspections *in situ*, autrement dit impliquant un certain abandon de souveraineté.

Même si la plupart des gouvernements européens ont fait bonne figure, tout en pensant que Moscou allait obtenir à pas trop mauvais compte un beau succès dans sa recherche de la dénucléarisation de l'Europe occidentale, on est en droit de se demander si le sommet de Washington ne va pas déboucher à terme sur l'option triple zéro, c'est-à-dire l'élimination également des armes nucléaires à très courte portée (moins de 500 kilomètres). Aux dernières nouvelles M. Shultz a confirmé dimanche que, avant de s'attaquer aux armes à très courte portée, Américains et Soviétiques devront s'entendre sur le rééquilibrage des arsenaux convention-

nels, la réduction des armes stratégiques et l'élimination des armes chimiques.

● Les armes stratégiques et l'IDS.

C'est en principe le plat de résistance du sommet. On parle de choses beaucoup plus « sérieuses », car la négociation START concerne le cœur du système offensif des deux pays. Les problèmes à résoudre, notamment dans le domaine de la vérification, sont encore beaucoup plus complexes que pour les FNI. Mais, en contrepartie, l'expérience acquise pendant les conversations sur les missiles intermédiaires pourrait permettre de gagner du temps.

Les deux parties sont déjà d'accord sur certains principes. L'objectif est de réduire de 50 % l'arsenal stratégique des deux superpuissances. On a aussi convenu d'un plafond général de 6 000 têtes nucléaires stratégiques, dont 1 540 au maximum peuvent être portées par 154 missiles lourds intercontinentaux, considérés comme les plus précis. Mais il reste à convenir des autres limites par catégories (les sous-plafonds). Les Américains souhaitent par exemple qu'il n'y ait pas plus de 4 800 têtes nucléaires balistiques (les autres étant des charges portées par des missiles de croisière, domaine dans lequel ils ont une importante avance)... Ils pourraient cependant accepter un nombre un peu plus élevé et ils ont eu l'impression à Genève que les Soviétiques étaient disposés de leur côté, à faire une partie du chemin. D'autres sous-plafonds concernent les lanceurs basés à terre, et ceux qui sont transportés par des sous-marins posent aussi problème, chacun essayant de réduire au maximum les armes de précision de l'adversaire (sous-marins pour les Etats-Unis, missiles terrestres pour les Soviétiques). De part et d'autre, on veut croire que le sommet de Washington donnera aux négociateurs l'élan pour qu'ils parviennent, avant l'été prochain, à trouver les compromis indispensables et à régler tous les détails.

Mais il faudra avant cela qu'un problème infiniment plus délicat soit réglé ou durablement mis entre parenthèses : celui de l'initiative de défense stratégique

(IDS ou « guerre des étoiles »). Certes, M. Gorbatchev a complètement changé de langage depuis Reykjavik, où il affirmait qu'aucun accord sur les armements ne pourrait être conclu tant que les Américains n'auraient pas renoncé formellement à leur projet de défense spatiale.

Le numéro soviétique a même affirmé récemment, comme en écho au président Rea-

elle-même des recherches en ce domaine :

● Afghanistan.

Le grand mystère et peut-être un grand espoir du sommet. Les Soviétiques ont laissé entendre avec insistance que la question occuperait une place importante dans les négociations et ils rappellent à chaque occasion qu'ils ont déjà pris la « décision politique » de retirer leurs troupes et souhai-

éventuelle négociation israélo-arabe. D'un autre côté, on enregistre ici avec intérêt les conseils de modération donnés récemment par Moscou et Damas et une certaine reprise des contacts d'Israël avec l'URSS et les pays de l'Est : on s'inquiète aussi de la sophistication croissante de la politique soviétique dans la région ; amélioration des rapports avec l'Egypte et les pays du Golfe notamment.

C'est à propos de la guerre du Golfe d'ailleurs que les entretiens pourraient être les plus intéressants : Washington voudrait, en effet, que l'URSS se rallie enfin à l'idée d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran, conséquence logique du refus de Téhéran d'appliquer la résolution 598 votée par Moscou au Conseil de sécurité et qui appelle à un cessez-le-feu immédiat. Comme pour prévenir les reproches des Américains qui les accusent de faire délibérément traîner les choses, les Soviétiques ont à la veille du sommet lancé un avertissement inhabituel et public à Téhéran (Le Monde daté 6 et 7 décembre).

● Amérique centrale et latine.

M. Gorbatchev, qui ignore rien de la passion que porte M. Reagan aux combattants anti-sandinistes de la Contra, a évité depuis son arrivée au pouvoir de provoquer Washington dans son « arrière-cour ». C'est ainsi par exemple qu'il a tenu compte des avertissements américains et n'a jamais livré à Managua les chasseurs réclamés. La prudence soviétique (on la retrouve encore dans la crise haïtienne où Moscou s'est abstenu de toute ingérence) s'accompagne d'une campagne de charme à l'égard des régimes « bourgeois » du continent : elle a été ouverte en septembre par M. Chevardnadze qui s'est rendu en Argentine, au Brésil et en Uruguay, et M. Gorbatchev a déjà fait savoir qu'il aimerait lui aussi se rendre dans ces pays ainsi qu'au Mexique.

● Afrique australe.

Le sujet, si MM. Reagan et Gorbatchev le désirent, peut se prêter à d'amples discussions. L'intérêt des Etats-Unis et de l'URSS n'est-il pas d'en finir avec la guerre qu'ils se livrent par protégés interposés en Angola ? Une guerre qu'aucune partie en pré-

sence n'est en passe de gagner puisque les troupes de l'UNITA bénéficient de l'appui de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis (qui ont fourni également des missiles Stinger) et que celles du régime de Luanda peuvent compter sur l'aide d'un contingent cubain de 35 000 hommes et de 1 500 « experts » soviétiques et est-allemands.

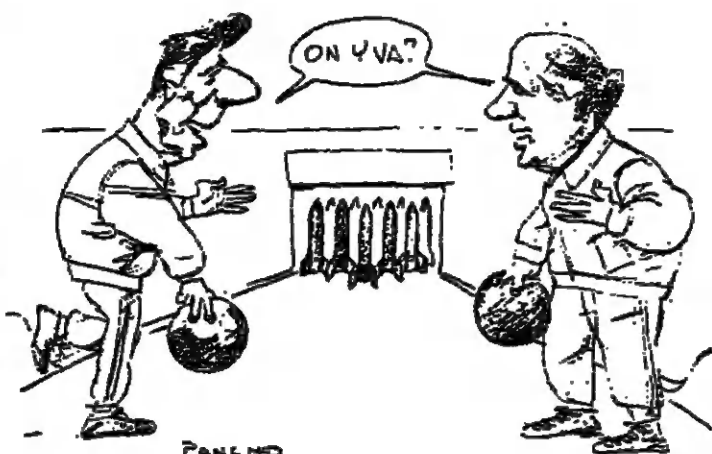
Washington exige le départ des Cubains et des conseillers allemands et soviétiques, promettant en échange de tout faire pour que Pretoria accepte enfin l'indépendance de la Namibie prévue par une résolution des Nations unies adoptée en 1978. Mais rien ne prouve que les Etats-Unis puissent ou veuillent faire entendre raison à l'Afrique du Sud.

● Droits de l'homme.

A chaque rencontre américano-soviétique, et à plus forte raison à chaque sommet, les Etats-Unis abordent la question en soulignant qu'elle est au moins aussi importante que les autres. « Dans mes entretiens à venir, je sais que seront assis à mes côtés des invités invisibles, des hommes et des femmes dont le seul espoir est qu'ils ne seront pas oubliés en Occident », a déclaré M. Reagan quelques jours avant l'arrivée de son hôte.

Les Américains reconnaissent que des progrès ont été enregistrés mais qu'il faut aller plus loin, et pas seulement faire des concessions sur des cas individuels. Pour l'opinion, les médias américains, ce qui importe avant tout c'est l'émigration des juifs d'URSS. Deux cent mille personnes venant parfois de régions fort éloignées ont manifesté dimanche en leur faveur à proximité de la Maison Blanche, sous la direction d'anciens « refusniks » à présent en Occident et de personnalités comme Elie Wiesel. La manifestation d'une ampleur tout à fait exceptionnelle a été marquée par les discours de plusieurs candidats aux élections présidentielles. M. Reagan a fait envoyer un message de soutien aux manifestants, mais depuis longtemps obtenu des organisateurs que la manifestation ait lieu avant et non pendant le séjour de M. Gorbatchev à Washington.

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE.



gan, que l'IDS ne serait pas sur la table des négociations. Mais pour ajouter aussitôt qu'il serait peut-être question du respect du traité ABM (missiles antimissiles). Toute la question est désormais de savoir si les Soviétiques exigent toujours une interprétation du traité signé en 1972 qui limiterait considérablement le programme de recherches américain sur l'IDS dans l'espoir que, les difficultés techniques et les restrictions financières imposées par le Congrès aidant, le projet américain se réduise comme une peau de chagrin.

Autre hypothèse confortée par divers signaux venus de Moscou : l'URSS, sentant que l'IDS est inscrite dans la logique de l'évolution scientifique et technique, se contente de limiter les dégâts. Son objectif serait simplement d'empêcher que les Etats-Unis ne prennent trop d'avance alors que, M. Gorbatchev en a publiquement convenu, l'URSS poursuit

tent le faire avant la fin de l'année prochaine. Les Américains affichent une grande prudence, soulignant que jusqu'à présent les déclarations soviétiques n'ont été suivies d'aucun geste concret et que la guerre continue dans toute sa cruauté. Mais, en même temps, M. Reagan a pris soin de souligner que M. Gorbatchev avait « hérité » de ce problème, une formule d'ailleurs reprise, le dimanche 6 décembre, par le porte-parole soviétique, M. Goussassinov.

● Le conflit israélo-arabe et la guerre du Golfe.

Même s'ils évoquent le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient, il y a peu de chances pour que MM. Reagan et Gorbatchev débloquent un dossier dont M. Shamir ne veut à aucun prix l'abandonner. Il n'empêche, l'heure n'est plus où on ne voulait pas entendre parler à Washington d'un rôle et d'une présence soviétiques dans une

## Quatre tête-à-tête et deux dîners officiels

WASHINGTON de nos envoyés spéciaux

Pas de tourisme, pas de visite de supermarché et, naturellement, pas de bain de foule. Pendant les trois jours et trois nuits qu'il passera à Washington, M. Gorbatchev verra beaucoup le président Reagan, qu'il connaît déjà bien, et à peine les Etats-Unis, où il n'a jamais mis les pieds.

M. Reagan rêvait de faire découvrir l'Amérique à son interlocuteur, de lui montrer qu'elle n'est pas aussi mauvaise que ne le prétend « la propagande dans laquelle le numéro un soviétique a été élevé ». Les Soviétiques ont décliné l'offre. M. Gorbatchev, logé à l'ambassade d'URSS, ne verra, à travers les vitres fumées de sa Zil blindée, que le centre plutôt impersonnel de Washington.

Quatre tête-à-tête avec M. Reagan lui donneront, au ravanche, largement le temps de faire le tour du bureau ovale de la Maison Blanche. Mais il n'a même pas au Capitole, où au moins une centaine de congressistes avaient menacé de boycotter la visite du « dictateur communiste ». Au lieu de cela, neuf membres du Sénat et de la Chambre des représentants font, au second jour de la visite, prendre avec lui leur petit déjeuner à l'ambassade d'URSS, imités le lendemain par le vice-président Georges Bush.

Le secrétaire général du PC soviétique était attendu lundi après-midi 7 décembre à

Washington, où il devait être accueilli à la base militaire d'Andrews par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Mais, décalage horaire oblige, le « véritable » séjour de M. Gorbatchev ne commença que mardi matin avec la cérémonie d'accueil à la Maison Blanche, suivie d'un premier tête-à-tête, et, en début d'après-midi, de la signature du traité sur l'élimination des missiles (FNI) de portée intermédiaire et d'un second tête-à-tête. Le soir, au « grand dîner » à la Maison Blanche, sur fond de lutte des classes, les Américains, tradition oblige, seront en smoking, et les Soviétiques en costume de ville. « Nous n'avons pas ce genre de vêtements ni ces habitudes bourgeoises », a expliqué avec un clin d'œil le porte-parole soviétique, M. Goussassinov.

### Le face-à-face des épouses

Le mercredi soir, dîner retour à l'ambassade d'URSS, après toute une journée d'entretien, et le clou médiatique de la visite : le face-à-face des épouses. Pendant que Ronnie et Micha auront leur second tête-à-tête, Nancy et Raïssa auront, elles aussi, une conversation très attendue pour toutes sortes de raisons. D'abord, la première entrevue des deux dames à Genève avait été désagréable, M<sup>me</sup> Gorbatchev s'étant lancée dans des tirades idéologiques sur un ton qui n'avait guère plu à son interlocutrice.

A Reykjavik, M<sup>me</sup> Gorbatchev avait aggravé son cas en feignant jusqu'au dernier moment de

ne pas accompagner son mari, ce qui avait incité M<sup>me</sup> Reagan à rester chez elle; Raïssa avait occupé finalement seule tout le devant de la scène. Ensuite, M<sup>me</sup> Reagan a dû attendre plus de quinze jours la réponse à une invitation pour un thé à la Maison Blanche, qui s'est transformé en café, M<sup>me</sup> Gorbatchev préférant consacrer son après-midi à une rencontre avec des directeurs de journaux américains.

Enfin et surtout, les deux femmes sont supposées avoir l'une et l'autre beaucoup d'influence sur leur mari. Cela se chuchote à Moscou, mais se proclame à Washington, où le rôle supposé de la *first lady* dans les coulisses de la négociation sur les armements est disséqué à longueur de colonnes.

Le dernier tête-à-tête entre le président et le secrétaire général est prévu pour jeudi matin. Il sera suivi d'un déjeuner de travail et de la cérémonie d'adieux à la Maison Blanche (les officiels américains semblent exclure l'hypothèse d'une prolongation du sommet). Après quoi, M. Gorbatchev rencontrera des hommes d'affaires américains, tiendra une conférence de presse à l'ambassade d'URSS et prendra aussitôt après le chemin de l'aéroport, tandis que le président américain se préparera à prononcer un discours télévisé à la nation. Nul doute qu'il souhaite pouvoir annoncer à cette occasion qu'il y aura un quatrième sommet Reagan-Gorbatchev, cette fois à Moscou.

J.A. et J.K.

**Les pièges de l'amour érotique**  
PAR SUDHIR KAKAR ET JOHN MUNDER ROSS

Les grandes histoires d'amour de la littérature mondiale sont ici interprétées par deux psychanalystes. Chaque culture, chaque religion laisse sa trace sur l'érotisme et les comportements amoureux. Craintes, effrois, et maints visages de l'amour.

256 pages, 135 F

LES LIVRES DU PUF QUESTIONNAIRE LE MONDE



صكنا من الاصل

# Diplomatie

## La rencontre de M. Reagan et de M. Gorbatchev à Washington

### Détente ou paix ?

(Suite de la première page.)  
Il faudrait à son illustre visiteur une singulière magnanimité pour ne pas tenter d'en profiter.

Outre que la magnanimité n'a jamais figuré au catalogue des principes du léningisme, c'est là un luxe que le numéro un soviétique peut difficilement se permettre. Il a des ennemis par-dessus la tête. Depuis le limogeage du chef du parti pour la capitale, il est clair qu'il ne fait pas exactement ce qu'il veut chez lui : le soutien d'une bonne partie de l'intelligentsia ne suffit pas à effacer la résistance d'une nomenclature qui craint de perdre ses privilèges, ni la réserve de travailleurs à qui on a trop promis depuis soixante-dix ans que demain on rassemblerait gratis.

La situation n'est pas plus brillante dans le « camp ». La Roumanie s'entrouvre dans le cauchemar. La Pologne, consultée par référendum, a dit oui à Jaruzelski. Le « modèle » hongrois n'en sera bientôt plus un : comme dans un vulgaire pays d'Amérique latine, un endettement démentiel conduit la patrie de Litz et de Bartok à une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat. L'incroyable dynamisme économique du reste de l'Asie orientale souligne encore un peu plus le dénuement de l'Indochine. Le propre frère du président de la République afghane vient de passer à l'étranger. Le spectre de la famine écrasée de nouveaux pays éthiopiens ravagés par la guerre civile. En Angola et au Mozambique, la soulevée de l'Afrique du Sud et la rébellion élimine tout espoir pour le pouvoir communiste d'en finir avec elle. Cuba coûte cher, et le Nicaragua est littéralement assiégé.

#### Le seul terrain fertile

Dans un tel climat, la politique étrangère offre à Gorbatchev le seul terrain où il puisse engager rapidement des résultats assez spectaculaires pour faire taire les jaloux. Certes, il a consenti d'entrée de jeu de fortes concessions. Qui eût cru, au plus fort de la crise des surimpressions, qu'un jour viendrait un numéro un soviétique accepterait la destruction de la totalité de ses SS-20 ? Mieux, qu'il ouvrirait tout grand ses frontières aux contrôleurs américains, alors que Khrouchtchev avait juré ses grands dieux à Eisenhower que jamais l'URSS ne

laisserait des étrangers « pénétrer dans sa chambre à coucher » ?

Cela dit, ces concessions prouvent surtout que « Gorbys » est sensiblement plus habile que ses prédécesseurs, lesquels avaient tendance à confondre diplomatie et observation. S'il est parvenu à convaincre ses militaires d'accepter de bon cœur la destruction d'armes aussi coûteuses, c'est qu'il disposait de bons arguments.

Il est facile d'en imaginer quelques-uns : la prochaine obsolescence des armes en question, qui réduit l'effet de leur démantèlement ; la disparition, en contrepartie, de fusées adverses capables d'atteindre en une demi-heure n'importe quel point de l'Europe soviétique jusqu'à Moscou ; la diminution, face aux gros bataillons et aux armes chimiques du pacte de Varsovie, de la protection de l'Europe occidentale ; l'affaiblissement de l'automatisme de la riposte américaine à une agression nucléaire ou pas ; l'encouragement donné au neutralisme, notamment en Allemagne ; enfin, et ce n'est pas le moindre de ces arguments, la quasi-certitude qu'il sera impossible de réintroduire des Pershing-2 ou des missiles de croisière en Europe de l'Ouest le jour où l'URSS s'estimerait justifiée par un regain de tension à déployer à nouveau ses propres joujoux atomiques.

On comprend qu'au vu d'une telle liste nombre de responsables en Occident, s'arrachent les cheveux. Mais la mauvaise humeur n'a jamais servi de rien. De toute façon, les opinions de nos pays ne comprendraient pas que l'on fit la fine bouche sur ce qui constitue tout de même le premier accord de désarmement véritable depuis la guerre.

Jusqu'à présent, en effet, il ne s'était agi que de limiter, qualitativement d'ailleurs plus que quantitativement, l'ampleur de la course aux armements : l'objet du traité qui sera signé mardi à Washington est tout autre, puisque ce texte prévoit pour la première fois la destruction d'armes existantes. Tout donne à penser de surcroît que l'on ne va pas s'en tenir là. Gorbatchev paraît disposé à ne plus exiger, pour signer un autre accord, portant celui-ci sur la réduction de moitié des arsenaux stratégiques des deux camps, la renonciation préalable des États-

Unis à la « guerre des étoiles » : sans doute s'est-il convaincu que celle-ci avait peu de chance de survivre à Reagan... Or la diminution de 50 % du nombre total des fusées intercontinentales détenues par les États-Unis aboutirait, si l'on en croit un ancien conseiller présidentiel, le général Scowcroft (2), à réduire considérablement l'efficacité de l'élément le plus sûr de la dissuasion américaine : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

#### Des portes de sortie ?

Gorbatchev ne s'en tient pas là : au fil de ses discours, interviews, articles de journaux, il s'est montré ouvert à l'idée de discussions sur la réduction des armes classiques et chimiques. Il a évoqué un élargissement du rôle des Nations unies, après desquelles il s'est acquitté d'un joli amoncellement de cotisations. Il donne de plus en plus l'impression de chercher des portes de sortie aux impasses héritées de ses devanciers : au Cambodge, au Nicaragua et, plus difficilement, en Afghanistan et en Angola, des solutions commencent à se dessiner, il y a quelques mois encore, eussent paru impensables.

Si l'on ajoute que le Kremlin s'est bien gardé d'encourager Kadhafi à répliquer à Hissène Habré, que Gromyko, devenu chef de l'Etat soviétique, vient de faire en personne la leçon à l'Iran, et que les pays de l'Est renouent tout doucement avec Israël, on comprend ce qui a poussé Reagan à s'élancer sur l'interlocuteur, quitte à aller un peu vite en besogne, du mérite d'avoir renoncé à l'expansionnisme.

Y a-t-il renoncé pour de bon ? Ou bien se contente-t-il de faire ce que tout homme de bon sens ferait à sa place, à savoir d'essayer de se désengager aux moindres frais d'événements sans espoir ? Toute réponse serait prématurée.

D'une manière plus générale, il serait bien imprudent de prendre pour argent comptant tous les beaux sourires de Moscou. A elle seule, la tranquillité avec lequel Staline, de toute responsabilité dans l'assassinat de Trotski devrait nous inciter à la circonspection.

On ne saurait se dissimuler en effet que la négociation maintenant engagée, par-dessus nos têtes entre les États-Unis et l'URSS implique de sérieux risques. Le Congrès américain en est bien conscient, et la ratification du traité sur les euromissiles est loin, de ce fait, d'être assurée. Mais en même temps il serait abusif de ne tenir du nouveau tableau des relations Est-Ouest que les touches sombres, en négligeant toutes les virtualités positives qu'il comporte.

Il ne faut pas oublier après tout qu'en 1973 Nixon et Brejnev étaient arrivés à un tel degré de connivence que le second nommé n'hésitait pas à proposer à son partenaire, qui ne disait pas non, un véritable « condominium ». La paix y aurait sans doute gagné. Il suffit de voir ce qu'a coûté l'échec, imputable au « Watergate » et à l'aveuglement du Congrès, de cette tentative — mais pas forcément l'Europe, déjà à l'époque totalement ignorée par les superpuissances.

Ce souvenir devrait dicter aux Douze leur conduite. Gorbatchev a certes bien voulu s'arrêter deux heures à Londres pour y rencontrer sa grande amie Maggie. Il a invité François Mitterrand à lui rendre visite. Mais on se doute bien de ce qu'il a à leur demander : qu'ils veuillent bien, eux aussi, tailler dans leurs arsenaux nucléaires, ce qui diminuerait gravement, si pas le voir, la crédibilité déjà moins avérée qu'on ne veut bien le dire de leur dissuasion.

Que Gorbatchev s'adresse à Londres et à Paris séparément, et non à l'Europe, n'a rien que de normal, dans la mesure où celle-ci, mise à part la fantomatique IEO, n'a aucune espèce d'existence sur le plan politico-militaire, si tant est qu'après le pentagonisme de Copenhague elle en conserve sur le plan économique. Comment, tout de même, ne pas enragier devant le spectacle qu'elle donne aujourd'hui, alors que la carence, chaque jour plus évidente, du « socio-saint » leadership américain devrait suffire à lui faire comprendre à quel point il est nécessaire pour elle, et peut-être pour le reste du monde, d'agir enfin par elle-même ?

ANDRÉ FONTAINE.

(2) International Herald Tribune des 5-6 décembre.

## L'échec du Conseil

### Le couple

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze se sont séparés sur un échec faute d'avoir pu s'entendre sur l'ampleur de l'effort à consentir pour maîtriser les dépenses agricoles. Le chancelier Kohl a refusé de faire le pas supplémentaire qui aurait rendu l'accord possible, et les Français n'ont pas fait grand-chose pour l'y inciter.

Pour sortir de l'impasse, les Douze tiendraient un conseil européen extraordinaire les 11 et 12 février à Bruxelles. D'ici là, la vie de la Communauté paraît très largement bloquée. Faute d'un accord sur les nouvelles ressources, il sera impossible d'adopter le budget de la CEE pour 1988 et les Douze devront donc avoir recours au régime des « douzièmes provisoires ».

#### COPENHAGUE de nos envoyés spéciaux

A refaire, donc. Le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement européens se retrouvera dans deux mois à Bruxelles pour plancher sur le même sujet : le « paquet Delors », quelque peu amendé, c'est-à-dire un ensemble de mesures visant à régler pour cinq ans la question des moyens que se donne la Communauté et de leur affectation.

Le caractère global et essentiel du sujet confèrerait au sommet de Copenhague, à son succès ou à son échec, une importance particulière et justifiait la dramatisation préalable dont il avait fait l'objet. Certes il n'est officiellement pas question d'échec mais simplement « d'ajournement » : on aurait pour les uns manqué de temps ; pour les autres on se serait trompé de méthodologie. Force est effectivement de constater que les innombrables réunions préparatoires bilatérales et multilatérales, entre experts et entre ministres, n'avaient préalablement rien réglé et que tous les détails techniques du « paquet » sont remontés sur la table des chefs d'Etat et de gouvernement. La triste expérience de Copenhague devrait appeler au minimum une révision des méthodes de travail. Comment ne pas considérer aussi que ni les incantations sur l'obligation de réussir, ni même le sentiment de l'urgence, apparemment sincèrement partagé par les participants, n'auraient prévalu — un schématisant à peine — sur l'intérêt des agriculteurs bavarois, l'indice de popularité de M<sup>me</sup> Thatcher dans les banlieues populaires ou le désir de revanche de M. Andreotti contre M. Ciriaci, pour ne citer que quelques exemples.

Le monde change, les marchés financiers entraînent dans la tourmente, les deux Grands bouleversent la règle du jeu en matière de sécurité et, pendant ce temps-là, l'Europe se demande, sans trouver la réponse, s'il faut fixer à 155, 158 ou 160 millions de tonnes la production annuelle de céréales pour laquelle les prix seront garantis... C'est pour mettre un terme à

cette dérive — à cette « indolence », dit-il — que M. Mitterrand a demandé, samedi après-midi, qu'on arrête là les débats. « L'Europe a besoin de crises pour comprendre que si elle ne domine pas ses problèmes, elle se perd ». « L'Élan sera repris », « il n'y a pas lieu de baisser les bras », disait ensuite le président de la République, tout en soulignant « la gravité du temps perdu » dans le contexte international actuel et dans la perspective du grand marché de 1992. On le vit désemparé lors de la conférence de presse (M. Chirac, conformément au rituel, était assis à ses côtés, sans micro), mais il avait, selon l'un des participants, lancé en fin de réunion un « ultime avertissement » au Conseil, que M<sup>me</sup> Thatcher décrirait, pour sa part, comme « un coup de tristesse » du président français.

#### L'avis de M. Delors

Le chef du gouvernement britannique était, à l'issue de ce marathon inachevé, en grande forme. « *Sonriez !* », lançait-elle à un journaliste, qui semblait s'inquiéter pour l'avenir de l'Europe, en lui faisant remarquer que le monde souffrirait de problèmes autrement plus graves. Et M<sup>me</sup> Thatcher, volubile, de se féliciter de cette « très bonne réunion », au cours de laquelle on était arrivé « très près du but », de regretter seulement que le temps eût été manqué, et de préférer « un report à un mauvais accord, car l'échec de la Communauté serait plus grave qu'un échec à Copenhague ».

M. Jacques Delors, en dépit de méritoires efforts pour se conformer à la version optimiste des faits, ne parvint pas, comme on le sait, à convaincre M<sup>me</sup> Thatcher. La lassitude, dit-il, était née d'un débat qui s'était déroulé dans la grande tradition des salons bourgeois du siècle dernier, sans un mot plus haut que l'autre. Il fit part des illusions qu'il avait nourries la veille au soir encore, au cours de deux rassemblements des dirigeants européens, quand, après avoir lui-même dressé le tableau de la situation économique et financière internationale et proposé à l'Europe une série d'initiatives pour y faire

## Cacophonie inachevée

#### COPENHAGUE de notre envoyé spécial

La journée de samedi a commencé de la pire manière. La présidence danoise a élaboré dans la nuit un « texte de compromis » dont le particularisme est de ne satisfaire personne, hormis la Grande-Bretagne, à quelques nuances près. Avant même l'ouverture de la séance, MM. Kohl et Mitterrand, au cours d'un petit déjeuner en tête à tête, ont rejeté ce texte, et M. Delors a fait de même, pour des motifs différents. Le débat s'engage au plus mal et le chancelier Kohl, manifestant son irritation, ne tarde pas à demander une interruption de séance d'une heure pour définir une position commune avec la délégation française.

Il est près de midi quand les débats reprégnent. Dans les salles de presse, le sentiment qu'un accord est possible reflue à mesure que le temps passe, et l'idée qu'un conseil extraordinaire sera nécessaire commencent à circuler. M. Jacques Chirac — auquel le président de la République laisse la parole sur tous les sujets techniques — expose la position franco-allemande, à peu près identique à celle que l'on connaissait déjà et dont le porte-parole précise aux journalistes qu'elle n'a pas l'ambition d'être imposée aux autres comme base de travail. A quel point elle est bien servie ? Nouvel assaut de pourcentages et de jargon communautaire au service des revendications particulières de chacun, nouveau déferlement de « rapports de plus en plus incompréhensibles lus par des experts de plus en plus fatigués », comme le dira l'un des participants. La situation gène, le secret est « enlisé ».

C'est alors que M. François Mitterrand, en accord avec le premier ministre, sentant l'échec

inévitable et estimant pour sa part avoir « largement épuisé les charmes de la conversation sur les subtilités et autres détails de Copenhague », propose au Conseil d'un « sort en changeant de registre : mettons-nous d'accord, dit-il en substance, sur quelques décisions politiques essentielles et faisons les autres aspects et aux ministres le soin de régler les détails de leur application. »

La proposition, affirme le porte-parole français, est bien accueillie par tous les participants. On peut cependant en douter : les porte-parole d'autres pays n'y font pas même allusion, le Britannique ironise à ce sujet. M<sup>me</sup> Thatcher, c'est clair, n'entend débattre que sur un texte défini, cela dit-il dans des heures encore. « La délégation britannique est très bien entraînée à l'insomnie et au masochisme », dit son porte-parole, très en vogue, en ajoutant que le rendez-vous de M<sup>me</sup> Thatcher avec Mikhail Gorbatchev n'est après tout fini que pour le lundi à 11 heures... Nouvel assaut d'arguments techniques donc, après la déception, la proposition française étant publiée, et nouvelle interruption de séance demandée assez vite par M. Jacques Delors dans un effort désespéré pour mettre au point les propositions de compromis de la dernière chance. Ce sera peine perdue : on ne se retrouvera que pour constater le blocage. M. François Mitterrand, jugeant la discussion « indigne de la France, indigne de l'Europe », demande que l'on y mette un terme. Il ne reste à chacun des participants qu'à intégrer l'idée qu'il ne s'agit pas d'un échec, mais d'un « ajournement » et à se composer un sourire avant d'aller affronter la presse.

C. T.

## Gorbymania, quand tu nous tiens...

#### WASHINGTON correspondance

Le « Gorby show », comme on l'appelle déjà, jouera à bureaux fermés et le grand public aura peu de chance d'apercevoir le leader soviétique, sinon à la télévision.

La Wall Street Journal, peu suspect de sympathies envers M. Gorbatchev, note cependant que beaucoup d'Américains auraient souhaité rencontrer les représentants de l'Empire du mal ». Ainsi, l'Église presbytérienne de Lansing (Michigan) aurait voulu avoir Mikhail et Raisa pour dîner « à la fortune du pot ». Un instituteur du Nebraska aurait souhaité recevoir chez lui le dirigeant soviétique pour lui offrir un grand verre de vodka de l'ami. En Floride, une femme sculpteur voudrait pouvoir faire le moule de la poignée de main historique du président et du secrétaire général.

Apparemment, l'Amérique profonde, en tout cas celle des dizaines de milliers de personnes qui, selon M. Gorbatchev, lui ont écrit, n'est pas contente d'être ignorée. L'ancien gouverneur de Californie, M. Edmund Brown, regrette que le sommet n'ait pas lieu dans le parc national de Yosemite et la municipalité de Glassboro a eu l'audace de demander que la rencontre ait lieu dans cette petite ville où le président Johnson et Alexis Kossyguine se sont rencontrés il y a vingt ans. Mais la situation la plus originale vient du Minnesota : le sommet devrait se tenir à Moscou, une bourgade de l'Etat, dans une baraque en rondins, « écrit un habitant au président Reagan.

Certains commerçants suédois attendent bien tirer quelque profit de la Gorbymania. Dans beaucoup de magasins de la capitale, on peut acheter depuis plusieurs jours des masques, des tasses ou des tee-shirts à l'image de « Gorbys ». D'autres commerçants proposent des cravates à l'image de Lénine, des boutons de manchettes ornés de l'étoile rouge et des brasses frappées de la faucille et du marteau.

#### Pacifisme fœcier

Les mêmes hermes, qui viciaient dans le ruisseau les bouteilles de vodka soviétique en 1983 pour protester contre la destruction du Boeing sud-coréen par le chesse soviétique, en servent de nouveau. Les inscriptions dans les universités pour études de la langue russe ont augmenté de 12 % et les agences de voyages prévoient un accroissement de 80 % du nombre de touristes américains en URSS.

L'Amérique profonde accueille avec curiosité M. Gorbatchev. Elle est même quelque peu fascinée par un leader soviétique si différent de ses prédécesseurs. Les écoles des professionnels de l'antioviétisme dénonçant le communisme « sans Dieu » et « les voyous criminels du Kremlin » ont provoqué une certaine réaction : les films du genre *Hambo ou Amerika* n'ont pas grand public et son optimisme quant aux chances d'une amélioration des relations soviéto-américaines.

HENRI PIERRE.

## Les précédents sommets

Si l'on excepte les sommets Est-Ouest à trois ou quatre tenus à Téhéran en 1943, à Yalta et à Potsdam en 1945, à Genève en juillet 1955 et à Paris en mai 1960 (ceste dernière rencontre tourne court à la suite de l'incident de l'avion espion américain U-2 abattu sur le territoire soviétique, Nikita Khrouchtchev ayant quitté la réunion malgré les efforts de médiation du général de Gaulle), les rencontres soviéto-américaines au sommet ont été les suivantes :

- Septembre 1959 : Eisenhower-Khrouchtchev à Camp David (États-Unis) ; ces deux jours d'entretiens avaient été précédés par une tournée de dix jours de M. K. à travers les États-Unis, notamment à New-York, Los Angeles, San-Francisco, Pittsburgh et dans l'Iowa. C'est le premier voyage aux États-Unis d'un secrétaire général du Parti communiste de l'URSS.
- Juin 1961 : Kennedy-Khrouchtchev à Vienne. Khrouchtchev saisit l'occasion pour prendre la mesure du nouveau président américain ; il voulait notamment faire monter les enchères à propos de Berlin.
- Juin 1967 : Johnson-Kossyguine à Glasboro (États-Unis) ; la guerre du Vietnam domine les entretiens.
- Mai 1972 : Nixon-Brejnev à Moscou. Premier sommet depuis cinq ans, malgré la guerre du Vietnam ; signature des accords SALT 1, qui limitent le nombre des missiles stratégiques, et signature du traité sur les missiles antibalistiques, qui limite à deux les sites que chaque pays peut ainsi protéger.
- Juin 1973 : Nixon-Brejnev à Washington. Signature d'un accord général sur la prévention de la guerre nucléaire et adoption du principe de négociations sur la limitation des armements stratégiques offensifs.
- Juillet 1974 : Nixon-Brejnev à Moscou ; le scandale du Watergate

hypothèque déjà lourdement l'avoir du précédent américain. Signature d'un accord limitant la puissance des explosions nucléaires souterraines (qui ne sera jamais ratifié par le Sénat américain) et amendement du traité sur les missiles antibalistiques : chaque pays s'engage à ne plus protéger qu'un seul site et son deux.

● Novembre 1974 : Nixon ayant démissionné, c'est Gerald Ford qui noue un premier contact avec Brejnev à Vladivostok (URSS) ; les entretiens sont dominés par la limitation des armes stratégiques.

● Juillet-août 1975 : le président Ford et Brejnev ont deux entretiens en marge de la réunion au cours de laquelle sont signés les accords d'Helsinki ; ces deux entretiens sont de nouveau consacrés pour l'essentiel à la limitation des armes stratégiques, mais sans résultats concrets.

● Juin 1979 : le président Carter et Brejnev à Vienne ; signature des accords SALT 2 sur la limitation des armes stratégiques. Ces accords ne seront jamais ratifiés par le Sénat américain, mais seront respectés pour l'essentiel par les États-Unis et l'URSS.

● Novembre 1985 : MM. Reagan et Gorbatchev à Genève ; première prise de contact entre les deux hommes d'Etat, sans résultats concrets sinon l'engagement de M. Gorbatchev à se rendre aux États-Unis en 1986 et celui du président Reagan à se rendre en URSS l'année suivante.

● Octobre 1986 : MM. Reagan et Gorbatchev à Reykjavik ; la rencontre est consacrée essentiellement aux fusées intermédiaires (FNI) et aux missiles stratégiques (START). Tout accord échoue, au grand soulagement des pays européens. M. Gorbatchev ayant exigé au dernier moment un abandon par les États-Unis de l'initiative de défense stratégique (IDS) ou « guerre des étoiles » proposée par M. Reagan.



# Diplomatie

## européen de Copenhague

### franco-allemand a joué le rôle de frein

face, il avait pu percevoir une écoute approbative et même « un grand esprit de famille ». « Ces initiatives seraient déplacées aujourd'hui », dit-il encore, tout en affirmant que « seulement quinze pour cent du chemin » venait d'être parcouru pour ce qui était de l'ordre du jour de Copenhague et en se disant convaincu que « si l'on avait joué les prolongations, on y serait arrivé ».

« En tant que Français, je pense qu'il aurait mieux valu arriver à un accord », ajoute aussi M. Delors, effleurant la question que personne ne pose ouvertement, puisque malgré tout entre dirigeants européens en fait vivre, à savoir : y a-t-il un ou des responsables de l'insuccès de Copenhague ? Le président de la Commission sous-entendait-il que M. Chirac avait trop bien assumé l'idée de cet insuccès qui n'est pas pour déplaire aux agriculteurs français et qu'il avait en l'occurrence trop complaisamment entouché le cheval de bataille franco-allemand qui cette fois-ci allait servir de frein et non de locomotive ?

#### Le blocage agricole

L'échec de Copenhague c'est d'abord l'impuissance des Douze à s'entendre sur l'ampleur de l'effort à consentir pour parvenir à une maîtrise effective des dépenses agricoles. On a trouvé aux deux extrêmes le Royaume-Uni et la RFA. La question a surtout porté sur les céréales, production phare dans la Communauté. Les Britanniques, ardents défenseurs des propositions de la commission, estiment que, en cas de dépassement de la quantité maximum garantie, il faudrait pouvoir baisser les prix de manière automatique et immédiate jusqu'à 5 % en 1988 et jusqu'à 7,5 % en 1989 (1).

Les Allemands demandaient que la baisse automatique, celle décidée

par la Commission, soit limitée au gain moyen de productivité dans la CEE, qui est situé en période normale autour de 2 % à 3 % par an. Ils s'excusaient peut-être d'aller au-delà, d'envisager des baisses supplémentaires significatives mais à condition qu'elles soient décidées par le conseil des ministres et dépourvues donc d'un caractère automatique. « Ce qu'ils demandent est un coup de discipline budgétaire », commentait, samedi soir, M. Jacques Delors.

Les tentatives faites samedi pour trouver un compromis ont échoué. La dernière, à peine discutée, a été mise sur la table par la Commission. Elle préconisait, en cas de dépassement du seuil de production autorisé supérieur au gain de productivité, une augmentation de la taxe de correspondance à laquelle sont assujettis les producteurs, actuellement égale à 3 % du prix indicatif. L'augmentation de la taxe serait plafonnée. Elle ferait l'objet d'une proposition de la Commission au conseil des ministres, à charge pour celui-ci de se prononcer dans un délai d'un mois. En cas de censure du conseil, il reviendrait à la Commission de décider. Ce schéma, s'il était finalement retenu, permettrait d'imposer aux céréalières en cours de campagne et, bien sûr, en cas d'augmentation significative de la production, des baisses de prix de l'ordre de 6 %. C'est un pas que les Allemands, appuyés par les Français, ont refusé de franchir.

Quelle a été exactement l'attitude française ? L'impression dominante était qu'ils se sont cachés derrière les Allemands. Il se sont affirmés favorables à une maîtrise effective des dépenses agricoles, mais, mettant l'accent sur les difficultés allemandes, ont demandé qu'elle soit mise en œuvre avec modération. Samedi soir, ce comportement était jugé parfois sans bienveillance : « Les Français jouent le double jeu. Ils disent qu'ils veulent des stabilisateurs, mais ils collent aux Allemands. Chirac fait du franco-allemand intéressé. Il est collé à son électorat agricole », commentait un haut fonctionnaire dont on comprend qu'il n'est pas inscrit au RPR.

An-delà de l'impression pénible que laisse l'échec, le rapprochement accompli, même sur le terrain agricole, n'est pas négligeable. Le chancelier Kohl a relevé, parmi les points marqués, l'accord des Douze pour mettre en œuvre, comme instrument complémentaire de la politique de maîtrise des dépenses, un programme d'encouragement à la mise en jachère. Il serait partiellement financé par la Communauté mais ne serait en aucun cas obligatoire pour les agriculteurs. Plus un soustrait de terre à la production, plus le risque de voir les QMG dépassées, et par conséquent les prix baisser, diminue.

#### Les fonds structurels

Le second grand dossier à l'ordre du jour du Conseil européen concernait les fonds structurels, autrement dit l'effort de solidarité à consentir en faveur des régions et des pays les moins prospères de la CEE, afin de leur permettre de s'adapter aux conditions difficiles de concurrence qui résulteraient bientôt de l'établissement d'un « grand marché ». Les pays du Nord se sont montrés un peu moins parcimonieux qu'au cours des réunions qui ont précédé le Conseil européen. La Commission a légèrement révisé à la baisse ses propositions : elle préconise une augmentation des crédits affectés aux fonds structurels de 1,2 milliard d'ECU par an d'ici 1992 (1 ECU = 6,90 F), ce qui fait au total un compte 6 milliards d'ECU, alors que le déplacement signifierait 7 milliards.

La France, suivie par plusieurs délégations, suggérait de concentrer les crédits supplémentaires sur les quatre pays les moins prospères : l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande. Il est désormais acquis que l'Italie, très amère qu'on ait voulu ainsi l'exclure, bénéficiera elle aussi de ce supplément d'effort. Le rapprochement ainsi opéré n'est que partiel et, selon certains participants, les Espagnols ou les Italiens pourraient bien faire monter la pression après que l'obstacle agricole aura été franchi. La nouvelle structure des ressources de la Commu-

nauté que propose la Commission (création d'une « quatrième ressource » liée au FNB, afin de mieux tenir compte de la prospérité relative de chacun) pose un vrai problème à l'Italie qui risque de voir sa contribution au budget européen croître de manière excessive.

C'est, là encore, un point difficile

à régler sans parler du lancinant problème de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour maintenir sa contribution dans des limites raisonnables. Le Conseil européen de Bruxelles aura du pain sur la planche.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN.

#### Le colloque Euro-92

### « Giscard, président ! »

Le colloque Euro-92, qui s'est tenu samedi 5 et dimanche 6 décembre, au Palais de l'UNESCO, à Paris, tombait à pic pour faire contrepoint à l'échec du sommet européen de Copenhague.

La présence sur le podium de trois anciens premiers ministres, le social-démocrate Helmut Schmidt (RFA), le travailliste britannique James Callaghan et le libéral luxembourgeois Gaston Thorn, de plusieurs ministres et leaders politiques européens en exercice, ainsi que la venue du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et du ministre français des finances, M. Edouard Balladur, témoignait d'ailleurs du soutien dont bénéficiait le grand ordonnateur de la cérémonie, M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il faut rendre aux ardeurs cette juste d'avoir pu proposer une image concrète de ce que pour être l'Europe de demain, tant sur le plan monétaire, industriel, culturel que sur le plan de la défense. Les propositions n'ont pas manqué, dont celle de jeter les bases dès 1988 d'une banque centrale européenne. Mais fallait-il vraiment que ce show en faveur de l'Europe se transforme brusquement en une véritable campagne pour la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à une future présidence européenne ?

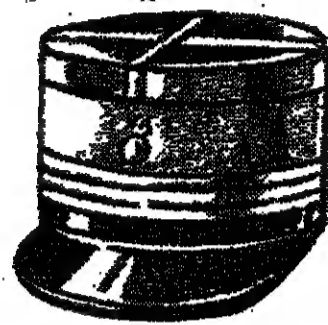
Après que M. Gaston Thorn ait esquissé à grands traits ce que pourraient devenir les institutions européennes et les étapes à suivre pour configurer ces institutions d'une véritable direction, M. de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, saisissait immédiatement la balle au bond pour faire acclamer le nom de l'ancien président français par le ban et l'arrière-ban des clubs Perspectives et Réalités et des Jeunes Giscardiens, dont on se rappelait soudain qu'ils étaient les organisateurs officiels de la cérémonie. Saluant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, le député giscardien Lamasour proclamait : « L'Europe n'a peut-être pas une seule langue, mais elle a désormais un visage. » On se retrouvait d'un coup à ras de terre, à s'interroger sur les intentions cachées des uns et des autres. On notait, au passage, l'accueil attentif fait par M. Giscard d'Estaing à M. Jacques Delors et le salut adressé du haut de la tribune à M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, ancienne ministre socialiste.

H. de B.

## La stratégie n'a pas de secret pour moi...

PRÉFON-RETRAITE : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Votre conjoint, même non fonctionnaire, peut cotiser comme vous.
- Toutes vos cotisations annuelles et de rachat ainsi que celles de votre conjoint sont intégralement déductibles de votre revenu.
- Une bonification de points est prévue pour les moins de 30 ans.
- La réversion est possible.
- La revalorisation annuelle du point est très intéressante : 8,24 % en moyenne sur les 5 dernières années.



... PRÉFON a calculé mon plan-retraite.

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 42.27.51.84

# D'ACCORD!

10 NOVEMBRE 1987. LA GRANDE-BRETAGNE CHOISIT LA TECHNOLOGIE DE LA CGE. LA FILIALE, SPÉCIALISÉE DANS LE CONTRÔLE INDUSTRIEL ET L'INSTRUMENTATION POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE, CRÉÉE PAR CGEE ALSTHOM ET LE GROUPE BRITANNIQUE G.E.C., VIENT D'ÊTRE RETENUE POUR LA CONCEPTION DU SYSTÈME CONTRÔLE-COMMANDE DE LA NOUVELLE CENTRALE NUCLÉAIRE DE SIZEWELL "B" EN ANGLETERRE. CGEE ALSTHOM RENFORCE AINSI SA POSITION MONDIALE DE PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE-COMMANDE ET DE L'INSTRUMENTATION NUCLÉAIRE.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.



CGE  
L'esprit de Conquête



سكنا من الراجل

# Europe

URSS : dimanche à Moscou

## Heurts brutaux entre juifs soviétiques et « contre-manifestants »

MOSCOU de notre envoyée spéciale

Le KGB a donné, dimanche 6 décembre, à Moscou, à la veille du départ de M. Mikhaïl Gorbatchev pour Washington, une remarquable leçon d'« anti-glasnost » dont plusieurs dizaines de juifs soviétiques et de journalistes occidentaux ont fait brutalement les frais.

Les « refuzniks », juifs soviétiques auxquels est refusé le droit d'émigrer, avaient décidé de longue date de se rassembler dimanche en face du ministère des Affaires étrangères, parallèlement à une manifestation qui devait se dérouler à Washington.

Peu avant l'heure dite, alors qu'une cinquantaine de manifestants se retrouvaient dans le métro - certains cependant, comme M. Emmanuel Louré, avaient été « caillés » par la police en sortant de chez eux - plusieurs autobus déversaient en face du ministère quelque trois cents gros bras censés se faire passer pour des manifestants pacifistes. Au même moment, le secteur était bondé et les passants empêchés d'approcher.

Utilisant une tactique déjà rodée place Pouchkine, là où se réunissent traditionnellement chaque année des dissidents, les autorités avaient organisé sans l'annoncer une contre-manifestation officielle dont le thème était tout naturellement « la paix dans le monde » et

« la guerre des étoiles ». Les brassards des « refuzniks » demandant le droit d'émigrer en Israël furent immédiatement déchirés, tandis que les « manifestants pacifistes » rudoyaient et bouculaient journalistes et « refuzniks » qui tentaient d'entrer en contact dans la mêlée.

Les blocs-notes, appareils photo et caméras de télévision étaient particulièrement visés et le correspondant de la chaîne américaine de télévision CNN, Peter Arnett, qui tentait de protéger son cameraman, a été jeté à terre puis frappé à plusieurs reprises par des hommes en civil avant d'être interpellé par la police.

Détenu pendant quatre heures, jusqu'à ce que le consul des États-Unis vienne le délivrer, il a été accusé par dix « témoins » d'avoir agressé un citoyen soviétique. Les correspondants qui demandaient où était passé le « glasnost » se sont vus aussitôt traités de provocateurs.

Bien que cet incident paraisse tout à fait « contre-productif » pour l'image de la démocratisation soviétique aux États-Unis, les policiers, officiels ou non, semblaient malgré tout avoir reçu l'instruction de ne pas dépasser certaines limites.

Aucun « refuznik » n'a été sérieusement battu, contrairement à ce qui s'était passé en février lors des manifestations de la rue Arbat, et tous ceux qui ont été interpellés (au moins six) ont été relâchés.

SYLVIE KAUFFMANN.

POLOGNE : après le référendum du 29 novembre

## Le Parlement approuve les hausses de prix

La Diète polonaise (Parlement) a autorisé, samedi 5 décembre, le gouvernement à mettre en pratique son plan de réformes économiques et politiques qu'une majorité des Polonais avaient rejeté lors du référendum du 29 novembre.

Le programme révisé présenté par le premier ministre, M. Zbigniew Messner, prévoit l'étalement sur trois ans des hausses de prix des denrées alimentaires (110 %) qui devaient intervenir l'année prochaine. Mais il maintient la valeur des étiquettes en matière de transports, de loyers et d'énergie. Dans ces secteurs, les prix augmentent de 140 % à 200 %.

La consultation populaire, la première depuis 1946, n'avait pas réuni la majorité des 51 % requise par rapport aux inscrits, mais avait dégagé une majorité confortable par rapport aux votants.

Durant les débats, des députés ont fait état du « danger » que représenterait à leurs yeux les « forces conservatrices ». Faisant allusion à la nomenklatura et à l'appareil du parti, ils les ont accusés de « faire

obstacle aux réformes » en s'efforçant de les « diluer » pour sauvegarder leurs privilèges.

« On ne peut faire avancer les choses si, d'une main, on introduit des mécanismes nouveaux et, de l'autre, on serre les freins », a souligné M. Kozakiewicz, député du Parti paysan. De son côté, M. Ryszard Wojna (Parti communiste) a reproché à Solidarność de « faire le jeu » des conservateurs en s'opposant aux réformes. Ceux qui refusent de s'engager dans l'application des réformes « s'excluent eux-mêmes de la vie publique », a-t-il estimé.

De nombreux parlementaires ont reproché au gouvernement l'imprécision des réformes, qui, selon eux, a semé le trouble au sein de la population. Celle-ci ne retient que les hausses des prix, alors que son niveau de vie ne cesse de se dégrader. Ils ont également demandé à M. Messner d'introduire des « réformes authentiques » et d'accroître la « démocratisation » des structures et de la vie publique en Pologne. — (AFP.)

**LE MONDE** LE TRIOMPHE DE LA DÉRISION

diplomatique

par CLAUDE JULIEN

NUMERO DÉCEMBRE - EN VENTE PARTOUT

# Afrique

TUNISIE : la politique de détente

## Plus de six cents islamistes figurent parmi les bénéficiaires des mesures de grâce

TUNIS

de notre correspondant

Le président Ben Ali a décrété, le samedi 5 décembre, des mesures de grâce en faveur de deux mille quatre cent quatre-vingt-sept condamnés politiques et de droit commun qui devraient simplement favoriser le climat de détente et de confiance qu'il s'emploie à rétablir depuis son accession au pouvoir.

Six cent huit condamnés par des juridictions de droit commun, au cours de ces huit derniers mois, dans l'affaire du Mouvement de la tendance islamique, bénéficient d'une remise du restant des peines (en général de deux à huit ans de prison) prononcées à leur encontre. Il en est de même pour dix-huit membres du Parti de la libération islamique (1) - un capitaine, un lieutenant et seize sous-officiers de l'armée - condamnés en août 1983 par le tribunal militaire à des peines de six à huit ans d'emprisonnement, pour avoir participé à la manifestation de « la révolte du pain » de janvier 1984, dont certains avaient à purger de cinq à trente ans de travaux forcés, et pour huit lycéens et étudiants condamnés lors de troubles dans des établissements scolaires et universitaires.

### Accueil favorable

Dix autres émeutiers de janvier 1984 qui avaient été condamnés à mort et - fait exceptionnel - grâciés par M. Bourguiba, voient commuer à vingt ans leur peine de travaux forcés à perpétuité. D'autre part, la condamnation à quatre mois de prison prononcée en juin 1986 à l'encontre de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes, pour avoir participé à une manifestation de protestation contre le raid américain sur Tripoli, a été « annulée ». M. Mestiri demeure sous le coup de cette peine qu'il n'a jamais purgée.

Enfin, les condamnations par des juridictions de droit commun de mille six cent quatre-vingt-trois

autres personnes ont été réduites. Selon le journal *Le Temps*, en bénéficiant notamment MM. Moktar Mezli et Rifat Dali, fils et gendre de l'ancien premier ministre Mohamed Mezli, condamnés respectivement à dix et à sept ans de travaux forcés, M. Mohamed Belhaj, ancien président de la compagnie Tunis Air, condamné à huit ans de prison, M. Tawfik Turjuman, gendre de M. Ben Ammar, dont l'ancien président a divorcé en 1986, condamné à dix ans de travaux forcés, et M. Thameur Achour, fils de l'ancien dirigeant de la centrale syndicale UGTT, condamné à six ans de prison.

On est encore loin de la proclamation d'une amnistie générale et les dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique condamnés en septembre par la Cour de sûreté de l'Etat ne sont pas concernés par ces grâces. La porte n'est pas pour autant fermée puisque le gouvernement a fait savoir dès sa constitution que tous les cas seront examinés individuellement et progressivement en fonction des modalités prévues par la législation.

Quoi qu'il en soit, ces dernières mesures ont été très favorablement accueillies par l'opinion et notamment par la Ligue des droits de l'homme et l'opposition, dont les dirigeants des trois partis officiellement reconnus ont été reçus à Carthage durant le semaine écoulée. M. Ben Ali a également reçu l'ancien dirigeant syndicaliste Habib Achour, dont il avait levé, il y a un mois, l'assignation à résidence et a même tenu à ce qu'il se trouve samedi à ses côtés lors de la cérémonie organisée à l'occasion de la commémoration du trente-cinquième anniversaire de l'assassinat du fondateur de l'UGTT, Farhat Hached.

MICHEL DEURÉ.

(1) Demeurant dans une clandestinité absolue, le Parti de la libération islamique milite pour l'instauration d'un système de gouvernement califal tel qu'il a existé dans l'ensemble de la communauté islamique entre la mort du prophète Mahomet et la chute de l'Empire ottoman.

Le conflit du Sahara

## La mission de l'ONU séjourne dans les camps sahraouis

HASEDH-BOUDJEMAA de notre envoyé spécial

Après avoir passé une dizaine de jours au Maroc et dans les territoires contrôlés par les forces marocaines, la mission technique de l'ONU et de l'OUA, qui enquête sur les modalités d'organisation d'un éventuel référendum d'autodétermination du côté sahraoui depuis le 1<sup>er</sup> décembre, a rejoint, vendredi 4 décembre, via Zouerate, en Mauritanie, Tidjout, dans l'extrême sud-ouest algérien, puis les camps de réfugiés sahraouis, dont les plus proches sont à une trentaine de kilomètres au sud-est de la sous-préfecture algérienne.

La mission, dirigée par M. Abderrahbi Serrah, secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques spéciales, a été accueillie par le numéro deux du Front Polisario, M. Basdir Mustapha Sayed, et par le coordinateur de l'état-major de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS), M. Brahim Mouloud. Elle remettra son rapport avant le 31 décembre au secrétaire général de l'ONU, M. de Cuellar, qui viendra lui-même s'entretenir avec les deux belligérants au début de l'année prochaine et avec le président en exercice de l'OUA, M. Kenneth Kaunda.

### Deux mille prisonniers

Les douze membres de la mission technique ont reçu un accueil chaleureux d'une population essentiellement féminine - les hommes sont au front - et juvénile, échantillon par plusieurs heures d'attente, scandant des slogans particulièrement hostiles au roi du Maroc et à son ministre de l'Intérieur, M. Driss Bazi.

Sous les yeux et des vociférations quasi hystériques, les membres de la mission civile (1) ont visité les camps de réfugiés, baptisés du nom de villes désarmées occupées par l'armée marocaine - El-Ayoune, Smara et Dakhla, - et leurs écoles, leurs hôpitaux et leurs pépinières agricoles devenus au cours de ces dernières années de véritables petits

potagers jadis d'un désert particulièrement hostile.

En marge des entretiens avec la direction politique du Front Polisario, les membres de cette mission ont également pu discuter avec un ancien député des Cortes et plusieurs personnes de l'ancienne Djemma (assemblée régionale du temps de la colonisation espagnole) dont les membres avaient rallié massivement, le 21 novembre 1975, le Front Polisario après la dissolution de cette assemblée.

De son côté, le groupe militaire de la mission a eu l'occasion de s'entretenir avec les prisonniers marocains aux mains des Sahraouis (plus de deux mille, selon le Polisario) répartis dans plusieurs centres de détention. Il a également eu le loisir d'examiner le matériel pris à l'armée marocaine. L'arsenal est impressionnant, du fusil d'assaut belge aux missiles Milan ou Dragon, en passant par plusieurs types de blindés dont le SK-105 franco-autrichien, « chasseur de chars », en regard à sa vitesse qui peut atteindre 130 kilomètres-heure et sa puissance de feu qui se joue de bien des blindés.

La mission séjournera du côté sahraoui jusqu'au 10 décembre. Avant son départ pour New-York, elle sera reçue par M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario et président de la RASD, reconnu maintenant par quelque soixante-dix pays.

FREDERIC FRITSCHER

(1) Comme précédemment, la mission s'est scindée en deux groupes : l'un civil dirigé par M. Serrah, l'autre militaire, conduit par le Canadien Terence Linton.

(Publicité)

**DEBAT : LA POLOGNE ENTRE L'APATRIE ET L'ESPOIR**

avec la participation de :

R. CURTIA, journaliste (Le Monde)

G. MENE, journaliste (CNRS)

Viviane SOULE, journaliste (Libération)

L. UNGER, journaliste (Le Soir, Intern. Herald Tribune)

LE 8 DÉCEMBRE 1987 à 19 h 30 à la Mutualité

(24, rue St-Victor, 75005 Paris, salle G, 1<sup>er</sup> ét.)

Débat organisé par l'ASSOCIATION SOLIDARITE FRANCE-POLOGNE

15, rue de Valenciennes - Paris 2



Le Maquis de Montmartre.

# Laisserons-nous détruire le vieux Montmartre ?

Avec l'accord du maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, M. Roger Chénaut, la Ville de Paris s'apprete à détruire un des derniers vestiges naturels du Montmartre d'autrefois.

En effet, un parking souterrain devrait être construit sous peu sur une partie du Maquis de Montmartre.

Or il s'agit d'un terrain classé « Espace vert public » dans le Plan d'Occupation des Sols de la Ville de Paris et acheté (très cher) en 1966, par la Ville de Paris, pour assurer la protection du site, acquisition déclarée d'utilité publique.

De plus, ce terrain jouxte la célèbre maison, classée monument historique, construite par le grand architecte Adolf Loos pour Tristan Tzara.

Cet espace vert public est actuellement fermé à clef et occupé (en vertu de quel titre ?) par un club payant de boulistes dont M. Roger Chénaut est président d'honneur...

## Pour mener à bien cette opération, la direction de la voirie n'a pas hésité à déposer une demande de permis de construire qui occulte la réalité, puisque :

1. - Elle oublie de mentionner que le terrain est un espace vert public et elle prévoit la reconstruction en surface d'un terrain de boules qui ne correspond pas à la destination du site ;
2. - Elle « oublie » de mentionner, sur le formulaire officiel, des constructions en surface pourtant prévues dans le projet.
3. - Elle « oublie » de mentionner la présence à cet endroit précis de carrières de grande profondeur et la circulation d'eaux souterraines (rapport du B.R.G.M.), alors qu'existent des risques graves de glissement de terrain et que, nous l'affirmons, aucune recherche sur la présence des eaux souterraines sous ce terrain n'a été effectuée par le promoteur.
4. - Elle « oublie » de mentionner la présence d'un monument historique, qui est pourtant directement mis en péril par le projet.

## Voilà la manœuvre !

M. Jacques Chirac, maire de Paris, peut-il donner son aval à une telle opération à hauts risques, qui porterait irrémédiablement atteinte à un des derniers vestiges naturels de Montmartre ?

M. François Léotard, ministre de la culture, si soucieux de la protection du patrimoine national, peut-il ne pas s'opposer à une telle opération ?

M. Roger Chénaut, maire du XVIII<sup>e</sup>, qui soutient le projet actuel, écrivait le 20 novembre 1976 dans le journal *Le XVIII<sup>e</sup> Indépendant*, à propos d'un premier projet sur le même site. « C'est pourquoi je tenais personnellement à faire part de mon opposition formelle à tout projet qui non seulement ne respecterait pas le caractère spécifique de notre butte Montmartre, mais qui encore viendrait faire disparaître - ou en ferait courir le risque - un élément artistique et historique de ce quartier. Tout cela fait partie de la qualité de la vie. »

SI RIEN N'EST FAIT,

la demande de permis de construire sera acceptée le 25 DÉCEMBRE 1987 :

l'administration pourrait mettre à profit la période des fêtes

pour procéder à l'abattage des 21 arbres et à la destruction de ce site pittoresque.

## TOUS CEUX QUI AIMENT MONTMARTRE DOIVENT AGIR !

L'ASSOCIATION DES RIVERAINS DU MAQUIS DE MONTMARTRE.

APPORTEZ-NOUS VOTRE SOUTIEN :

Association des riverains du Maquis de Montmartre

23, avenue Jannot - 75018 PARIS

(Banque CCF, 108, rue Caulaincourt, 75018 Paris - Compte n° 087-540-4380)



150-1111

que

nts islamistes  
les bénéficiaires  
s de grâce

# Asie

## CHINE : plus de deux mois après les émeutes de Lhasa

### Le Tibet reste pratiquement fermé aux étrangers

**PÉKIN**  
de notre correspondant

« Le Tibet n'est pas fermé aux étrangers et ne le sera pas à l'avenir. Le Tibet reste ouvert. » Cette déclaration, répétée sur tous les tons - y compris celui de la menace à peine voilée à l'intention des journalistes qui écriraient le contraire - depuis les manifestations de fin septembre 1987, qui ont tourné à l'émeute le 1<sup>er</sup> octobre, rend tout de même assez mal compte du degré d'ouverture dont bénéficie la « région autonome » du « toit du monde ».

Pourtant, les autorités ne cessent d'assurer que la situation y est redevenue « parfaitement normale ». Pourquoi donc les journalistes, plus de deux mois après les émeutes, se voient-ils toujours « déconseiller » de s'y rendre - les autorités de Pékin s'abstenant de formuler une interdiction en bonne et due forme, mais se retranchant derrière le refus des autorités de Lhasa de les recevoir ? En privé, des responsables se contentent de concéder que, devant la gravité de ce qui s'est produit, il faut maintenant du temps pour remettre de l'ordre dans les esprits.

#### Quadrillage policier

Les rares voyageurs qui se sont rendus à Lhasa depuis lors parlent d'une forte présence policière dans les rues de la capitale et des principales villes accessibles, et, tout récemment encore, de rassemblements de moines opposés à ces déploiements de force, autour de certains des monastères désormais interdits d'accès aux étrangers. Il est question, enfin, dans les témoignages fragmentaires provenant de Lhasa, d'une campagne de propa-

gande intensive de la part des autorités pour couper l'herbe sous le pied des « autonomistes » inféodés au dalaï-lama.

C'est à présent de plus en plus clair. Pékin a été vivement surpris par ce brusque accès de fièvre nationaliste tibétain et désagréablement pris à contrepied par le fait que quelques activistes décidés à mettre à profit le séjour du dalaï-lama aux États-Unis serviraient si aisément à troubler l'ordre de la République

**Les autorités chinoises s'efforcent, à l'abri des regards indiscrets, de faire baisser la fièvre nationaliste...**

populaire. La nervosité des autorités chinoises sur la question du Tibet ces derniers temps montre à quel point ce sujet est délicat. Le chef de l'Etat, M. Li Xianian, a passé une bonne partie de son temps, au cours des conversations qu'il a eues durant son récent voyage en Europe de l'Ouest comme dans ses déclarations publiques, à s'élever contre le fait que des membres du Congrès des États-Unis, terre des droits de l'homme, soient favorables - dans les termes de Pékin - au retour d'un « système esclavagiste » incarné par le dalaï-lama tibétain.

Tant à Pékin qu'à Washington les représentants de la diplomatie chinoise ne manquent aucune occasion de dénoncer l'action du Congrès auprès de l'opinion sur cette question.

Il y a, dans cette affaire, plusieurs aspects. L'un, sur lequel Pékin entend montrer une vigilance à toute épreuve, est l'origine des protestations parlementaires américaines sur la situation au Tibet : La Chine populaire n'a pas tardé à y repérer la main d'un « lobby pro-Taiwan » au sein du Congrès, dont elle redoute l'influence sur la diplomatie américaine, alors que M. Reagan achève son deuxième mandat.

Un autre aspect, qui n'a pas été évoqué publiquement lors du récent treizième congrès du Parti commu-

niste, car la consigne était de passer sous silence toute polémique à ce sujet, est l'influence d'un tel dérapage sur les réformes et l'ouverture. Les réformateurs de M. Zhao Ziyang ne veulent pas avoir à rendre des comptes sur ce plan à propos d'un problème où, jugent-ils, des facteurs extérieurs ont été déterminants pour provoquer l'incident.

La Chine a accusé un certain nombre d'étrangers, en visite alors à Lhasa, d'avoir incité la population

tibétaine à manifester contre la présence chinoise dans la région, voire d'avoir fait le coup de poing contre les forces de sécurité. Si le détail de ce qui s'est alors produit est mal connu, il est de notoriété publique que nombre de jeunes Occidentaux se rendant au Tibet, souvent dans des conditions spartiates, nourrissent des sentiments assez idéalistes envers la cause de l'indépendance tibétaine, dont ils ne mesurent sans doute pas toutes les dimensions.

#### Vingt mille touristes en 1986

D'un autre côté, la politique tibétaine de la Chine a buté, dans cette affaire, sur un obstacle que le régime est mal préparé à surmonter tant il sort des schémas de pensée en vigueur à Pékin. Après les moments terribles de l'annexion chinoise en 1950 puis en 1959, et après ceux non moins éprouvants de la révolution culturelle, le Parti communiste pensait avoir fait amende honorable envers la population tibétaine en autorisant à nouveau un style de vie très décontracté par rapport à d'autres régions de Chine.

La présence même de ces « rousards » occidentaux, hauts en couleur, cheveux longs et sac au dos, se mêlant aux petits marchands dans les rues de Lhasa avant de passer la nuit dans des auberges locales rudi-

mentaires, en témoignait. Comme en témoignaient d'innombrables signes d'une influence extérieure poussée, allant de Rambo... au dalaï. D'un côté l'effigie du héros américain servait de décoration à un bar, de l'autre les photos du dalaï-roi - objets d'une vénération infinie - circulaient communément.

La presse chinoise, depuis les manifestations de l'automne, ne cesse de mettre en valeur, outre la suzeraineté historique exercée par l'empire chinois sur le Tibet, les efforts faits par Pékin pour développer la région. L'argument s'est manifestement heurté, sur place, au fort ressentiment d'une partie de la population, qui dépasse la « poignée d'agitateurs » montrés du doigt par le régime chinois.

A ce malentendu s'ajoute un paradoxe supplémentaire aujourd'hui : sur les vingt mille touristes qui ont visité le Tibet en 1986, et un nombre sans doute légèrement supérieur cette année (un « bonus » économique fabuleux pour une région dont le revenu moyen par habitant est de l'ordre de 530 F par an), la plus forte proportion était composée, précisément, de ces marcheurs chevelus qui ne séjournent pas dans l'hôtel luxueux construit et géré à Lhasa par la chaîne américaine Holiday Inn. Même l'hôtel en question s'inquiète à présent d'un taux d'occupation de ses chambres avoisinant 10 %, avec un manque total de perspectives pour l'avenir immédiat.

De par l'histoire, le Tibet est sans doute le talon d'Achille de la politique de Pékin vis-à-vis des minorités nationales. Il n'en demeure pas moins que ce n'est pas la seule région où les Hans (Chinois) s'inquiètent de leur impopularité, malgré leurs efforts d'assouplissement de ces dernières années. L'insistance avec laquelle la presse a rendu compte, par exemple, d'un grand rassemblement à la gloire de l'« unité des nationalités » au Xinjiang, le Turkestan chinois, fin novembre - première réunion de cette ampleur depuis 1982, de l'avenement même de la presse, - le montre amplement.

Un seul sujet de consolation paraît s'offrir à Pékin sur la question tibétaine : l'Inde n'a pas, semble-t-il, saisi l'occasion des difficultés chinoises à Lhasa pour en faire un sujet de discussion lors des pourparlers de normalisation des relations

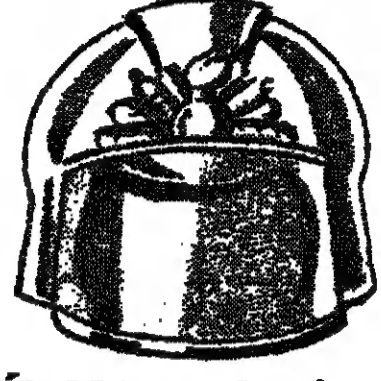
entre les deux pays à New-Delhi à la mi-novembre. Dans le contexte complexe des relations trans-himalayennes de la Chine, c'est là un étonnant facteur de stabilité pour le moment.

FRANCIS DÉRON.

### Le danger me guette tous les jours...

PRÉFON-DÉCÈS : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Pour une prime modique vous pouvez souscrire un capital qui, en cas de décès ou d'invalidité permanente absolue accidentelle, peut être doublé ou même triplé.
- Vous pouvez bénéficier de la garantie décès jusqu'à 70 ans.
- Vous avez le choix entre 6 niveaux de garantie.
- Les tarifs de PRÉFON-DÉCÈS sont exceptionnellement bas.
- Vous pouvez désigner le ou les bénéficiaires de votre choix et modifier à tout moment cette désignation.



...PRÉFON me sécurise.

**PRÉFON**

**LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES**  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. : 42.27.51.84

# CONCLU!


29 SEPTEMBRE 1987. LE GROUPE CGE REMPORTE 3 SUCCES EN EGYPTE.

ALSTHOM SIGNE UN CONTRAT AVEC LA COMPAGNIE NATIONALE EGYPTIENNE D'ELECTRICITE POUR LA REALISATION DE LA 5<sup>e</sup> TRANCHE DE LA CENTRALE THERMIQUE D'ABOUKIR.

ALCATEL CIT EST RETENUE POUR LA FOURNITURE DE 50 000 LIGNES TELEPHONIQUES E10 PAR LES PTT EGYPTIENS POUR UN MONTANT DE PRES DE 100 MILLIONS DE FRANCS.

CGA-HBS REMPORTE UN CONTRAT DE 15 MF POUR L'EXTENSION DU SYSTEME INFORMATIQUE DES DOUANES AU CAIRE ET ALEXANDRIE.

ACTIONNAIRES DE LA CGE. CES NOUVEAUX SUCCES DU GROUPE SONT AUSSI LES VOTRES.



**CGE**  
L'esprit de Conquête



سكزا من الاصل

# Asie

## Un entretien avec M. Nguyen Van Linh

### Les certitudes du numéro un vietnamien

(Suite de la première page.)

En revanche, il n'envisage pas, avant la deuxième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, prévue en janvier 1988, à Fère-en-Tardenois, d'envoyer à Paris M. Nguyen Co Thach, le chef de la diplomatie vietnamienne, pour y rencontrer le prince. « Entre Sihanouk et le Vietnam, il y a eu très longtemps de bonnes relations, du temps où il était encore au pouvoir. Aussi, une rencontre entre Sihanouk et Nguyen Co Thach — ou un autre membre de notre gouvernement — serait positive. Mais si elle avait lieu d'ici à janvier, j'aurais peur qu'elle serve de prétexte à nos détracteurs pour dire que le Vietnam s'imposait dans la négociation », dit-il.

M. Linh ne cache pas, néanmoins, l'hostilité de son pays à la participation des deux principaux dirigeants Khmers rouges, MM. Pol Pot et Ieng Sary, à tout règlement : « Cela dépend des Cambodgiens eux-mêmes, c'est-à-dire, concrètement, de Sihanouk et de Hun Sen. Mais nous sommes persuadés que le peuple cambodgien n'acceptera pas que Pol Pot et Ieng Sary s'assoient à la table de la négociation et que ces derniers ne reviendront pas au Cambodge. En réalité, il serait naturel de les traduire devant un tribunal de Nuremberg. De toute façon, je crois que Pol Pot restera en exil et que ceux qui lui accordent l'asile, vous les connaissez, continueront de l'aider dans ses tentatives de saboter le nouveau Cambodge. »

M. Linh ne se contente pas de faire ainsi allusion aux Chinois — qui arment actuellement les Khmers rouges, — il affiche également à l'égard de Pékin une méfiance profonde. « A mon avis, dit-il, pour longtemps à venir, les Chinois ne seront pas disposés à offrir une place au Vietnam dans l'Asie du Sud-Est. Ils veulent avoir une position de force dans la région, c'est pourquoi ils nous ont retiré leur aide en 1975, quand nous avons libéré notre pays. C'est pourquoi, en plus des pressions militaires, ils essaient de nous créer des difficultés pour nous affaiblir. Certes, ils ont des problèmes internes prioritaires. Mais cela ne les empêche pas pour autant de chercher à étendre leur influence dans le Sud-Est asiatique, notamment à travers les communautés chinoises de la région. »

Peut-être que Hun Sen et Sihanouk veulent un peu expliciter les choses. » De toute façon, estime-t-il, le Cambodge à venir, au sein duquel le prince Sihanouk occupera une position élevée, sera l'ami du Vietnam. » Et



ser du boulet cambodgien pour pouvoir non seulement consacrer toutes ses forces à l'édification nationale — ainsi que le répète à l'envi M. Linh — mais aussi pour avoir accès aux grands organismes de crédit internationaux ? Quand on lui demande si « la clé des crédits internationaux est dans la poche du prince Sihanouk », M. Linh éclate de rire. « C'est juste, répond-il, mais elle est également dans celle des Chinois. »

Les réformes économiques lancées depuis le sixième congrès commencent-elles à porter des fruits ? « Une année est une période trop courte : ce qui a été accompli n'est pas négligeable, mais c'est loin de répondre à nos souhaits », répond-il, avant d'ajouter : « Le plus gros obstacle sur la voie du renouveau est l'ancien mode de pensée et l'ancien style de travail qui sont dépassés, mais qui subsistent en chacun. L'impudence et le simplisme ne sont pas de mise. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

#### Tout en réclamant le retrait des troupes vietnamiennes

### Pékin « soutient les efforts du prince Sihanouk »

Alors que M. Hun Sen quitte dimanche 6 décembre la France pour rentrer à Phnom-Penh, via Moscou, après s'être plaint de l'accueil réservé par les autorités françaises — qui ne reconnaissent pas son régime, — M. Jacques Chirac a félicité le prince Sihanouk et a souhaité que ses efforts soient couronnés de succès. Le premier ministre de même que le président de la République recevront prochainement le prince. La presse soviétique s'était félicitée samedi de la rencontre de Fère-en-Tardenois, qui, selon la Pravda, pourrait constituer « un tournant dans le règlement du conflit » cambodgien. « L'URSS est prête, avec les autres pays intéressés, à contribuer au succès de ce processus positif. » L'agence Tass a souligné que les pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que ceux « impliqués depuis longtemps

dans le problème cambodgien, et en premier lieu le Etats-Unis et la Chine », ont aussi un rôle à jouer dans le règlement de la situation « autour du Cambodge ».

A Pékin, où la presse a suivi quotidiennement les conversations de Fère-en-Tardenois, le Quotidien du peuple a publié dimanche la photo du prince et de M. Hun Sen signant le communiqué commun. « La Chine respecte toujours et soutient les efforts du prince pour rechercher une solution politique juste et raisonnable à la question cambodgienne », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ajoutant que « la partie chinoise a toujours maintenu que la clé d'une solution politique réside dans le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge aussitôt que possible ». — (AFP, Reuters.)

Tout en affirmant, à ce propos, que le Vietnam « apprécierait toute action pratique de la Chine pour contribuer à la solution pacifique du problème cambodgien dans les meilleurs délais », M. Linh ajoute, songeant sans doute non seulement au présent mais au futur : « Le Vietnam, le Laos et le Cambodge neutre sont autant d'obstacles à l'expansionnisme chinois en Asie du Sud-Est. »

Il y a quelque temps encore, Hanof et Phnom-Penh se parlaient que de bâtir un Cambodge « pacifique, indépendant et non-aligné ». Depuis qu'ils ont pris langue avec le prince Sihanouk, le qualificatif « neutre » semble avoir été rajouté. En tout cas, il figure en bonne place dans le communiqué de Fère-en-Tardenois. M. Linh refuse d'y voir un changement d'attitude ou de ligne. « Je ne pense pas qu'il y a une réelle différence, dit-il.

il précise que ce n'est pas à la demande du Vietnam qu'une conférence internationale est envisagée pour garantir un éventuel règlement cambodgien. « Nous souhaitons, résume-t-il, que le Cambodge, comme le Laos, soit un pays vraiment pacifique et neutre, et qui ne permette pas à des pays réactionnaires d'utiliser son territoire pour y mener des actions subversives contre le Vietnam. »

#### « Le poids de quarante années de guerre »

Reste, bien entendu, la question centrale : le Vietnam n'envisage-t-il pas une négociation du conflit cambodgien, aujourd'hui, parce qu'il est en proie à de telles difficultés économiques qu'il lui faut se débarras-

ser du boulet cambodgien pour pouvoir non seulement consacrer toutes ses forces à l'édification nationale — ainsi que le répète à l'envi M. Linh — mais aussi pour avoir accès aux grands organismes de crédit internationaux ? Quand on lui demande si « la clé des crédits internationaux est dans la poche du prince Sihanouk », M. Linh éclate de rire. « C'est juste, répond-il, mais elle est également dans celle des Chinois. »

Encore une fois, quand ils parlent de négocier le conflit cambodgien et de consacrer leur énergie au développement de leur

#### Dévaluation du dong

Le dong vietnamien a été dévalué de 78 % par rapport au dollar et le taux de change officiel s'établit désormais à 368 dongs pour un dollar, contre 80 dongs auparavant.

Cette dévaluation est appliquée depuis le 1<sup>er</sup> décembre, indique la Banque vietnamienne du commerce extérieur, qui ajoute que le taux de change réservé aux « Viet Kieu » (Vietnamiens d'outre-mer) reste inchangé à 504 dongs pour un dollar. Cette décision n'a jusqu'à présent pas eu d'effet sur le taux du billet vert au marché noir, qui oscille depuis plusieurs mois aux environs de 1 000 dongs.

La précédente dévaluation, en novembre 1986, avait fait passer le taux du dollar de 15 dongs à 80 dongs. Les experts occidentaux estiment que cette décision répond aux recommandations du FMI à un moment où le Vietnam espère parvenir à un règlement de sa dette avec le Fonds, dette qui s'élève, intérêts et arriérés confondus, à 90 millions de dollars. — (AFP.)



En souscrivant une ou plusieurs actions de 500 F, créez avec nous un journal qui :  
- témoigne des faits ;  
- affirme ses valeurs ;  
- encourage les débats.  
Avec vous. Sinon rien.

Bernard Langlots et l'équipe de Politis.

# Politis

DEVENEZ ACTIONNAIRE DE L'HEBDO QUI NOUS MANQUE A GAUCHE.

Visa de la Commission des Opérations en Bourse n° 87323 du 4 septembre 1987

Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :

- 1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.
- 2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.
- 3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.
- 4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.

MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION Article L.150 de la loi du 24 juillet 1966. Article D.61 du décret du 23 mars 1967.

Je, soussigné Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Date et lieu de naissance : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Domicile : \_\_\_\_\_

Après avoir pris connaissance :  
- des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 6, rue du Dahomey au capital de 4000000 francs divisé en 8000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;  
- ainsi que la mention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;  
déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhérer et souscrire (nombre en lettres) \_\_\_\_\_ actions de cinq cents francs chacune de ladite société. A l'appui de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C., mon mandataire, la somme de francs \_\_\_\_\_ représentant mon apport.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
La signature doit être précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris - Tél. : 16 (1) 46.36.24.24.



# Asie

## BANGLADESH : la crise politique

### Le président Ershad a dissous le Parlement

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

« Le président a dissous le Parlement conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 72 de la Constitution... » Ce communiqué, laconique, rendu public dimanche 6 décembre par la télévision, marque un tournant dans la crise politique qui secoue le Bangladesh depuis le 10 novembre. La semaine dernière, les dix députés du Jammato-Islami, la formation musulmane, avaient annoncé leur démission collective dans le cadre du mouvement lancé par l'opposition pour obtenir le départ du chef de l'Etat M. Hussain Mohammad Ershad. Leur chef, M. Abbas Ali Khan, espérait ainsi forcer la main de la principale formation d'opposition, la Ligue Awami, qui dispose de soixante-quinze sièges au Parlement et qui, jusqu'à présent, n'avait pas montré beaucoup d'empressement à abandonner une représentation parlementaire difficilement acquise.

Les pressions conjointes du Jammato-Islami et du Parti national du Bangladesh (PNB) - qui avait boycotté les élections - ont cependant convaincu la Ligue Awami que la cohésion politique voulait qu'elle cesse de jouer le jeu parlementaire. A la veille du week-end, la Ligue a annoncé la démission de ses députés. Dès lors, l'Assemblée nationale, composée des seuls deux cent quinze représentants du parti gouvernemental, le Jatiya, était devenue un « Parlement écopé ». Le général président n'avait plus d'autre ressource que de prononcer la dissolution.

Depuis plusieurs jours, on indique, dans les milieux gouvernementaux, que des pourparlers se poursuivent entre le chef de l'Etat et différents responsables de l'opposition pour aboutir à un compromis.

sur l'organisation d'élections anticipées. En l'absence des deux chefs de file de l'opposition, M<sup>rs</sup> Hasina Wajed pour le Tigue Awami et le législateur Khaleed Za pour le PNB, toujours dévoués à leur domicile, rien ne permet de confirmer l'existence de ces négociations. Les deux « leaders », cités ou les appelle à Dacca, ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils n'accepteraient pas de participer à une nouvelle constitution électorale tant que le général Ershad serait au pouvoir.

Celui-ci a essayé toutes les tactiques pour mettre fin au mouvement de contestation. Devant la multiplication des affrontements de rue, les forces paramilitaires ont reçu l'ordre de tirer à vue sur les auteurs de violences. Cette mesure a incontestablement limité les manifestations, mais n'a pas suffi à ébranler la détermination de l'opposition. De même, la proclamation de l'état d'urgence, l'imposition du couvre-feu, puis la quasi-obscurité de la presse, n'ont pas été couronnées de succès.

Parallèlement à cette politique de répression, le chef de l'Etat a fait des « gestes » pour amener l'opposition à composer. Treize responsables de la Ligue Awami et du PNB ont été élargis et le pouvoir a laissé entendre que d'autres libérations pourraient suivre. La encore, l'opposition n'a pas fait montre d'une quelconque volonté d'ouverture. Dimanche soir, le chef du journal gouvernemental *Dainik Bangla*, M. Shamur Rahman - qui est aussi un poète renommé - a démissionné pour protester contre l'absence de liberté de la presse. Selon la Constitution, de nouvelles élections doivent être organisées dans les quatre-vingt-dix jours suivant la dissolution du Parlement.

LAURENT ZECCHINI.

## A TRAVERS LE MONDE

### Mauritanie

#### Exécution des trois officiers condamnés pour complot

Trois jours après leur condamnation à mort par la Cour de sûreté de l'Etat le 5 décembre, trois officiers toucouleurs accusés de complot ont été fusillés, à Nouakchott, le dimanche 6 décembre. Il s'agit des lieutenants Ba Seydi, ancien commandant de la base navale de la capitale, Sarr Amadou et Sy Seldou, anciens officiers d'état-major.

Ces exécutions sont les premières sous le régime du colonel Ould Taya, parvenu au pouvoir par un coup d'Etat, il y a trois ans. Les trois hommes étaient accusés d'avoir préparé leur propre putsch pour proclamer une « République du Walo », du nom de la vallée du fleuve Sénégal dont ils étaient originaires.

Face à la rébellion larvée d'une partie de la population noire qui dénonce la mainmise des Maures, de race blanche, sur le pouvoir, le colonel Ould Taya a donc choisi la fermeté. On ignore si les condamnés avaient sollicité la grâce présidentielle. Ce qui est sûr, c'est que leur mort risque de creuser le fossé entre les deux communautés. Elle place aussi le gouvernement éternel dans une situation délicate. Dans une situation de bonnes relations avec son voisin mais peut difficilement se désintéresser du sort des Noirs du sud de la Mauritanie qui ont de nombreux liens avec ses propres ressortissants.

### Roumanie

#### Limogeage du ministre des finances

Le ministre roumain des finances, M. Alexandru Babe, a été libéré de ses fonctions, le samedi 5 décembre, par un décret présidentiel qui le reproche « de ne pas avoir rempli de manière adéquate ses fonctions ». En poste depuis 1986, il a été remplacé par M. Gheorghe Paraschiv, ministre adjoint du commerce extérieur et de la coopération internationale.

M. Ceausescu a l'habitude de régler le problème des pénuries chroniques de vivres et d'énergie en renvoyant des ministres ou en renonçant tout simplement son gouvernement. Depuis fin août, une vingtaine de ministres ont été limogés ou ont reçu de nouveaux portefeuilles.

L'éviction de M. Babe a été rendue publique trois jours après la première

confirmation officielle des émeutes qui ont défilé la nuit dernière à Brasov, le deuxième ville du pays. Le ministre s'est fait critiquer par le parlement roumain pour « avoir accepté les pratiques de la BIRD », la Banque internationale de reconstruction et de développement l'un des principaux créanciers de la Roumanie.

Devant une virulente attaque contre la BIRD, l'organe du Parti communiste roumain, *Sobitza*, l'avait accusé, mercredi dernier, d'appliquer à la Roumanie « des taux d'intérêt discriminatoires ». Le dette extérieure roumaine s'élève à un total de 5 à 6 milliards de dollars, dont 1,5 milliard de dollars à la BIRD. - (AFP, Reuters.)

### Turquie

#### Soixante-dix ans d'emprisonnement requis contre deux dirigeants communistes

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis, le samedi 5 décembre, une peine de soixante-dix ans et trois mois d'emprisonnement pour chacun des deux dirigeants communistes turcs qui avaient été arrêtés le 16 novembre, à leur retour d'exil.

Selon l'agence de presse turque Anatolie, MM. Haydar Kurtu et Nihat Sargin, secrétaires généraux du Parti communiste turc (PCT, interdit depuis sa fondation) et du Parti ouvrier de Turquie (POT, interdit depuis 1980), sont accusés d'avoir porté atteinte « à l'unité nationale turque » et d'« appartenir à une organisation clandestine ». Il leur est également reproché d'« avoir injurié l'Etat turc et ses autorités » et d'« avoir tenu à l'étranger des propos affaiblissant les sentiments nationaux turcs ». Aux yeux du tribunal, six articles du code pénal turc ont été violés.

Toujours selon l'agence Anatolie, les deux responsables communistes ont affirmé à l'issue d'une première audition devant la Cour de sûreté de l'Etat avoir été torturés par la police au cours de leurs interrogatoires, mais ils n'ont pas donné de précisions sur les mauvais traitements qui leur auraient été infligés.

Par ailleurs, deux soldats turcs et cinq séparatistes kurdes ont été tués, dans la nuit de samedi à dimanche, au cours d'un accrochage entre l'armée et des rebelles, près du village de Dork dans la province de Merdin. - (AFP.)

# Amériques

## HAITI

### Appel à la grève générale contre le gouvernement

Port-au-Prince. - Les principaux partis bantiers et la Centrale autonome des travailleurs (CATH) ont appelé, samedi 5 décembre, à une grève générale pour les journées de lundi et mardi. Le syndicat des chauffeurs de la capitale, qui détermine souvent l'échec ou la réussite des grèves, et la Confédération nationale des enseignants, se sont également joints à l'appel.

Une semaine après les massacres perpétrés par les commandos armés et l'annulation des élections, les principales organisations du pays se sont donc unies pour engager une offensive contre le Conseil national de gouvernement (CNG), dirigé par le général Henri Namphy.

Après les condamnations sans équivoque des événements par la Conférence épiscopale catholique et la Fédération des Eglises protestantes, ce sont sept associations patronales qui ont condamné avec « indignation » les « actes de barbarie, les assassinats et la massacre de peuple qui exercent pacifiquement son droit de vote garanti par la Constitution ».

Le gouvernement, qui est directement mis en cause, aura aussi beaucoup de difficultés à mettre

sur pied un nouveau Conseil électoral provisoire (CEP) chargé d'organiser les élections. Contestant la dissolution de l'ancien CEP par les autorités, quatre organismes sur les neuf qui doivent désigner leur représentant ont en effet indiqué qu'ils refusaient de nommer un nouveau délégué.

La Constitution autorise l'écritif à combler lui-même la vacance de candidatures mais cette possibilité achèverait d'isoler totalement un gouvernement déjà largement déconsidéré. - (AFP, Reuters.)

### L'aide de la RFA est maintenue

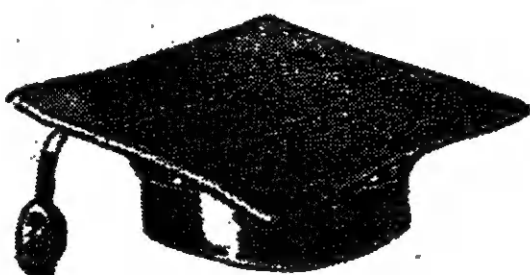
Contrairement à ce que nous avons annoncé dans nos éditions du vendredi 4 décembre, sur la foi d'une dépêche de l'AFP citant le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Helmut Schaefer, l'Allemagne fédérale n'a pas suspendu son aide à Haïti. Le secrétaire d'Etat avait simplement déclaré, selon le ministère, que le gouvernement fédéral regretterait « les débordements sanglants » dans le pays mais sans faire référence à la suspension de l'aide.

## La philosophie m'aide à raisonner...

PRÉFON-ÉPARGNE : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :

- Une réduction d'impôt pour vous, et en plus, pour chaque enfant à charge, réduction fiscale cumulable avec les déductions PRÉFON-RETRAITE.
- Une rentabilité intéressante: votre épargne progresse sans que vous ayez à vous occuper de rien.
- Les intérêts produits par votre épargne sont nets d'impôt (1).
- Vous êtes exonéré de la taxe d'assurance (1).
- Votre épargne est disponible à tout moment.
- Votre capital PRÉFON-ÉPARGNE est exonéré des droits de succession.

(1) Sous réserve de la condition légale de durée.



PRÉFON m'aide à épargner raisonnablement.

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél.: 42.27.51.84

# Proche-Orient

## La guerre du Golfe

### Nouvelles attaques iraniennes contre des pétroliers : un marin danois tué

Deux pétroliers attaqués par des vedettes iraniennes, une troisième bombardée par erreur par l'aviation irakienne, une plate-forme koweïtienne touchée par un missile : les opérations militaires se sont intensifiées le dimanche 6 décembre dans le Golfe.

Un marin a été tué et un autre grièvement blessé lors de l'attaque du pétrolier danois *Estelle-Mærsk*, quelques heures avant qu'un autre pétrolier, le *Norman-Atlantic*, sous pavillon de Singapour, soit à son tour attaqué et incendié. D'autre part, un avion a bombardé vendredi une île saoudienne. Bagdad s'est excusé auprès de Ryad pour cet incident, dit, selon les Irakiens, à une « erreur de navigation ». Des sources maritimes ont fait état de victimes parmi les militaires saoudiens présents sur l'île, ce que Ryad a démenti.

Le Koweït a été de nouveau, lundi, la cible d'un missile irakien. Celui-ci, un Silkorm de fabrication chinoise, a touché une plate-forme, selon l'Irak. En revanche, une source autorisée au Koweït, tout en confirmant le tir d'un missile « en direction des eaux territoriales koweïtienes », a affirmé que l'engin n'avait atteint aucun objectif et était tombé en mer.

### Londres et les otages

A Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a estimé que les relations franco-iraniennes avaient évolué « dans la bonne direction » et a affirmé que leur avenir « dépendait désormais de l'attitude de la France ». Il a souhaité que la « tendance » allant vers une amélioration des rapports entre les deux pays se poursuive et aboutisse à la « solution des problèmes » qui opposent Paris et Téhéran.

Cette « amélioration » a fait l'objet, dimanche, de nouveaux commentaires dans la presse britannique. Un hebdomadaire, *l'Observer*, a accusé Paris d'avoir fait d'importantes concessions à Téhéran en contrepartie de la libération des otages français au Liban. *l'Observer* écrit que le gouvernement français a versé une rançon de 5 millions de dollars. De plus, toujours selon l'hebdomadaire, la France aurait accepté de rembourser à l'Irak l'intégralité du prêt de 1 milliard de dollars versé en 1974 par le chah au

CEA, de réprimer les activités de l'opposition iranienne en France et de retirer graduellement ses forces navales du Golfe.

Outre la fin de la « guerre des ambassades », Paris aurait également accepté de retarder la livraison de vingt avions à l'Irak. De son côté, l'Irak a promis de ne pas attaquer de navires français et d'« obtenir » la libération des trois derniers otages français. Ces informations ont été démenties par Paris, qui a de nouveau nié avoir versé une quelconque rançon pour la libération des otages. - (AFP, AP, Reuters.)

### Après le meurtre d'un Israélien

#### Mobilisation de l'armée à Gaza

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Couvre-feu, barrages militaires sur les grandes routes et renforts débarqués d'hélicoptère : les forces de sécurité étaient de nouveau massivement mobilisées lundi 7 décembre à Gaza au lendemain de l'assassinat d'un Israélien (le troisième en quatre mois). Shlomo Takal, venu d'Israël pour des raisons professionnelles a été poignardé par un ou plusieurs agresseurs alors qu'il s'apprêtait à entrer dans un magasin.

Le meurtre, revendiqué par le groupe palestinien Force 17, proche de M. Yasser Arafat, a eu lieu dans l'après-midi en plein centre-ville, sur la « place de Palestine ». C'est à quelques mètres de là qu'un responsable de la police israélienne avait été assassiné d'un coup de pistolet en août dernier.

L'attentat de dimanche intervient alors qu'un colon israélien de la bande de Gaza vient d'être maintenu en détention après qu'il eut reconnu avoir ouvert le feu le mois dernier dans la cour d'une école secondaire, blessant mortellement une lycéenne palestinienne de dix-sept ans.

En Cisjordanie, près d'Hébron, une bombe à retardement de fabrication artisanale a explosé dans la nuit de samedi à dimanche sur le passage de la voiture d'un député d'extrême droite, M. Eliezer Waldman. Certains des passagers ont été légèrement blessés.

Al. Fr.

**COURS DE LANGUES**

PORTUGAIS - BRÉSILIEN ESPAGNOL QUECHUA ANGLAIS

Tél. 45 41 39 60

21 bis, rue des Plantes 75014 Paris

(Publicité)

**BANQUES ARABES : LE REFLUX ?**

Implantées à Paris dans une période de boom, les banques arabes sont aujourd'hui confrontées à des défis qui menacent leur existence même.

Une enquête de Nabil François, Jean Dubugny et Pierre-Guillaume Lhuissier.

Dans le numéro de décembre d'ARABES, en kiosques et en librairies.

78, rue Joubert, 75017 PARIS  
Tél.: 46-22-34-14

AIX-EN-PROVENCE  
AIX-LA-CHAPELLE  
AUTUN  
AVIGNON  
BATH  
BERLIN  
BESANCON  
BÉZIERS  
BILBAO  
BORDEAUX  
BOULOGNE  
BRUGES  
BRUXELLES  
CHANTILLY  
CLERMONT-FERRAND  
COLOGNE

COMPIÈGNE  
COPENHAGUE  
DUBLIN  
DÜSSELDORF  
ENGHUEN-LES-BAINS  
GAND  
GRANOBLE  
LILLE  
LONDRES  
LYON  
MARSEILLE  
MUNICH  
NEW YORK  
NICE

OSLO  
PARIS  
PAU  
PÉRIGUEUX  
POISSY  
RENNES  
ROUIL-MANMAISON  
ST-GERMAIN-EN-LAYE  
SAUMUR  
STRASBOURG  
TOULOUSE  
VERSAILLES

Adresses détaillées des boutiques sur demande au: 42 36 68 89

**fil à fil**

PARIS

CHEMISIER



هكذا من الاجل

# A MIKHAEL GORBATCHEV Secrétaire Général du P.C.U.S.

## Pour un regard neuf sur les juifs d'U.R.S.S.

Au moment de votre rencontre avec le Président des États-Unis et alors que paraît à travers le monde votre ouvrage PERESTROIKA, sous-titré «Vues neuves sur notre pays et le monde», les soussignés vous demandent de jeter aussi

un regard neuf sur les juifs d'U.R.S.S.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, les instructions que vous donnerez pour la refonte de la politique de votre administration à l'égard des juifs d'U.R.S.S. témoigneront de l'esprit de glasnost.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, le changement radical de la politique appliquée aux juifs d'Union Soviétique ouvrira la porte à une véritable entente dans le domaine des droits de l'homme.

Si vous le décidez, Monsieur le Secrétaire Général, la levée des mesures restrictives à l'émigration, y compris à l'égard de nombreux refusniks contre lesquels est encore invoqué un prétendu secret d'État; la liberté accordée à l'enseignement de l'hébreu — seule langue commune du peuple juif — ainsi qu'à l'épanouissement de la vie culturelle et religieuse, tout cela manifesterà aux yeux du monde que vos vues neuves sur l'U.R.S.S. et sur le monde, ont véritablement triomphé et que vous aurez ouvert une ère nouvelle dans les relations internationales.

Alors, Monsieur le Secrétaire Général, le monde aura aussi des vues neuves sur l'évolution de l'Union Soviétique et sur les chances de succès des négociations en cours.

**Les premiers signataires:**

Anatole ABRAM, Membre de l'Institut, Michel ALLONCLE, Sénateur, Guy ALLOUCHE, Sénateur, René ANDRÉ, Député, Jean-Marc AYRAULT, Député, Elisabeth BADDIER, Écrivain, Dominique BAUDIE, Maire de Toulouse, Député au Parlement Européen, Jean-Michel BAYLET, Ancien Ministre, Sénateur, François BAYRON, Député, Louis BESSON, Député, Jacques BICHST, Député, Pierre BLERLER, Député, Yvan BLOF, Député, Roland BLUM, Député, Georges BOLLER-GRE-STRACHER, Député, Hugues BOUCHARD, Député, Pierre BOURGUIGNON, Député, Conseiller Régional, Haim BREZES, Mathématicien, Correspondant de l'Académie des Sciences, Jean BROCARD, Député, Vice-Président du Conseil Général de Haute-Savoie, Pr Henri CARTAN, Mathématicien, Membre de l'Institut, Jean et Lucia CATHALA, Écrivains, Éditeurs, Guy CHANFROUJE, Député, Robert CHAPUIS, Député, Roger CHENAUD, Sénateur, Député au Parlement Européen, Hélène CIXOUS, Écrivain, Georges-Emmanuel CLANCIER, Écrivain, Claude COHEN TANOUDJI, Professeur au Collège de France, Membre de l'Académie des Sciences, Jean-Michel COUVE, Député, Michel GRUCH, Sénateur, Jean DELANBAU, Sénateur, Jean-Paul DELVOYE, Député, Jean-Marie DEMANGE, Député, Jacques DERRIDA, Philosophe, Rodolphe DESIRE, Sénateur, Jean-Claude DESSEIN, Député, Patrick DEVEDJIAN, Député, Secrétaire National du R.P.F., Willy DIMERGLO, Député, Jean-Marie DOMENACH, Écrivain, Michel DREYFUS-SCHMIDT, Sénateur, Vice-Président du Sénat, Jean DUMONT, Sénateur, Adrien DURAN, Député, Job DURUPP, Député, Claude ÉVIN, Directeur de Campagnes de Michel ROGARD, Jacques FERON, Député-Maire du 19<sup>e</sup> Arrondissement, Alain FINKELKRAUT, Écrivain, Philosophe, André FOSSY, Ancien Ministre, Sénateur, Henri de GASTINES, Député, Président de la Commission des Comptes à l'Assemblée Nationale, Germain GENGENWIN, Député, André GLUCKSMAN, Écrivain, Michel GONELLE, Député, Jean GOUGY, Député, Graham GREENE, Écrivain, Alain GRIOTTERAY, Député, Michel HANNOU, Député, Daniel HOFFMEL, Sénateur, Président du Groupe des Sénateurs du Bas-Rhin, Président du Groupe Union Centriste du Sénat, Xavier HUMAULT, Député, François JACOB, Prix Nobel de Médecine, Professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, Daniel JACOBY, Avocat à la Cour, Denis JACQUAT, Député, Michel JACQUEMIN, Député, JANDELLINE, Comédiennes, André JARROT, Ancien Ministre, Sénateur, Compagnon de la Libération, Lionel JOSEPH, Député, Premier Secrétaire du Parti Socialiste, Yves JOUFFA, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Joseph KLIFA, Député, Jean-Claude LAMAN, Député, Vice-Président du Conseil Général, Claude LANZMANN, Cinéaste, Yves LAPORTE, Professeur au Collège de France, Gérard LANCHER, Sénateur, Marie-France LEBUIN, Député, Bernard LEFRANC, Député, Charles-Edmond LENGLET, Sénateur, Henri LOUFFE, Député, Pr André LWOFF, Prix Nobel de Médecine, Martin MALRY, Député, Pr Jean-Paul MATHIEU, Physicien, Professeur Honoraire, Marie-Claire MENDES FRANCE, Présidente pour la France du Centre International pour la Paix au Moyen-Orient, Joseph MENGES, Député, Jean MERCOURE, Metteur en Scène, Acteur, André MÉRIS, Sénateur, Président du Groupe Parlementaire Socialiste au Sénat, Pierre MICHAUX, Député, Ariane MNOUGHERINE, Metteur en Scène, Christiane MORA, Député, Alain MOYNE BRISSAUD, Député, Vice-Président du Conseil Général, Veronique NEIERTZ, Député, Vice-Présidente du Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, Paul d'ORNAO, Sénateur, Jacqueline OSSÉLIN, Député, Arthur PASCHY, Député, Pierre PASCALLOU, Député, Bâtonnier Louis-Edmond PÉTYT, Avocat à la Cour, Jean PEYRAFITTE, Sénateur, Étienne PINTY, Député, Vice-Président de la Commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales de l'Assemblée Nationale, Léon POLJAKOV, Directeur de Recherches au C.N.R.S., Robert PORTILLON, Sénateur, Président de l'Union Inter-Parlementaire pour les Juifs d'U.R.S.S., Jean-Claude FORTHEAULT, Député, Jean PROBIOL, Député, Jean FROVREUX, Député, Yves QUERE, Professeur à l'École Polytechnique, Paul QUILLES, Ancien Ministre, Député, Pr Gabriel RICHEY, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Correspondant de l'Académie des Sciences, Olivier ROUX, Sénateur, Jean-Jack SALLÉS, Député, Conseiller Régional, Roger-Gérard SCHWARZBERG, Ancien Ministre, Député, Jean SEITLINGER, Député, Pr Ady STEG, Membre du Conseil Economique et Social, Olivier STIEM, Ancien Ministre, Député, Jean-Pierre SUREZ, Député, Raymond TABCY, Sénateur, Michel YERROT, Député, Conseiller Général, René TREBOUET, Sénateur, Jean UEBERSCHLAG, Député, Pierre URM, Prix «Robert Schumann», Albert VÉTEH, Sénateur, Jean-Pierre VERHANT, Professeur Honoraire au Collège de France, Guy de la VERPILLIÈRE, Sénateur, Xavier de VILLEPIN, Sénateur, Pierre WEISENHORN, Député, Vice-Président de la Commission de la Production et des Échanges à l'Assemblée Nationale.

**CRIF**

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France - 19, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

Les...  
M. Le Pen re...  
à la Marti...  
C'est la...  
L'ANGLAIS  
A OXFORD  
EN COURS  
PASTORALIS  
LE PORTAIT  
D'AMSTRAM  
AU BANC D'



Les déboires du président du Front national aux Antilles

M. Le Pen refoulé par des manifestants à la Martinique et en Guadeloupe

Une importante manifestation d'hostilité organisée dimanche soir 6 décembre à l'aéroport de Fort-de-France...

Après avoir tourné plusieurs fois au-dessus de l'aéroport du Lamentin, l'appareil a été dérotté vers la Guadeloupe...

L'opposition à la venue de M. Le Pen, jugé par elles comme « le principal responsable du développement des thèses racistes et xénophobes qui rendent les conditions de vie des Antilles-Guyanaises insupportables en France »...

En Martinique, plus de trois mille manifestants avaient envahi l'aéroport où le Boeing d'Air France devait se poser dimanche à 17 h 45...

Comme en Martinique, toutes les organisations politiques et syndicales de gauche et d'extrême-gauche avaient appelé à

Indésirable

Au-delà de ses aspects cocasses, l'équipe menée de Jean-Marie Le Pen aux Antilles pose des questions d'opportunité et de principe...

n'imaginai pas le qualificatif qui avait été donné à un Blanc qui aurait assésé en Martinique vingt et une femmes noires...

« C'est la faute à Pasqua ! »

POINT-A-PITRE de notre envoyé spécial

Paspartout pour l'éventure. Les quatre cent cinquante-neuf passagers du Boeing-747 d'Air France à destination de Fort-de-France se souviendront longtemps de cette folle équipée...

Il se souviendront d'avoir eu l'insigne honneur de voyager avec M. Jean-Marie Le Pen, passager de la classe affaires qui, accompagné d'une quarantaine de ses amis...

M. Le Pen ne vit pas la Martinique, pas plus que la Guadeloupe et la Guyane, qu'il avait le désir de visiter durant cette semaine...

Dès le décollage d'Orly, le dimanche 8 décembre, tout le monde avait pourtant été prévenu que ce voyage subirait quelques inconvénients...

« Nous ferons nos lits nous-mêmes », avait-il plaisanté M. Le Pen. Mais le pilote, M. Le Pen faisait un mot croisé, cherchant de vieux airs romantiques...

Déjeuner, film, air heure de vol, premiers alertes. On demande M. Le Pen pour une liaison radio au poste de pilotage...

J'ai même vu des responsables RPR et des socialistes voyager ensemble. L'avion se pose à Pointe-à-Pitre. Une longue immobilisation de plus de quatre heures commença...

« Vous commencez à me pousser l'air ! » Dégoûtant de suer, le pauvre commissaire insiste. L'aéroport de Fort-de-France est complètement bloqué...

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

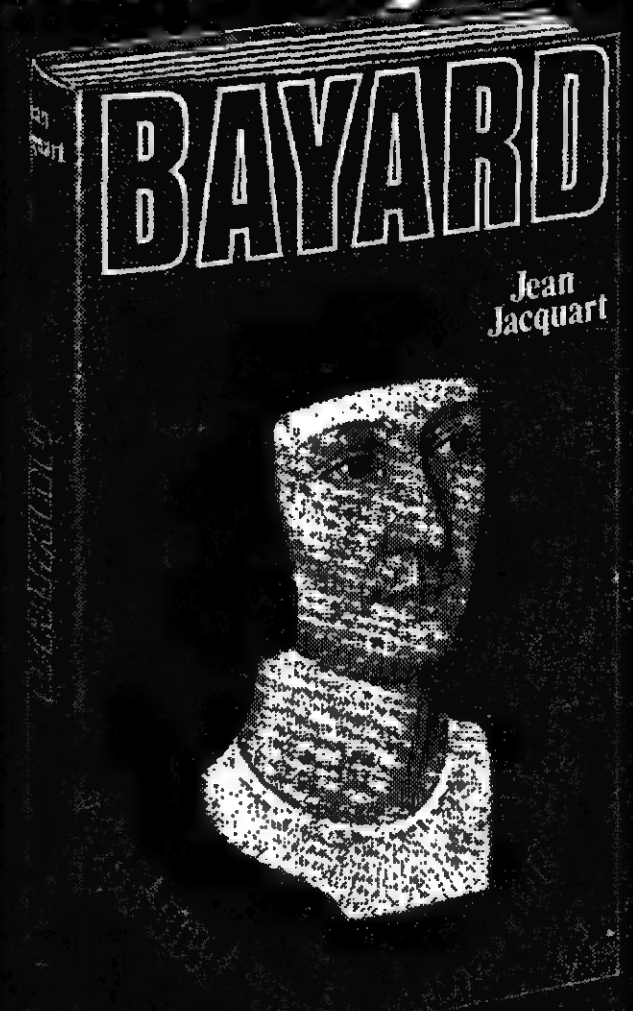
« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

« C'est la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! » « C'est de la provocation, c'est de la faute à Pasqua ! »

L'HISTOIRE chez Fayard



Fayard sans heaume ni armure. Les images d'Épinal du "Chevalier sans peur et sans reproche" passées au crible de la critique historique.

M. Rocard à gauche. M. Michel Rocard affirme, dans un entretien publié par le quotidien le Matin du lundi 7 décembre...

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde sur minitel CONCOURS VIN : LES RÉPONSES 36.15 TAPEZ LEMONDE puis VINS

OISE OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

L'ANGLAIS A OXFORD EN COURS PARTICULIERS

SCIENCE & TECHNIQUE LE PORTATIF D'AMSTRAD AU BANC D'ESSAI

VOTRE MERCEDES MERITE CE QU'IL Y A DE MIEUX. LONGCHAMP Succursale Mercedes-Benz.

EV U.S. S.S.

CRIF



سكرا من الالول

# Politique

## Le vingt-sixième congrès du Parti communiste français

### M. Marchais réélu secrétaire général

Le vingt-sixième congrès du Parti communiste, réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a achevé, le dimanche 6 décembre, après l'élection des organes dirigeants du parti. Réunis à huis clos, le matin, les délégués ont élu, à bulletin secret le comité central, qui compte 141 membres contre 142 au congrès précédent.

Un nombre important de représentants au « parlement communiste » ont été réélus : 1 680 voix, car il y en, onze bulletins blancs et trois nuls. Les dirigeants les moins bien

étés sont MM. Herminier (1 607), Fiterman (1 608), Sainjon (1 613), Sève (1 622). Au total, vingt-trois membres au comité central en 1985 n'y siègent plus (lire ci-dessous) et vingt deux nouveaux membres — dont onze premiers secrétaires fédéraux — y font leur entrée.

A l'exception de M<sup>me</sup> Mireille Bertrand qui part volontairement, le bureau politique est intégralement reconduit et accueille trois nouveaux membres : M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, MM. Antoine Casanova et François Duteil.

M. Georges Marchais a été réélu, avec 1 001 voix, secrétaire général du parti. Samedi, le projet de résolution de la direction avait été adopté à l'unanimité moins douze abstentions, venant du Doubs et de la Corse-du-Sud. Le rapport introductif de M. Marchais avait obtenu l'assentiment général moins dix abstentions (Doubs). La direction a précisé que seul M. Félix Damette n'avait pas été réproposé au comité central « pour des raisons politiques ».

### Le triomphe absolu

Ce ne fut pas un congrès, ce fut un meeting ! Le vingt-sixième congrès du PCF ne restera pas un événement politique imprévisible de l'histoire du parti, bien que la direction y voie une étape importante dans sa stratégie et « une avancée dans l'union et le rassemblement ».

Ces formules ont la conviction de la banalité répétitive triennale. Suite d'interventions décrivant un état apocalyptique de la France et des Français, ce rassemblement, dont l'authenticité n'a guère été rompue que par l'accueil enthousiaste réservé à l'internationalisme prolétarien représenté par les délégations étrangères, a marqué le triomphe absolu de M. Georges Marchais.

Incontestablement, le secrétaire général est parvenu — après quinze années passées, officiellement, aux commandes — au faite de sa puissance et de sa gloire. Il régit en maître sur un parti qui lui jure allégeance en permanence. Le vingt-sixième congrès a été un anti-vingt-cinquième. Le congrès véritable n'a duré, en tout et pour tout, que vingt heures lorsque, lors de l'adoption de la résolution finale, les délégations du Doubs et de la Corse-du-Sud, ont tenu, tant bien que mal, de donner une explication de vote. La discussion a tourné court : le

direction ne voulait surtout pas ouvrir un débat qu'elle considérait clos en 1985.

Anti-vingt-cinquième dans sa forme, ce congrès est sur la forme « un approfondissement et un enrichissement » du précédent, comme on dit selon les formules consacrées au parti. Ligne anticommuniste réaffirmée, étonnante discrétion sur l'extrême droite, comme M. Lajoinie l'a dit, « le candidat anti-Le Pen », dénonciation du « complot intérieur » tramé par M. Rigout, tout en peut imaginer que le réel électoral s'appelle M. Juquin, ambiguë absence sur le scénario réservé au candidat socialiste pour le second tour de l'élection présidentielle : un congrès, dont les maîtres mots sont, pour la direction, « fermeté, audace, lucidité et courage », mais un degré supplémentaire dans la superbe isolation du PCF en sa forteresse, qui n'est même plus assiégée.

OLIVIER BIFFAUD.

### L'élection de M. Duteil au bureau politique

## Le successeur de M. Krasucki ?

L'élection de M. François Duteil, quarante-trois ans, au bureau politique du PCF est une seconde victoire, depuis 1936, deux membres du bureau politique de la CGT soient également membres du bureau politique du parti. La CGT reconnaissant le cumul de responsabilités syndicales et des responsabilités politiques (non électorales), son bureau politique (dix-huit membres actuellement) comprend une dizaine de communistes et une dizaine de non-communistes. La coutume est que parmi cette dizaine de membres communistes, seuls deux siègent au bureau politique du PCF. Tel était le cas depuis 1911.

En janvier 1967, lors du dix-huitième congrès du PCF, qui se tint à Levallois-Perret, le bureau politique compte quatre dirigeants de la CGT : trois sont membres du bureau politique et un membre suppléant. En 1964, — à la quatrième est M. Georges Frischmann, secrétaire général de la Fédération des PTT. Cette situation perdure jusqu'au vingt unième congrès. Benoît Frachon devient en 1975, au vingt-deuxième congrès du PCF, celui de l'ouverture, ne revient à la situation antérieure. Les membres du bureau confédéral — M. Séguin et M. Duteil — sont aussi au bureau politique. Quand M. Séguin quitta son poste, in-

en 1982, un autre dirigeant de la CGT, M. Louis Vianet (PTT) entra avant d'être élu au bureau confédéral. Cette occasion M. Duteil au bureau politique a une double signification. A trois jours des élections primaires — un risque de renforcer l'image « politisée » de la CGT — et à quatre mois de l'élection présidentielle, le syndicat et le parti qui se présentent comme les seuls représentants authentiques de la classe ouvrière ont tenté de resserrer leurs liens. Pour éviter d'entraîner son déclin, le PCF s'appuie davantage sur la CGT dont les bases sont indéniablement plus larges. Mais alors que le syndicat a perdu sans beaucoup d'adhérents, il lui fait courir le risque de ne pas pouvoir remonter la pente.

### La courtoisie de transmission

On peut se demander comment cette relation renforcée va fonctionner. Les trois dirigeants confédéraux vont-ils apporter une contribution syndicale aux débats du bureau politique ou une contribution politique aux travaux du bureau confédéral ? La proximité de l'élection présidentielle et le rôle joué par le PCF dans quelques conflits — comme autour des « dix » de Renault — peuvent penser que c'est plutôt la seconde hypothèse qui est la plus vraisemblable. « Ce n'est pas d'une trop forte élection de M. Duteil que souffre la CGT », expliquait M. Séguin en 1979, « mais

d'une trop faible participation de ceux qui ne le sont pas ». La CGT semble souffrir aujourd'hui de l'une et de l'autre.

S'exprimant devant le vingt-sixième congrès du PCF — mais, comme il l'a précisé, sans représenter son syndicat — M. Krasucki s'est dit inquiet que les transmissions soient si soucieuses de la transmission de la CGT : « Même si les responsables ne présentent pas la future seule, le renforcement de la CGT est une exigence impérative de la lutte des classes ». En mars 1967, dans les Cahiers de l'Institut Léonard-Thorez, le secrétaire général de la CGT lançait la formule de transmission : « La formule imaginée par les communistes à sa muler à leurs camarades de travail, il leur faut leurs préoccupations et leurs besoins, à participer avec eux, avec ceux qui ne sont pas communistes, à l'activité de leur organisation syndicale et à s'y livrer de bons défenseurs des travailleurs ».

### La consécration politique

L'autre signification de l'élection de M. Duteil, qui devrait abandonner prochainement son poste de secrétaire général de la Fédération CGT de l'énergie, a trait à la succession de M. Krasucki. Agé de soixante-trois ans, il n'a jamais annoncé son départ. Mais celui-ci est jugé comme probable lors du prochain congrès de la CGT en 1990. M. Duteil pourrait

de la consécration politique indispensable pour son éventuelle nomination au secrétariat général de la CGT. Il a l'occasion. Même s'il devra compter avec le secrétaire confédéral du bureau politique, M. Vianet, cinquante-quatre ans, numéro deux de la CGT et classé parmi les « durs » qui avaient en 1983 reproché à M. Krasucki d'avoir une stratégie trop « molle » à l'égard du « socialisme ». Mais, M. Vianet est handicapé par son âge. « Aux PTT on prend sa retraite à cinquante-cinq ans ».

M. Duteil a maintenant trois cartes : son âge, la position forte de sa Fédération (qui reste puissante et dotée de nombreux moyens), sa présence au bureau politique. Présenté souvent il y a deux ans comme un « dur », il n'a plus une telle image aujourd'hui. Tout en étant connu de M. Krasucki bien dans la ligne du PCF, il apparaît aussi soucieux que lui de ne pas voir la CGT se replier sur son « squelette communiste ».

Ce n'est pas une question théorique, qui sera gagnée travaillé à Saint-Ouen, avait surpris à l'issue du quarante-deuxième congrès de la CGT il y a deux ans en tenant un langage non dépourvu d'ouverture : « Se battre de tout ce qui bouge, c'est prendre le bras le corps toutes les mutations sociales et les modes de travail. Ne soyons pas félons, repêchez sur les débris dépassés (...) Ce n'est pas aller contre l'analyse de classe que de prendre un compte rendu de problèmes ».

MICHEL NOBLECOURT.

### M. Barre à « Sept sur sept » « l'impartialité du pouvoir »

M. Raymond Barre a dessiné, le dimanche 6 décembre, sur TF 1, pendant l'émission « Sept sur sept », le portrait du président de la République qu'il appelle de ses vœux, c'est-à-dire son propre portrait. Ce chef d'Etat doit être « en charge de l'essentiel, n'appartenir à personne, assurer l'impartialité du pouvoir [...] gouverner pour le peuple de France et non pour un peuple de droite, un peuple du centre ou un peuple de gauche ». M. Barre ne croit pas son plus que l'idéal serait d'être « un premier ministre qui devrait exercer à l'Elysée ce qu'il a fait à Matignon ».

L'ancien premier ministre a réaffirmé sa volonté de gouverner l'Assemblée nationale s'il est élu. « On ne peut pas mener une politique solide et sérieuse, n-t-il dit, avec trois voix de majorité pendant trois ans ».

A propos des relations de la France avec l'Iran, M. Barre, sans se prononcer sur le fond d'un débat qu'il ne connaît pas, a affirmé : « La France doit éviter de se livrer à des négociations sordides avec des régimes qui prennent des images avec des Etats qui les soutiennent [...] Il s'agit de savoir quel est le

contenu des négociations. Si on livre des armes, comme le président Reagan l'a fait, ce ne sera pas acceptable [...] Ce qui est important, c'est que nous gardions un comportement conforme aux principes que nous affichons. Il faut être ferme sur la limite que l'on entend ne pas dépasser. Quant au rôle joué par la justice dans l'échange entre M. Gorbatchev et M. Torri, consul de France à Téhéran, il s'est contenté, pour toute réponse, d'indiquer que le dessin de Rijnart publié par le Monde du mardi 1<sup>er</sup> décembre lui convenait fort bien.

Interrogé sur les propos tenus par M. Delors, qui se verrait, dans son premier ministère, M. Barre a déclaré : « Je ne demande à personne de renier ses convictions profondes. Si M. Delors estime que (ma) ligne mérite d'être soutenue et s'il veut venir, pourquoi pas ? Il a ajouté : « Pour gouverner, il ne faut pas commencer par demander à droite et à gauche ce que l'on peut faire. Il faut fixer la ligne que l'on entend suivre et tous ceux qui sont d'accord sur cette ligne vont rejoindre et vous soutiendront. »

### Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Jean-Claude Gaudin : « Latché deviendra le Lourdes du socialisme »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, invité à l'émission « Grand Jury RTL-le Monde », a affirmé : « Nous pourrions avoir à l'instar de la majorité des hommes et des différences entre nous n'ont pas de différences pour le présent et pour l'avenir ».

Il a déclaré : « Je souhaite que le président de la République, que Raymond Barre, puisse bénéficier à partir de 1988 du travail de préparation, d'accompagnement et de restauration de notre économie qui a été fait. Si c'est M. Chirac, on continuera avec lui. Si c'est M. Barre,

nous le ferons avec lui parce qu'il sera le candidat de l'UDF ».

M. Gaudin a répondu sur un éventuel gouvernement de coalition : « Je ne suis pas favorable à un rapprochement quelconque avec le Parti socialiste. A propos d'une éventuelle candidature de M. Mitterrand, il estime : « Je pense que M. Mitterrand ne se présentera pas. Cela a toujours été ma conviction (...) Il sera la possibilité d'écrire, de profiter un peu et de se reposer de l'exercice du pouvoir. Il peut se retirer à Latché. Cela deviendra la Lourdes du Parti socialiste, mais le monde sera sur place le lendemain ».

## La direction

### Le secrétariat

#### SECRETARIE GENERAL

M. Georges Marchais (Calvados). [Né le 7 juin 1920 à La Hoguette (Calvados). M. Marchais, élu au PCF en 1947, au bureau politique en 1959, au secrétariat en 1961. Secrétaire général adjoint en février 1970 (le secrétaire général, Waldeck-Rochet, malade, était plus âgé que lui depuis plusieurs mois). Il est le secrétaire général du PCF depuis le vingt unième congrès. Le vingt unième congrès (extraordinaire) n'ayant pas procédé à un renouvellement des dirigeants du PCF, M. Marchais commence son septième mandat.]

MEMBRES DU SECRETARIAT  
MM. Fiterman, Gaysot, Grametiz, Lajoinie, Laurent, M<sup>me</sup> Mireille Bertrand, M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet (Seine-Saint-Denis).

### Le bureau politique

#### DIX-HUIT MEMBRES ONT ÉTÉ RÉÉLUS :

MM. Benoît Frachon, Charles Fiterman, Jean-Claude Gaysot, M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet, Philippe Herzig, M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, André Lajoinie, Paul Laurent, M<sup>me</sup> Françoise Lajoinie, MM. René Le Guen, Roland Leroy, Georges Marchais, M<sup>me</sup> Mireille Bertrand, MM. René Piquet, Gérard Piquet, Louis Vianet et M<sup>me</sup> Madeleine Vincent.

#### TROIS NOUVEAUX MEMBRES ONT ÉTÉ ÉLUS :

M. Antoine Casanova, [Agé de cinquante-deux ans, universitaire, directeur de la revue la Pensée, M. Casanova est membre de la Fédération des Yvelines.]  
M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, [Agée de quarante-trois ans, ouvrière, députée des Yvelines,

M<sup>me</sup> Mireille Bertrand, responsable du secrétariat central.]

M. François Duteil.

[Lire par ailleurs.]

#### QUITTE LE BUREAU POLITIQUE :

M<sup>me</sup> Mireille Bertrand  
[Agée de quarante-cinq ans, chargée de son logement, elle a quitté le bureau politique pour exercer une profession sociale qui était déteu par M. Marchais. Elle a été secrétaire adjointe du comité central depuis 1970 et a été secrétaire adjointe du comité central depuis 1972, au vingt unième congrès. Dans une lettre explicative envoyée à M. Marchais, M<sup>me</sup> Bertrand écrit : « Quand j'ai accepté ces diverses responsabilités qui me ont été confiées, je me suis fixé comme ligne de conduite de ne pas les exercer trop longtemps, car je pense qu'il est bon pour soi-même de ne pas être en question de savoir changer d'activité (...). Je pense donc envisager un renouvellement professionnel qui permettra un nouveau départ (...). J'ai fait, dès mon enfance, le choix d'une vie « engagée » au service des grandes causes humaines pour poursuivre le combat pour lequel mon père et mon oncle ont donné leur vie pendant la Résistance. J'y suis fidèle. »

### Le comité central

#### LES CENT QUINZE MEMBRES RÉÉLUS.

M<sup>me</sup> Sylviane Ainaudi ; MM. Gérard Alezard, Robert Allione, M<sup>me</sup> Myriam Barthe, Andréu, M<sup>me</sup> Ansart, Rémy Auchède, Christian Audouin, Louis Baillet, M<sup>me</sup> Barrière, Auguste Baillat, Claude Billard ; M<sup>me</sup> Danièle Bleitach ; MM. Fernand Biotin, Paul Boccara, Alain Biquet, Daniel Boulay, M<sup>me</sup> Bret, M<sup>me</sup> Marline Brunel, Marc Bruyère ; M<sup>me</sup> Mireille Bertrand ; MM. Claude

Casanova, Jean-Michel Carrot, Jacques Chambaz, Robert Clément, Claude Compeyron, René Crespin, M<sup>me</sup> Claude Dubois, Albert Deboschère ; M<sup>me</sup> Danièle Demareh ; M<sup>me</sup> Jacques Desbats, Michel Dufour, François Duteil ; M<sup>me</sup> Françoise Elméletan ; MM. Charles Fajon, Roland Favaro, Charles Fiterman ; M<sup>me</sup> Paulette Fost ; M. Jean-Louis Fournier ; M<sup>me</sup> Jacqueline Fraysse-Cazals ; MM. Paul Fromontel, Jean-François Gau, Jean-Claude Gaysot, André Gerin, Arthur Ornez ; M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Goummeur ; MM. Maurice Grémiez, Guy Herminier, Philippe Herzig, François Hiltum ; M<sup>me</sup> Thérèse Hirsberg, M<sup>me</sup> Hoffmann, Jeanine Jambu ; M. Raymond Jeanne ; M<sup>me</sup> Françoise Joachim ; MM. Jean-Paul Jouary, Jean-Pierre Kahana, Henri Krasucki, André Lajoinie, Georges Lanoue, Jean Lauprêtre, M<sup>me</sup> Laurent, Paul Laurent, M<sup>me</sup> Françoise Lazard ; MM. Roger Lefort, René Le Guen, Anicet Le Pars, Roland Leroy, René Lomet, Jean-Paul Magnon, Henri Malberg, Georges Marchais, M<sup>me</sup> Mireille Bertrand ; M<sup>me</sup> Françoise Margat ; MM. Roger Martelli, Henri Martin, M<sup>me</sup> Marie Martin, Bernard Marx, Jean-François Mayer, Jean-Louis Mons ; M<sup>me</sup> Marie Moresau ; MM. Alain Obadia, Jean-Pierre Page ; M<sup>me</sup> Rotande Perrault ; M. Jacques Perraux ; M<sup>me</sup> Annie Peronnat ; MM. René Piquet, Gérard Piquet ; M<sup>me</sup> Henriette Poirier ; M. Claude Proust ; M<sup>me</sup> Jeanine Porte ; MM. Guy Poussy, Jack Polak, Jacques Rimbault (ancien membre du bureau politique confédéral de la CGT), Jacques Roux, André Sainjon ; M<sup>me</sup> Michèle Saurat ; MM. Georges Séguin, Lucien Sobus, Pierre Sobus, Gérard Streiff, Marcel Tripon, Georges Valbon ; Maurice Verdier, Louis Vallet ; M<sup>me</sup> Madeleine Vincent ; M<sup>me</sup> Joasine Voyant ; MM. Michel Warchojack, Francis Wurtz, Marcel

Zachar, Pierre Zarka et Alain Zoghebi (1).

#### LES VINGT ET UN NOUVEAUX MEMBRES.

MM. Marc Barre (Calvados), M<sup>me</sup> Françoise Barre (Loiret), M<sup>me</sup> Bernard (Oise) ; M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet (Haute-de-Seine) ; MM. Daniel Cirio (Seine-Saint-Denis), M<sup>me</sup> Deschamps (Paris), M<sup>me</sup> Martine Durich (Paris) ; M<sup>me</sup> Marie Duvoit (Val-d'Oise), Serge Gauthier (Seine-Saint-Denis) ; M<sup>me</sup> Sylvie Jasi (Paris) ; M<sup>me</sup> Jean-Marie Langoum (Yonne), M<sup>me</sup> Catherine Layroux (Puy-de-Dôme), Jacques Le Goff (Mayenne), Jean-Christophe Le Duigou (Paris) ; M<sup>me</sup> Jacqueline Léonard (Oise), Sylvie Leroux (Finistère) ; MM. Paul Lespagnol (Ile-de-France), Pierre Martin (Val-de-France), Pierre Martin (Finistère) ; M<sup>me</sup> Françoise (Seine-Saint-Denis).

#### LES CINQ MEMBRES DE LA COMMISSION CENTRALE DE CONTROLE FINANCIER.

MM. Henri Coets, Pierre Franchère, Philippe Rambaud, Bernard Vialat (membres) et Sylvano Merlan (nouveau membre).

Quitte volontairement le comité central : M<sup>me</sup> Myriam Barthe, Mireille Bertrand (secrétaire du bureau politique), M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet, M<sup>me</sup> Marie-Georges Buffet, M<sup>me</sup> Nelly, M<sup>me</sup> Jacqueline Gelly ; M<sup>me</sup> Jeanne Hirsberg ; M<sup>me</sup> André Lajoinie ; MM. Louis La Roux, Jean Malvasio, Claude Mazauric, Jacques Milhau, René Rol-Tanguy, M<sup>me</sup> Yvonne Roy (décedée).

## SCIENCES-PO

FORMATION CONTINUE

### LA VIE POLITIQUE EN FRANCE EN 1988

## « POLITIQUE FRANÇAISE ET ELECTION PRESIDENTIELLE »

- Cycle de 20 conférences destiné à un large public (non étudiants) : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes...
- A partir du 25 Janvier 1988, les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30.
- Le programme portera sur l'évolution des institutions, la situation des partis et des candidats, le contexte économique, les syndicats, l'évolution des médias, les sondages, les enjeux de l'élection...
- Le cycle est placé sous la conduite d'Alfred GROSSER
- Avec les concours de Gérard ADAM, Roland CAYROL, Jean CHARLOT, Olivier DUHAMEL, Jérôme JAFFRE, Jean-Noël JEANNENEY, Bruno LAVAL, Jean-Louis PEBREAU, Jean-Louis QUERMONNE, Bruno REMOND, René REMOND, Gérard VINCENT.

Programme détaillé et inscriptions : Service de Formation Continue INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS  
215, Bd Saint-Germain 75007 Paris - Tél. : 45.49.51.94  
45.49.50.98 - 45.49.50.99



# ATARI MEGA ST. - 4 MEGA DE RAM.

Disposer d'une telle puissance,  
ça change les règles de la compétition.



**12950 FHT\***

MEGA ST4 + MONITEUR MONOCHROME  
GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE"

POUR LA PREMIERE FOIS AU MONDE, UN MICRO-ORDINATEUR DISPOSE D'UNE MEMOIRE DE 4 MILLIONS D'OCTETS EN STANDARD. Puissance, répétitive haute résolution, font du MEGA ST une arme redoutable au service de tous les professionnels. Plusieurs centaines de logiciels (bureautique, gestion, CAO-DAO, scientifique,...) élargissent considérablement votre champ d'activités. Aujourd'hui mieux armé, plus on a de chances d'être vainqueur.  
\*MEGA ST 4 (4 Méga-octets de RAM) = 12950 F HT - 15360 F TTC MEGA ST 2 (2 Méga-octets de RAM) = 9950 F HT - 11800 F TTC.  
Prix conseillés. Service informations : tél. 45 06 31 31.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR  
DE L'ARME INFORMATIQUE.**



EQUATEUR



صحة من الامل

Politique

Le financement des partis et la moralisation de la vie politique

M. Jospin admet que le PS a pu être entraîné dans « l'engrenage »

Interrogé le 7 décembre, lors de l'émission « Samedi une heure » sur Canal Plus, M. Lionel Jospin, premier ministre du PS, a jugé le financement des partis politiques, que son parti, s'est trouvé, lui aussi, pris dans un « engrenage », a glissé sur un « terrain dangereux » en gardant « la philosophie, la morale et les modes d'explication de la période républicaine ».

« Jusque-là, a-t-il souligné, nous disions : « Ah non, on ne fait pas de choses normales et quand quelque chose se produisait, nous disions : « Que la justice suive son cours ». Il est arrivé de sortir de cette hypocrisie. M. Jospin a reconnu qu'il peut exister chez les socialistes des financements qui ne sont pas conformes à la légalité telle qu'elle est. »

« Au Grand jury RTL-Le Monde, M. Jean-Claude Gaudin, président de l'UDF de l'Assemblée nationale a affirmé le propos de financement de l'UDF : « Jamais l'un d'entre nous n'a pris de l'argent public pour s'en servir pour des intérêts privés. »

POINT DE VUE

Affaires de morale morale des affaires

par Claude Evin directeur de la campagne M. Michel Rocard

On ne doit pas mettre sur le même plan celui qui bénéficie de réductions de financement encore trop occultes mais qui fait une liberté entière et celui qui accepte d'aliéner la moralité moyennant finances. Le premier est corrompu, le second est corrompu.

« On ne doit pas mettre sur le même plan celui qui est dénoncé pour avoir perçu dix et celui qui le fait à tort et à travers qu'il a lui-même perçu trente ou cinquante ou cent, surtout en provenance des mêmes sources. »

CONCOURS LE MONDE DU VIN LES RÉPONSES

aujourd'hui : Questions 1 à 10

QUESTION N° 1 La récente expédition sur le Titanic a permis aux plongeurs de récupérer et de remonter plusieurs bouteilles de vin originaires de Bordeaux, de Bourgogne et de la vallée du Rhin. Que caractérisent ces bouteilles au moment de la récupération ?

RÉPONSE N° 1 : De l'eau au mer Sous l'effet de la pression (400 kg/cm²), les bouchons ont comprimé l'air contenu dans les collets des bouteilles et ont été eux-mêmes comprimés...

QUESTION N° 2 Treize cépages sont autorisés pour le châteaufort-du-pape. Lequel est un intrus ?

RÉPONSE N° 2 : Le carignan Bien que très largement cultivé dans le Midi, le carignan ne figure pas dans la liste des cépages traditionnellement assemblés dans les vins d'appellation châteaufort-du-pape.

QUESTION N° 3 Dans le Bordelais, les prix des primeurs ont-ils monté ou baissé par rapport à ceux de l'année ?

RÉPONSE N° 3 : Ils ont baissé Dans une fourchette pouvant aller de 5 à 30 % pour les crus classés du Médoc.

QUESTION N° 4 3309, SO4, 41B... Que désignent en viticulture ces codes bizarres ?

RÉPONSE N° 4 : Des porte-greffes « A la suite de l'invasion phylloxérique, écrit M. Pierre Galet (« Précis d'ampélographie pratique »), les viticulteurs ont dû recourir dans la plupart des cas au greffage des vignes françaises sur les vignes américaines...

QUESTION N° 5 « Point de vue en Bretagne, mais en ce bon pays de Verron », écrit François Halévy dans Gargantua. Qu'évoque-t-il ?

RÉPONSE N° 5 : Le cabernet franc Cépage du vin d'appellation chinon, le pays de « Verron » (situé au confluent de la Vienne et de la Loire) fait partie.

QUESTION N° 6 L'auteur britannique d'un ouvrage demeuré célèbre paru à Bordeaux en 1855 évoque la rivalité qui opposait à l'époque Yquem à Tour Blanche. Selon lui, à quoi cette rivalité était-elle due ?

RÉPONSE N° 6 : A l'utilisation du cépage sauvignon L'impressionnante église monothéocomportant trois neufs, les catacombes, la formation calcaire à astéries. Il s'agissait de ?

QUESTION N° 7 Réponse N° 7 : Saint-Emilion Que signifie en Champagne l'expression « gâteau » ?

RÉPONSE N° 7 : Recentrer le marc dans le pressoir pour obtenir un meilleur pressurage.

QUESTION N° 8 Existe-t-il une différence entre un vin doux naturel et un vin naturellement doux ?

RÉPONSE N° 8 : OUI Le vin doux naturel (le barylys par exemple) est un vin produit grâce à la technique dite du « mutage » (adjonction d'alcool d'origine vinique dans le moût de raisin)...

QUESTION N° 9 « Garbafilatium ». De quoi s'agit-il ?

RÉPONSE N° 9 : D'un vin parfumé à l'épice

n'avoir pas pu comparer mes ressources à celles de mes collègues. Ça m'aurait fait très plaisir.

Cambriolage M. Raymond Barre, de son côté, a été interrogé, lors de l'émission « 7 sur 7 », de TF 1, dimanche, à propos de la brève anonyme établie par un « cambriolé » (le Monde 6-7 décembre). Il s'agit, pour lui, de « procédés ignobles », à propos desquels il manifeste « plus d'indifférence que de mépris ».

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS veut perturber les Jeux du Pacifique

M. Jean-Marie Tjibson, chef de file des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, est arrivé à Paris dimanche 6 décembre. Il doit le 10 décembre par Mitterrand. A Nouméa, le FLNKS a décidé de « troubler » le déroulement des Jeux du Pacifique qui doivent commencer mardi.

grand nombre de délégations extérieures à prier bagages et à quitter Nouméa, désorganisant le calendrier des compétitions. Environ 1000 athlètes sont attendus sur les stades calédoniens, venant de quatorze pays ou territoires et comptant dans dix-huit disciplines. Le FLNKS qui avait demandé aux pays de la zone de « boycotter » les Jeux de Nouméa, n'a pas manqué de déception devant le peu d'écarts rencontrés par sa proposition.

Trois élections cantonales

CHARENTE : canton de Montmoreau-Saint-Cybard (1er tour). Inscr., 4072 ; vot., 2648 ; suffr. expr., 2606. MM. Jean-Michel Bolvin (RPR), m. de Saint-Amand-de-Montmoreau, 1711 voix. ELU ; Marcel Mirat (div. d.), 385 ; Jacques Vian (PS), 286 ; André Geay (PCF), 224.

HAUTS-DE-SEINE : canton de Clamart (1er tour). Inscr., 11455 ; vot., 7487 ; suffr. expr., 7386. MM. Daniel Léon (RPR), adjoint au m. de Clamart, 3648 voix ; Guy Varlet (PS), 1607 ; Gérard Grandjean (div. d.), 1384 ; Roger-Gaston Peyronneau (PCF), 557 ; M<sup>me</sup> Sasia Emsalem (MRG), 190. Il y a ballottage.

LEONCE DEPREZ témoigne d'un bel optimisme et d'un sens moral à toute épreuve. Le Journal du Parlement. Léonce Deprez convaincant. France-Soir. L'auteur dégage cette impérieuse nécessité d'un consensus fondamentalement social. Le Figaro. Un credo politique : l'avenir sera social-démocrate. La Voix du Nord. Un volume 192 pages, 75 F. Albatros 21, rue Cassette 75006 Paris

EN DIRECT DES VIGNERONS au 38 15 code « COOPVIN ». Pour la cave, ou pour offrir. « bons crus » des régions de France. Bourgogne, Beaujolais, Alsace, Côte-d'Or, Rhône, Provence, Roussillon, Sud-Ouest, Val-de-Loire, Champagne, Languedoc, Cahors, Clairette. Livraison sous 10 jours.



Jamais







صحة من الدول

# Société

Les assassinats de personnes âgées

## Trois dossiers ont été ouverts contre Paulin et Mathurin

M. Philippe Jeannin, juge d'instruction au tribunal de Paris, qui a inculpé, le jeudi 3 décembre, Thierry Paulin et son complice Jean-Thierry Mathurin, d'assassinats de trois personnes âgées, a chargé en trois dossiers différents l'instruction concernant les agressions commises contre des personnes âgées à Paris, soit par les deux hommes, soit par Thierry Paulin seul.

Au cours de sa garde à vue, Thierry Paulin avait avoué vingt et un assassinats. Le magistrat instructeur, pour être sûr de ne rien laisser de côté, a décidé d'effectuer un complément d'enquête, malgré les aveux de Paulin. En effet, ces trois assassinats avaient été commis à l'égard d'un objet tranchant alors que Paulin utilisait la strangulation ou l'étouffement. L'instruction devra dire également si le meurtrier n'a pas commis de crimes qui ne seraient pas les siens. Ou, au contraire, s'il a tué d'autres personnes, puis, en 1987, trente-huit vieillards dans des lieux habités dans la capitale.

Dans l'immédiat, M. Jeannin a ouvert trois dossiers ; le premier concerne les faits commis en 1984 et concerne les deux inculpés ; le deuxième, entre le 5 octobre et le 12 novembre 1984, de Paris, et le troisième, pour le plus part dans le 18<sup>e</sup> arrondissement.

Le second dossier réunit les assassinats commis par Paulin seul, entre décembre 1984 et juin 1986, tous dans les 12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements.

### Citoyens français

Le Figaro du 7 décembre prône un monde de monarchies féodales. Après avoir annoncé que nous sommes passés de la République à l'aristocratie de Thierry Paulin, il se demande si cette « aristocratie » ne devrait pas au fait que Paulin est marié et que son complice, Jean-Thierry Mathurin, n'est pas. Le Monde se distingue par notre confrère. Le Monde ne distingue pas entre citoyens français. Si nous révoquons les positions de M. Jean-Marie Le Pen, nous sommes pour l'indivisibilité que le président du Front national, parlementaire élu, se voit aujourd'hui attribuer par des manifestations faciales d'un département d'outre-mer. Et ce n'est pas parce que l'affaire Paulin ne fait que commencer, sur le plan judiciaire, qu'il faudrait distinguer entre les citoyens : elles ont toutes droit à la même compétence.

## Vieilles femmes trop dignes

Trente-huit personnes âgées, des femmes pour la plupart, ont été assassinées dans la capitale, en Paris, en moins de quatre ans. Ce n'est pas seulement l'âge du meurtre ni même de la liste d'un meurtrier mais la façon dont on exploite une situation d'autant plus précaire qu'on ne veut pas voir la présence, à la fois passive et discrète, au milieu de nous de la vieillesse.

Cent vingt mille personnes âgées de plus de soixante-cinq ans habitent dans la capitale et dans ses départements au foyer modeste de leur logement, dans leur appartement et leur cuisine. Bien qu'elles n'aient jamais rien demandé à personne, leur santé et leur progrès médicaux font que leur durée moyenne d'existence est de quatre-vingts ans, ce qui dépasse de leur années l'espérance de vie de leurs compagnons. Autrement dit, une femme sur deux vit plus longtemps que son mari.

Elles ont enterré la plupart de leurs amis, les enfants sont loin. Les multiples handicaps de l'âge les laissent chaque jour un peu plus : la vue décline, l'oreille se fait dure, les jambes ne sont plus ce qu'elles étaient et les modifications hormonales changent la silhouette. Ces vieilles dames s'effacent un peu plus une sorte de marginalité décente.

En France, le tiers-monde, exotique, est venu découvrir le quart-monde domestique. Plus à l'écart que le cinquième monde qu'est le grand âge.

**Le sentiment d'être à charge**

Il est sûr, au regard des critères de l'âge, que les grands-pères ne sont pas objectivement à plaindre. Les pouvoirs publics ne les ont d'ailleurs pas traités ; la plupart n'ont pas de retraite et ont droit à la carte d'invalidité de transports gratuits. Au minimum, la municipalité parisienne a ajouté, pour les plus démunies, une aide sociale qui leur garantit l'équivalent du SMIC. Si besoin est des infirmières et des aides-ménagères viennent les assister à domicile. Elles ont accès à la télévision, à la radio, au téléphone, au cinéma et même à l'ordinateur personnel lorsqu'elles ont la permission à la poste. Tout cela est gratuit, il n'y a que le coût de la vie.

Mais ces vieilles dames, justement, ont leur dignité. Elles ont

Au congrès de l'Association professionnelle des magistrats

## Les déçus du « chalandonisme »

Les membres de l'Association professionnelle des magistrats (APM) n'ont pas de chance. Représentés depuis la fin 1981 au sein de leur association, éditorialement, politiquement, dans le but explicite de défendre les intérêts matériels et professionnels. Après avoir honni M. Robert Badinter, ils ont gardé des espoirs en M. Alain Chalon, d'autant que le garde des Sceaux est, bien entendu, entouré de magistrats proches de l'APM. Dix-huit mois plus tard, les magistrats « conservateurs », ils n'acceptent que qu'on les classe à l'extrême droite, qui revendiquent cinq adhérents, mais bien des déçus.

Les déçus collectivement ont vu leur projet de loi sur les prisons privées ? Le garde des Sceaux dit sans fois le plus, ce n'est pas le système mixte pour certains chantiers à programme de quinze mille places. Pour réformer l'organisation des prisons, le projet de loi « réforme de la liberté », un milliard de la quarante-huit heures devant la mise en accusation. Or, voilà que M. Alain Chalon présente un projet de loi de « chambre de la détention » qui qualifie de « texte de circonstance ».

Scandalisés par les propos du procureur de Valence, M. Georges Appap, sur la déshumanisation de la prison, ils n'avaient pas ménagé leurs efforts pour le faire révoquer. En vain, puisqu'il a été relâché par la commission de discipline du parquet et que le garde des Sceaux n'a pas, à ce jour, démissionné.

Le congrès de l'Association professionnelle des magistrats (APM) a été marqué par une atmosphère de déception. Les membres de l'association, réunis à Paris, ont discuté de leur situation et de leur avenir. M. Jean-Pierre Pringuez, président de l'APM, a souligné que l'association n'a pas réussi à influencer le ministre de la Justice, qui a refusé de recevoir les magistrats. M. Pringuez a également critiqué la décision de la Cour de cassation de ne pas reconnaître le droit de grève, décréditant l'institution tout entière.

Après avoir parlé des chiches indemnités de fonction que le ministre de la Justice finit par arracher dans son budget et qui sont bien loin de satisfaire l'APM.

**La presse sur la sellette**

C'est avec une politesse assez fraîche et sans effusion que les quelques deux cents participants de ce congrès ont discuté de la situation de la magistrature en France. M. Alain Chalon, ministre de la Justice, a été l'objet de critiques acerbes. M. Pringuez a souligné que le ministre de la Justice n'a pas réussi à influencer le ministre de la Justice, qui a refusé de recevoir les magistrats. M. Pringuez a également critiqué la décision de la Cour de cassation de ne pas reconnaître le droit de grève, décréditant l'institution tout entière.

Les juges d'instruction en guerre

## contre la réforme

Convoqués le 11 décembre au Palais de justice à Paris en assemblée générale extraordinaire, les juges d'instruction de l'Association professionnelle des magistrats (APM) ont convenus qu'il « faut faire pour éviter l'adoption de la réforme Chalon ». Stigmatisant l'attitude de la chancellerie, ils ont souligné qu'il n'y a pas eu de concertation avec les magistrats chargés de l'instruction (AFMI) avant l'adoption de la réforme Chalon. Ils ont également souligné que la réforme n'a pas été discutée avec les magistrats chargés de l'instruction (AFMI) avant l'adoption de la réforme Chalon.

Invité de l'APM, le député RPR Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction, est apparu très virulent : « La réforme est inacceptable, d'ailleurs elle ne sera pas appliquée mais si la justice et le Parlement ne veulent pas de cette réforme, il faut s'attaquer à l'ensemble de la procédure pénale ».

Pour M. Debré, le projet est « dangereux » car « contrairement aux apparences, il réduit les garanties individuelles », il est « inacceptable et aggravera le retard dans la justice ». Il a également souligné que la réforme n'a pas été discutée avec les magistrats chargés de l'instruction (AFMI) avant l'adoption de la réforme Chalon.

Les commissaires de police et « l'affaire Jobic »

## Vives réactions au sein de la gendarmerie et de la magistrature

La campagne menée par le Syndicat des commissaires de police afin de protester contre l'inculpation de leur collègue Yves Jobic pour proxénétisme aggravé par un juge d'instruction de Nanterre, M. Jean-Michel Hayat, a suscité de vives réactions dans les milieux judiciaires et policiers ainsi qu'au sein de la gendarmerie, par le juge de mener l'enquête qui a conduit à l'inculpation de M. Jobic.

Le Journal national du personnel en retraite de la gendarmerie (UNPRG) - qui joue un rôle de syndicat dans un sens très large - a exprimé sa désapprobation à l'égard de la loi n° 107 du 13 août 1987 relative à l'organisation de la gendarmerie. Le journal a souligné que la loi n° 107 du 13 août 1987 relative à l'organisation de la gendarmerie est une loi de circonstance.

De son côté, le général (CR) Bagnols, président de l'association des officiers de gendarmerie Tréfil, se demande, dans un communiqué, si « les attaques excessives dont la gendarmerie a fait l'objet » ne constituent pas « l'exploitation d'un événement conjoncturel visant à la déshonneur de la gendarmerie ». Il a également souligné que la loi n° 107 du 13 août 1987 relative à l'organisation de la gendarmerie est une loi de circonstance.

### EN BREF

● Appel international en faveur des victimes du typhon Nina. - La présidente des Philippines, M<sup>me</sup> Cory Aquino, a lancé, le 11 décembre, un appel à l'aide internationale en faveur des 1,3 million de sinistrés du typhon Nina. Les dégâts sont évalués à 60 ou 70 milliards de francs. - (AFP.)

● Le pape réclame une loi contre les manipulations génétiques. - Jean-Paul II a estimé « nécessaire que soient évitées des manipulations génétiques. Les scientifiques doivent être encouragés à poursuivre leurs recherches, mais ils doivent être encouragés à respecter les limites de la science ». - (AFP.)

● Non-feu pour un policier qui avait blessé une jeune femme. - M. Bruno Dieudonné, juge d'instruction à Douai, a rendu, lundi 30 novembre, une ordonnance de non-lieu en faveur d'un policier de la Gendarmerie nationale qui avait blessé une jeune femme, le 24 avril dernier, en tentant de l'arrêter. Le juge a estimé que le policier n'avait pas eu l'intention de nuire. - (AFP.)

● Les sanctions annoncées seront d'ordre disciplinaire et pénal. - M. Bruno Dieudonné, juge d'instruction à Douai, a rendu, lundi 30 novembre, une ordonnance de non-lieu en faveur d'un policier de la Gendarmerie nationale qui avait blessé une jeune femme, le 24 avril dernier, en tentant de l'arrêter. Le juge a estimé que le policier n'avait pas eu l'intention de nuire. - (AFP.)

« Les mutins de la prison de Besançon seront l'objet de sanctions »

## seront l'objet de sanctions »

Alors que les vingt et un mutins de la maison d'arrêt de Besançon viennent de libérer les trois surveillants qui les détenaient (le Monde daté 6-7 décembre), M. Alain Chalon, ministre de la Justice, a déclaré qu'il n'y avait pas de sanction judiciaire à l'égard des mutins. M. Chalon a souligné que les mutins ont été libérés parce qu'ils n'ont pas commis de crimes.

Le ministre de la Justice a également souligné que les mutins ont été libérés parce qu'ils n'ont pas commis de crimes. Il a également souligné que les mutins ont été libérés parce qu'ils n'ont pas commis de crimes.

Le ministre de la Justice a également souligné que les mutins ont été libérés parce qu'ils n'ont pas commis de crimes. Il a également souligné que les mutins ont été libérés parce qu'ils n'ont pas commis de crimes.

FINANCEMENT  
UN EN  
COLLECTIF

RECON  
LES BANQUES  
ET LES CONSEILS

EURER L'INNOV



(Publicité)

# FINANCEMENT ET MANAGEMENT UN ENJEU POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Cette page a été réalisée par les Publications du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris, tél. (1) 42.96.15.50, à l'occasion des 1<sup>ères</sup> Journées nationales, Financement et Management des Collectivités locales.

1<sup>ères</sup> JOURNÉES NATIONALES  
**FINANCEMENT  
ET MANAGEMENT  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

16 ET 17 DÉCEMBRE 87  
AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
292, RUE SAINT-MARTIN 75003 PARIS

## LES ÉLUS RENCONTRENT LES BANQUIERS ET LES CONSULTANTS

Pour la première fois au niveau national, une manifestation est organisée sur les thèmes du financement et du management financier des collectivités locales. Destinée à l'ensemble des décideurs locaux, aux élus, à leurs collaborateurs, ces Premières Journées traitent les thèmes en séances plénières et à travers des ateliers de travail. Pour chacune des séances, une table-ronde réunira des élus locaux et trois grands témoins. L'objectif de cette séance plénière, placée sous la présidence de Jean-Pierre Rousseau pour le mercredi, et de Jean-Pierre Roux pour celle du jeudi, est de mettre en évidence les possibilités, tant en matière de financement que dans le domaine du management. Les réformes financières intervenues récemment, les délégitimations il y a quelques années, les contraintes économiques... Autant de nouvelles données qui s'imposent aux élus locaux et dont on mesurera l'importance à cette occasion.

Parallèlement à ces séances de travail, un Carrefour des Professionnels fonctionnera durant les deux jours. Ainsi, pour la première fois, les élus locaux et leurs collaborateurs rencontreront les professionnels les plus compétents et pourront discuter de leurs problèmes particuliers avec eux. Seront représentés : Arthur Young Conseil, Ascom France, Bossard Consultants, Compagnie BTM Finance, CEGOS IDET, CEPME-FIP, Crédit Agricole, Crédit Foncier de France, Crédit Local de France, Crédit Lyonnais, Finacor, M.P. Conseil. La gestion locale est entrée dans une phase de modernisation sans précédent. Il revient à ces Premières Journées nationales d'en prendre la mesure en réunissant autour d'une même table les décideurs locaux et les professionnels du secteur.

Marie-Pierre Beaudin  
directrice en chef  
de la Lettre des Élus locaux.

## CONTINUITÉ ET INNOVATION

Récemment transformé en S.A., le Crédit Local de France reste au service des élus et affirme sa vocation européenne

Le CAECL vient de se transformer en Crédit Local de France. Quels avantages présente ce nouveau statut ? Peut-il mieux prendre en compte les nouveaux besoins des collectivités locales dans le domaine financier ?

Oui, le Crédit Local de France, c'est une évolution majeure de la CAECL pour répondre encore mieux aux besoins des collectivités locales. Sa création répond en effet à un double souci : la continuité dans le service des collectivités locales et l'innovation en matière de services financiers.

Continuité car le Crédit Local poursuit la mission de service public de la CAECL pour le financement du développement local. Le Crédit Local de France est une société publique, dont l'État et la Caisse des dépôts détiennent la majorité du capital. Sa vocation d'intérêt général est confirmée par son statut d'institution financière spécialisée et son ancrage au sein du groupe financier de la Caisse des dépôts. Spécialisé dans le financement du développement local, et associé des élus locaux à sa gestion, le Crédit Local de France apporte au secteur local la compétence et la sécurité. Il continue ainsi l'établissement financier de référence indispensable dans un système de financement désormais banalisé. Innovation car libéré des contraintes des règles de gestion administrative et doté désormais d'un statut analogue aux autres établissements financiers, le Crédit Local de France pourra développer de manière compétitive sa capacité d'innovation en matière de produits et de services. Sa seule contrainte est stimulante : l'équilibre de son compte d'exploitation.

Deus quel esprit le Crédit Local de France apporte-t-il son partenariat à ces premières Journées d'Élus locaux ?



Pierre Richard, Président du Directoire

Les Journées d'Élus locaux sur le « Financement et Management des Collectivités Locales »

Être l'établissement de référence dans le domaine du financement du secteur local, ce n'est pas seulement distribuer des prêts. Il faut aussi être beaucoup plus large : elle passe par la mise à la disposition des responsables locaux de services adaptés à leurs besoins et dans ce sens il nous paraît essentiel de participer à la diffusion des connaissances.

De plus, la Caisse des dépôts et le Crédit Local de France continuent à développer le pôle de connaissances unique qu'ils constituent. Les études tirées de la banque de données locales et la note de conjoncture sur les finances locales sont les manifestations les plus connues. Le bulletin « Gestion Locale » est aujourd'hui dif-

fusé tous les deux mois à 20 000 décideurs, élus et techniciens territoriaux.

Quelles orientations envisagez-vous pour le Crédit Local de France dans la perspective du grand marché européen ?

La transformation du statut de la CAECL et la création du Crédit Local de France étaient indispensables dans la perspective de l'ouverture du grand marché européen, face à la libération de la circulation des capitaux et d'installation d'établissements de crédit.

D'ores et déjà, la Caisse des dépôts et le Crédit Local de France mettent en œuvre des projets de coopération au-delà des frontières avec les banques et les établissements financiers spécialisés dans le service aux collectivités locales.

Le Crédit Local de France compte participer à la construction de l'Europe du crédit aux collectivités locales.

## MESURER L'INNOVATION

Les Publications du Moniteur jouent le partenariat pour organiser une grande première : une rencontre des élus avec les banquiers et les consultants.



M.M. Vigier, Président Directeur Général de Publications du Moniteur, coordinateur général des 1<sup>ères</sup> Journées nationales, Financement et Management des Collectivités locales.

Tester les techniques mises au point par les professionnels de la gestion ? Cette manifestation correspond donc à un nouveau service offert par la Lettre des Élus locaux et la Gazette des communes aux décideurs locaux ? Ces Journées sont effectivement organisées par la Lettre des Élus locaux et la Gazette des communes, tout en étant soutenues, bien entendu, par l'ensemble des revues du Groupe des Publications du Moniteur. La Lettre des Élus locaux a vocation à organiser de telles manifestations, plus spécialement destinées aux élus locaux et à leurs proches collaborateurs.

Financement, management : les collectivités locales sont-elles en train de connaître une évolution importante dans leur gestion ?

Depuis quelques années, on assiste à une révolution, que le qualificatif de silencieuse dans la gestion locale. Méthodes d'organisation, valorisation des ressources humaines, banalisation du crédit, etc... font leur apparition dans le secteur public. Ce sont ces aspects que nous voulons prendre en compte en organisant les Premières Journées nationales « Financement et Management des Collectivités locales ». Il est vrai que sur ces sujets, les élus sont encore au stade des innovations et à ce titre, nous faisons appel à des pionniers. Mais n'est-ce pas notre vocation, en tant que groupe de presse leader sur le marché des collectivités locales, que d'épauler les décideurs locaux, y compris dans les stratégies les plus hardies.

Quels sont les objectifs recherchés par cette manifestation ? Ils sont multiples. D'une part, et cela me paraît essentiel, il s'agit d'organiser une rencontre entre les élus locaux, leurs plus proches collaborateurs autour de thèmes donnés, afin d'échanger leurs expériences. Certaines collectivités locales sont de véritables laboratoires d'essai tant pour le financement que pour le management. Elles ont accepté de venir débattre de leurs actions afin que leurs expériences profitent à tous. D'autre part, nous avons pris le parti de favoriser les contacts entre les décideurs locaux et les professionnels.

Comment ces contacts vont-ils s'organiser ? Tout d'abord, nous avons un partenaire privilégié, le Crédit Local de France qui appartient au groupe de la Caisse des dépôts. Cet organisme, malgré son récent changement de statut - et de titre - est bien connu des élus locaux. Nous bénéficions également du concours du prestigieux Conservatoire National des Arts et Métiers, qui nous accueille dans ses locaux. Par ailleurs, nous avons proposé aux professionnels les plus compétents de préparer ensemble ce colloque. En effet, comment parler de financement sans présenter au préalable les produits financiers, de plus en plus diversifiés offerts aux collectivités locales ? Comment aborder les méthodologies du management sans ana-

## COMMENT FONCTIONNE LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE ?



M. Charles Milon, maire de Belley, administrateur du Crédit Local de France.

Le Crédit Local de France est une société anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire. Représentant les élus locaux : M. Jean-Pierre Roux, maire d'Avignon, président, M. Charles Milon, maire de Belley, administrateur, M. Jean-François Manicel, président du Conseil général de l'Orne, administrateur, M. Jean-Pierre Desnève, maire de Récamp, conseiller, M. Pierre Salvi, président du Conseil général du Val d'Oise, conseiller, M. Jacques Blanc, président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, conseiller. Représentant l'État : M. Gérard Pflaumadel, sous-directeur à la direction du Trésor au Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, M. Patrick Bouquet, directeur général des collectivités locales au Ministère de l'Intérieur. Représentant la Caisse des dépôts et consignations : M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, Représentant la Caisse d'Équipement des Collectivités locales : M. Jean-Benoît Chabrol, directeur régional de la Caisse des dépôts. Personnes physiques : M. Jacques Démas-Massuet, M. Olivier M. Georges, M. Yves Le Moine, etc.

## PROGRAMME

16 DÉCEMBRE 1987		17 DÉCEMBRE 1987	
9 h 30	Accueil des participants Table-ronde : BANALISATION DU CRÉDIT ET SPÉCIALISATION DES CIRCUITS FINANCIERS	9 h 30	Accueil des participants Intervention ministérielle Table-ronde : LES ÉLUS LOCAUX SONT-ILS DES MANAGERS ?
10 h 30	Carrefour des professionnels : rencontre entre les participants, les organismes financiers et les consultants.	10 h 30	Carrefour des professionnels : rencontre entre les participants, les organismes financiers et les consultants.
DÉJEUNER		DÉJEUNER	
14 h 30	N°1 GÉRER SA DÉPENSE : COMMENT ARRIVER DANS LA GESTION DE SON STOCK D'EMPLOIS ? N°2 FINANCER AU MOINDRE COÛT : COMMENT LANCER UN APPEL D'OFFRES FINANCIER, QUELLES CONDITIONS DÉFINIR ? N°3 COLLABORER AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS : QUELLES RELATIONS ÉTABLIR ENTRE LES INVESTISSEURS, LES BANQUIERS ET LES OPÉRATEURS ? N°4 UTILISER LES NOUVEAUX PRODUITS FINANCIERS : SONT-ILS TOUTOUCOU ADAPTÉS AUX INVESTISSEMENTS LOCAUX ? N°5 APPLIQUER UNE POLITIQUE DES TAUX D'EMPLOIS : COMMENT S'ASSURER DANS LA CONJONCTURE, QUELLES SONT LES TECHNIQUES ?	14 h 30	N°6 RÉALISER UN DIAGNOSTIC GÉNÉRAL : COMMENT DÉFINIR LA BONNE DÉMARCHE, QUELS RÉSULTATS EN ATTENDRE ? N°7 DE LA MISE EN SERVICE : QUAND LE RÉALISER ? PEUT-IL DÉBOUCHER SUR DES ÉCONOMIES ? N°8 LES STRATÉGIES DU MANAGEMENT FINANCIER : COMMENT LES CONCEVOIR, DE LA MÉTHODE AUX ACTIONS. N°9 LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE DANS LES MARCHÉS : COMMENT ÉCHAPPER AUX MYTHES ? N°10 ORGANISER LE CONTRÔLE DE GESTION : COMMENT DÉFINIR SES OBJECTIFS ? QUELLES SONT LES LIMITES ?
DÉJEUNER		DÉJEUNER	
SYNTHÈSE GÉNÉRALE			
Une vingtaine de collectivités locales Management de leurs expériences : OISELIER, AUBRELLAC, VILLENEUVE D'AVALL, JURY, NANTES, LEVALLOIS-PERRET, SÈVRES, WAILLARD, BOURGON-JAILLET, NIMES, SAINT-LO, SEMS, CONSEIL GÉN. DU VAL-D'OISE, VANNE, GRAND-QUEVILLY, LYON, etc.			

**BULLETIN D'INSCRIPTION**

à retourner à Euro-Comptable/FMCL - 17, rue d'Uzès, 75002 Paris - Tél. (1) 42.96.15.50 - au plus tard le 14 décembre 1987 (Déposer un formulaire par personne). Votre bulletin d'inscription doit être impérativement accompagné soit du règlement soit d'un ordre de virement.

Le montant de l'inscription pour la durée des journées est fixé à 1 650 F T.T.C. net par personne. Le droit d'inscription permet de participer aux tables-rondes et aux ateliers. Il comprend le dossier de participant, les paquets-cartes et cadrol, vestiaire. Si desca en avance aux ateliers travaux (reportez les numéros correspondants).

Je joins un chèque de 1 650 F T.T.C. à l'ordre d'EURO-CONVENTION/FMCL.  ou le règlement vous parviendra par virement bancaire.  (RPP Bourgne 31, rue Vivienne - 75002 Paris. Code bancaire : 3004, Agence : 00002. N° de compte : ) ou par virement administratif.  Mes réception de votre inscription, vos factures vous sera adressée.



سكزا من الامل

Société

L'hommage à Malik Oussekin

M. Pasqua s'inquiète des manifestations « xénophobes ou racistes »

Un an après la mort de Malik Oussekin, une manifestation avait été organisée, le 11 décembre à Paris, par les familles de victimes des violences policières qui ont marqué le mouvement étudiant de l'an dernier.

Derrière de nombreuses personnalités, le cortège associait les jeunes beaux, les étudiants et les travailleurs, de nombreux militants de la CGT étant venus défendre la mémoire de Lucien Barrière, le mois dernier à Amiens, après avoir été traqué par la police au cours d'une manifestation.

Leurs rivalités empêchent les étudiants d'élargir leur mouvement

Il y a un an, c'était le drame. Les étudiants qui avaient suivi la grande manifestation sur l'espérance de vie des invalides, le soir du 4 décembre 1986, puis la nuit de la mort de Malik Oussekin, rue Monsieur-le-Prince, la nuit du 11 au 12 décembre, traumatisaient tous les acteurs du mouvement.

Les étudiants ont organisé commémorations quelques heures dramatiques, qui, il y a un an, avaient leur détermination. Réunis en coordination à Censier (Paris-III), après la manifestation parisienne de samedi après-midi, les délégués d'une trentaine d'universités ont, en effet, consacré une semaine à des débats, à des divisions, à des querelles, à des procédures, à des guerres picrocholiques et sous-courants, à l'anniversaire fut pour le moins morose. Au milieu de la nuit, la délégation de Besançon - les étudiants en let-

A l'issue de la manifestation, le comité des familles a annoncé qu'il demanderait, le 11 décembre, à être reçu par MM. Pasqua et Chandon, afin de les solliciter sur la lecture des enquêtes en cours pour retrouver ou juger les responsables des violences commises l'an dernier.

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a, pour sa part, adressé, le 5 décembre, à tous les préfets, commissaires de la République, un message leur demandant de tout « mettre en œuvre pour prévenir les manifestations xénophobes ou racistes ». Le ministre reconnaît qu'« au cours des derniers mois, un certain nombre d'actes de violence individuelle et collective ont soulevé l'indignation de différentes communautés du territoire national, notamment parmi les personnes originaires d'Afrique du Nord ».

M. Jacques Valade et Philippe Riou, président de l'UNEF-ID (proche des socialistes). D'empêcher en somme ce dernier d'apparaître comme un porte-parole représentatif du monde étudiant. Faute de mieux, et pour ne pas repartir les mains vides, on s'est dit, finalement, au sein même d'une manifestation le 10 décembre.

Une machine qui tourne à vide

Après deux semaines d'agitation et de coordination, les étudiants les plus militants (communisme et trotskisme principalement) ont construit une machine qui tourne largement à vide. Le mouvement de répétition des mêmes mots d'ordre depuis des mois, la dispersion des manifestations récentes contre le racisme, contre le budget dérapé, Car il cachait mal la volonté, en particulier de la part des communistes, de torpiller la rencontre prévue ce jour-là entre

GÉRARD COURTOIS.

L'opération Téléthon sur Antenne 2

La France découvre la myopathie

Aujourd'hui, le professeur François Gros ne doit plus très bien savoir ce qu'il lui arrive : vingt-huit heures de télévision non stop et voilà ce chercheur de renommée mondiale, président du Conseil scientifique de l'Association Française des Myopathes (AFM) (1) à la tête de plus de deux cents millions de francs. Aujourd'hui, quinze mille enfants atteints de myopathie « se sentent moins seuls » : l'énorme opération médiatique lancée le week-end dernier par Antenne 2 et baptisée « Téléthon », a définitivement hissé la myopathie au rang de grande cause nationale. Au même titre que le cancer ou le SIDA.

rompre Jeanne Moreau au cours d'« Apostrophes » et Bernard Pivot le rassurant d'un ironique « c'est toujours mieux d'être coupé par Téléthon que par la pub ». Dimanche, Antenne 2 débordée. La barre des 10 milliards de centimes était franchie. Il manquait une cause où faire figurer le onzième chiffre 1 Personne n'aurait imaginé une pareille collecte. Gérard Holtz, épais, qui, après avoir descendu en rappel le tour de la Maison de la radio plongé quelques heures plus tard dans le monde de Toulon Téléthon du cœur, Téléthon du muscle, les images se brouillaient. Sur le rond central du Parc Princes, deux enfants myopathes pour donner le coup d'envoi du match Matra-Racing-Nantes, l'un qui simule le foot, l'autre qui ne l'aurait pas. Un manifestation ravi de la foule, l'autre l'émotion gêné. Téléthon, le biz, le grand spectacle, le grand congrès, 20 milliards de centimes pour la recherche sur les myopathies. L'essentiel sans doute.

Aujourd'hui, une double course de secours commence : celle des donateurs d'abord, qui vont devoir honorer leur promesse en dons réels. Celle des chercheurs ensuite, qui, maintenant, qu'ils ont réussi à isoler le gène de la myopathie, se lancent dans la recherche de médicaments. C'est un défi de cinq ans, porte sur un montant total de 40 millions d'ECU (269 millions de francs), dont 8 millions pour 1988.

« On attendait d'une telle émission l'un des animateurs d'Antenne 2 à un petit geste myopathique. Un miracle ? Oh non. Un médicament. »

FRANCK NOUCH.

(1) Association française contre les myopathies, 13, place de Valenciennes, 75001 Paris Cedex 13, CCP 8440 E Paris.

REPÈRES

Drogue

Saisie record en Guadeloupe

400 kilos de cocaïne, valeur marchande d'au moins 300 millions de francs, ont été saisis, le dimanche 5 décembre, à bord d'un avion de tourisme sur l'île de Marie-Galante (Guadeloupe).

Cette saisie, la plus importante jamais réalisée sur le territoire français, a été opérée, en collaboration avec l'Armée de l'Air, par l'Office central de répression du trafic de stupéfiants (OCRSTIS) et le Drug Enforcement Agency (DEA), police antidrogue des États-Unis. Une telle prise confirme le rôle de « plaque tournante » de l'archipel guadeloupéen dans le trafic des stupéfiants.

Formation

Un plan européen pour les jeunes

Les deux pays de la Communauté économique européenne ont adopté, mardi 1<sup>er</sup> décembre à Bruxelles, un programme « destiné à promouvoir la formation professionnelle des jeunes, au cours d'une réunion, de leurs ministres du travail et des affaires sociales. Ce programme vise à soutenir et à compléter les mesures prises par les États membres, en assurant à tous les jeunes qui le souhaitent au moins une année de formation professionnelle en plus de leur scolarité obligatoire. Ce plan, d'une durée de cinq ans, porte sur un montant total de 40 millions d'ECU (269 millions de francs), dont 8 millions pour 1988.

Ecole primaire

Des parents manifestent à Cergy-Pontoise

Un millier de parents d'élèves et d'enseignants ont défilé, samedi 5 décembre, dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) pour demander la création de trente postes d'instituteurs, afin de faire face à l'attente progressive, d'ici à l'été, de trois cents élèves supplémentaires dans les nouveaux quartiers de Cergy. Le manque d'enseignants provoque des surcharges d'effectifs dans plusieurs écoles et des protestations qui durent depuis trois semaines (Le Monde du 21 novembre).

Paris

Embouteillages à cause d'un échafaudage

Un « désordre » affectant l'échafaudage permettant la construction de la partie du nouveau ministère des finances surplombant le quai de la Rapée, dans le douzième arrondissement de Paris, a provoqué, vendredi 4 décembre, la fermeture des voies automobiles passant sous le chantier, puis de gigantesques embouteillages qui ont paralysé le capital jusque dans la soirée. « La réparation de cette plate-forme de service, entreprise aussitôt, devrait être achevée dans quarante-huit heures », annonçait lundi, l'architecte responsable du projet, M. Paul Chemetov. « Cet incident de chantier ne remet en cause ni la structure elle-même ni son calendrier d'achèvement prévu pour le printemps 1989. » Lundi, en raison de ces travaux, la circulation était à nouveau interrompue de 11 heures à 16 heures dans le secteur à six voies qui prolonge la voie expressivo rive droite.

Pollution

Manifestation contre la COGEMA

Quelques quatre cents personnes, sous une pluie battante, ont manifesté, samedi 5 décembre, à Lers (Bouches-du-Rhône) contre le projet de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) de stocker des déchets d'uranium appauvri - à terme, 280 000 tonnes d'oxyde d'uranium (UO<sub>2</sub>) - à des locaux situés en décharge à la sous-préfecture pour protester contre cette nouvelle extension de l'usine de la COGEMA, dont ils ont refusé le permis de construire à deux reprises.

Le Monde IMMOBILIER chaque samedi dans LE MONDE RADIO-TELEVISION

DÉFENSE

Pour leurs opérations extérieures

Les armées françaises réclament au Parlement une « rallonge » budgétaire de 2 milliards de francs

Le ministère de la défense demande au Parlement à bénéficier d'une « rallonge » budgétaire de 2 153 millions de francs en 1987 pour couvrir ses dépenses occasionnées par les interventions extérieures des armées françaises. Cette demande est sensiblement supérieure à celle de l'an dernier, qui s'élevait à 1 479 millions de francs, et figure dans le projet de loi de finances rectificative pour 1987, qu'on appelle le « collectif ».

En réalité, le ministre demande, présentée au Parlement, un notablement inférieur au montant des opérations extérieures de France métropolitaine, que ce soit au Proche-Orient, en Afrique ou dans les départements et territoires d'outre-mer, par les trois armées françaises ou par la gendarmerie nationale (Le Monde du 2 octobre).

Le coût réel de ces opérations est, en effet, estimé, pour toute l'année 1987, à 2 274 millions de francs, par rapport à une évaluation de 1 836 millions de francs en 1986. La progression est, principalement, due aux opérations en Afrique et au Liban, en 1987.

Ainsi, pour 1987, les dépenses prévues pour le conflit italo-libyen s'élevaient à 1 100 millions de francs, l'engagement de la marine, en environ du Golfe, revient à 50 millions de francs. Soit une dépense moyenne quotidienne de 4,6 millions de francs pour le plan français « Epervier » au Tchad, et 4,1 millions de francs pour l'opération « Golfe », qui n'a commencé qu'au mois d'août dernier. Encore convient-il de noter que les estimations de ce que les armées appellent un « sur-coût », c'est-à-dire des dépenses qui s'ajoutent au frais de fonctionnement normal en France.

Le sur-coût imputable aux opérations au Liban est de 138,6 millions de francs et l'envoi de renforts de l'armée de terre et de la gendarmerie, en Nouvelle-Calédonie, évalué à environ 421 millions de francs. Parmi les autres dépenses de 1987, figure un sur-coût de 18,9 millions de francs correspondant aux majorations de soldes des observateurs français stationnés au Sinaï et

à l'envoi, au Guyane, de détachements pour renforcer la sécurité dans le spatial et Kourou.

Malgré la nouveauté du Parlement à l'égard d'un « collectif » inférieur aux besoins des armées, le ministre de la Défense devra, dans le même temps, recourir, au titre de ses propres crédits, à des redéploiements de ses crédits initiaux.

Un Français sur deux pour le maintien du dispositif nucléaire

Plus d'un Français sur deux (exactement 56 %), interrogé à l'occasion d'un sondage SOFRES-Intermarché de Paris sur la défense, souhaite que la France maintienne tel quel son armement nucléaire malgré l'accord soviéto-américain sur le démantèlement des armes nucléaires. En revanche, deux Français sur trois (66 %) sont hostiles à l'entretien, par la France, de sa force nucléaire si l'Union soviétique envahit l'Allemagne fédérale. Ce sondage a été réalisé, du 21 au 25 novembre, auprès d'un échantillon de mille Français âgés de plus de dix-huit ans.

(Publicité)

PRUD'HOMMES 87

A Paris, les Cadres, c'est 23,5 % des électeurs inscrits et 27 % dans les Hauts-de-Seine.

A Paris, les Cadres, c'est 21 % des recours devant les Prud'hommes.

Le 9 décembre, les Cadres aussi doivent voter :

FO UNION des CADRES ■ INGÉNIEURS

Les Conseillers Prud'hommes Cadres FO : leur compétence fait la différence.

\*262 113 Cadres sur 1 117 726 inscrits à Paris. 152 306 sur 561 168 dans les Hauts-de-Seine.

Ces chiffres sont extraits de l'enquête annuelle sur « les Cadres et le contrat de travail », réalisée par l'Union des Cadres et Ingénieurs-FO et l'Union Départementale FO de Paris, que vous pouvez commander au prix de 20 F par CB ou CCP à : UD-FO de Paris, 61, rue Beaubourg - 75139 Paris Cedex 03. - Tél. : 42-71-24-25

RELIGION

Un document du Vatican

Pas de manifestations profanes dans les églises

La messe y est célébrée pour le culte divin a publié, le samedi 5 décembre, un texte mettant en garde les évêques et les prêtres catholiques du monde entier contre toute utilisation des églises à des fins non spécifiquement religieuses, sacramentelles et liturgiques.

« Les églises ne peuvent pas être considérées comme des lieux publics disponibles pour n'importe quelle réunion », précise ce document, qui demande aux responsables des églises de s'acquiescer, en dehors de l'usage

normal des lieux de culte, que des concerts de musique sacrée et religieuse. « La musique symphonique, aussi belle soit-elle, n'a pas de caractère religieux. En jouant de la musique ou en chantant des airs qui ne sont pas d'inspiration religieuse, on ne respecte pas le caractère sacré d'une église », ajoute le texte de la congrégation romaine.

Celui-ci rappelle par ailleurs que toute entrée dans une église doit rester gratuite. Même pour des raisons charitables, les manifestations culturelles payantes dans des lieux de culte sont désapprouvées. Rome souligne enfin l'obligation faite « aux artistes et au public de s'habiller et d'adopter un comportement conforme au caractère sacré d'une église ».

Ce texte répond sans doute à des malentendus et à des abus. Il y a un an par exemple, le curé de Notre-Dame de Paris, le Père Jacques Pétrot, s'était vu dans l'obligation d'intervenir au dernier moment une réunion privée organisée par le Rotary Club parisien, qui avait invité Charles Trépoit à donner un spectacle dans la cathédrale.

Des évêques italiens ont empêché, l'été dernier, que des œuvres de Beethoven, Mozart ou Bach soient jouées dans des églises. Des chanteurs engagés, comme Alan Stivell se produisant dans des églises en Bretagne, ont fait scandale à y a quelques années. Des prêtres se plaignent d'être prévenus au dernier moment ou constatent le dégradation du chœur et de l'autel.

En France, la loi de séparation de l'Église et de l'État, datant de 1905, exclut tout usage non cultuel des églises. Les grèves de la faim, par exemple, y sont interdites et les autorités peuvent y faire usage de la force. Inversement, le prêtre affectataire peut faire obstacle à une réunion autorisée par le maire. Toute manifestation culturelle - exposition, spectacle - conférence - ne peut se faire qu'avec son accord.

Dans les petites villes, l'église est souvent le seul équipement disponible pour ce genre d'activités, et le curé est sollicité, surtout l'été dans les régions touristiques. Dans les grandes villes, la multiplication des manifestations culturelles oblige leurs promoteurs, faute d'espace suffisant, à réclamer la disposition d'une église. Le texte de Rome est un appel à la vigilance.

H.T.







# Sports

## SKI ALPIN : Critérium de la première neige

### Le vent de l'Oural

Le brouillard puis la neige ont provoqué le report de la descente hommes de la Coupe du monde de ski alpin qui devait avoir lieu dimanche 6 décembre à Val-d'Isère. Après de longues discussions avec les chaînes européennes de télévision, les organisateurs ont accepté chacun d'assumer une part des frais supplémentaires pour

permettre à la course d'être disputée lundi 7 décembre. Samedi 5, la deuxième descente dames prévue au programme avait déjà été perturbée par le redoux. Les courses de deuxième série ont bénéficié d'une accalmie de vent. Partie trente-sixième, la jeune Sotchi Chantal Bournissen a ainsi soufflé la vedette à ses abais.

#### VAL-D'ISÈRE de notre envoyé spécial

Indifférent au respect dû aux ministres et aux personnalités conviés dans la station de Jean-Claude Killy pour l'inauguration du Festival, remontée mécanique révolutionnaire mais difficile à mettre en place, le fahu a soufflé. Pendant la nuit de vendredi à samedi, l'air doux a ramolli la piste de la Daille. Puis le vent, respect pour les ministres, s'est mis à voler la neige et à courir les piquets. Difficiles conditions pour les skieurs. On s'attendait à un week-end qui réalisait samedi un temps moyen. Mais, après le passage de meilleures mondiales, le temps s'est calmé. Une chance pour la titulaire du dossard n° 36 : Chantal Bournissen réussit à parcourir sans faute. La Valaisienne, vingt ans, profite de cette piste devenue beaucoup plus rapide au fur et à mesure que les concurrents descendent. Meilleur temps, elle ne cesse de répéter : « Qu'est-ce qui m'arrive ? Je ne peux y croire. »

#### Dans la cour des stars

Incroyable ! Avec elle, Autrichienne et des Français, les premières. Les Françaises, en voulant sans doute trop faire, ont caducé. Ciel. Une hécatombe. Claudine Emmonet tombe sans autre mal qu'à encaisser. En revanche, Nathalie Cruchet se dispute la première et Christine Boisson se bloque au milieu. Depuis combien de temps les Françaises échouent-elles sur leur terrain, à Val-d'Isère, où elles devraient briller ? Rien d'original en fait. La nouveauté vient des Soviétiques, qui se font les

dix premiers places. Des petites filles rondellettes aux combinaisons blanc et bleu, elles jouent dans la cour de Goussier Posnikova à la longue chevelure rousse, récipiendaire de la sixième place, alors que sa compagne Olga Kuratchenko se classe quatrième derrière la jeune autrichienne. L'Est éclate. Vladimir Andreev, le capitaine de l'équipe, déguste le champagne à la fois que les pistes soviétiques sont les de soutenir la comparaison avec celles de la Coupe du monde. Elle a remporté le championnat d'URSS en 1977 et garde un excellent niveau technique de travail technique peu difficile.

Maria Andreev tente de la convaincre que tout cela, c'est du passé. L'Union soviétique moderne de Gorbachev veut compter parmi les pays où l'on pratique le ski. L'entraîneur évoque les 100 touristes qui, selon lui, envahissent les pistes lors des congés. Il parle aussi du groupe de fabricants qui s'est constitué pour fabriquer les équipements qui s'exportent dans tous les pays. Skis allemands, chaussures autrichiennes, lunettes des résultats. L'homme regrette toutefois que les Soviétiques ne disposent que de quatre paires de skis. « Je ne suis pas le plus rapide », remarque l'ancien coureur, qui, après onze années de présence sur ces circuits de la Coupe du monde, possède encore une dizaine d'amitiés parmi les préparateurs de ski.

« Le marché soviétique des équipements de sport d'hiver s'écroule », note Roger Pascal, directeur international de Salomon. Cette firme n'équipe plus les skieurs de l'URSS car les retombées économiques de cet investissement sont quasiment nulles. Les difficultés proviennent des clients potentiels rebuts des fabricants. Une contrainte supplémentaire pour les athlètes de l'Est, un obstacle de plus à vaincre pour accéder aux médailles. Mais quand le vent se met de la partie, tous les espoirs sont permis. Alors les entraîneurs soviétiques songent avec plaisir à Calgary, lieu des prochains Jeux olympiques, la cité à la réputation espiègle.

SERGE BOLLOCH.

## SPORTS EQUESTRES : le Jumping de Bordeaux

### Femmes de paille

L'Autrichien Thomas Fruchtmann sur Grandeur a remporté dimanche 6 décembre, le Grand Prix de Bordeaux comptant pour la Coupe du monde de saut d'obstacles. Il a devancé le Suisse Willi Mellinger sur Maltesse Corso, l'Anglais Nick Skelton sur J. Nick et Philippe Rozier sur Maltesse Norton de Rhaya. Classé sixième à l'épreuve, Pierre Durand sur Jappeloup de Luze prend la tête du classement général de la Coupe du monde dont la finale aura lieu le 10 avril à Göteborg.

#### BORDEAUX de notre envoyé spécial

Bordeaux s'était mis en frais pour célébrer le dixième anniversaire de la Coupe du monde de saut d'obstacles. Le hall du Parc des expositions était tapissé aux couleurs jaunes et bleues de la Saubie. Bon public : les trente mille spectateurs qui se sont succédés en trois jours pour voir l'élite de l'équitation européenne s'octroyer leur plaisir. Beau vainqueur enfin : l'Autrichien Thomas Fruchtmann, déjà vainqueur de cette même épreuve en 1983. Pour lui, cette cinquième étape du circuit européen 1987-1988 restera un beau souvenir. Mais, pour la majorité des autres concurrents, elle risque d'être une épreuve de plus inscrite à l'ordre du jour de la saison. Si les dernières notes de l'hymne autrichien envolées, si les projecteurs étaient, l'esprit des cavaliers s'est transporté à des kilomètres de là, vers le prochain concours.

Horaires : la réve hivernale en janvier et février, les meilleurs sillonnent la France, l'Europe, voire les Etats-Unis au rythme d'un à deux concours par semaine. Comme les stars du tennis ou les skieurs du Circuit Blanc. Toutefois, la différence est de taille pour ces athlètes du sport. On ne fait pas voyager des chevaux de compétition comme un lot de raquettes ou une paire de planches. Pour Michel Robert, un cavalier qui est depuis vingt ans sur

le circuit : « Les contraintes s'apparentent plutôt à une formule 1, proportions démesurées. »

Ici, la dimension est artisanale. Michel Robert est à la tête d'une SARL dont le budget de fonctionnement pour quarante-cinq concours hippiques par an avoisine le million de francs. « J'ai un camion aménagé qui parcourt environ 40 000 kilomètres par an, deux employés le motent et un qui me suit en compétition », énumère-t-il. M. Robert assure la comptabilité et le secrétariat. L'organisation est identique chez les Bourdy, où l'on vient de « réduire les frais ». L'an dernier, Hubert Bourdy avait deux camions, trois salariés et une vingtaine de chevaux. Désormais, il « tourne » avec un seul véhicule et sept chevaux parce que « c'était trop lourd ».

Si Michel Robert peut compter sur un sponsor pour couvrir le tiers de ses dépenses, Hubert Bourdy doit équilibrer son budget en additionnant ses gains en compétition, le commerce des chevaux et l'enseignement de l'équitation. Les soucis de fin de mois ne sont pas épargnés à ces sportifs de haut niveau. Ils leur viennent parfois dans la tête au moment d'entrer en piste. « C'est comme si Alain Prost devait tenir en même temps une auto-école et un garage de voitures d'occasion », dit Hubert Bourdy. Il aurait sûrement plus de mal à se concentrer.

#### Des femmes comme groins

Contraintes de gérer leur carrière comme des patrons de PME, les cavaliers sont en revanche dégagés de bien des tâches matricielles. L'insémination suit. Ainsi, dimanche soir, les cavaliers pouvaient quitter Bordeaux en voiture ou en avion en laissant leurs chevaux derrière eux. Ils les retrouveront en pleine forme le lendemain à l'écurie, ou plus tard, sur le prochain lieu de concours. Chaque cavalier a en effet à son service un soigneur, un palefrenier, un groom ou un lad, des noms différents qui désignent une même fonction : celle d'homme à tout faire.

Des mots masculins pour un triple palop. Depuis cinq ans, tous les cavaliers français n'ont plus que des femmes. Michel Robert. Auparavant, il n'y avait que des garçons. Dans le monde du jumping, c'est effectivement au niveau du personnel féminin que s'accroissent les effectifs. Autour des écuries, elles maintiennent la fourche, colportent des botes de paille, charrient à bout de bras des seaux remplis d'eau ou de produits vétérinaires. Elles sont, plus maternelles, explique Michel Robert, plus attentives comme leurs bêtes.

« Quand on a pratiqué plus de dix ans », confie Jane, vingt-cinq ans, groom chez Hubert Bourdy. Logant au-dessus des écuries ou dans les camions lors des déplacements, ces femmes passent leur vie avec les chevaux. « Nous nous occupons de 7 heures du matin à 22 heures, alors que les cavaliers ne les touchent qu'une heure par jour », dit Jane. Leur tâche ne se limite pas à bichonner, soigner, nourrir et promener les chevaux.

#### La passion de cheval

Seules au volant, de leur poids lourd de 15 tonnes transportant une véritable fortune, elles sillonnent les routes en France et à l'étranger, réglant tous les problèmes administratifs ou mécaniques qui se présentent. Un poste à responsabilité pour 4 000 F à 6 000 F par mois. Jane est dans le bon moyen terme. Elle est, en plus, un entraîneur de 1<sup>er</sup> aux gains d'Hubert Bourdy en fin d'année. Leur véritable motivation pour supporter les nuits sans sommeil et les semaines sans repos, c'est la passion du cheval. C'est cette passion, par exemple, qui a décidé Marie, le groom de Michel Robert, à quitter, à vingt-trois ans, son métier d'informaticien.

Lundi 7 décembre, avant l'aube, Jane et Marie ont repris le volant à la direction de Lyon. Les douze heures de route leur auront paru moins monotones puisque les deux carriéristes lycéennes, par souci d'économie, avaient emprunté un seul camion pour déplacer leurs six chevaux à Bordeaux. Lundi, les deux femmes seront à Toulouse, puis à Paris, où elles doivent concourir dès le mercredi suivant. Marie maîtrise, elle, le cap sur l'Inde.

La-bas, le partage des tâches sera le même : gloire et honneur pour le cavalier, assourant pour le groom. « De toute façon, il y aura toujours une hiérarchie. Nous serons toujours dans l'ombre », dit Jane sans amertume. Son plaisir est de sortir de la coulisse pour suivre le parcours de « son » cheval. « On voit à fond pour le cheval, explique-t-elle, c'est une fierté personnelle s'il gagne. » Dimanche, les montures de Bourdy et Robert n'ont pas brillé. Qu'importe, Marie et Jane les attendent à leur sortie de piste, les bras chargés de couverture, pour les accueillir avec des gestes tendres.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

#### HIPPISME

##### Courses sans enjeux

Pour protester contre la mise en place d'un « nouveau statut » qui, selon eux, menace les conventions collectives de la profession signées en 1981, les employés du service de contrôle et du pari mutuel hippodromique (PMH) ont voté à l'unanimité, samedi 5 décembre, un mouvement de grève reconductible toutes les vingt-quatre heures sur les champs de courses parisiens. Samedi à Saint-cloud et dimanche à Auteuil, aucun enjeu n'a pu être enregistré, mais les courses elles-mêmes n'ont pas été perturbées.

## BASKET-BALL : Coupe d'Europe

### Cholet mouche Orthez

Champion de France ces deux dernières saisons, l'Elan béarnais d'Orthez a subi une lourde défaite, samedi 5 décembre à Cholet (89-66), surprenant les observateurs habitués de la Coupe d'Europe 1987-1988. Actuellement cinquièmes dans l'Hexagone, les Pyrénéens voudraient être dans le dernier carré des clubs européens champions pour atteindre leurs objectifs. Ils affrontent le Partizan-Belgrade jeudi 10 décembre, en Yougoslavie.

#### TARBES de notre correspondant

Depuis deux ans, l'Europe d'Orthez a fait un mini-par Orthez. L'Elan béarnais, champion de France en 1987, a obtenu un billet aller-retour pour évoluer dans le monde fermé de l'élite européenne de basket-ball continental. Cela ne lui a pas trop mal tourné la dernière. Après avoir tenu en échec ses adversaires, les Béarnais ont manqué d'un rien le droit de disputer la Coupe d'Europe des clubs champions. Aussi, cette année, une véritable « fièvre » a envahi la ville de onze mille habitants - plus connue que les Béarnais pour ses vins Moncade que pour ses clubs sportifs - quand son « club majeur » est reparté à la conquête de l'Europe.

#### Un mauvais départ

A vrai dire, l'Elan béarnais a le virus européen depuis onze ans. Un bail ! Il a commencé en 1976 quand Jean Luent, nouveau sorcier du basket français, a réussi à amener un petit club de province dans le tour des princes. Depuis, il ne l'a jamais quitté. Successeur de Luent, George Fisher, un Américain « bon chic bon genre », a pris le relais. Avec lui, Orthez a gagné un premier trophée européen, la Coupe Korac, en 1984. Mercredi 3 décembre, l'Elan disputait sur les bords du gave de Pan son quatre-vingt-septième match de Coupe d'Europe. Pour doubler le cap des matches européens cette saison, le club devra se qualifier pour la phase finale. Mission impossible !

Le mauvais départ. Mercredi dernier, les coéquipiers de Freddy Hufnagel, Américain Schaffner et Carter, le Sénégalais Kabba et le Français Haquet ont été sortis du jeu dès le début de la rencontre. Orthez ne peut faire face aux Allemands du Sattaro Cologne (105-95) qui ont gagné le match et le Trophée Milan au premier tour (102-78). Les chances d'Orthez sont donc réduites à l'extrême. Le jeudi 10 décembre, ils affronteront le Partizan-Belgrade.

Les supporters de l'Elan sont-ils rassurés par autant ? Il s'en attend à belles ces belles équipes aux abords de la place des Arts. Ils ont vu qu'il y avait une question de la grève, de la grève, de la grève. Bref, l'embourgeoisement guetterait l'Elan.

La dernière fois que les Béarnais se sont laissés prendre à la Coupe d'Europe, c'est en décembre 1985. Cholet, vainqueur du championnat national 1987-1988, n'est pas parvenu à calmer les inquiétudes. A vouloir rivaliser avec le basket des capitales et les grandes équipes européennes. Milan, Barcelone, Belgrade, Tel-Aviv... Orthez ne se trouve-t-elle pas dans la situation de la grenouille au chaud ?

## Les résultats

### Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE (15 jours)  
\*Auch bat Saint-Etienne... 109-90  
\*Moussu bat Caen... 92-83  
\*RCF Paris bat Nantes... 89-77  
\*Vichy bat Reims... 94-92  
\*Limoges bat Clermont... 114-105  
\*Cholet bat Orthez... 89-66  
\*Monaco bat Villeneuve... 91-87  
\*Tours bat Avignon... 87-70  
Classement : 1. Cholet, 41 pts ; 2. Limoges, 41 ; 3. Monaco au Nantes, 37.

### Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (15 jours)  
\*Auch bat Saint-Etienne... 109-90  
\*Moussu bat Caen... 92-83  
\*RCF Paris bat Nantes... 89-77  
\*Vichy bat Reims... 94-92  
\*Limoges bat Clermont... 114-105  
\*Cholet bat Orthez... 89-66  
\*Monaco bat Villeneuve... 91-87  
\*Tours bat Avignon... 87-70  
Classement : 1. Cholet, 41 pts ; 2. Limoges, 41 ; 3. Monaco au Nantes, 37.

### Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (22 jours)  
Auxerre bat Lille... 1-0  
\*Nîmes et Toulouse... 0-0  
\*Monaco et Montpellier... 0-0  
\*Cannes bat Le Havre... 2-0  
\*Lyon bat Valenciennes... 2-1  
\*Marseille bat Toulon... 2-1  
\*Brest et Paris-SG... 0-0  
\*Mans Racing et Nantes... 2-2  
\*Laval bat Metz... 1-0  
\*St-Etienne bat Nice... 3-2  
Classement : 1. Monaco, 32 pts ; 2. Bordeaux et Metz Racing, 28 ; 3. St-Etienne, 26 ; 5. Marseille au Cannes, 25 ; 7. Nantes et Auxerre, 24 ; 9. Montpellier, 23 ; 10. Metz, 22 ; 11. Toulon, 21 ; 12. Laval, Nîmes et Toulouse, 20 ; 15. Nice, 19 ; 16. Lille, Paris-SG et Lens, 18 ; 19. Brest, 15 ; 20. Le Havre, 14.

### Deuxième division (21 jours)

CLASSEMENT A  
\*Lyon B, Marignolles... 3-0  
\*Montceau B, Tournai... 2-1  
\*Le Puy et Bassin... 1-1  
\*Lyon A, Clermont... 1-1  
\*Ajaccio et Caen... 1-1  
\*Lyon C, Valenciennes... 5-0  
\*Nîmes B, Orléans... 2-1  
\*Châtelleraut B, Guingamp... 1-0  
\*Dijon B, Ais... 1-0  
Classement : 1. Sochaux, 37 pts ; 2. Lyon et Montceau, 28.  
CLASSEMENT B  
\*Reims B, La Roche... 2-1  
\*Brest B, Nancy... 1-0  
\*Quimper B, Abbeville... 2-1  
\*Angers et Strasbourg... 2-1  
\*Rennes B, Rouen... 2-0  
\*Caen et Dunkerque... 1-1  
\*Maloise B, Guingamp... 2-0  
\*Valenciennes B, Saint-Denis... 1-0  
\*Evreux MF 77 B, Lorient... 3-1  
Classement : 1. Strasbourg, 33 pts ; 2. Caen, 29 pts ; 3. Rouen, 27 pts.

## RUGBY : violence sur les stades

### M. Ferrasse au-dessus de la mêlée

Bontades et gâchises. Albert Ferrasse préside la Fédération française de rugby (FFR) depuis 1969 en utilisant la politique des bons mots et des petites phrases. Efficace pour se maintenir au pouvoir, cette dialectique de Café de commerce se révèle pitoyable quand il s'agit d'élucider les questions de fond.

La violence en est une. Trois semaines après le meurtre de Dominique Leydier, routé de coups pendant un match de division d'honneur, une bagarre générale a éclaté de nouveau sur un stade marseillais. Au cours d'une rencontre de troisième division, samedi 5 décembre, entre le SMUC et Port-de-Bouc, un pilier de cette dernière équipe est resté sans connaissance sur le terrain. Gérard Ruiz a été conduit à l'hôpital nez et mâchoire brisés, souffrant de contusions multiples. A Auch, le deuxième ligne de Grandjean Jean-Philippe Raviller a été expulsé pour avoir donné des coups de pied sur le Genois Calzavac à terre. Depuis le début du championnat de première division, c'est le deuxième expulsion des fils de l'ancien international (il avait déjà perdu quatre dents le 3 octobre à Aix-les-Bains). A Perpignan, le troisième ligne centre catalan Ludovic Christou-Braux a aussi été expulsé de la rencontre USA-P-Bègles-Bordeaux pour « s'être essuyé les crampes » sur un adversaire à terre.

Bilan d'un week-end ordinaire qui devrait faire dresser les cheveux sur la tête de tout dirigeant sportif conscient de son rôle d'éducateur. Mais Albert Ferrasse ne s'émouvait pas facilement.

A l'issue du comité directeur de la FFR réuni à Béziers, le président s'est surtout attaché à régler des comptes. A-t-il pris la proposition de Daniel Herrera, entraîneur de Toulon, qui demande la réunion d'états généraux du rugby, « comme l'injure personnelle faite à un sociologue par un diplômé de sociologie ? » Herrera ferait mieux de balayer devant sa porte. Je me suis laissé dire que les codes de l'ancien vainqueur de Roland-Garros, mais je crois que, si les autorités fédérales lui permettaient de conserver le citoyenneté toulonnaise bien que vivant en permanence à l'étranger, il devrait accepter de rajouter au coupé Davis... les Etats-Unis, s'il est sélectionnable.

Cela a été préféré sur un ton qui est une menace pour tous ceux qui

voudraient s'émanciper avec l'indépendance toulonnaise. Cela manquait à l'impécuniosité intellectuelle du président de la FFR à jurer à l'Assemblée qui présent sur son fauteuil. Quarante ans après la création de l'Association pour un sport sans violence, les verrous du rugby se sont sensiblement dégradés. Situation qu'Albert Ferrasse veut minimiser en disant : « 80 % des décès sur les terrains de rugby sont dus à des crises cardiaques. » Situation qu'il envisage de redresser en aggravant seulement les sanctions : « En cas de décès, les suspensions pourront aller jusqu'à un an, et les clubs supporteront les pénalités financières deux fois, voire trois fois plus lourdes. »

Ce genre de déclarations peut-il convaincre une mère de famille d'envoyer son fils à l'école du rugby ? Le jeu à ses particularités, mais il n'est pas étranger aux problèmes du siècle que la république ovale d'Albert Ferrasse s'obstine à ignorer.

A. G.

## TENNIS : Masters

### Lendl retrouve Wilander

Comme il Roland-Garros et à Flushing Meadow, le Tchecoslovaque Ivan Lendl a retrouvé le Suédois Mats Wilander en finale du Masters de tennis, le lundi 7 décembre au Madison Square Garden de New-York. Après avoir perdu son service d'entrée, le numéro 1 mondial s'est facilement imposé en demi-finale contre l'Américain Brad Gilbert (6-2, 6-4). La surprise est venue de l'autre demi-finale où Suédois et Mats Wilander a pris sa revanche sur Stefan Edberg (6-2, 4-6, 6-3), qui avait dominé la veille en poule de qualification (6-2, 7-6). Le service qui avait été l'arme maîtresse d'Edberg lors de la première confrontation n'était plus en rendez-vous des demi-finales, permettant ainsi à Wilander de se reconstruire beaucoup plus agréablement dans ses retours de service et ses tentatives au filet.

Jan Kodner, représentant de la Fédération tchécoslovaque de tennis, a profité de Masters où Lendl allait tenter de s'imposer pour la troisième fois consécutivement, pour lui demander de renoncer à sa demande de nationalité américaine. « Sa décision de venir aux Etats-Unis est clairement ressentie dans notre pays, a expliqué l'ancien vainqueur de Roland-Garros. Mais je crois que, si les autorités tchécoslovaques lui permettaient de conserver le citoyenneté tchécoslovaque bien que vivant en permanence à l'étranger, il devrait accepter de rajouter au coupé Davis... les Etats-Unis, s'il est sélectionnable. »

## Gliss

Le brouillard puis la neige ont provoqué le report de la descente hommes de la Coupe du monde de ski alpin qui devait avoir lieu dimanche 6 décembre à Val-d'Isère. Après de longues discussions avec les chaînes européennes de télévision, les organisateurs ont accepté chacun d'assumer une part des frais supplémentaires pour permettre à la course d'être disputée lundi 7 décembre. Samedi 5, la deuxième descente dames prévue au programme avait déjà été perturbée par le redoux. Les courses de deuxième série ont bénéficié d'une accalmie de vent. Partie trente-sixième, la jeune Sotchi Chantal Bournissen a ainsi soufflé la vedette à ses abais.

Le brouillard puis la neige ont provoqué le report de la descente hommes de la Coupe du monde de ski alpin qui devait avoir lieu dimanche 6 décembre à Val-d'Isère. Après de longues discussions avec les chaînes européennes de télévision, les organisateurs ont accepté chacun d'assumer une part des frais supplémentaires pour permettre à la course d'être disputée lundi 7 décembre. Samedi 5, la deuxième descente dames prévue au programme avait déjà été perturbée par le redoux. Les courses de deuxième série ont bénéficié d'une accalmie de vent. Partie trente-sixième, la jeune Sotchi Chantal Bournissen a ainsi soufflé la vedette à ses abais.

Le brouillard puis la neige ont provoqué le report de la descente hommes de la Coupe du monde de ski alpin qui devait avoir lieu dimanche 6 décembre à Val-d'Isère. Après de longues discussions avec les chaînes européennes de télévision, les organisateurs ont accepté chacun d'assumer une part des frais supplémentaires pour permettre à la course d'être disputée lundi 7 décembre. Samedi 5, la deuxième descente dames prévue au programme avait déjà été perturbée par le redoux. Les courses de deuxième série ont bénéficié d'une accalmie de vent. Partie trente-sixième, la jeune Sotchi Chantal Bournissen a ainsi soufflé la vedette à ses abais.



MUSIQUE

« Don Giovanni », salle Favart

Glissement vers l'horreur

La nouvelle production de Don Giovanni à l'Opéra de Paris, due à un metteur en scène suédois, Göran Järfvelft, déborde d'imagination et de vie. Mais elle descend au noir romantique, jusqu'à l'horreur du néant.

Jean-Louis Martinoty a gagné le pari de monter Don Giovanni, le deuxième centenaire de sa création, avec uniquement des chanteurs français, dont sept sur huit sont sortis de l'Opéra-Studio ou de l'École d'art lyrique de l'Opéra. L'excellente qualité de la représentation montre que le travail de profondeur, si souvent brocardé, fait de Louis Eral, puis par exemple Louis Eral, depuis quatorze ans, a porté ses fruits. Patience et longueur de temps...

Mais deux étrangers sont aussi à l'honneur : Lutz Zagossek, responsable d'une réalisation musicale très précise et vivante, très mozartienne, même si elle ne recherche pas les grandes profondeurs, et Göran Järfvelft, metteur en scène suédois d'une quarantaine d'années, qui tient la gageure de renouveler Don Giovanni par une imagination débordante, dans une référence à la lettre Du Ponte et Mozart, tout en les amenant très loin...

Son invention théâtrale est d'autant plus frappante qu'elle se déploie dans un décor unique, totalement dépourvu, de Katrine Hysing, un immense vestibule dix-huitième, avec des feux bleus au fond, des ouvertures blanches dans les murs, de nombreux corridors partant de ces ouvertures. Décor superbe comme un Frigériò, avec des très beaux éclairages de Torvald Blomquist, mais très fonctionnel et suffisamment pour figurer avec bien les lieux extérieurs du drame.

Renouveler ne signifie pas réinventer un nouveau Don Giovanni, dont le mythe a été si souvent labouré en tous sens que toutes les virtuelles en sont connues. Järfvelft habille chaque personnage et chaque jeu de scène de caractères si personnels que l'œuvre paraît toute neuve. Il élargit sans cesse l'action, multiplie le temps, par une utilisation de l'espace, des sorties, des entrées, une invention des gestes, un affinement des rapports entre les êtres, qui, sans jamais ralentir le flux musical, ni le surcharger, font jaillir une vie plus abondante.

On n'est pas pour autant dans le monde de la commedia dell'arte. La mort du Commandeur a donné le ton, véritable assassinat, après qu'il ait perdu son épée, par un Don Giovanni presque nu sous sa cape, saisi un bref instant par l'épouvante. Ensuite, pour tout dire, cela semble une œuvre sans arrière-pensée, assez lente, parfois même salée et grossière, mais par moment aussi charmante comme un diable venant à un peu acéré, où le méchant séducteur use de ses armes les plus voyantes et les plus éprouvées; quelques mots et attitudes, notamment à l'égard d'Elvira, rap-

pellent toutefois la brutalité sous-jacente de ce carnassier gâté de soi comme un rocher. Mais le deuxième acte tourne à l'aigre, au drame. Don Giovanni et Leporello deviennent de moins en moins drôles, de plus en plus sinistres, et la comédie sous la fenêtre d'Elvira par exemple est assez ignoble. Leur apparence même s'assombrit : sales, vêtements en lambeaux, ils se battent le coup de pierre lorsqu'ils arrivent au cimetière. Quand le Commandeur sort du cercueil, où Anna est venue prier peu avant, Don Giovanni enlève son chapeau, gêné, il ne peut y croire. Il essaie de transpercer le spectre de son épée, passe la main devant les yeux; il s'effarouche, mais si peu.

Vision terrifiante

Alors vient la scène du cimetière : Don Giovanni a réveillé toute la maison (les musiciens ont encore leur bonnet de nuit), il mange le même le corneille, jette les plats par terre, s'asperge d'eau et de vin quand Elvira se met à hurler. La peur le ventre, il se précipite, même qu'il se précipite pour aller au milieu des damnés qui agitent des voiles rouges tandis que les murs se lézardent. Vision terrifiante, au dix-huitième siècle, nous fait basculer au plus noir des cauchemars romantiques, dans le néant. François Le Roux rend admirablement sensible cette « transfiguration » inversée du jouisseur scrupuleux au héros satanique, et sa voix même, aux reflets d'acier prend des ballucinatoires. Le Leporello de Jean-François Gardel suit le destin le même chemin, sans se défaire de cette gaminerie fondatrice qui le charme de son personnage de coquin, au timbre plus léger que de coutume. Le Commandeur de Jean-Philippe Courtis incarne à sa manière saisissante l'irruption de l'au-delà dans ce monde envahi par la pourriture. Dans le trio noble des Mánava, où Hélène Garesti, polonoise Elvira, n'a plus tout à fait les qualités vocales et la jeunesse nécessaires, Michèle Lagrange arrive à pleine maturité dans cette Donna Anna, à la voix très pure, douloureuse, altière, accomplissant sans faiblir des passages qui semblent craindre tout contact avec Don Ottavio, comme si elle restait brûlée par celui de Don Giovanni; un Ottavio très vibrant et d'une grande délicatesse pourtant, fort bien chanté par Thierry Drain.

Enfin la robuste Zerline de Martine Mahé forme avec le Masetto de Mario Haquard, à la voix un peu étouffée, un couple assez tumultueux, qui entre parfaitement dans les jeux dépourvus d'ambiguïté du drame.

JACQUES LONCHAMPT. Prochaines représentations, salle Favart, les 7, 14, 16, 18, 21, 23, 26, 28, 30 décembre (à 19 h 30). Avant la première, le personnel de l'Opéra-Comique a protesté « la menace d'une fermeture de cet établissement, à partir de juin 1988, si la suite de la réforme de l'Opéra ».

Jeffrey Tate et Mitsuko Uchida à l'Orchestre de Paris

Premières

Un chef en pleine ascension; une pianiste précédée d'une bonne réputation; un programme résolument bien fait.

Jeffrey Tate est passé par les plus grandes fosses lyriques. Ancien assistant de Pierre Boulez (pour l'Orchestre de Bayreuth, pour Lulu à Paris), il a été invité des principales formations symphoniques. L'English Chamber Orchestra l'a élu à sa tête. C'était la première fois, les 2 et 3 décembre, qu'il dirigeait l'Orchestre de Paris. La première aussi que Mitsuko Uchida apparaissait à Pleyel dans un monument du répertoire. La pianiste japonaise a été invitée à jouer qu'elle est en train d'enregistrer (1). Pour jouer le Troisième de Bartók, qui regarderait plutôt vers Bach. La première fois, enfin, que l'Orchestre de Paris a joué la Troisième Symphonie de Dvorak. Édité tardivement (en 1912, soit plus de trente ans après sa conception), celle-ci est généralement supplantée par la neuvième (« du Nouveau Monde »). Or elle est entièrement habitée de réminiscences wagnériennes : Lohengrin (allegro initial), Siegfried (adagio « sur un rythme de marche »), etc. (allegro final).

son Troisième Concerto. Mais une bonne dizaine d'enthousiastes, dispersés à tous les coins de la salle Pleyel, allaient rester sourds aux subtilités de la programmation. Et couvrir de leur cataracte l'adagio de ce concerto, joué aussi pianissimo « religioso » qu'il le faut.

Jeffrey Tate n'est sans doute pas habitué à tant de grossièreté. Il doit lui arriver de fréquenter des orchestres plus concentrés. Contraint par les séquelles d'une poliomyélite à diriger assis, il conduit ses mains et de la tête, les doigts comme émanant directement de la pensée.

Défaut d'autorité ? Les atouts des premiers violons de l'Orchestre de Paris sont restés imprécis, l'ensemble des cordes si peu soudées au phrasé que, dans Bartók, le caractère, la virulence, manquent. Mitsuko Uchida est, comme on dit, une pianiste « mozartienne » : l'oreille accrochée à son clavier, elle le griffe ou l'effleure sans le faire sonner en profondeur. Il faut à Bartók de grâces bouclées, une vraie violence rentrée.

Place donc à la Troisième Symphonie de Dvorak et à son adagio imposant, grande forme rendue avec ferveur, parfaitement organisée en arrière-plan, flot déferlant en vagues intemporelles, porté par un « rubato » heurté. Avant de retrouver Jeffrey Tate, autrement qu'assistant, dans un grand opéra de Wagner. Ou dans Mahler.

ANNE REY.

(1) Avec l'English Chamber Orchestra, direction Jeffrey Tate (Philips).

La semaine du mélomane

Même secoué par d'irrésistibles quintes de toux, le mélomane n'entend pas se priver du plaisir d'aller au concert... Voici la liste de ceux où l'on pourra l'entendre expectorant aux moments les plus pathétiques :

Requiem de Beethoven, par le chœur de l'Ensemble français d'Oratorio (direction J.-P. Loré) en l'église Saint-Roch lundi, mardi, vendredi et samedi, à 20 h 30 (sauf lundi) à 15 h 30 (samedi) (tél. : 42-01-83-28).

Bastien et Bastienne, et le Directeur de théâtre, de Mozart par l'Atelier lyrique intermusical et l'Ensemble Sinfonietta de France (direction D. Riffaud), à partir du 7 décembre, tous les soirs à 20 h 30 (sauf lundi), le dimanche 17 heures au Théâtre du Ranelagh (tél. : 42-88-64-44).

Symphonie n° 44 « funèbre », de Haydn, airs de concert K 369 et 383 et le motet Exultate jubilate, de Mozart (avec Christine Barbaud), et Ainsi parlait Zarathoustra, de R. Strauss, par l'Orchestre de Paris (direction Semyon Bychkov), salle Pleyel, mercredi et jeudi à 20 h 30 (tél. : 42-83-07-96).

Les Enfants de Bach, de Gabriel Fauré, Adèle Nativitas, de Parodi, et trois Noëls, de Praetorius, par la Mésodie et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (direction Michel Lasserre de Rozal) en l'église Notre-Dame-du-Travail, jeudi à 20 h 30 (tél. : 42-30-15-18).

Ateliers-lectures par l'Ensemble InterContemporain (direction Peter Eötvös, œuvres de Dubeud, Fauré et Debussy, samedi à 20 h 30, de Rognon et Schoeller, dimanche à 17 heures dans la grande salle du Centre Pompidou (tél. : 42-78-79-86).

G. C.

Nouveau conflit à l'Orchestre de Montpellier

L'Orchestre régional de Montpellier Languedoc-Roussillon est, depuis l'élection d'une nouvelle direction, en proie à un conflit plus ou moins larvé entre la région (principal bailleur de fonds) et la ville, qui fut à l'origine de sa création. En retirant sa confiance au professeur André Castagné, qui représentait l'Etat, le conseil d'administration - dont il assurait la présidence - a envoyé assésés les autorités locales de faire rebondir un contentieux qui, du moins en apparence, paraissait devoir s'apaiser. Le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, a envoyé assésés le préfet de la région, M. François Létoury et le préfet de clarifier au plus tôt la situation. M. Castagné avait choisi après son élection de jouer la prudence. Depuis le vote du budget en mars dernier, il s'était plus ou moins installé dans une attitude d'attente, le gouvernement tranche dans le vif sans apporter, dans un premier temps, cette clarification. L'Orchestre n'a plus de président, et le président n'a pas de successeur. Le che-

noire Joseph Roucarol, archiprêtre, organisateur de la cathédrale, président international de l'ensemble vocal Psaut cantores, pressenti pour représenter l'Etat au conseil d'administration, n'a pas accepté cette succession. Parmi les personnalités pouvant éventuellement assumer la présidence, l'ancien préfet de la Lozère, M. Henry, à la suite de M. Jacques Blanc, président du conseil régional, mais aussi résidant au sein de l'Orchestre de Montpellier, a déclaré qu'il ne se présentait pas à la présidence de l'Orchestre, la municipalité retirant ses représentants du conseil d'administration. Castagné, président-il, elle ne renoncerait pas de verser sa quote-part au budget de 1988. « Notre souhait, a-t-il dit, est que le professeur Castagné soit maintenu à son poste, parce qu'il a prouvé qu'il est capable de gérer cette situation de compromis. Pourant, nous ne ferons rien contre l'Orchestre. »

ROGER BECHAUX.

ARTS

Au Centre dramatique national de Reims

Les « Moineaux » de Kinshasa

De Kinshasa l'équatoriale à la froide Champagne... les comédiens zairois et français qui ont créé dans la capitale du Zaïre leur pièce la plus originale où l'éléphant est tombé vient d'atterrir à Reims.

Les voilà comme Jéricho héros de leur spectacle... « Seul dans sa rue, sur la surface de la vie, Jéricho joue à l'Afrique. » Il est le pilote d'un avion survolant la jungle zairoise, le temps d'un rêve. Mais l'enfance s'éloigne et meurt. Son rêve étouffe Jéricho.

Il y a un mois, ils avaient leur première à Kinshasa... Dans l'amplythéâtre du centre du campus, trois mille cinq cents étudiants ont accueilli la pièce. La plus grande fête de la ville depuis 17 heures sans un arbre à l'abri de la pluie, à confondre le mauvais sort, son crapaud dans un sac suspendu à une branche.

Les premiers gouttes de pluie s'abattent sur le campus à la fin de la pièce, mais le spectacle continue. La nuit appartient aux danseurs. Les étudiants envahissent le plateau. Des rythmes fous nés à Matonge, le centre des chaudes nuits de la capitale de « Kin » (pour Kinshasa). Le kwassa-kwassa agite les corps; ce mouvement, qui ressemble à celui d'un avion, est vite, à la création par Jamora le Mécano. Celui-ci se fatigue des « mais c'est quoi ça » de ses clients désarmés face à leur voiture en panne. « Le quoi ça » est devenu le kwassa de la danse. « Monsieur François, bravo! », hurle la foule en cadence.

M. François, trente-cinq ans, François Belorgey, animateur du Centre culturel français de Kin, propose au printemps ce spectacle à son directeur, M. Christian Fieitz. L'affaire fut rapidement menée. Assésés par le directeur, M. Bruyère, auteur-interprète, et de sa dizaine de Reims, Jojo le chanteur guadeloupéen, maître Nono, percussionniste, et son compère Pello Ika de Matonge, Donna, le régisseur zairois. Fait rare dans l'univers du théâtre, la troupe se nourrit de deux cultures.

Reims est allé à Kin. Maintenant, Kin est à Reims. Vendredi, l'inauguration de l'exposition conçue en complément du spectacle par François Belorgey et préparé dans la capitale zairoise : « Kinshasa : l'art de la vie dans la ville. »

Le directeur du Centre national zairois, M. Yoka Lye Mudaba, préside à la préparation de la pièce d'auteurs zairois en contrepoint

l'exposition : « Entretien autour de la radio-trottoir », les nouvelles circulent plus vite que l'ombre; « L'histoire d'un taxi-man » atterrit à sa bière au sein de Matonge, quand surgit le soleil de l'aube, etc. C'est tout l'humour kinois, les reux et cytiques.

L'exposition présente plusieurs films, des collages, des ustensiles qui témoignent de la vie quotidienne et de la vitalité des « parcelles » - les quartiers populaires de Kin. De ces objets hétéroclites - réminiscences de la vie africaine - réunis au gré d'un artiste et présentée sous vitrine, il faut découvrir les détours de l'histoire, faite de récupérations en tous genres, pour en saisir le cheminement culturel.

Ainsi, marmottes et arrosoirs, bigoudis et lampes à huile produits par un artisan qui fait quatre métiers à la fois, comme tant d'autres, pour survivre : peintre, tailleur, coiffeur et fabricant d'ustensiles. Les guitares d'Almaz, fondatrices d'une petite entreprise de Kin, ont été réalisées par un soufflet de Flytox. Le réacteur, copie conforme de celui d'un Mirage, est à feu garantie, est l'œuvre de Dominique, l'ingénieur, dix-huit ans, aujourd'hui à Reims, avec « Petit Jean », son ami peintre. Ce réacteur a été réalisé à Papillon, atelier de recherche aéronautique par une équipe très hiérarchisée. Les copies de films prises par le Centre culturel français subissent quelques accrocs sur les projecteurs faits de pièces de voitures ou de vélos. Mais le rayonnement culturel passe par là.

Autre invention : les objets miniatures collés sur ces panneaux que l'on appelle « Botatata » qui illustrent l'histoire édifiente des moineaux et des moineaux économiques. A côté, sont affichées les peintures naïves de M. Lusanyan, dit « Petit Jean », et de Chéri Samba, un des plus grands peintres zairois, qui signe l'affiche du spectacle théâtral.

Les jouets et modèles réduits en fil de fer, papier de cigarettes et chiffon, foisonnent à l'exposition. Ils sont fabriqués à Reims par les enfants de Kinshasa, « les moineaux ».

DANIELLE ROUARD.

\* Spectacle la Rue où l'éléphant est tombé. Du 8 au 20 décembre 1987.

\* Exposition : « Kinshasa, l'art de la vie dans la ville ». Du 4 au 10 décembre 1987.

\* Au Centre dramatique national de Reims, espace André-Malraux, 3-5, rue Bocquaine, 51100 Reims. Réservations au 36-40-45-45.

JAZZ

La magie des clubs

Chantante, souffleur légendaire et grand inventeur de formes scéniques, est au Sunset du 13 au 15 décembre. Surveillez Leloup au club et Yves Torchinski à la basse.

NHOP (Niels Pedersen), le plus grand bassiste du temps, est au Petit-Opportun (du 14 au 18). Rien n'égale sa musicalité et son élégance harmonique. Au Petit-Opportun, on peut le voir et l'entendre, comme s'il jouait à la maison. Il est en duo avec Alain Jean-Marie, pianiste, savant, et toujours porté par le rythme des lles.

Marcel Azouls (Chauffe, chauffeur Marcel, Jacques Brel) prend le relais le 16 décembre. Exactement comme s'il jouait dans votre salon de musique avec Caratini et Marc Fosset.

François Jeannou succède à Chantemps au Sunset (du 16 au 18 décembre) et un jeune violoniste dont on parle, dernier-né de la couvée Grappelli, Hervé Cavellier, se produit autour de Noël.

Le jazz a inventé cette structure intermédiaire entre la fête privée et la salle de concert : la formule des clubs. Elle est irremplaçable. Le jazz s'y est formé. De la musique pour les clubs. Si l'on que les clubs se passent bien, que le club ne soit pas simplement un concert au format réduit, qu'il y ait plusieurs clubs pour entretenir l'émulation, qu'ils correspondent à des parcours, à un passé, à une réalité, il y a une grande ville. Paris remplit les conditions.

F. M.

CINÉMA

« Rent a Cop », de Jerry London

Burt et Liza

deux films n'ont rien à voir et Jerry London n'est pas Bob Fosse. Cela dit, il mène ses quatre-vingt-dix minutes d'actions sur un rythme rapide et qui ne faiblit pas. Ce qui fait, c'est le scénario et l'enthousiasme des deux principaux interprètes, en particulier, de Burt Reynolds. La lassitude désabusée de son

personnage lui colle à la peau ! Mais enfin, comme Liza Minelli, il fait son boulot jusqu'au bout. Les autres comédiens - dont Dionne Warwick cachottant un masque de classe - assurent en vrais pros, de sorte qu'on se s'ennuie pas tout à fait.

COLETTE GODARD.

« Il est génial, Papy », de Michel Drach

Une comédie, dit-il

Sébastien a dix ans. Il est pauvre, en province, dans une structure religieuse. Sa mère, qui vit à New-York, ne peut pas venir le chercher pour les vacances. Sébastien fait une fugue, débarque à Paris, chez son grand-père, également nommé Sébastien, qui ignorait son existence. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, un raté; il joue du violon dans les boîtes de Pigalle; il est séparé de sa femme, qui a mis le grappin sur un industriel et habite les beaux quartiers. Le grand-père et le petit-fils se regardent d'abord en chiens de fennec; le grand-père, insupportable, dérange tout, fait sauter les plombs. L'adulte se prend les pieds dans ses menottes et sa mythomanie. Au bout du compte, ils s'adorent et, d'ailleurs, on ne demande que cela.

Il y a quelque chose dans le scénario : une certaine amertume à l'égard de la cellule familiale disloquée, des parents qui ne comprennent rien. Claire, la mère de Sébas-

tien, qu'on ne voit jamais, enceinte à seize ans, a dû se débrouiller seule, et son « enfant de l'amour » est un mal aimé. L'amour paternel, le vrai, le pur, est donc une génération. L'histoire pourrait être belle, émouvante, avec une pointe d'humour. Mais elle est mal écrite et mieux vaut ne rien dire des dialogues, des mots. Michel Drach a voulu faire une comédie, c'est annoncé au générique.

On a donné à Fabien Chambard des répliques de petit prodige dérangé par un numéro de chien savant. Heureusement, c'est une nature, il s'en tire par une espèce de fraîcheur, s'en aide de Guy Bedos, qui a senti l'humanité, la complexité de son personnage et sauve les meubles pour tous les deux. Les actrices ne sont pas gâtées et, de plus, mal photographées. Le fantôme de Marie Laforêt joue « Manny ». On dit pour information.

JACQUES SICLIER.

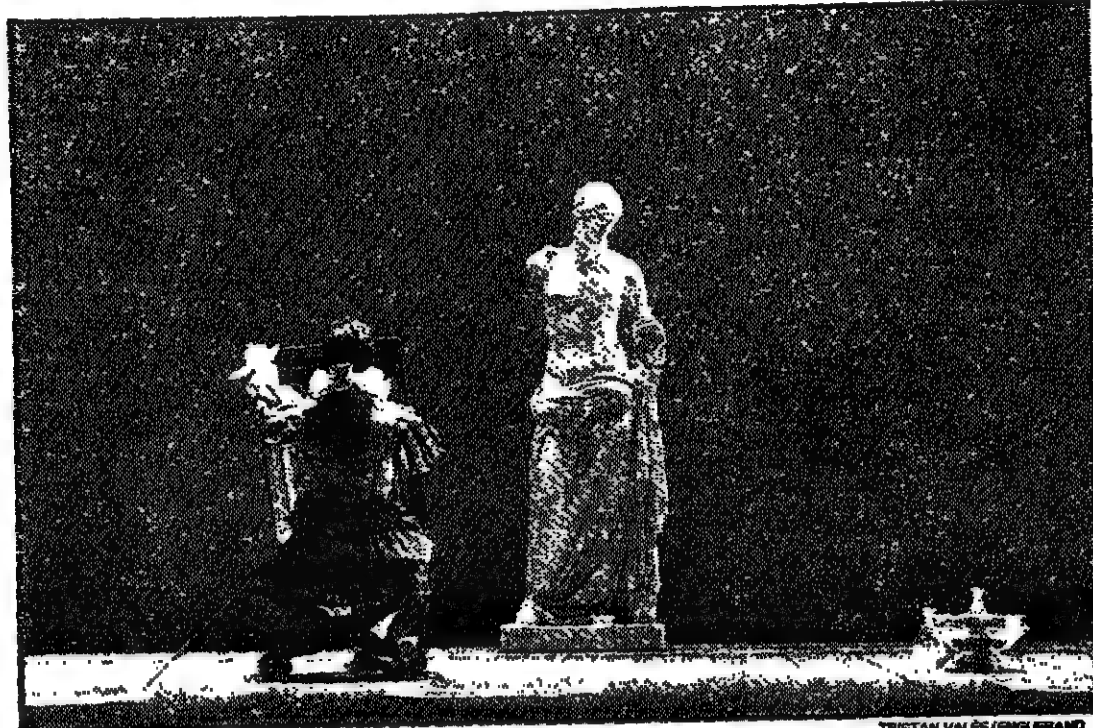


صحة من الاجل

Culture

THÉÂTRE

«Les Galaneries du duc d'Ossonne», de Jean Mairet  
Des lits hantés, mais respectables



«Les Galaneries du duc d'Ossonne», mise en scène par Jean-Marie Villégier

Jean-Marie Villégier fait découvrir Jean Mairet, qui de 1623 à 1640 écrit douze pièces, avant de quitter le théâtre pour accomplir quelques missions diplomatiques délicates.

«Les Galaneries du duc d'Ossonne», ainsi Voltaire désignait-il le Sophocle de Jean Mairet, créée en 1634, dans une ville de la Cornouaille. Mairet, jamais joué de nos jours, est l'une des figures les plus attachantes de notre théâtre. Villégier a mis en scène, à Caen, un comédie des Galaneries du duc d'Ossonne. C'est une pièce unique, un genre, d'un amourisme intégral, plusieurs scènes se passent en lit. Un jeune marié, Paulin, vit la vie en noir : sa jeune épouse, Emilie, a été enlevée par le vigoureux Comte. Paulin, prenant Comte de court, lui transperce le buste de son épée.

Meurtrier et donc pas tranquille, il court à toutes jambes chez le viceroi, le duc d'Ossonne, qui, très conneur lui-même, passe pour un juge indulgent. Mais Paulin a tout de même pris le temps, avant tout, de confier à sa sœur Flavie le reste de sa vie. Flavie ne devra pas se laisser d'une semelle, et même coucher dans le lit de son frère. Le duc d'Ossonne, écoutant Paulin lui conter les choses, cache son bonheur : lui-même est amoureux fou d'Emilie et ne songe qu'à lui faire violence, en douceur. Il expédie sur-le-champ Paulin au diable vaillant, et vers le milieu de la nuit, grimpe chez Emilie par une échelle de soie. Surprise ! Il trouve Emilie debout, toute habillée. Elle s'en va rejoindre son cousin Camille, que Paulin, ce bon à rien, n'a que blessé. Emilie, surprise, se réveille, et attend comme pour un miracle. Attendez moi, dit-elle au duc, qu'elle se réveille, et pour ne pas prendre froid prenez place. Mais Emilie, n'y faites pas attention.

Pire qu'elle n'a rien de commun avec les maris de 1900 ou nos politesses de la bourgeoisie. Les lits sont d'un extrême raffinement. De jour, ce sont de grandes salles, assez dégagées qu'un grand air, des murs d'un gris très sensible, un gris ciel, et, sur la plaine des parquets blancs, des tapis dorés et soyeux, qui, dans les moments de grâce, la poésie impondérable, des robes et des pourpoints de Watteau, mais avec une folie en plus, et les fêtes de Perrault y avaient mis un point final. Et la nuit, les lits que nous évoquons sont tout de boiseries anciennes et de soieries sombres, et dans les rayons acieus, obliques, de la lune, se prennent des allures de cabanes d'enfants, dans une clairière de forêt, en une nuit d'été endormie, qui dort sur sa plage, sur ses bécquilles, avant que la mer remonte. Tout cela est très épuré, il y a comme une transparence, un jeu de mirage, dans quoi la lumière se joue, tantôt pâle de perdre le souffle, tantôt un rose délicat aux joues. Carlo Tomasi (décors), Pierre Cauchetier (costumes), Philippe Arlaud (lumière), et un grand merci. Les acteurs sont : Daniel, duc d'Ossonne de Jean-Michel, un peu farceur, et Cyrille Gaudin, Emilie qui même une vie de bâton de chaise sous des habits d'austérité, et Nelly Renaud, la soi-disant jeune endormie, et Christophe Galland, l'amiant passé au fil de l'épée avec un pied bon croit. Ce comédie sera repris à Strasbourg du 9 au 12 décembre. Rien n'est prévu pour plus tard, ni à Paris ni ailleurs. C'est regrettable.

MICHEL COURNOT.

L'AMERICAN CENTER a démenagé et continue ses cours d'américain ses professeurs : RICK, MARYANNE, MARK GARY, RICHERD, CLAUDIA EDWARD, CARY et DOMINGO vous attendent à partir du 4 janvier pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture. INSCRIPTIONS du 20 novembre au 19 décembre et du 4 janvier au 9 janvier 1, place de l'Odéon 75006 PARIS, TEL : 46-33-18-52

Boiseries anciennes et soieries sombres En vérité, la vraie nonoune, c'est Flavie, si belle-sœur, qui est jeune et très jolie. Entendant qu'il travers la courtoise, elle s'en pâme de joie. Le duc se déshabille, et Flavie fait semblant de dormir, et de rêver... que le duc l'embrasse. Le duc se couche sur le lit, croyant lever une jeune fille jeune et os. Il voit une jeune femme qui se réveille : « Mais que faites-vous là, Monsieur ? » Les deux se réveillent s'arrangent très vite. C'est la fin de l'acte trois, mais ce n'est qu'un tableau, deux femmes et deux hommes naviguent sous un drap, et qu'un homme soit nettement exclu. Quand nous lisons ou regardons cette pièce, elle nous laisse rêver.

Communication

Concentration et entraves à la concurrence

Les chaînes de télévision font main basse sur la production

La concentration revient ! Bouygues, Berlusconi et autres, après avoir pris le contrôle des chaînes, créent aujourd'hui de multiples sociétés de production. Un danger pour les indépendants du secteur, qui espèrent bien voir adopter, après les présidentielles, une règle du jeu en ce domaine. « Sinon, nous sommes fous », disent-ils.

A l'autonomie, la rumeur laute les allées du MIPTV. Puis resurgit dans les couloirs du Parlement et donne enfin lieu à empognages lors d'un happening réunissant gens de télévision et pouvoirs publics au Châlet des lacs du Bois-de-Boulogne. Le spectre de la concentration verticale — la main-mise des chaînes sur la production audiovisuelle — est de retour !

Cette vieille maladie de la télévision française a déjà mené le service public à l'asphyxie et la Société française de production (SFP) au déficit. Or, pourtant, on ne fait reculer. Et rééquilibrer au profit des producteurs le rapport de forces avec les chaînes. Successivement, deux ministres de la culture avaient imposé des mesures susceptibles de renforcer l'autonomie des producteurs privés : M. Jack Lang avec les Soies (1) et le compte de la création audiovisuelle ; M. François Lôtard avec la suppression des commandes obligatoires des chaînes publiques à la SFP.

Désormais, pensait-on, les producteurs seraient moins dépendants et bénéficieraient d'un marché plus ouvert. De la concurrence nouvelle naîtraient des florissantes entreprises qui enrichiraient d'autant la créativité du secteur. Fini l'hexagone à l'usage des chaînes imposé par des diffusions sonneurs de la seule satisfaction de leur public. La production française allait enfin s'ouvrir au monde et relever le défi de la guerre des images.

Las ! La loi — ambiguë, mais interprétée — son sens le plus favorable aux chaînes — n'a pas parachevé cette politique, et n'a pas définitivement fermé les portes du droit de produire. Les jeunes télévisions privées, renouant avec les vieux réflexes de feu le monopole public s'engouffrent dans la faille. Leurs actionnaires, leurs collaborateurs ou elles-mêmes multiplient les filiales spécialisées dans le secteur.

C'est le groupe Bouygues, principal actionnaire de TF 1, qui possède 35 % de PAD, la maison de production de M. Alain Denvers, ancien directeur de l'information de la chaîne. Ou qui crée Challenger Production avec M<sup>me</sup> Marie-Laure Reyre et Danville Thompson, toutes deux membres du conseil de création de la chaîne. C'est la GMP, elle aussi partenaire de la Uae, qui lance Promy-Production et Multi-Images.

C'est encore le magnat italien Silvio Berlusconi, co patron de la Cinq, qui s'apprête à réactiver Europe 3, une société française de production, filiale de son groupe Rete Italia. Il représente M<sup>me</sup> Marie-Françoise Rouy, multiple en ce moment les chaînes de la Télé-Paris. M<sup>me</sup> Marie Seydoux, toujours présente dans la cinquième chaîne, qui lance Chargeurs-Images, la branche hexagonale de l'européen de la télévision commerciale. Une société où son seul partenaire est M. Berlusconi, mais aussi M. Robert Maxwell, le deuxième actionnaire de TF 1 !

Ce sont enfin onze collaborateurs de Canal Plus qui s'associent à égalité avec leur employeur pour fonder Ellipse Programme, une société chargée de « vendre à l'extérieur » leur indéfectible savoir-faire.

« Ajoutez à cela les cas particuliers et les positions acquises depuis longtemps, et vous avez une idée du véritable quadrillage opéré par les diffuseurs », commente un professionnel désabusé. TF 1, comme Antenne 2 et FR 3, est actionnaire de la SFP. Le groupe Bouygues, déjà présent dans la production avec Ariane Films et Revcom Télévision, participe aujourd'hui au tour de table de la Uae. La Compagnie luxembourgeoise de télévision, qui figurait déjà parmi les grands de la production française avec DIC-France, Hamster, Télé-Union, voire VCF, détient maintenant le quart de M 6. Havaas enfin actionnaire de Canal Plus et de la CLT, contrôle Télé-images, producteur de « Magny ».

Déjà, certains soupçonnent quelques ententes à l'œuvre. TF 1 n'a-t-elle pas confié ses émissions sur le bicentenaire de la Révolution française au groupe Bouygues ? Et M 6 surtout n'a-t-elle commencé par travailler avec trois producteurs qui lui sont liés ? Ce sont Hamster et DIC-France qui ont respectivement produit ses premières commandes de fiction : « Céline » et « Les lucarnes d'Hamlet ». C'est un autre actionnaire de la chaîne, M. Maria Karmits, qui produit « Libre et change », la toute nouvelle émission de Michel Polak.

« Ni facilités ni privilèges »

« N'exagérons pas, s'emporte M. Etienne Mougnotte, le directeur d'Antenne de TF 1. D'abord, parce que nombre de ces nouvelles sociétés de production n'existent encore que sur le papier. Ensuite, parce que ce serait suicidaire pour un diffuseur de ne travailler qu'avec les seules entreprises dont il est actionnaire, au risque de voir de bien meilleures émissions partir vers la concurrence. L'objectif d'une télévision privée est de faire de l'audience. Ses critères de choix sont donc simples : trouver les produits qui collent à sa stratégie. Peu importe qu'ils lui fassent un plaisir de plaidoyer la main sur le cœur que M 6 complète à chiffres ouverts. « 65 % de nos dépenses de production vont à nos émissions indépendantes. Aucune n'est produite par l'un quelconque de nos actionnaires », rétorque son directeur général adjoint Jean Stock.

Les sociétés de production directement ou indirectement apparentées à un diffuseur protestent, elles aussi, de leur indépendance. « Il n'y a ni facilités ni privilèges, et encore moins de marchés réservés », affirment-elles une belle unanimité. Et, statistiques à l'appui, démontrent qu'elles travaillent avec toutes les chaînes. Mais avoir Bouygues ou Havaas dans son capital n'est-il pas un atout de poids pour exporter un contrat ou discuter avec son banquier ?

« La belle affaire, réplique un indépendant. Ce n'est pas ce que je redoute. Moi aussi, je mets en avant la richesse et la puissance de mes actionnaires pour donner confiance à mes clients ou à mes fournisseurs ! Le problème est ailleurs ! Il est dans le double discours des chaînes, qui tantôt méritent les portes de leurs investissements — c'est marginal, conjoncturel, voire seulement une politesse — et tantôt mettent en avant la concurrence

européenne et la nécessité de constituer des groupes nationaux forts ». L'inquiétude provient aussi pour beaucoup de engagements non tenus du groupe Bouygues. Candidat à TF 1, celui-ci s'était engagé à ne pas produire. Une promesse qui lui a valu le soutien des auteurs, artistes et producteurs. Les indépendants avaient applaudi ces deux maîtres, lors des auditions publiques de candidature, les remarques pertinentes de M. CNCL sur la concentration excessive du groupe Hachette.

« Quelle place pour nous demain ? s'inquiète aujourd'hui un professionnel. Faute de commandes, la Cinq est pour l'instant sans travail, mais j'ai des créances à régler sur la règle du jeu. Qu'une chaîne française contrôle une maison de production dans un univers ouvert et concurrentiel ne pose en soi aucun problème. Qu'elle multiplie les filiales directes ou indirectes before ses engagements, et l'appréciation change ».

Sans protection ni barrières légales, il ne peut y avoir de production indépendante, estime les professionnels, et c'est ce que prouvent les exemples étrangers. Aux Etats-Unis, où les trois grands réseaux sont obligés d'acheter leurs productions de fiction aux indépendants, la profession prospère. En Italie, au contraire, où l'absence de dispositions législatives n'a rien fait, l'intégration verticale est de règle, renforçant le poids de M. Berlusconi.

C'est pourquoi les organisations professionnelles de producteurs s'apprêtent à demander aux futurs candidats à l'élection présidentielle, entre autres engagements, celui de faire adopter dans les meilleurs délais des dispositions anticoncentrations. Les barrières et, dans une moindre mesure, les socialistes semblent déjà prêts à faire un pas dans ce domaine. La Commission de Bruxelles elle-même a déjà adopté une directive en ce sens.

« Nous ne voulons pas intervenir aux chaînes françaises ou à leurs actionnaires de créer des filiales de production, explique un indépendant. Nous voulons seulement limiter leur activité. Par une politique de quotas, par exemple. Si nous ne réussissons pas, alors, nous sommes fous ! »

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Société de financement du cinéma et de Radiovision.

L'UER envisage une chaîne sportive européenne. — Plusieurs membres de l'Union européenne de radiodiffusion (qui regroupe des chaînes publiques et privées d'Europe) ont décidé le principe d'une chaîne de télévision consacrée aux sports, et diffusée par satellite vers les réseaux câblés. Baptisée Eurosport, et exploitée par une société dans laquelle figurera le groupe News International de M. Rupert Murdoch (cette chaîne a pour ambition de « maintenir la position des membres de l'UER dans la concurrence croissante du paysage audiovisuel européen ». Une autre chaîne sportive, Screen Sport, existe déjà en langue anglaise et débute ses émissions en français sous le nom de TV-Sport, en 1988 (Le Monde du 11 novembre).

Théâtre de la Bastille CHIISAKU SOLO DE CHARLOTTA IKEDA 9 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES DU 10 AU 11 DÉCEMBRE

PARIS - SAINT-DENIS - PARIS Plutôt que de tirer un trait sur votre voyage à La Réunion faites le point. 3.800 F\* le point \*Vol A.R. au départ de Paris le partir de 3800 F. Vol Paris-Paris + séjour d'une semaine, hôtel (Villa du Lagon), chambre double, petit déjeuner, à partir de 5000 F/personne. Tél.: 42.96.63.63/47.63.22.58/46.34.21.17. Minitel: 36.15 P.M. Association à but non lucratif. 80 F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel n° 75073. Sous responsabilité technique G.M.T.T. n° 11714 AVANT DE PARTIR, FAITES LE POINT.

le décodeur 10 F EN PAGE 2 NOTRE DESIN LA CINO CEST CRUEL DÉCEMBRE 1. TOUTS JOURNALISME + PRESSE + COMÉ + RADIO Revue de Presse LA COMMISSION EUROPEENNE MALK SON PREMIER PAPIER : « UNE NUIT AU POSTE » 7/7 VAIN SUR VAIN ! « Le Canard Enchaîné des médias » Année de Coudenhove Canal + « Un Journal nécessaire » Laurence Benoit R.T.L. En vente partout.

theatre cinema VISITES CONFÉRENCE



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

FRIGID OU LE CŒUR HAUTAIN. Café de la Danse (43-57-45-35), 20 h.

LA SONATE AU CLAIR DE LUNE. Théâtre A (43-38-19-70), 20 h 30.

LE MARABOUT. Lyceum Filiales (07-91-51), 19 h 30 et 21 h (7).

L'ANCE DE L'INFORMATION. Petit Odéon (43-27-30-32), Més. à 18 h (8).

ARCANE (43-20-19-70). Le Sonnet au clair de lune: 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Une année sans café (Festival d'automne à Paris): 20 h 30.

BATACLAN (43-00-30-12). Match d'improvisation: 21 h.

CAFFÈ DE LA DANSE (43-57-05-35). Pô: 20 h.

SILVIA MONFORT (43-31-28-34). Iphigénie: 19 h 30.

CENTRE MANDAPA (43-89-01-60). Macheh, le sommeil: 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revue de Noël: 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Audéon. Révisions: la Métronomie (grandes textes du répertoire): 18 h 30.

DAUNOU (43-61-09-14). Monsieur Mère: 21 h.

EDGAR (43-20-83-11). Les Péripéties: 20 h 30.

HOTEL LUTÉCIA (SALON TRIANON) (45-44-38-10). Le Traducteur: 20 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). Au Casse-chou: 19 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien déguisé: 20 h 15.

LES DÉCHARGÉS (43-36-00-02). Baby Sitting: 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre sans. Contes barbares: 20 h.

LYCEE FÉNELON (43-07-91-51). Le Marabout: 19 h 30 et 21 h.

MARAS (43-28-03-31). En famille, on s'arrange toujours: 20 h.

ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-27-30-32). Le Marabout de Venise (Festival d'automne à Paris): 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-03). Grande salle. La Médicée: 20 h 30.

PALAIS ROYAL (43-27-39-41). Rencontre au Palais royal: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-58). Les Évadés: 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Révisions-Chorégraphie: Ode à la poésie: 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-38-38-38). Le Quatuor Violon d'opéra: 19 h. Sylvio Joly: 21 h.

Région parisienne

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER) (46-64-03-74). Més. cation: 21 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDEIERS) (42-21-18-81). Grande salle. Pièces à l'opéra: 21 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). G. H. M. Mais n'a le paradis donc pas toute ma: 20 h 30.

Lundi 7 décembre

41-46: H. J. (43-57-90-81). 13: (43-51-56-86). Gannou Alcia, (43-27-84-50). Miramar, (43-20-89-52). 14 Juillet Beaugrenolle, (45-75-79-79).

LA BANDE (A. v.a.): UGC Emmaparc, (45-63-16-16). v.l.: (43-36-94-94). UGC Emmaparc, (45-63-16-16). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LE BAYOU (A. v.a.): Forum Orient Express, (43-33-42-26). Studio de la Harpe, (46-34-25-32).

BOIRE ET DÉBOIRES (A. v.a.): Elysees Lincoln, (43-28-36-14).

LA BONNE (v.a.): (43-28-36-14).

COLENE EN LOUISIANE (A. v.a.): Forum Orient Express, (43-33-42-26). Pathe Marignan-Concorde, (43-59-92-82). Trois Parisiennes, (43-20-30-19). v.l.: Pathe Marignan, (43-20-30-19).

LE CRI DU HÉROU (Fr.-It.): George V, (45-62-41-46). Sept Parisiennes, (43-20-30-19).

CHOCOLÈRE D'INDIE (Aust. v.l.): Pathe Marignan, (43-20-30-19).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp. v.a.): Latina, (43-28-42-27).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It. v.a.): Forum Horizon, (45-08-27-57). Opéra, (43-28-36-14).

CENTRE GEORGES POMPIDOU (43-71-11-12). L'Opéra 21 h (sauf les jours de Noël).

THÉÂTRE DU RANGLAGE (43-66-64-44). Bastien et Bastienne: jusqu'au 25 décembre. 20 h 30. Opéra de Montmartre, (43-20-30-19). Pathe Marignan, (43-20-30-19).

COMÉDIE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-44-38-10). Opéra, (43-20-30-19).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-44-38-10). Opéra, (43-20-30-19).

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45-04-13-43). Avec Bel-Canto, 20 h 30. Avec J. Garçonnet (opéra), le quatuor Novelle et F. Chaslin (opéra). Œuvres de Casella, Pizzetti et Respighi. 140 F, 100 F (FNAC, Alpha, Financiel, agenda).

ÉGLISE SAINT-ROCH (châssis et liturgie) (43-03-20-20). Œuvres de Liszt, (43-03-20-20).

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre sans. Contes barbares, suivi du Chant du cygne: 20 h. Fictions en commode d'un créateur à un autre: 21 h 30. Théâtre et voyage. Le Petit Prince: 20 h. Un récit pour enfants: 21 h 15.

LYCEE FÉNELON (43-07-91-51). Le Marabout: 19 h 30 et 21 h.

MARAS (43-28-03-31). En famille, on s'arrange toujours: 20 h.

ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-27-30-32). Le Marabout de Venise (Festival d'automne à Paris): 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-03). Grande salle. La Médicée: 20 h 30.

PALAIS ROYAL (43-27-39-41). Rencontre au Palais royal: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. L'Écume des jours: 20 h 30.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All. v.l.): Lambert, (43-46-40-07).

LES NOUVEAUX TRICHEURS (Fr.): Le Triomphe, (45-62-45-76). Maxville, (47-70-72-86). Paramount Opéra, (47-12-56-31). Pathe Marignan, (43-20-12-06).

NUIT DOUCE (Fr.): (43-20-12-06).

L'ŒIL AU BEURRE NOIR (Fr.): Forum Orient Express, (43-33-42-26). Pathe Marignan-Concorde, (43-59-92-82). UGC Boulevard, (45-74-94-94). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LA PHOTO (Gr. v.a.): Odéon, (43-28-36-14).

PRÉLUDE (Esp. v.a.): Latina, (43-28-42-27).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14). UGC Convention Saint-Charles, (45-79-33-00).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr. v.a.): Cine Beaubourg, (42-71-52-36). UGC Odéon, (43-28-36-14).







Education

Le Carnet du Monde



CAMPUS

Projet d'université régionale

«TOUTE université existante peut (...) devenir université régionale autonome, financée principalement par le budget régional et constituant un établissement public de la région...»

Si M. Alain Carignon, maire de Grenoble et ministre de l'environnement, s'est montré intéressé par cette proposition...

Gestion publique locale

L'école supérieure de commerce de Bordeaux vient de créer un institut de management des organisations publiques (IMOP)...

Et ceux de Tours

L'association des étudiants de droit et sciences économiques de Tours a décidé de relancer ses activités...

Chez les économistes

La faculté des sciences économiques et de gestion de Clermont-Ferrand publie un bulletin d'information...

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 décembre :

UN DÉCRET

N° 87-977 du 4 décembre 1987 modifiant le décret n° 83-1040 du 11 novembre 1983...

DES ARRÊTÉS

Du 6 novembre 1987 fixant la liste des diplômes, certificats ou autres titres délivrés par les Etats membres de la Communauté économique européenne...

UNE LISTE

Des élèves de l'Ecole supérieure des arts et métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

Naissances

Noémie Demeter, Anne-Karoline, font part de la naissance de Charles-Henry BEKUS-SORET, le 7 novembre 1987.

Fiançailles

M. André MOULIN et Madame, née Mireille Tardy, M. Lucien BOUCHEARD et Madame, née Elisabeth Martin de Kergouron...

Mariages

Nathalie CALLIES, Jean MESSINESI, ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 3 décembre 1987.

M. et Mme Michel EVRAD, Mme Monique GIMEL, ont la joie de faire part du mariage de Sophie EVRAD, et Emmanuel JOUANNE, célébré le samedi 5 décembre 1987...

Décès

Mme Yvonne Anbin, son épouse, M. Dominique Aubin, M. et Mme Michel Aubin, M. et Mme Philippe Aubin, M. et Mme François Champenois-Anbin...

M. Paul AUBIN, maître imprimeur, survenu le 4 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Ligugé.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 décembre, en l'église Saint-Martin de Ligugé.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 décembre, en l'église Saint-Martin de Ligugé.

abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Mme Gabriel de Combret, ses enfants, M. et Mme François de Combret, M. et Mme Bernard de Combret, M. et Mme François Thibierge, M. et Mme Bernard Vaiter, Et ses petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de Gabriel de COMBRET, maire du Beausset, conseiller général du Var, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, chevalier des Palmes académiques, survenu à Paris le 4 décembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité le mardi 8 décembre, en l'église du Beausset (Var).

M. et Mme Jean Gotschaux, Edouard et Nadine Gotschaux, Edith et Didier Schmidt, Lise Gotschaux, Pierre et Jocelyne Gotschaux Et ses six arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de Mme Justine DREYFUS, née Yvonne HAYES, survenu à Paris le 4 décembre 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 décembre 1987, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse (porte principale).

M. Dominique Hassoun, ses filles, Mme Christine et Emmanuelle Hassoun, ont la douleur de faire part du décès de Claude HASSOUN, survenu le 29 novembre 1987, dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 3 décembre au cimetière de Rueil-Malmaison.

M. et Mme Jean Mesini, Béatrice, Caroline et Renaud, M. l'abbé Pierre Mesini, Mme Jeanne Mesini, M. et Mme Claude Mesini, Philippe, Véronique et Florent, Les capitaine et Mme Georges Marlet, Jean, Armand et Aurèle, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Mesini, Venezian, Desnoyers, Carrozzini, Argillet, ainsi que les familles parentes et alliées, ont le profond regret d'annoncer le décès de Mme Odette MESINI-VEZIAN, survenu le 2 décembre 1987, après celui de son époux.

M. Joseph MESINI, survenu le 15 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clermont-Ferrand en l'église Saint-Pierre des Minimes, sa paroisse, le samedi 12 décembre, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes. « J'ai mis ma confiance dans le Seigneur, je ne serai jamais confondu. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Marie-Thérèse KAJMAN, née Laila, survenu à Paris le 30 novembre 1987, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 8 décembre à Paris, et l'inhumation à La Ferté-Macé (Orne).

M. et Mme Rémy Levy et leurs filles, M. et Mme Viviane Levy et leurs filles, ses enfants et petits-enfants, Les familles Levy, Krief, Sakal et Maarek, Toute la famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Samuel Emile LEVY, ancien président de la Bourse des valeurs du Caire, survenu le 3 décembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 décembre au cimetière de Pantin-Parisien.

M. Pierre MASTEAU, journaliste, survenu à Paris, le 3 décembre 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 décembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

Ni fleurs ni couronnes. A la demande du défunt, des dons peuvent être versés en faveur de la recherche sur le cancer.

14, avenue de Tourville, 75007 Paris.

Clermont-Ferrand.

M. et Mme Jean Mesini, Béatrice, Caroline et Renaud, M. l'abbé Pierre Mesini, Mme Jeanne Mesini, M. et Mme Claude Mesini, Philippe, Véronique et Florent, Les capitaine et Mme Georges Marlet, Jean, Armand et Aurèle, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Mesini, Venezian, Desnoyers, Carrozzini, Argillet, ainsi que les familles parentes et alliées, ont le profond regret d'annoncer le décès de Mme Odette MESINI-VEZIAN, survenu le 2 décembre 1987, après celui de son époux.

M. Joseph MESINI, survenu le 15 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clermont-Ferrand en l'église Saint-Pierre des Minimes, sa paroisse, le samedi 12 décembre, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Maurice Weisz, 63000 Clermont-Ferrand.

Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 décembre, de Jean PAVIER, militant des CEMEA, depuis la Libération, délégué national de 1965 à 1978, administrateur de l'Association nationale et de l'Association régionale Languedoc-Roussillon des CEMEA, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

76, boulevard de La Villette, 75940 Paris Cedex 19.

M. et Mme Roger Rialle, Mme et M. Maurice Rialle, Elisabeth, Marie-Françoise, Anne-Marie, Genevieve, Le docteur Simone Rialle, ont la douleur de faire part du décès de Valéry RIALLE, médaille militaire, croix de guerre, survenu le 1er décembre 1987, dans sa cent deuxième année.

L'inhumation a eu lieu le 3 décembre à Rochesauve (Ardèche).

37, rue Gambetta, 92100 Boulogne.

M. Yves PEDRON, ses filles, Ses petits-fils, remercient ceux qui leur ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès de leur cher mari, père et grand-père, M. Yves PEDRON.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, le mardi 15 décembre 1987, à 14 heures, une réunion sur la protection juridique des produits semi-conducteurs.

Université Paris-I, le mercredi 9 décembre, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, J.-B. Dumas, escalier L, M. Abdelaziz Belkhatir : « Les modes d'allocation de l'espace. Le cas d'Alger ».

Université Paris-IV, le samedi 11 décembre, salle des actes, administration, M. Khachroum Abdourahim : « La poésie de la crise des Baux. Anné de la période préliminaire à la fin de la période Umayyade ».

Université Paris-VIII (Saint-Denis-93), le samedi 12 décembre, à 10 h 30, salle F 288, M. Yvan F. Babin : « Le contrôle des établissements publics au Liban ».

Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, amphithéâtre Guizot, M. Nathalie Fourrier, née Desvieux : « L'aparté, formes du langage dramatique ».

Université de Toulouse le Mirail, le samedi 12 décembre, à 9 h, salle du château, M. Boutayeb Tag : « Des mutations agro-pastorales à l'urbanisation dans le Maroc oriental ».

Université Paris-IV, le samedi 12 décembre, à 14 h, salle des Actes, centre administratif, M. Pierre Fortasser : « L'hérisse expressif dans l'Illiad et dans l'Odyssée ».

Légion d'honneur

Ministère de la défense

Sont élevés à la dignité de grand croix :

MM. Léon Cuffaut, général de brigade aérienne; Michel Vadot, général de brigade.

Est élevé à la dignité de grand officier :

M. Louis Garrier, contrôleur général des armées, deuxième section.

Sont promus commandeurs :

MM. Jean Carré, Emile Cascales, Joseph Borocco, Paul Gandar, Bernard Gsell, M. Denise Rémy.

Sont promus officiers :

MM. Pierre Duchez, Roger Bertrand, M. Tatiana Boulabache, MM. Emile Champin, Daniel Chlique, Alphonse Clor, Ernest Delaunay, Robert Dufaut, M. Denise Dufournier, MM. Louis Dugourcq, Robert Desruets, Georges Faure, M. Marguerite Heau, MM. Jean Humat, Pierre Jarnolle, Clément Letissier, M. Lucienne Luce, Gisèle Mulo, M. Philippe Pasqua, M. Madeleine Peter, MM. Gaston Vives, Joseph Blochini, Roger Blanchet, Albert Burgaud, André Dreyer, Louis Fadat, Marcel Faverial, Léon Gandais, Roger Lefol, Edouard Muller, Roger Roger, Ernest Rollais, Robert Terré, Daniel Vinson, Raymond Wackermann.

M. Joseph Antoniotti, M. Marthe Barbaud, Victoria Bauche, MM. Victor Bouferot, Georges Chandez, Marini Corzani, Guy Hias, M. Fernande Karman, MM. André Lebrun, Marcel Lemoble, Jean Ney, Edmond Nicklaus.

M. et Mme Jeanne Betin, MM. André Champougny, Emile Colombelli, Aristide Denis, M. Roland Herault, M. Pierre Kessler, M. Elvire Leulier, MM. Jacques Martin, Landry Meunier, François Ritz, Jean Tartarin.

Parlez donc JAPONAIS ! COURS DE JAPONAIS DE TENRI

Déclaration d'absence CABINET DE MAURINE BROUSSE, ERVONI PETAT

JACQUES GAUTIER

MARSEILLE - BANGUI - MARSEILLE Dès qu'on parle d'argent on en revient toujours au même point. 2.960 F\*




سكزا من الالعمل

# Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**WIPAC**  
Groupe CIPEL, leader dans la pile WIPAC, poursuit son développement et renforce ses équipes de production.

Pour l'une des ses usines, située à Vernon (en Normandie), spécialisée dans la fabrication des APPAREILS D'ÉCLAIRAGE, nous recherchons :

**RESPONSABLE PRODUCTION** Réf. 4700-M  
Rattaché au Chef d'Établissement, il a la responsabilité de l'animation de l'ensemble de la fabrication (225 personnes). Cette fonction couvre un aspect technique exigeant et évolutif (activité de montage et assemblage), avec des aspects de management et de gestion importants.

**RESPONSABLE ASSURANCE QUALITÉ** Réf. 4701-M  
Il a pour mission la définition et la mise en place du Plan Qualité avec une petite équipe. Il installe un système de veille technologique, en liaison avec les responsables Assurance Qualité des Groupes.

Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), en précisant la référence du poste choisi, au Conseil ACTIMAN, qui vous garantit une entière discrétion.

20, rue Pergolèse - 75116 Paris

## Secrétaire général

La Chambre Syndicale Nationale de l'Industrie des Lubrifiants (CSNIL) groupe l'ensemble des industriels spécialisés dans la fabrication et la vente des lubrifiants. Actifs dans la recherche et la production, dynamiques dans leur action commerciale, ces PMI ou ces groupes, représentent un « poids économique » important, qui croît chaque année, sur le plan national et européen.

Le Secrétaire Général doit partir en retraite et souhaite passer le relais à un homme capable d'assurer une succession harmonieuse.

Ce poste convient à un diplômé supérieur, homme d'expérience, ayant la quarantaine au minimum. Il lui faut à la fois des qualités de diplomate et une grande autorité personnelle pour coordonner de manière efficace les actions entreprises par la Chambre et les différentes commissions. Il lui faut aussi « du verbe et de la plume » pour assurer la représentativité auprès des pouvoirs publics et les différentes actions relationnelles et, bien sûr, une parfaite connaissance de la langue anglaise.

C'est également un gestionnaire responsable de son budget et un animateur dynamique d'une petite équipe, dont les entreprises attendent des idées et de la disponibilité dans les services apportés.

Les candidats intéressés par cette situation peuvent adresser, dans l'assurance de la plus grande discrétion, un dossier de candidature à notre Conseil A. PLESSY, s/réf. 6380/A, à CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

**CAPFOR**  
PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND  
ANGERS - AUCH-TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

ETUDES ACTUARIELLES

## Jeune scientifique

DEA MATHS, Ecole d'Ingénieurs...

Notre société est une filiale d'un important groupe financier, la qualité de nos produits, l'esprit de nos équipes constituent de solides bases pour un candidat entreprenant, désireux d'élargir son champ d'activité.

Titulaire d'une formation supérieure (DEA Maths, Ecoles d'Ingénieurs...), vous avez le goût de l'informatique et souhaitez valoriser vos connaissances en participant aux études financières et à l'analyse de données, recherche d'une solution adaptée, ajustement des programmes informatiques, présentation des résultats, participation à la création de nouveaux produits et au suivi de la concurrence...

Rejoignez notre service technique. Par son ouverture sur l'ensemble de la société, ce poste à responsabilités offre à un candidat ambitieux et disponible une évolution rapide et diversifiée.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 2565 à

**SOURCES** 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

les mutuelles du mans

recherche pour le Mans (18 km de Paris)

## CHARGE DE RECRUTEMENT

Notre D.P.R.S. recherche un jeune cadre qui assurera la conduite opérationnelle des recrutements du Groupe auprès des diplômés des grandes écoles à répondre aux demandes de conseil en matière de gestion des affectations de cadres, de gestion de carrières, d'action de reconversion.

Nous confierons ce poste à un psychologue (Psycho-Prat ou Psycho. du Travail) ayant suivi une formation complémentaire en gestion (L.A.E., ICG, ISA, CESMA...) ou à défaut en gestion du personnel. Une première expérience de 2 à 3 ans paraît indispensable, mais nous étudierons les candidatures de jeunes diplômés attestant, au travers de stages de longue durée et/ou de missions temporaires, d'une première réussite dans la prise en charge de recrutements de cadres et des problèmes posés par la gestion des carrières.

Envoyer CV, lettre et prétentions sous réf. LM/DC 19 à B. CUGNET  
**GROUPE DES MUTUELLES DU MANS**  
19/21 rue Cheny - 72030 LE MANS Cedex.

# Organisateur

La direction de l'organisation d'une banque de taille humaine recherche un :

Votre principale mission sera :

- d'aider, de concevoir, de mettre au point et d'améliorer les procédures administratives.
- de participer à la définition et la mise au point des principales applications informatiques.

Vous serez pour cela en relation directe avec les différentes directions concernées auprès desquelles vous jouerez également le rôle de conseil interne.

De formation supérieure, ingénieur, école de commerce si possible complétée par une spécialisation en gestion ou organisation, vous justifiez d'une réelle expérience en milieu bancaire.

La fonction exige une certaine autonomie, nous recherchons de l'importance à votre disposition naturelle pour les contacts humains ainsi qu'à vos qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse.

De fréquents déplacements sont à prévoir à Paris.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle à ADICOM, avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. M46D.

## Société spécialisée en intelligence artificielle

recherche en vue constitution d'une base de connaissances linguistiques et terminologiques.

**Collaborateurs(trices) DE LANGUE MATERIELLE ITALIENNE** (ou PARFAITEMENT BILINGUES ITALIEN/FRANÇAIS)

Pouvant justifier d'une maîtrise de l'italien (et/ou du français) (sémantique).

Contrats à durée déterminée (quelques mois).

Lieux de travail : Rome, Paris.

Envoyer c.v. et prétentions à : ERLI, 71, quai des Carrières, 94220 CHARENTON.

TOULOUSE

## Ingénieurs d'affaires achats d'équipements/systèmes

Leur mission s'appuie sur des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et des objectifs financiers.

Ils consultent et sélectionnent les fournisseurs puis négocient avec eux les contrats, leurs avenants.

Ils assurent le suivi des modifications et gèrent les approvisionnements.

Ils ont la responsabilité d'une équipe d'acheteurs.

Quelques courts déplacements sont nécessaires en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, maîtrisant l'anglais et possédant si possible, une première expérience.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 23/2 à

nicole dominique  
maury sperte  
conseil 1, place Wilson 31000 Toulouse

ST VOUS ÊTES DE

## JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(ESCAE, ECO, DROIT...) ambitieux, dynamiques, à la recherche d'un premier emploi à vocation commerciale, vos candidatures nous intéressent.

Nous pouvons en effet vous offrir de larges possibilités d'évolution dans l'entreprise ou au sein même du groupe Crédit agricole.

Adresser alors votre r.f. manuscrite et photo à : Monsieur le Chef du personnel CRICAM Haute-Marne, B.P. 150, 52200 LANGRES.

## Important cabinet parisien commissariat aux comptes et audit

recherche

- RÉVISEURS
- CHEF DE MISSION

(Formation supérieure 2 à 3 ans d'expérience en cabinet). Libre rapidement.

Adresser c.v., photo et prétentions à M<sup>re</sup> NOUVEL, 36, rue du Docteur-Roux, 75015 PARIS.

la garantie médicale chirurgicale

40 ans de service de la profession assurée

- Un domaine nouveau et passionnant
- Un challenge : 1992
- Un développement de carrière exceptionnel

pour un

**HEC/E.S.S.E.C./SUP de**

**VEZ GAGNER AVEC NOUS. VOTRE EXPERIENCE NOUS INTERESSE**

Nous sommes la première Association de remboursements de soins complémentaires à la Sécurité Sociale en France.

La qualité de nos services est le meilleur gage de fidélité de nos adhérents.

L'une de nos originalités consiste à proposer une ORGANISATION MEDICALE efficace et diversifiée sur la France entière.

Prendre la responsabilité de cette organisation et poursuivre son développement dans le cadre de la DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES MEDICALES DE LA G.M.C. tel est le challenge que nous proposons à notre futur collaborateur HEC/E.S.S.E.C./SUP de formation, 30/35 ans, chargé d'animer une équipe opérationnelle. Créativité, imagination, sens de l'innovation et des contacts sont des priorités pour ce poste. Une première expérience dans la fonction marketing et une connaissance des milieux médicaux constituent des atouts supplémentaires.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions) sous la réf. 7.515 à la Direction des Ressources Humaines de la G.M.C. - 10 rue Jenner 75009 PARIS.

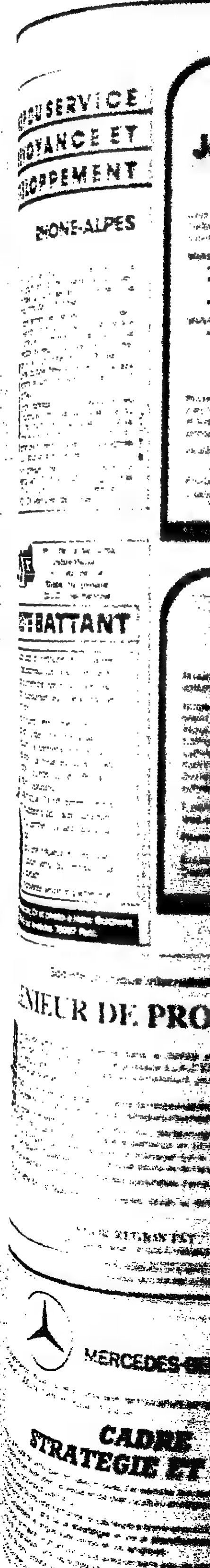
Conseil de Direction

- Recherche de Dirigeants et cadres de Direction
- Audit des Ressources Humaines

Lazare Laskier, Dominique Deborde et Jacques Roure ont le plaisir de vous communiquer leur nouvelle adresse :

49, rue de la République  
69002 Lyon  
Tél. 78.92.80.10

LAZARE LASKIER  
CONSEIL





Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**CHIEF DU SERVICE  
PREVOYANCE  
DEVELOPPEMENT**

**RHONE-ALPES**

Cette Caisse de retraite et de prévoyance est particulièrement bien implantée sur son secteur auprès de grands noms de l'industrie.

Le cadre recherché dépend du Directeur Général. Il a pour mission de définir la stratégie commerciale et de développer les relations avec les entreprises et les apposeurs d'actes. Il supervise l'activité prévoyance dans ses prestations et son fonctionnement (15 personnes).

Ce poste s'adresse à un professionnel des assurances branche Groupe, de 30 à 40 ans, ayant acquis une compétence administrative et commerciale au sein d'une compagnie ou d'un organisme similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6419 D, à REUSITES groupe AVISO - 2, quai du Commerce - 69009 LYON. Membre de Syntec

**ALIMENTAIRE**

**Jeune directeur commercial**  
une progression et un challenge

Une PME performante, fabrication et vente de produits alimentaires, fait partie d'un groupe de tout premier plan, recherche son Directeur Commercial.

**Votre challenge :**

- doubler le CA en trois ans.
- élaborer une stratégie nationale : ventes, créer et animer le réseau puis mettre en œuvre.
- négocier personnellement avec les grands clients.

**Votre progression :**

- vous êtes un jeune ESC, vous avez 5 ans d'expérience en tant que Directeur Régional dans le domaine des produits grand public et grande distribution (de préférence alimentaires), vous avez l'habitude de négocier avec des centrales, vous savez animer une équipe.

Nous proposons d'étendre vos responsabilités à l'échelon national, de participer aux grandes décisions de la société, au sein d'une entreprise qui se situe sur l'axe privilégié du développement du groupe.

Adresse : ville région lyonnaise  
Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

Ecrire sous réf. A 227 - 7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Société Agro-Alimentaire (800 personnes) disposant d'une bonne notoriété sur son marché, recherche pour son siège situé dans les Pays de Loire son**

**Chef de projet confirmé**  
organisation et informatique

Rattaché au Directeur Général, il est chargé dans le cadre du plan directeur de :

- faire évoluer et maintenir le système d'information : ensemble des procédures et outils informatiques y compris micro-ordinateurs,
- former, assister les services utilisateurs aux techniques d'organisation (réalisation, formalisation et optimisation des procédures),
- gérer et animer le service informatique (IBM 3X).

Le candidat de formation supérieure (MAGE, ESCAE, ingénieur...) âgé d'une trentaine d'années, devra posséder une expérience significative de Chef de Projet organisation et informatique acquise en entreprise. Au-delà de ses connaissances informatiques (si possible IBM 36/38) il fera preuve de bonnes capacités d'animation, d'organisation et de persuasion.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F/an

Ecrire sous réf. 49 B 731 - 7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**SPS** N° 1 de la Sécurité Industrielle, + 1 MF de CA filiale du groupe BOCC - recherche

**JURISTE BATTANT**

Conseiller, assister et prendre en charge les dossiers contentieux de nos établissements vous permettront dans un premier temps de vous familiariser aux besoins de notre entreprise.

Puis, vous évoluerez vers une fonction polyvalente d'entreprise : vous participerez à la formation juridique de l'encadrement, à la mise au point des contrats, des accords collectifs, des négociations d'acquisitions...

Vous serez un juriste (Droit privé), vous justifierez d'une expérience de 3 ans minimum en entreprise ou comme conseil dans un cabinet juridique.

Ce poste nécessite une rigueur exceptionnelle, à un solide sens du terrain, de l'écoute et du contact.

Rémunération motivante selon expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Mme Guichard, SPS - 16, Bd des Invalides 75007 Paris.

**Un jeune financier**  
bras droit du Président

Nous recherchons une PME du secteur tertiaire, à effectif réduit, à plein temps, fortement bénéficiaire.

Nous créons le poste de Responsable Financier, comptable et administratif.

Nous recherchons un jeune HEC, ESSEC, ESCP (+ niveau expertise comptable) ayant au moins deux ans d'expérience en entreprise ou cabinet, désireux de jouer un rôle moteur dans le développement rapide de nos sociétés en apportant ses compétences et son dynamisme dans l'ensemble des domaines comptables, financiers et administratifs.

Il parlera anglais couramment et sera rigoureux, créatif et d'excellent contact.

Adresse : Paris

Ecrire sous réf. 38 B 740-7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**TRANSPORTS PUBLICS URBAINS**

**Un marketing original et motivant**  
dans un grand groupe privé

Nous sommes un groupe leader dans la création et la gestion de réseaux de transports urbains de voyageurs. Au service des collectivités locales et ayant le grand public clients, nous intervenons dans plus de 40 villes grandes et moyennes.

Nos services marketing comme fonction d'avoir une connaissance parfaite des marchés, d'adapter les services aux besoins et d'établir une communication efficace avec le public, dans le but d'offrir un service de qualité et de développer le chiffre d'affaires.

Pour être rattaché au Directeur Général d'un de nos départements, nous recherchons un Responsable Marketing qui aura un rôle d'animation, de coordination et de suivi auprès de la quinzaine d'entreprises qui gèrent le département.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école de commerce, ayant au moins 5 ans d'expérience en marketing (lui ayant permis en particulier de bien maîtriser les techniques de communication) et témoignage de qualités marquées de dynamisme, d'imagination et de contact.

Loges perspectives d'évolution dans le groupe.

Déplacements de courte durée. Résidence : grande ville de l'Ouest ou éventuellement Paris.

Ecrire sous réf. 753-7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Société chimique internationale**

**INGENIEUR DE PRODUCTION**

Cette société américaine présente dans le monde entier réalise en France un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de Frs. Elle possède à LAUTERBOURG, en Alsace, une usine employant 100 personnes et comprenant plusieurs unités de production. Elle recherche un ingénieur chimiste.

Rattaché à un chef de secteur, il aura la responsabilité technique, humaine et budgétaire d'une unité de produits chimiques (polyméthacrylates).

Ce poste nécessite un ingénieur ou docteur-ingénieur d'environ 30 ans (ENSC, EAHP...) disposant d'une première expérience en production même de courte durée, en industrie chimique. Il requiert un tempérament à manager sur le plan des initiatives, une conduite des hommes et une capacité d'adaptation. La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

L'entreprise est en expansion constante et offre des possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.301202 E. à :

**EGOR REGION EST**  
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

BRUXELLES BELGIQUE DEUTSCHLAND GREAT BRITAIN ITALIA

**Etablissement bancaire performant, à Grenoble**

Diplômé d'études supérieures (Sup. Co, Economie, ITB...) vous êtes depuis 4 à 5 ans dans la gestion des engagements d'une banque et souhaitez élargir vos compétences ; devenez

**l'adjoint de notre directeur des engagements**

et prenez en main les dossiers de financement de nos clients entreprises, l'analyse des risques et des garanties, le suivi administratif et statistique. Vous serez rigoureux et savez travailler en équipe.

Merci d'écrire à notre consultant, D. MARTINON (réf. 3857 LM)

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
6, RUE BILLERY - 38000 GRENOBLE  
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

**MERCEDES-BENZ FRANCE**

Dans le cadre de son expansion en prévision de l'entrée en Europe en 1993, nous renforçons le Département ETUDES ET PLAN, en recherchant :

**CADRE STRATEGIE ET PLAN**

Il aura pour mission de participer, en collaboration avec l'ensemble de l'entreprise, à l'animation et à l'enrichissement de la stratégie commerciale et de la planification stratégique, en particulier de l'économie du processus planning.

Vous devez avoir une formation supérieure dans le domaine de l'ECONOMIE (DEP ou équivalent) et une expérience de 3 à 5 ans en stratégie et en planification, en entreprise ou en cabinet. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et/ou allemande.

Passionné de l'animation et de la communication, vous avez un esprit rigoureux et pragmatique ; des capacités d'analyse et de synthèse.

En fonction de vos réussites, notre Société vous offrira de réelles opportunités d'évolution.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (manuscrit, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1700 à notre Responsable Ressources Humaines qui vous fera parvenir la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

**Artiman**

**LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET,**  
première banque de son département (550 p. dont 370 p. au siège à Orléans, 100 points de vente), poursuit sa politique de développement de nouveaux segments de marché tout en s'appuyant sur une clientèle bien servie.

Son directeur marketing et communication renforce son service en accueillant à Orléans

**un jeune chargé d'études marketing, H/F**

Venez réaliser votre projet sur une clientèle, lancer de nouveaux produits, etc., avec une bonne autonomie sur le choix des moyens et l'ambition de déboucher sur des propositions concrètes.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans le service marketing d'une entreprise de VPC ou chez un lessivier, par exemple, et maîtrisez les techniques modernes de marketing. Construire votre carrière avec nous est votre ambition.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme M.C. TESSIER, (réf. 5142 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75009 PARIS  
LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC



سكزا من الالعمل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**UNIVERS**, société d'ingénierie informatique reconnue, en forte expansion (Paris-9), spécialisée dans la mise en œuvre de projets spécifiques importants dans le domaine des LAG, SGBDR et de l'intelligence artificielle.

vous propose de devenir :

**DIRECTEUR COMMERCIAL ■ MARKETING**

- Vous avez environ 30/40 ans.
- Une compétence commerciale éprouvée.
- Une expérience informatique réussie.
- Un tempérament de gagnant.

**VOUS AUREZ A :**

- Coordonner et animer une équipe de jeunes ingénieurs commerciaux ;
- Manager et développer son tissu relationnel grands comptes ;
- Dynamiser les relations d'UNIVERS avec ses partenaires (constructeurs, diffuseurs de LAG et SGBDR).

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP) H./F., anglais maîtrisé, vous souhaitez intégrer le comité de direction et participer activement au développement du groupe.

Notre Conseil EDUARD ZEITOUN recevra votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions :

EDUARD ZEITOUN CONSULTANT  
8, rue Richemont, 75008 Paris.

**UNIVERS Informatique LE SERVICE A LA CONQUÊTE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE**

Région Picardie

PME - 180 personnes - CA : 95 millions  
leader dans sa spécialité, recherche son

**RESPONSABLE DE LA PRODUCTIVITE**

Soucieux de rentabilité et d'efficacité, vous seconderez le Directeur technique en développant la méthode de production Kanban ou "juste à temps" démarrée depuis 2 ans. Vous collaborerez à l'élaboration d'un plan d'amélioration de la productivité par l'automatisation, à la formation du Personnel (l'autocontrôle), à la création d'un service Méthodes, au développement des nouveaux produits et à l'élaboration d'une politique d'amélioration de la qualité.

Ingénieur diplômé, vous avez 35/38 ans, le goût des responsabilités, le sens de l'organisation et de l'encadrement de personnel.

Dans un premier temps, vous proposerez et mettrerez en place le programme d'investissements qui s'avèrera nécessaire. Dans un second, votre savoir-faire performant vous permettra d'évoluer vers une fonction au sein du Comité de Direction.

Nous vous proposons une rémunération motivante et un logement de fonction.


Pour nous accompagner dans notre développement, faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 182 III à C.K. - 107, rue Lauriston 75116 Paris.



**IRE**  
Institut de Recherche de l'Entreprise

L'IRE est le Centre de Recherche en Gestion du Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Lyon.

Développant ses recherches dans des domaines fondamentaux tels que la commercialisation des produits et des services, l'Institut apporte aux entreprises de nouvelles méthodes et de nouveaux outils adaptés aux conditions de leur environnement.



**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant le poste concerné, au Groupe ESC LYON - Christiane ROCHE - 23 avenue Guy de Collongue - BP 174 - 69132 ECULLY cedex.

**UN RESPONSABLE DE RECHERCHE EN MARKETING INDUSTRIEL**

Il conçoit, réalise et coordonne des programmes de recherche appliqués en marketing des Produits Industriels et gère les relations avec les entreprises partenaires de l'IRE (grands groupes industriels). Il inscrit aussi en conseil et formation afin de mettre en œuvre de nouveaux outils et méthodes.

Il a au moins cinq ans d'expérience soit en tant que consultant au sein d'un cabinet marketing, soit en tant que responsable marketing dans une entreprise de biens industriels.

Il est de formation supérieure scientifique ou commerciale. Motivé par la recherche appliquée, il a éventuellement eu la pratique de la recherche en gestion. Niveau DEA ou doctorat souhaité. Acquisition d'une formation complémentaire possible.

**CHARGÉS DE RECHERCHE EN MARKETING INDUSTRIEL**

Avez le goût de la recherche en gestion, la réalisation des programmes de recherche en relation avec les entreprises.

Vous participerez à leur mise en œuvre par des tâches de formation et de conseil.

Agé d'environ 25 ans, il a une formation supérieure scientifique ou commerciale complétée par une formation à la recherche (DEA). Il pourra réaliser un doctorat en gestion au sein de l'IRE.

Il travaillera soit dans le domaine des produits industriels, soit dans le domaine des services aux entreprises.

**UN CHARGÉ D'ÉTUDES**

Il participe, sous la direction d'un Responsable des Etudes, à la conception, la réalisation et le développement d'une étude importante exigeant de fortes connaissances en comptabilité, gestion et informatique ainsi qu'une aptitude à gérer des relations commerciales.

Agé d'environ 25/30 ans, il a une formation supérieure Sciences de Gestion (Dauphine, Lyon, Aix) ou Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESC LYON) - options Direction Financière ou Contrôle de Gestion, confirmée par une expérience de deux années en entreprise ou dans un cabinet conseil.

**UN ANALYSTE DE DONNÉES**

Il réalise les traitements de données nécessaires dans le cadre des activités d'études et de recherche et participe à la conception des projets (méthodologie et questionnaire).

Agé d'environ 25 ans, il a une double formation (type DESS "Economie et Statistiques") en statistique et informatique d'une part, et en économie ou en gestion d'autre part, portant sur le recueil, la gestion et le traitement des données statistiques et sur l'interprétation des résultats.

Connaissances des méthodes d'analyse de données exigées : ACP - AFC - Typologie - Analyse discriminatoire - Régression/corrélation - Variance.

**LA MAISON DE LA CULTURE DE LA ROCHELLE ET DU CENTRE-OUEST**

RECRUTE SON

**DIRECTEUR**

ADRESSER CANDIDATURE ET PROJET

A MADAME LA PRÉSIDENTE  
MAISON DE LA CULTURE  
17025 LA ROCHELLE CEDEX.

**CENTRE** - Etablissement d'enseignement supérieur commercial recherche un

**Collaborateur de direction**

Jeune ESC, 30 ans, maîtrise de gestion + esprit marketing. Première expérience de direction réussie. Vous êtes motivé par la formation, les équipes, les défis d'aujourd'hui. Nous vous offrons : une mission d'animation et de responsabilité polyvalente ; coordination des études commerciales dans le domaine commercial, suivi clients, promotion de l'école auprès des entreprises, etc... De réelles opportunités de carrière au sein de nos entreprises de tutelle. Merci d'adresser votre candidature complétée avec réf. : CD/10/1128 à : PC Consultants - 21, rue Jean Zeller - 37000 Tours.

**Directeur France robinetterie industrielle**

bilingue allemand

France allemande spécialisée dans la robinetterie industrielle et la technologie, recherche le Directeur de sa filiale de France (région parisienne). Il prendra en charge l'ensemble des activités commerciales, techniques et administratives.

Son profil : formation technique, expérience de la vente de biens d'équipement, fortes connaissances des branches robinetterie industrielle, régulation/automatisation, ingénierie ou services. Fonctionnalité d'envergure, sachant diriger, animer, négocier et gérer.

Il exercera sa mission dans un dialogue constant avec la maison-mère.

La langue allemande est nécessaire. La langue anglaise est utile.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, sous la référence 2754, à :

Carrière de Direction franco-allemande  
Klaus W. Herterich  
44, rue de Valenciennes  
75008 PARIS  
Téléphone : 42.94.07.34

interconseil

**International Management**

Conseil en recherche de Cadres et Dirigeants

vous accueille dès à présent dans ses nouveaux locaux

75, rue de Miromesnil  
75008 PARIS  
TEL. 42.94.07.34



Patrick J. Brunet

**Nouvelles Galeries**

**Directeur approvisionnement et merchandising de la chaîne**

VETLAND  
La mode de ce prix la plus au 60

Filiale de 100 M des NOUVELLES GALERIES nous avons créé et développé une chaîne de magasins de moyenne surface vendant à des prix compétitifs des vêtements hommes, femmes, enfants. Grâce à un système informatique perfectionné nous créons un poste dans un métier nouveau.

Rattaché au D.G. de VETLAND vous serez responsable de notre politique produits et gestion des stocks. Aidé d'une équipe, vous piloterez à partir du siège (basé à Paris) notre activité et serez responsable du C.A. de la marge et des stocks. HEC, ESSEC, Sup de Co., votre première expérience et votre maîtrise des outils modernes de gestion vous permettront de réussir dans cette fonction, puis dans notre groupe. Poste qui peut être très évolutif.

Merci d'écrire sous la référence 695/M à AL CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

**FUTUR DIRECTEUR DE SITE**

Le Directeur d'un important Département Industriel appartenant à un groupe de notoriété internationale recherche pour renforcer son équipe de direction un jeune ingénieur susceptible de prendre rapidement la responsabilité d'un site.

Sa formation (AM, ICAH, Mines, etc.) et son expérience d'environ 5 années en production lui donneront envie de rejoindre notre société qui occupe une position de leader dans le domaine des biens de grande consommation.

Au terme d'une période d'adaptation, il sera appelé à prendre la direction d'un site industriel avec toutes les caractéristiques de cette fonction (maîtrise des coûts et prix de revient, fabrication des produits, gestion des flux, respect des délais, management du personnel).

Il aura des relations constantes et suivies avec les différentes directions du département (D.R.H., Achats, Etudes, Projets, Méthodes, Gestion, Qualité).

Adressez lettre de candidature, CV, photo, sous réf. 3026/M à Lévi Roussay/Ascom 31, Bd Barre Nouvelle 75008 Paris Cedex 08, qui transmettra.

région Ouest

**Future directeur général**

**PA**

**Chargés**

**participez au développement d'un secteur important en pleine expansion**

**BANQUE WORMS**

**économiste**

**Responsable Fichiers et Etudes Economiques et Marketing Direct**



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Futur directeur général

Cette entreprise de taille moyenne exerce son activité dans un créneau en pleine mutation et jouit d'une bonne notoriété auprès de sa clientèle. Désireuse d'en renforcer les structures, son président-directeur général souhaite créer le poste de directeur général et en recherche le futur titulaire. Il assiste directement le président-directeur général dans tous les aspects de sa fonction : commercial, gestion, finance et administration. Ce poste basé en métropole littorale s'adresse à un candidat âgé de 35 ans au moins de formation supérieure (type école supérieure de commerce) ayant prouvé pendant une durée significative ses capacités d'animateur et de gestionnaire dans une entreprise industrielle. La pratique courante de l'anglais serait particulièrement appréciée. La rémunération sera négociée en fonction de l'acquis du candidat. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/4903M. (PA Minitel 36.14 code PA).



CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 19, Médiacité Flandre - 93178 GROSBEK - Tél. 20.72.52.25 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur des ventes 300.000 F

Vente par correspondance - Filiale d'un groupe international, leader en Europe dans son domaine d'activité, et spécialisée dans la vente par correspondance de matériel de manutention, stockage, équipement industriel et de bureaux, cette entreprise (effectif : 30 personnes, chiffre d'affaires : 85 millions de francs), recherche un directeur des ventes. Basé en banlieue sud de Paris et rattaché au directeur général, il sera responsable de l'animation d'une équipe de 16 commerciaux sédentaires et du développement du chiffre d'affaires réalisé sur le territoire national auprès des entreprises, collectivités et administrations d'état. Ce poste s'adresse à un cadre confirmé âgé au minimum de 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent). Il doit impérativement avoir exercé des responsabilités commerciales dans une société distribuant des équipements légers aux industries et collectivités. La connaissance de la vente par correspondance constituerait un atout apprécié. Fonction des compétences et de l'expérience présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9330M. (PA Minitel 36.14 code PA)



CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef du personnel

La filiale française (100 personnes) d'un équipementier d'envergure internationale crée la fonction chef du personnel. Sous la responsabilité du directeur général, il devra préparer les réunions concernant les relations avec les partenaires sociaux et l'administration, mettre en place une politique active de formation ainsi que les procédures de reporting social. Par ailleurs, il supervisera la gestion administrative du personnel effectuée par 2 personnes et anime les services généraux (gardiennage, etc.). Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de gestion de personnel si possible sur un site de production. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 180.000 francs. Le poste est à pourvoir en grande banlieue de Paris. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2844M. (PA Minitel 36.14 code PA)



CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeunes Sup. de Co, votre dynamisme au service d'une « anti-banque »

Nous sommes un groupe français spécialisé dans le crédit court terme aux entreprises. Nous sommes le n° 1 sur notre marché avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 milliards de francs. Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer des

Chargés de clientèle

qui auront pour mission, en pleine autonomie, dans le cadre de très larges délégations : - d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises, - de les prendre en charge.

Le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain. Nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur (type école supérieure de commerce) ayant une première expérience professionnelle, ayant démontré dans des postes opérationnels, soit en banque, soit dans une PME, une aptitude à l'analyse d'entreprises, une bonne résistance au stress et un sens commercial développé. Outre une rémunération motivante, notre Société est capable d'offrir aux candidats le potentiel des opportunités de carrière intéressantes dans sa propre structure que dans ses filiales. Le lieu de travail est à Paris. Nous avons confié le premier contact à notre Conseil, Denis SESBOÛÉ, à qui vous voudrez bien adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, présentations, photo), sous la réf. C/CLM, et qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



300.000++

SOFTWARE/BANQUES UNE DIMENSION COMMERCIALE A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Division européenne de logiciels de gestion de données. Nos services sont destinés aux entreprises de multiples secteurs : compagnies pétrolières, banques, magasins à succursales, etc. - ce qui permet de maximiser le potentiel de chacun de nos emplacements. Aujourd'hui, nous développons nos logiciels en France et en Europe du Sud, ce qui nous confère un statut privilégié. C'est pourquoi vous agirez en toute autonomie et serez globalement responsable de votre démarche. Supporté par une équipe technique de qualité, vous aurez à cœur d'engendrer un chiffre d'affaires à la hauteur de vos ambitions réciproques. Vous deviendrez le membre à part entière d'une petite équipe.

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur avec impérativement quelques années d'expérience en banque ou dans une fonction commerciale du secteur financier. Mais si vous vous reconnaissez, vous parlez aussi, en anglais, et pourquoi pas l'espagnol, l'italien... et que votre présentation a une nature à favoriser vos relations avec nos clients plus exigeants.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo, présentations, etc.) sous la référence : MPSI à H. CARON.



Coopers & Lybrand associés DIVISION RESSOURCES HUMAINES RUE DE PONTHEIU - 75008 PARIS

Participez au développement d'un secteur immobilier en pleine expansion



BANQUE WORMS

- Vous avez entre 27 et 30 ans.
- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur dans les filières Économique ou Gestion.
- Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.
- Vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans des fonctions commerciales, bancaires ou financières.
- Vous appréciez la mobilité géographique.
- Réjoignez notre équipe en qualité d'Adjoint au Directeur. Nous vous offrons l'opportunité d'une spécialisation internationale au sein d'une équipe dynamique et motivée.
- Adressez votre dossier complet (C.V., photo, lettre manuscrite) sous la réf. 2400 à M. LEBLANC - 108 rue St Honoré 75001 PARIS.



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute

Economiste

3e cycle minimum en Économie Mathématique, Économétrie, ENSAE + 3e cycle Économie, ou PH.D. pour son département de Recherche en Économie des pêches et cultures marines.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à IFREMER - Service du Personnel 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

SOCIÉTÉ PHYTO EXPORT, recherche pour PARIS

INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

Formation agri., expérience Afrique Noire souhaitée. Déplacements fréquents. Anglais indispensable. Le candidat retenu devra bien connaître les cultures tropicales et posséder d'incontestables aptitudes commerciales. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 8211M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7e.

Important GROUPE BANCAIRE recherche pour sa succursale de TOULOUSE

RESPONSABLE DES CRÉDITS SPÉCIAUX (H/F)

Profil : A 28/35 ans, vous avez l'expérience de la BANQUE et des crédits aux Entreprises, ou vous êtes issu de cabinets d'Expertise comptable, ou responsable financier en Entreprise. Formation : Diplômé d'études supérieures banque ou finance, ou diplômé bancaire. Fonction : Rattaché au directeur de la succursale, vous serez (SEU), mais avec l'appui des différents Services de la BANQUE, le montage des financements de l'entreprise et des Crédits Spéciaux. Qualités : Technicien des montages financiers, habile négociateur, vous saurez saisir les opportunités, maîtriser le risque. Vos capacités relationnelles vous positionneront "sur la Place". Salaire : 250 KF et +, selon vos compétences.

Notre conseil d'admission est confidentiellement tenu. Dossier de candidature (lettre manuscrite, motivation + C.V. + photo), sous réf. DJSI 71/88

Jacques COTTIN - EJS CONSULTANTS 10, rue de Verdun - 33000 BORDEAUX BORDEAUX - ORTÈX - TOULOUSE

Responsable Fichiers et Etudes Economiques en Marketing Direct

Nous sommes l'un des premiers groupes de distribution français (13 Milliards de C.A.). Nous investissons dans le marketing direct pour gérer un fichier de plus de 2 Millions de clients.

Rattaché au responsable de cette Direction, vous veillerez au bon fonctionnement de la base de données et à la validité des informations. Vous effectuerez les études de rentabilité des actions.

De formation supérieure (si possible 3ème cycle statistiques) votre expérience de trois à cinq ans en tant que chargé d'études dans un service marketing vous permettra d'être tout de suite opérationnel à ce poste (basé à Paris) et d'évoluer dans notre

Merci d'écrire sous la référence 694/M à A.I. CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.



CONSULTANT EN RECRUTEMENT ET PLUS...

Notre Cabinet est spécialisé dans le conseil en Ressources Humaines. Bien introduit au sein d'entreprises importantes, notre action porte sur la sélection de vos clients, assurée par la qualité de nos prestations. Homme de personnel et convaincu, votre expérience doit être un atout pour votre gestion et développement des ressources humaines. Votre esprit d'initiative, votre sens de l'analyse et votre capacité de synthèse sont des atouts précieux. Pour un premier contact, veuillez écrire sous la réf. 546/M à CLIPICOM, 6 passage Lathéris, 75008 PARIS. Discret et sérieux.



Courbevoie SPÉCIALISTE EN RECRUTEMENT MECANIQUE D'ÉTANCHÉITÉ

Nous réalisons notre objectif de croissance d'activité : plus de 15 % par an. Et nous réalisons le quart de cette activité à l'exportation (10 MF en 87), essentiellement en Europe, par des sociétés distributrices locales. Nous recherchons :

RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE EXPORT

déjà nous restructurons l'organisation interne (8 personnes). Il aura à étudier et mettre en œuvre un plan marketing pour assurer un développement ambitieux de l'export dans le cadre d'une politique et d'un budget qu'il proposera à son Directeur Commercial.

Agé d'environ 35 ans, vous avez obligatoirement une formation d'ingénieur en mécanique ou hydraulique et vous justifiez d'une expérience réussie à l'exportation de produits industriels dans une PME.

Vous êtes bien sûr bilingue anglais/espagnol ou allemand.

Vous aimez travailler en équipe ? Et vous voulez rejoindre une équipe jeune et performante ?

Alors, envoyez votre curriculum vitae, photo et rémunération actuelle, sous réf. REM à notre Conseil : COREP - Tour Défense 2000 - 92800 Puteaux. Discret et sérieux.





سكزا من الالجل

**COLGATE-PALMOLIVE**  
(3,5 milliards de francs de C.A.) connue pour ses marques Axiom 2, Cléopatra, Paic, Ajax, Soupline, Galaxy, Tendresse, Cadum, Tonigencyl, Ultra-Brite.

## ASSISTANT DE PROMOTION

**JEUNE DIPLOME**  
HEC, ESSEC, SUP DE CO...

En étroite relation avec les agences, les groupes produits et les points de vente, vous assurerez la mise en place et le suivi des actions promotionnelles. Vous serez également en charge des animations et des chantiers commerciaux. Enfin, vous contribuerez également à l'analyse des résultats de vos actions.

C'est un challenge passionnant que nous proposons à un jeune diplômé dynamique, qui saura trouver son esprit d'entreprise et le sens des contacts humains.

Pour ce poste basé à Courbevoie - La Défense, adressez votre candidature en précisant la référence LM 7 à Colgate - Palmolive - Direction des Relations Humaines - 101 de la Messine Marchand - 92000 Courbevoie Cedex.

**COLGATE PALMOLIVE**

## Ingénieur en Organisation

Vous participerez à la mise en œuvre de la stratégie d'organisation s'intégrant dans notre Plan de Développement Organisation et Informatique. Concevoir, mettre en place et faire évoluer les systèmes organisationnels des différentes activités de la banque vous conduiront à affiner votre sens de la communication et de la créativité.

Diplômé d'une grande école, à 28/32 ans, vous devez avoir acquis une expérience significative dans un cabinet de conseil ou dans le département organisation d'un établissement financier.

Entrer à la Banque de l'Union Européenne, c'est saisir l'opportunité d'évoluer dans une grande Banque d'Affaires, développer les technologies bancaires, financières et monétaires les plus sophistiquées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. BU 11, à B. Pariser, B.U.E., Recrutement Cadres, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

**BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE**

**DSM France**

### Matières Plastiques Techniques

## INGÉNIEUR DEVELOPPEMENT

#### Nouvelles Applications

Filiale française de l'un des premiers groupes européens de l'industrie pétrochimique, DSM commerciale et distribuée en France de nombreux produits et en particulier des matières plastiques destinées aux industries de technologie avancée.

Participez au Responsable Produit "plastiques techniques" et en collaboration avec les services recherche, marketing et développement (basés en Hollande), le titulaire du poste a pour mission de développer des contacts et d'élaborer des projets avec les services études, développement, méthodes, achats... des industries des secteurs de l'électronique, de l'aérospatial, de l'électromécanique... qui utilisent ou qui sont susceptibles d'utiliser des matières plastiques dans la conception de leurs produits.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un ingénieur (28 ans minimum) possédant par formation ou par expérience, une bonne connaissance des techniques liées à l'utilisation des matières plastiques.

Cette expérience a pu être acquise soit au sein des services études, méthodes, achats... des industries concernées, soit chez un transformateur sous-traitant de ces secteurs.

Le poste est basé à Paris mais implique des contacts et des voyages fréquents avec la Hollande (principalement technique) et sur l'ensemble du territoire français.

La pratique de la langue anglaise est bien évidemment indispensable.

Les conditions offertes après que les perspectives de développement de carrière sont susceptibles d'intéresser un professionnel de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle au N° M 0142 K à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Si vous êtes un homme de terrain à forte personnalité

## INGÉNIEUR AM

### MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Rejoignez notre imprimerie à taille humaine.

Vous aurez en charge :

- La réalisation des investissements conditionnant l'expansion de production,
- + 70% de capacité de production,
- La réorganisation du Service Maintenance,
- L'entretien du matériel existant.

Expériences 5 ans minimum.

Lieu de travail : PARIS-EST

Adressez C.V. et lettre manuscrite en précisant bien sur votre enveloppe la référence 2797 M à BLEU Publicité 17, rue Label - 94307 VINCENNES CEDEX

## cabinet conseil

nous recherchons un

## psychologue HF

Votre compétence vous permet de :

- maîtriser l'entretien
- évaluer une personnalité
- rédigier vos conclusions.

Dans le cadre de notre activité recrutement vous développerez vos talents dans un travail d'équipe.

Titulaire d'un DESS, vous disposez de solides connaissances en méthodes projectives (Morochach, TAI...).

Votre plus : une première expérience du recrutement.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 9 M

Discrétion assurée.

**hébert conseil**  
Poissonnière Commercial Building  
11, rue du Faubourg Poissonnière  
75009 PARIS.

## Assistant(e) Marketing

Nous sommes l'un des premiers groupes de distribution français (13 Milliards de C.A.). Afin d'apporter un service mieux adapté et plus personnalisé à notre clientèle nous créons le poste d'Assistant(e) Marketing.

Rattaché(e) au Directeur du marketing et du développement, vous serez chargé(e) de détecter les attentes de la clientèle en utilisant les moyens quantitatifs (enquêtes) ou qualitatifs (animations et groupes) adaptés.

Une formation supérieure est obligatoirement une expérience dans un service marketing, une aptitude à l'analyse, une maturité et une personnalité pour intervenir en conseil ou en tant que responsable de groupes.

Poste basé à Paris et impliquant de fréquents déplacements de courte durée.

Merci d'écrire sous la référence 693/M à A.I. CONSEIL, 11, rue de Naples, 75008 PARIS.

**A.I. conseil**

**Saumur**

UNE SIGNATURE

**VILLE DE SAUMUR (Maine-et-Loire)**  
(35 000 h., bord de Loire)

Recrute suivant conditions statutaires, connues sur titre, mutation ou détachement.

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Candidature manuscrite + c.v., détaillé à la Direction du Personnel, hôtel de ville, 41000 SAUMUR, L'ANJOU.  
Tél. : 41-51-30-10. AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1987.

## Promouvoir l'économie de la cité

Concevoir, proposer et mettre en œuvre un programme d'expansion industrielle, commerciale, touristique, c'est la mission du

## Responsable du développement

d'une ville du littoral méditerranéen en profonde évolution.

Il prospectera les entreprises, suggèrera les implantations, lancera les projets, obtiendra les concours financiers, suivra les réalisations...

C'est un jeune cadre de formation supérieure, ingénieur ou économiste qui, après une première expérience, est prêt à s'impliquer fortement dans les activités d'aménagement.

Ecrivez, sous réf. 410/M.

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue de Bac - Paris

**20m**

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recherche POUR LA DIRECTION TECHNIQUES DÉPARTEMENTALES

## 12 ADJOINTS TECHNIQUES

### MODALITÉS DE RECRUTEMENT

7 postes par voie de concours sur titres

- être titulaire d'un des diplômes suivants :
  - Diplôme de technicien ;
  - Brevet de technicien ;
  - Diplôme de technicien supérieur ;
  - Diplôme universitaire de technologie ;
  - Ou tout autre diplôme reconnu équivalent.

Dans l'une des spécialités suivantes :

- Etudes de paysages et d'espaces verts ;
- Dessinateur projetant en bâtiment ;
- Collaborateur d'architecture ;
- Téléphone et télésecrétariat ;
- Électronique - électromécanique ;
- Mécanique automobile.

3 postes par voie de concours sur épreuves sans condition de diplôme.

Epreuves portant sur la spécialité de surveillance de travaux en bâtiment, ainsi qu'aux BAC.

- Concours interne : 2 postes.
- Concours externe : 3 postes.

CONDITIONS D'INSCRIPTION - Communes aux concours sur titres et concours sur épreuves - EXTERNES -

- Avoir moins de 45 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1987.
- Etre de nationalité française.
- \* Retrait des dossiers jusqu'au 31 DÉCEMBRE 1987.
- \* Date limite de clôture des inscriptions : 31 DÉCEMBRE 1987.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS -

hôtel du Département du Val-de-Marne  
bureau du recrutement, 18 étage, pièces 404 et 405  
avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTÉIL. Tél. : 48-99-94-00, poste 24-98.

**IFTIN**  
EN LIASON AVEC L'ANPE

recherche

- Ses futurs enseignants
- Ses chargés de relation avec les entreprises

Dans les domaines :  
logistique et sécurité.

Les conditions et modalités (dérogées des O.M.) :  
âge prioritairement de moins de 25 ans, posséderont la permis V.L. et seront obligatoirement titulaires d'un diplôme BAC + 2 dans l'une des spécialités suivantes :  
- Transport et logistique ;  
- Hygiène et sécurité ;  
- Techniques de recherche.

Le salaire définitivement fixé par un stage de formation rémunéré de 10 semaines.

POSTES DISPONIBLES DANS TOUTE LA FRANCE.

Ecrire avec c.v. et photo à : IFTIN, 11, place d'Aquitaine, BP 479, 94152 Rungis Cedex.

Organisme professionnel agréé par le département de la Seine-Saint-Denis pour la direction du commerce extérieur.

## JEUNE CADRE

Première expérience de l'exportation appréciée. Diplôme de l'enseignement supérieur.

Poste basé à Paris.

Adressez C.V. et lettre manuscrite en précisant sur l'enveloppe la réf. 27 420, BLEU, 17, rue Label, 94307 VINCENNES Cedex, qui transmettra.

**Mairie de Paris**

recherche

## MAIRIE DE PARIS

POUR SON INSPECTION GÉNÉRALE

## AUDITEURS

HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP.

Justifiant d'une expérience de 3 ans minimum dans un cabinet d'audit.

Rémunération : 180 000 F net +

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo) au bureau de recrutement, 2, rue de Lobau, 75004 Paris.

Contrôle de gestion

Contrôleur de gestion

Credit Mutuel

Administratif et financier



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence D/115.87/M à notre conseil Critère, 12, rue Pergolèse, 75116 Paris.



VILLE DE NIORT (Deux-Sèvres) recherche

le (la) responsable adjoint(e) de son service Informatique et Bureautique (DÉPARTEMENT ORGANISATION RESSOURCES HUMAINES) MISSIONS

- mettre en œuvre un schéma directeur informatique et bureautique adapté à la spécificité de la gestion communale ;
- impulser le développement d'applications nouvelles au service des activités municipales.

PROFIL CANDIDAT
- formation BAC + 4 ;
- expérience exigée dans domaine de la gestion ;
- connaissance d'un grand système ;
- ouvert aux techniques nouvelles ;
- capacité à dynamiser ses collaborateurs ;
- sens de la communication

candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser à :

M. le Maire Service du Personnel 79022 NIORT CEDEX

BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS FUTUR RESPONSABLE DES VENTES FRANCE ET EXPORT LYON

YORK INTERNATIONAL La société YORK, filiale d'un groupe français de chiffre d'affaires, filiale d'un groupe commercial pour sa Division Loisirs, spécialisée dans la commercialisation d'installations automatiques de production de neige artificielle, son futur responsable des ventes. Il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera, dans un premier temps, la gestion commerciale de son réseau géographique (R.F.A., Autriche, Pays Scandinaves) avec pour tâches principales : la réalisation d'études de marché, la sélection et la mise en place, selon différentes modalités, d'un réseau d'agents qu'il devra par la suite animer. A terme, il prendra, au sein de la Division, la responsabilité des ventes sur le plan international. Ce poste, basé à Lyon, doit motiver un commercial de terrain, âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce, école d'ingénieurs...), ayant déjà assuré un rôle d'encadrement et pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente et la négociation de biens d'équipements industriels en langue allemande dans les pays concernés. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité liés à un bon sens de l'organisation et de la négociation. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 17/101712.

EGOR OUEST ATLANTIQUE 15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES.



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL CANADA JAPAN

DIRECTEUR

Association Loi 1901 gérant l'ensemble des activités socio-éducatives de la ville de Nantes, recherche son

Véritable entreprise l'ACCORD regroupe des centres de loisirs - centres aérés - centres socio-culturels et maisons de quartier, soit 35 équipements pour 170 permanents et un budget de 53 millions de francs.

Ce poste de haut niveau qui comprend l'ensemble des aspects de la fonction gestion, administration, information, animation, implique d'adhérer à une politique dynamique de dialogue, d'en être le moteur et le garant.

Cette fonction requiert un homme de 40 ans environ, de formation supérieure ESC, IEP, droit... ayant une expérience de plusieurs années de la gestion d'une entreprise ou d'une association d'importance, ainsi qu'une aptitude à des relations sociales.

Merci d'adresser CV, manuscrit, photo et prétentions à : BR conseil 9, boulevard Gabriel Guist'hau - 44000 NANTES.



A DIRECTEUR

à prof. ou direct. dynamique. Avoir des impérativement 5 ans au moins, prof. ou directeur dans le SECONDAIRE.

Pédagogue et organisé. Être un MANAGER entraînant à même de développer et de promouvoir l'école à l'extérieur.

Env. n.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à : 4489 à Nantes - Dalanda, 70, rue Cardot, 44111 PARIS.

Organisme professionnel recherche

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

exp. monde informatique (indépendant) ou salarié(e) Envoyer + C.V. à GPM 48, r. de Trévise, Paris-9.

UN INGÉNIEUR DU SON

de Villers-Bretonneux recrute exp. 3 à 5 ans. Fonctions : prise de son, prod. live, à la prise de son, primo-mix, du mix. pour trav. en studio 24 heures (STUDER-SABE). Adresser C.V. dét. à l'ENM, 40, cours de la République, 89100 Villers-Bretonneux. Tél. : 78-88-98-27 à l'ext. de Yveline Bedoch. Date lim. 15-12-87.

secrétariat/dactylo mi-temps, après-midi. Tél. : 43-45-86-70.

Agent des marchés Interbancaires

recherche pour l'ordon de son service TRADERS CONFIRMÉS expérience en ou ANGLAIS INDISPENSABLE.

Volonté de créer et dynamiser sont les qualités recherchées. Envoyer C.V. et prétentions à : LE MONDE PUBLICITE, 8, rue Montcaury, PARIS-7.

JOURNALISTE

recrute pour prendre en charge les publications

Envoyer lettre + C.V. à : Monsieur le Maire, BP 201 92112 CLICHY.

Ecole supérieure de gestion RESPONSABLE

département ESPAGNOL possédant expérience d'une responsabilité similaire, maîtrisant parfaitement le français et ayant une bonne connaissance de l'entreprise. BILINGUE INDISPENSABLE.

Envoyer en joignant C.V. références à : LE MONDE PUBLICITE, 8, rue Montcaury, PARIS-7.

AGENCE DE PRESSE

RECHERCHE 1 JOURNALISTE POLYVALENT

Ayant une expérience confirmée de secrétaire de rédaction, rewriting.

Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 222 M LE MONDE PUBLICITE, 8, rue Montcaury, PARIS-7.

Fiscaliste expérimenté

Envoyer C.V. et références à : LE MONDE PUBLICITE, 8, rue Montcaury, Paris-7.

Editeur de presse spécialisée

recherche pour départ. ventes

PERSONNE DYNAMIQUE

Niveau BAC. Possédant permis VL. Chargé des relats, avec nos différents distributeurs (dont NAPP), elle participera à des salons à l'étranger et province.

Envoyer C.V., photo et présent. à : Centre National de la Presse Spécialisée, 1, rue du Cirque, 75009 Paris Cedex 16.

Centre National de la Presse Spécialisée, 1, rue du Cirque, 75009 Paris Cedex 16.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Contrôleur de gestion internationale

Notre société internationale, filiale du groupe ASEA, emploie plus de 2 000 personnes sur les cinq continents. La branche hydraulique de notre société recherche pour son siège européen (9 pays, 800 personnes, 500 millions de Francs de chiffre d'affaires) son :

Intéressé par ce poste de haut niveau, adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Duroi, 75008 Paris, sous la référence 52.1113 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.



Contrôleur de gestion dans un groupe d'édition.

Présent dans tous les secteurs de l'édition et de la diffusion du livre, notre groupe ne cesse de se développer.

Le poste de Contrôleur de Gestion de l'ensemble du secteur de distribution est à pourvoir. Vous avez l'expérience de ce type d'opération. Vous savez que le succès tient aussi au sens stratégique, et aux qualités relationnelles. Diplômé d'une grande école de commerce, titulaire d'une maîtrise de gestion et plus, vous avez pendant 6 à 8 ans acquis tous les savoirs et les réflexes de la fonction, dans la grande distribution, dans l'édition ou dans une entreprise performante. Vous êtes prêt à créer le poste. Basé à Paris, vous interviendrez sur toute la France. C'est aux consultants de SIRCA - 64 rue La Botz 75008 PARIS - que vous pourrez exprimer en toute confidentialité votre intérêt sous référence 792.212 M. Merci de préciser votre niveau actuel de rémunération.



Membre de Syntec

Crédit Mutuel Champagne-Ardennes

Directeur administratif et financier de la fédération

La Fédération, au Crédit Mutuel, c'est le centre de décision régional dans une organisation privée de caisses autonomes. A Reims, le siège est en plein développement, commercial, technologique, humain et notre tout nouveau Directeur veut faire équipe avec un véritable adjoint qui puisse déléguer la coordination des activités administratives et financières du groupe.

SEFOP, est notre Conseil qui vous dira nos projets. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. DAF 1108 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'AIN

recherche un Diplômé de l'Enseignement Supérieur HF filière COMMERCE - GESTION ou DROIT niveau minimum Bac + 4

Nous lui confierons la direction d'une équipe d'une dizaine de personnes chargée d'une large mission d'information et de renseignements auprès des PME-PMI, artisans et commerçants du département de l'Ain. Animateur et coordinateur de cette équipe, il joue également un rôle essentiel d'interface entre les services spécialisés de la CCI et le terrain, tant pour faire connaître les services offerts que pour aider à leur choix et à leur ajustement aux demandes des utilisateurs. En contact permanent avec les administrateurs, les organismes professionnels, les industriels, artisans et commerçants, il assume une fonction de relation publique de première importance.

Le poste est basé à BOURG-EN-BRESSE.

Envoyez votre dossier à : Cabinet GATIER, 32, rue Barême 69006 LYON, sous réf. 095.





سكزا من الالجل

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Banque Nord**

La Direction des opérations bancaires d'un important établissement financier national fortement étroitement lié à l'état-major de la filiale Nord-Pas-de-Calais.

**Ingénierie financière pour collectivités locales** Réf. 1987/11

C'est un rôle essentiellement financier que vous jouerez auprès des élus locaux. C'est à vos yeux les besoins du banquier que ce poste doit être défini. Un métier neuf, ouvert, où la réussite repose sur la créativité, la souplesse, l'adaptabilité aux besoins des collectivités locales. Au sein de la Direction des opérations bancaires, vous mettez en pratique les techniques de crédit, les moyens d'évaluation des simulations et des risques.

La maîtrise et le niveau des problèmes à traiter conviennent à un cadre ayant une formation supérieure et une expérience, ayant une expérience probante en matière de financement et le conseil des collectivités locales.

**Gestion des ressources : un organisateur inventif** Réf. 1987/12

La création de produits (monétique, fond commun de placements régionaux...) exige la mise en place de procédures et de circuits d'information qui prennent en compte les paramètres d'ordre marketing, logistique et... psychologique.

Vous êtes particulièrement chargé de la mise au point de systèmes de gestion dans un environnement de rentabilité et de qualité du service client.

Responsable de l'exploitation des produits d'épargne dont vous optimisez la logistique, vous dirigez une équipe compétente et assurez votre savoir-faire au service du réseau.

Une formation supérieure, acquise au travers de votre expérience et compétences en matière juridique, informatique, financière et organisationnelle.

Monsieur Claude BACO traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui avoir précisé la référence du poste choisi. Les entretiens pourront avoir lieu à PARIS.

**ARGOS** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
317, rue de la République - 93191 MARCO EN BARGEUIL Cedex

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

**ESPACE EXPANSION**

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement crée le poste de

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE (H/F)**  
de son Etablissement d'ORLEANS

En liaison étroite avec le Directeur d'Etablissement, et avec l'aide d'une assistante et d'un secrétaire, il devra assurer les échéances comptables, fiscales et budgétaires de l'Etablissement, ainsi que la répartition, la facturation et l'encaissement des charges afférentes aux assemblées immobilières gérées (notamment des centres commerciaux). Il prendra en charge, en outre, la gestion du personnel de l'Etablissement et du personnel affilié. Il sera l'interlocuteur privilégié du contrôle de gestion et veillera, à ce titre, à l'application des procédures mises en place par le siège.

Ce poste, basé à ORLEANS, requiert une formation BTS, une expérience confirmée de cinq ans au moins de préférence dans un cabinet d'expertise comptable ou dans des fonctions similaires, la maîtrise de l'outil informatique ainsi que des qualités de contacts et de dynamisme et une très grande disponibilité.

Il est prévu une période de formation au siège administratif d'environ trois mois.

Salaires motivants. Avantages sociaux.

Adressez votre candidature, CV, photo, prêt prêt RAC, à ESPACE EXPANSION, Direction du Personnel, 63, rue La Botz, 75008 Paris.

**Responsible gestion des services administratifs du personnel (H/F)**

Groupes européens de toute première importance (total : 100 000 personnes) recherchent un jeune cadre familial avec l'informatique et l'Administration du Personnel en vue de lui confier les missions suivantes :

- participer à la définition des besoins en informatique de la fonction « Personnel » en vue d'adapter le système en place ;
- assurer la gestion des données administratives du Groupe : pays/conception et l'élaboration des « normes » (procédures/circulaires) et la supervision des bureaux centraux (prévoyance/sécurité...);
- assurer l'administration du Personnel du Site où il sera basé - bureaux centraux - (effectif : 700 personnes).

Agé d'au moins 32 ans, le candidat aura une formation supérieure (Sciences Econ + I.A.E. + Informatique (sa gestion) complétée par une expérience organisationnelle acquise dans une entreprise multinationale ou éventuellement dans une Société de Services en Organisation.

Son classement vers la fonction « Personnel » sera déterminé par son expérience de carrière au sein du Groupe.

Les dossiers de candidature (C.V., photo, salaire actuel), s/réf. 870136, seront examinés par notre Directeur.

**Sonia Lipoyez**  
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75117 PARIS

**A société performante, Contrôleur de Gestion de talent** Paris

Société industrielle, filiale d'un des groupes européens les plus performants, nous réalisons un CA de 400 millions de francs dont 40% à l'export.

Gérer à la fois une stratégie ambitieuse, réaliser des performances industrielles, dépasser nos objectifs commerciaux, voilà qui mérite que l'on s'intéresse de près à la maîtrise de notre croissance.

Quelle est la mission classique : créer et mettre en place les procédures adaptées. Développer les outils et méthodes liés notamment à la comptabilité industrielle. Etablir les budgets annuels, élaborer les plans à moyen terme, votre capacité de synthèse devra vous permettre d'être le Conseil auprès des différents départements et plus particulièrement auprès du Président.

A 30 ans environ diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, votre expérience confirmée du contrôle de gestion budgétaire acquise dans une entreprise industrielle vous permettra aujourd'hui d'accéder à la fonction globale.

TEB, notre Conseil vous remercie d'adresser s/réf. M 713-12 votre dossier qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEB, Ressources Humaines 113 rue de l'Université PARIS

**cegos IPPSO**

Cegos IPPSO, Institut pour le Perfectionnement Psycho-Sociologique des Organisations, département du Groupe International CEGOS, plus que jamais en expansion. Comme chaque année, il prévoit d'engager un nouveau

**FORMATEUR-CONSULTANT**

Dans les domaines suivants :

- nouvelles méthodes de management pour animer, diriger une équipe et gérer son personnel,
- développement de l'efficacité personnelle

Il animera des stages de formation inter et intra-entreprises puis concevra et lancera de nouveaux produits. Les moyens mis à sa disposition, l'ambiance de travail et les responsabilités confiées offrent des conditions optimales de développement et d'efficacité à un formateur créatif et autonome. Ce poste à temps complet, basé à Paris, implique des déplacements. Votre profil : diplôme de 3ème cycle en psychologie des organisations ou pédagogie, expérience minimum de 3 ans comme formateur d'adultes dans le contexte entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et CV sous réf. 23777/M à Dominique CHALVIN - DEGE IPPSO Tour Chenooceaux 92120 BOULOGNE Cedex.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

Fédération de Loire Atlantique du Centre Ouest  
18ème banque française.

L'évolution de la structure fédérale nécessite le recrutement, pour son Siège à Nantes d'un

**DIRECTEUR FINANCIER (H/F)**

Au service de l'Institution et dans le respect de ses valeurs, sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint,

Il propose :

- la tête de sa Direction (40 personnes) la politique financière et la met en œuvre.
- l'assurance :
- les opérations de trésorerie de groupe et leur gestion (marchés monétaires, hypothécaire, financier...)
- la responsabilité du service des Titres.

Il agit en qualité de Conseil près du réseau.

Une expérience bancaire complète de plus de 10 ans affirmée par une pratique de l'analyse financière (éventuellement une bonne connaissance des valeurs mobilières).

Une formation supérieure (Grandes Ecoles - DES - Finance...), une culture économique, juridique et fiscale permettent à l'aspirant candidat sous la référence 850 avec C.V., parcours professionnel détaillé, photo et rémunération actuelle à :

**CDRH cej** CD/RN-CEP, "Le...  
bd Marcel Paul, 44800 SAINT HERBLAIN,  
Tél. (116) 40.94.79.94,  
et discrétion assurées.

**FRANCE SUISSE ITALIE PORTUGAL TURQUIE**

**CONTROLLER REGIONAL**

Notre Banque des pays et installe un bureau régional (ouvrant le pays). Elle le confie à un Vice-président.

Vous serez responsable du reporting pour les unités de cette zone européenne et de l'établissement des budgets ; vous assurerez également la préparation des différents états pour le développement de nouveaux produits en liaison avec les unités.

Vous possédez une excellente expérience dans ce domaine (comptabilité U.S.), et vous parlez couramment anglais et français.

Vous êtes disponible et prêt à effectuer des déplacements de courtes durées.

Ce poste doit vous permettre de donner une dimension plus internationale à votre carrière au sein d'une petite entreprise dynamique.

Merci de contacter MANUFACTURERS HANOVER BANK/France - Jean MILLARD - 20, rue de la Ville-Évêque - 75008 PARIS.

**MANUFACTURERS HANOVER**

**institution financière située à PARIS, en pleine expansion, crée un nouveau poste**

**RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITE**

REMUNERATION MOTIVANTE A DEBATTRE (H/F)

Dépendant du Directeur Administratif il (elle) aura la charge d'une équipe de 3 personnes, la (la) candidat (e) idéal (e) aura le niveau DECS et au moins 5 ans d'expérience comme responsable ou adjoint du responsable d'un service de comptabilité.

Connaissances de la Bourse et/ou SICAV-FCP un plus.

Merci d'envoyer votre C.V. détaillé, photo sous référence 6210-M à Mauréguis 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

**MARSEILLE**

**DEMANDE DE CREDIT**  
recherche dans le cadre de son expansion un

**ATTACHE DE CLIENTELE**  
SPÉCIALISÉ DU PRÊT AUX PROFESSIONNELS

Dans le cadre du développement des professionnels de l'activité commerciale, vous serez chargé de l'analyse des besoins, de la négociation des conditions et du développement commercial.

Une expérience dans ce domaine auprès d'une banque ou d'un organisme de crédit est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo, sous référence M87017 à ACA, 60 rue Edouard ROSSIGNOL, 13006 MARSEILLE.

**Jeune HEC, ESSEC, SUP DE CO**  
option FINANCES-COMPTABILITE

possédant une première expérience (2 ans) d'ANALYSE FINANCIERE en entreprise ou cabinet d'Audit/EC et ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenez

**CADRE DE GESTION FINANCIERE**

au sein d'une importante SOCIETE PETROLIERE FRANÇAISE Raffinage et Distribution.

Missions : rattaché à la Direction Financière, au sein du Département Participations/Etudes, vous aurez en charge l'évaluation, la négociation de participations, le contrôle budgétaire de filiales et l'analyse de projets de développement de la Compagnie.

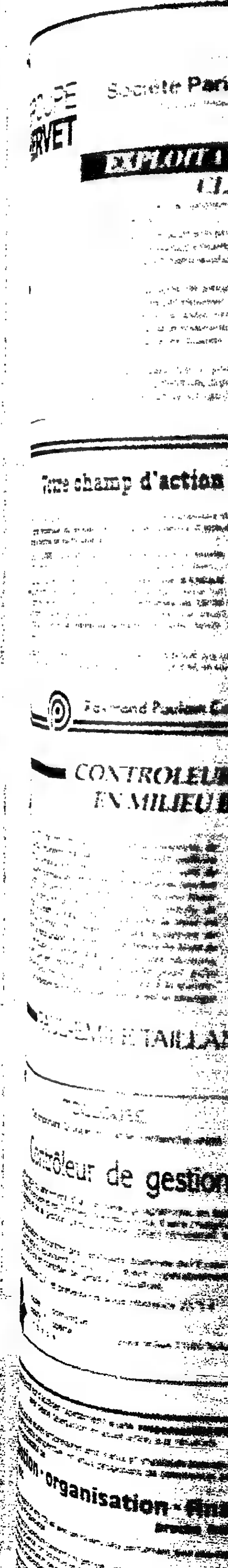
Évolutions : fonction de vos résultats, au sein de la Direction Financière, en Filiales ou à la Direction Distribution. Vous pourrez y acquies pleinement savoir-faire professionnel et qualités humaines.

La maîtrise des outils micro-informatiques serait un précieux atout.

Poste à pourvoir à notre Siège parisien.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la réf. SP/LM1, à

**michel joughnaud conseils**  
PARIS-LILLE  
182, rue Vaugirard - PARIS





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**GROUPE HERVET** Société Parisienne de Banque  
Banque Privée - Paris 8<sup>e</sup>, recherche un

**EXPLOITANT ENTREPRISE**  
**CLASSE VI**

pour lui confier la gestion et le développement d'un fonds de commerce PME.

Le candidat, âgé de 25 ans environ, est un bon généraliste de la banque. Diplômé d'Etudes Supérieures, il justifie de 2 à 3 années d'expérience et possède un goût marqué pour la prospection commerciale et la négociation.

Nous lui proposons de personnaliser les produits adaptés, la collaboration étroite avec les départements spécialisés au siège. Une personnalité entreprenante pourra s'épanouir dans une structure à taille humaine et trouver des possibilités d'évolution au sein du Groupe Hervet.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division Formation et des Carrières, 127, av. Ch. de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M.S05PB.

Directeur administratif

HAUT NIVEAU

Notre groupe figure déjà depuis longtemps parmi les leaders européens les plus actifs... Terrassement. Mais il a su se diversifier en étendant progressivement ses activités à des principaux métiers... B.T.P.

formation de type H.E.C., ESSEC... et une expérience significative des questions juridiques, fiscales, comptables et financières dans le domaine de la promotion immobilière.

Dans ce contexte stimulant, nous souhaitons intégrer un Directeur de haut niveau, capable de prendre en charge l'ensemble des responsabilités administration et gestion de notre Département Promotion en fort développement.

Venez valoriser votre acquis et votre potentiel dans un environnement solide et plein d'ambitions.

Adressez votre candidature à ENTREPRISE RAZEL FRERES, Le Christ de Saclay - B.P. 109 - 91403 ORSAY CEDEX.



NOTRE DEPARTEMENT PROMOTION IMMOBILIERE EST EN PLEIN DEVELOPPEMENT. RAISON DE PLUS POUR VOUS REJOINDRE.

**Votre champ d'action : les produits financiers**

Après des études supérieures, vous vous êtes naturellement dirigé vers la banque... Quelques années sur le terrain vous ont donné une bonne perception du milieu, et vous ont permis d'acquérir de solides connaissances théoriques et pratiques de l'exploitation de la clientèle de particuliers.

Aujourd'hui, CADRE (Cl. V-VI) dans une structure trop lourde, vous manquez d'espace pour que vos initiatives puissent trouver un champ d'expérience. Vous sentez tout ce qu'il faudrait faire... mais vous ne pouvez pas le réaliser !

Voulez-vous nous rejoindre ? Nous sommes une BANQUE PRIVEE petite mais performante, filiale d'un grand groupe français. Notre histoire et notre politique commerciale nous ont conduit à nous spécialiser dans la gestion et la vente de produits financiers destinés aux particuliers. Des méthodes de vente et une approche marketing originales nous font connaître une très forte expansion, qui exige que nous renforçons nos structures. Nous vous confierons l'encadrement et l'animation de nos chargés de clientèle et le développement de notre fonds de commerce, extrêmement choisis, en exigeant un service d'une qualité totale.

Nous avons confié le premier contact à Denis SESBOUE qui vous remercie de lui envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/CA/LM, et vous garantit toute discrétion.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AU SEIN D'UNE PME A FORTE NOTORIETE NATIONALE, FER DE LANCE DU DEVELOPPEMENT EN EUROPE D'UN JEUNE GROUPE AMERICAIN, N° 1 MONDIAL EN SON MARCHE

**Directeur Administratif et Financier**  
créez la fonction

Véritable bras droit du Directeur Général, vous serez en priorité chargé de la réorganisation des systèmes comptables, de la conception et de la mise en place de systèmes informatiques et d'outils de gestion performants, du reporting et de la gestion américaine. Vous serez également la responsable de l'ensemble des problèmes financiers, administratifs, juridiques et sociaux de cette jeune société.

Vous êtes titulaire d'une formation supérieure (Licence ou équivalent en Gestion) et titulaire du DECS. Vous êtes bilingue anglais, vous maîtrisez parfaitement les comptabilités française et anglo-saxonne ainsi que l'information de gestion, vous avez l'expérience des problèmes de gestion administrative (assurances, personnel, ...), vous êtes dynamique, réalisateur et aimez les challenges.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence 711.04-M à Monique HERBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

**ARTHUR YOUNG CONSEIL**  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

**CONTROLEUR DE GESTION EN MILIEU INDUSTRIEL**

Nous sommes une entreprise industrielle moderne de plus de mille personnes réalisant un CA de 900 millions de francs. Diversification, modernisation de l'outil de production et informatisation nous amènent à rechercher un Contrôleur de Gestion. Au sein de la direction financière, vous prendrez la responsabilité du contrôle de gestion. Au départ, il s'agit de poursuivre la mise en œuvre du processus budgétaire et des systèmes de gestion, des outils analytiques et des tableaux de bord de synthèse. Ensuite, il conviendra d'animer des réunions, de sensibiliser les responsables d'unités pour qu'ils maîtrisent mieux ces outils. Vous veillerez à la maintenance des systèmes pour qu'ils servent ainsi la stratégie de l'entreprise. Pour ce poste, nous souhaitons recruter des professionnels du contrôle de gestion possédant une formation supérieure de gestion HEC, Sup de Co... et une expérience similaire d'au moins 5 ans. Vous devrez faire preuve d'organisation, de rigueur et de fermeté mais aussi d'adaptabilité et de talent dans l'animation de groupes avec des équipes variées.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue de Colisée, PARIS, sous la réf. 23/3.

**PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL**

Proche Banlieue Nord-Ouest

**De l'organisation des systèmes comptables au contrôle de gestion...**

AU SEIN DE LA PRINCIPALE FILIALE INDUSTRIELLE EN FORT DEVELOPPEMENT (C.A. 400 MF) D'UN IMPORTANT GROUPE DE NOTORIETE NATIONALE.

Secondant notre Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé dans un premier temps du reporting mensuel et de l'optimisation des comptabilités générale et analytique afin de mettre en place les outils de gestion performants que nécessite notre développement et vous superviserez une équipe de 6 personnes. Cette mission réussie, des responsabilités élargies au contrôle de gestion vous seront très rapidement offertes.

De formation supérieure, titulaire du DECS et âgé d'environ 30 ans, vous avez acquis depuis 8 à 10 ans une solide compétence en organisation comptable dans un environnement industriel.

Vous êtes dynamique et désirez aujourd'hui élargir vos responsabilités aux domaines de la gestion dans un poste évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.), sous la référence 711.05-M à Monique HERBET, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

**ARTHUR YOUNG CONSEIL**  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

TOULOUSE  
Cet important Groupe Industriel recherche un(e)

**Contrôleur de gestion**

Dans le cadre du lancement d'un nouveau programme, en liaison avec la Direction Financière et les Centres Opérationnels, il sera chargé du contrôle budgétaire et de la gestion prévisionnelle (bilan trimestriel, tableaux de bord...).

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent + D.E.C.S., ayant impérativement une expérience de 3 ans en contrôle de gestion industriel.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 23/3 à

nicole dominiq  
maury sperte  
conseil  
1, place Wilson 31000 Toulouse

Importante Organisation Professionnelle Parisienne "Secteur Matériaux"

recherche pour TOULOUSE

**ÉCONOMISTE**  
débutant ou ayant une expérience

- Missions d'études et d'animations économiques sur moitié Sud de la France.
- Facilité à caractère technique nécessitant le goût des contacts et des déplacements.
- Formation : économie d'entreprise ou sectorielle (Maîtrise Sciences Eco minimum).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à G.L.B./ECO, 3 rue Alfred Roll, 75848 Paris Cedex 12.

vosre objectif est d'accéder rapidement à une responsabilité d'entreprise avec pleine délégation et association aux résultats.

Une équipe de jeunes actionnaires ambitieux et impliqués dans les opérations vous offre cette perspective, en vous proposant de commencer par assumer une responsabilité de

**gestion - organisation - finance**  
ESC proche

Dans un négoce de vins (100 MF) avec ses filiales déjà performant, dont vous avez le sens pour achever la réorganisation.

Une formation supérieure commerce et gestion, une expérience polyvalente de préférence en PME et province, fort potentiel et engagement personnel, capable de satisfaire une volonté de performances élevées, mobile et prêt à progresser dans un contexte jeune, diversifié et indépendant.

Adressez lettre, CV, rémunération, photo sous réf. M 255 à Mme Bernat, Résidence, 80 rue Talbot 75009 Paris.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER... recherche pour sa Direction des Crédits au 1<sup>er</sup> étage et à l'Échelle des

**CHARGES D'ETUDES CONSULTANTS MF**

LEUR MISSION : commercialisation et exécution d'études de marché sectorielles (hôtellerie, loisirs, tourisme) allant de la faisabilité économique au montage financier.

LEUR PROFIL : une formation supérieure (Maîtrise de Sciences Économiques ou équivalent), une connaissance du milieu de l'hôtellerie et du Tourisme, des dispositions pour l'activité commerciale.

Une expérience analogue de 1 à 4 ans est requise.

Envoyer votre dossier de candidature, avec C.V. et prétentions, sous réf. 3946, qui seront transmis par :

**Pierre Lichau**  
PUB. INT. DE RECRUTEMENT  
18, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Importante entreprise (1700 pers.), à vocation internationale, intervenant dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des ressources du sous-sol, recherche un

**Juriste d'Affaires (HF)**  
basé(e) à Paris

Au sein d'une équipe de juristes, il est chargé de conseiller les directions et les filiales de l'entreprise pour la négociation, la rédaction et le suivi des accords d'investissement, les contrats commerciaux, il est également chargé de la gestion juridique de l'ensemble du groupe.

Cette fonction, intéressante par la diversité des affaires à traiter et l'autonomie d'action nécessite :

- une formation supérieure en droit, niveau Doctorat
- une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, dans une entreprise à vocation internationale ou dans un cabinet juridique
- une bonne pratique du droit des contrats internationaux et des montages juridiques en France et à l'étranger
- la maîtrise de l'anglais et si possible de l'espagnol
- des déplacements fréquents en province et des courts séjours à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M722 à notre Conseil

**Charles Raynaud consultants**  
17 Quai de... 75015 PARIS.







REPRODUCTION INTERDITE

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cabinet de Conseil spécialisé en organisation comptable, administrative et informatique recherche :

## Expert Comptable d'Entreprise

Paris-Lille 250 KF +

De formation supérieure (DECS + Certificat d'organisation et/ou d'informatique (DUT, MIAGE...), le candidat aura obligatoirement acquis une expérience de 3 à 6 ans en Entreprise.

Devant intervenir dans de grands groupes dans les domaines de l'organisation comptable, administrative et informatique; il procédera à des analyses de besoins, à la rédaction de cahier des charges, à l'organisation de nouvelles procédures et à l'implantation de logiciels.

Le candidat, âgé de 25 à 32 ans disposera d'une grande indépendance dans l'exercice de ses missions.

Contact: Christophe Aubry au (1) 48.70.00.36 ou envoyer CV + tel + rémunération actuelle à Michiel Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris, sous référence : 1099 CA.

**FP**  
Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

## diépal

1200 personnes  
4 usines  
15 Md CA  
100 000 tonnes  
de produits de haute qualité  
des marques renommées.  
CRACOTTES, BLEDDNA,  
FRUITS GOURMANDS...  
leaders sur leur marché.

## Homme-clef d'une démarche de progrès

Responsable Organisation Formation Information.

Rattaché au Directeur des relations humaines et sociales de la Société, en charge des domaines Organisation, Formation, Information, votre rôle est d'être le moteur et le chef d'orchestre des changements qui s'effectuent dans l'entreprise.

Dans le cadre des projets économiques et sociaux, on attend de vous des qualités :

- de finesse d'observation et de réflexion prospective pour faire des diagnostics pertinents,
- de dynamisme et de rayonnement pour appuyer vos propositions,
- d'implication personnelle pour mettre en œuvre des actions et être un véritable animateur de la politique humaine auprès des différents services.

Ingenieur ou gestionnaire, ayant une première expérience réussie dans laquelle vous avez pu mettre en évidence votre tempérament d'organisateur et votre goût pour les méthodes participatives, ce poste vous préparera très directement à prendre des responsabilités opérationnelles impliquant le management d'équipes.

Le poste est basé à Villefranche-sur-Saône.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CT 83 M en joignant vos prétentions à BSN, Service Recrutement Cadres, de Téhéran, Paris Cedex 08.

**BSN GROUPE**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## HSD

JURIDIQUE ET FISCAL  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

### Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Dans le cadre du développement de notre clientèle internationale, nationale et régionale, nous recherchons pour nos bureaux de :

#### LYON : JURISTE - FISCALISTE

Spécialiste du droit des affaires, désireux de s'impliquer dans des opérations pluridisciplinaires, et de développer notre activité juridique dans la région Rhône-Alpes. Il justifiera d'une expérience de 5 à 7 ans, ainsi que de bonnes connaissances fiscales.

#### PARIS : FISCALISTE

Maîtrisant les aspects fiscaux français dans un contexte international, et désireux de mettre à profit l'expérience de 5 à 8 ans qu'il aura acquise dans un cabinet international, ou dans une grande entreprise, ou dans l'Administration fiscale.

Nous recherchons des conseils de haut niveau fortement motivés. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant la fonction visée à :  
Aude de CANDOLLE, HSD Juridique et Fiscal,  
Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

## sep

Les technologies espaces

Motivés de l'espace, nous cherchons en particulier la maîtrise d'œuvre des assemblages propulsifs des trois moteurs du lanceur Ariane. Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 26 000 personnes dont 3 400 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

## LES NOUVEAUX ESPACES

La SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION recherche pour son Siège Social (SURESNES) :

### CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

Au sein du service GESTION, il participera au suivi des affaires et des investissements engagés par l'entreprise en intervenant à tous les stades de leurs réalisations.

Ce poste, qui s'insère dans une équipe jeune et motivée, s'adresse à un jeune BSC justifiant au minimum de deux ans d'expérience acquise si possible dans une entreprise industrielle.

La taille de l'entreprise et du Groupe permet une évolution de carrière motivante.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. NS8/33061 à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor, 91724 Suresnes Cedex 15.

**GROUPE SNECMA**

## Cadre Comptable DEBUTANT

Titulaire du DECS, un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.

Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés). Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de sociétés.

Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co, Maîtrise) serait appréciée.

Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6130) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Banque privée de renom (1 500 salariés, 6 implantations régionales), nous cherchons, pour notre succursale lyonnaise

## un gestionnaire de portefeuille

Au sein d'une petite équipe (3 p.), venez gérer les portefeuilles de notre clientèle haut de gamme.

Diplômé d'études supérieures, avec une première expérience similaire réussie (4 ans.) vous souhaitez vous investir dans votre métier.

Notre consultant, Mme C. de LAPORTE vous remercie de lui écrire (réf. 1281 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7 RUE SERVIENT 69003 LYON  
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

## Société de biens intermédiaires Champagne-Ardenne

Notre PMI (160 personnes - 160 MF), filiale d'un Groupe international à structure très décentralisée, spécialisée dans la fabrication de biens intermédiaires auprès d'une clientèle très diversifiée recherche son futur

### Contrôleur de gestion

Vous dirigez et coordonnez nos Services Comptable et Informatique, veillez à en rationaliser leurs modes opératoires (comptabilité générale, trésorerie, paie, comptabilité industrielle) et participez à développer notre système de contrôle de gestion informatisé. De formation Supérieure Commerciale ou Comptable, 30 ans environ, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire en milieu industriel vous ayant permis de maîtriser parfaitement la comptabilité générale et son environnement informatique en tant qu'outil privilégié d'aide à la décision.

Votre réussite dans cette fonction vous permettra de prétendre à d'autres responsabilités dans notre Groupe qui choisit ses Dirigeants parmi ceux qui ont démontré leurs compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 9875 CRM à notre Conseil 17 rue Courmesnil - 51054 Reims cedex. 88 avenue de Wagram - 75017 Paris

**MORENO CONSULTANTS**  
REIMS - PARIS - LYON

## IMPORTANT CABINET D'AUDIT PARISIEN

### ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Il contribuera :

- la mise en place des outils de gestion
- l'établissement des budgets
- le développement des tableaux de bord
- l'analyse des écarts et la définition des mesures correctives.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, le candidat aura acquis une première expérience de contrôle de gestion (3 à 5 ans).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 69722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra.

## JEUNE CONTROLEUR DE GESTION H/F

ESG, Ingénieur, IUT ou équivalent, niveau DECS, ayant quelques années d'expérience professionnelle, il (elle) sera capable de créer, d'organiser et de mettre en place un système de contrôle de gestion dans notre entreprise. Les connaissances de l'informatique tant qu'utilisateur sont indispensables.

Ce poste conviendrait à une personne connaissant les techniques du contrôle de gestion en entreprise ou en cabinet.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5915-M à MONTAGIN 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

Groupe de sociétés d'assurances et de crédit Quartier Opéra

recherche pour son Département JURIDIQUE

## JEUNE JURISTE H/F

Vous aurez pour mission l'application du Droit des Sociétés, la participation à l'assistance juridique à la clientèle, et des études diverses.

De formation supérieure (Maîtrise en Droit Privé), organisé, vous possédez de réelles qualités professionnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous forme d'une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 33062 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## BANQUE PRIVEE 8e

### CADRE D'EXPLOITATION

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous prenez en charge une partie de notre fonds de commerce PME - PMI et en assurez le développement.

Nous souhaitons recruter un cadre d'environ 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte ayant une expérience de 2 à 5 ans d'exploitation d'un client PME-PMI. Dynamisme, risque, esprit d'équipe et goût marqué pour la prospection commerciale sont les qualités que nous privilégions. Salaire de l'ordre de 180-200.000 F. Libre rapidement si possible.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1211 (lettre manuscrite, CV, photo) à François MICHAU Conseil 53, Bd d'Angleterie BANQUE FINANCE 78110 LE VESINET.

## DECITRE

LIBRAIRIE PAPETERIE

4 Magasins à Lyon et dans la région Lyonnaise permettent à notre Société d'être parmi les premières sur le marché du livre et de la papeterie auprès du Public et des Collectivités. Un cinquième Magasin ouvre en 1988.

Notre développement nous conduit à recruter un

### DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Animant directement au Siège une équipe de 8 personnes, le candidat retenu maîtrisera parfaitement la comptabilité générale budgétaire et sociale d'établissements multiples. En étroite collaboration avec le Président, il assurera également des missions fonctionnelles auprès des Directeurs de magasins et particulièrement dans le cadre du contrôle de gestion.

Titulaire d'un DECS, vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la distribution ainsi qu'une pratique confirmée de la micro-informatique.

Organisateur, apte aux relations humaines, cultivé, votre goût pour les responsabilités vous pousse à vous impliquer au sein d'une entreprise performante où vous souhaitez évoluer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à DECITRE - Service du Personnel - Offre No 912 - 6, place Bellecour - 69002 LYON Ne pas se présenter.



سكزا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION



Diplômés d'une grande (HEC, ESSEC, X, MINES...) ou de l'Université (DESS ou DEA), devenez

Opérateurs-Traders

dans notre salle de marchés, dans les secteurs suivants (marché monétaire, créances négociables, produits d'intérêt)...

Nous remercions d'adresser votre manuscrite, CV + photo et rémunération souhaitée à: BRED/TRESORERIE (BO/8502) - 18 rue de la Repée - 750012 PARIS

Première banque populaire Française, 3300 Collaborateurs - 188 Agences

Tresorerie d'une grande banque parisienne recherche

Spécialiste Matif

pour développer ses activités sur les nouveaux instruments (Matif, Bons du Trésor...).

Ce poste peut convenir à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur à dominante mathématique et/ou financière.

Il possèdera une première expérience dans une banque en charge d'agents de change.

La discrétion assurée. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et rémunération souhaitée réf. 2608 M

SOURCES 106, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Back Office

Diriger, animer et gérer notre Salle de marchés. Nous sommes une importante Banque de Dépôts, de Personnes. Le développement de nos activités internationales nous conduit à proposer de créer aujourd'hui la fonction.

Au sein d'une équipe performante, vous serez en charge de la mise en place de toute l'organisation administrative et comptable de l'interlocuteur privilégié de l'informaticien.

Garant du bon fonctionnement quotidien, votre participation active permet une parfaite productivité de nos agents.

Vous êtes un familier de ces questions. Votre formation Sup de Co + DECS et votre parfaite connaissance de l'anglais seront la garantie de votre réussite.

Poste basé à Paris. Merci d'adresser votre dossier avec référence 4040/M (C.V., manuscrite, photo) à Evelyne LEVY, qui l'étudiera en toute confidentialité.

GM GESTION ET METHODES 7 bis, rue de Monceau 75008 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES) COURS DU MIDI COURS DU SOIR - ANGLAIS COURANT - ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES.

AFPA - CNAM - IFACE profession : formation Vous êtes de formation scientifique ou technique (au moins Bac + 2), salarié ou demandeur d'emploi, nous vous proposons de devenir: TECHNICIEN(NE) CHARGÉ(E) DE LA FORMATION

DEMANDES D'EMPLOIS

EXPORT COMMERCIAL

En le MOYEN-ORIENT et l'AFRIQUE, vous cherchez un COMMERCIAL qui ne perde pas le Nord ! 15 ans d'expérience. Vous êtes intéressé : écrivez-moi dans la référence EXPN, à MEDIA BA 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

CHEF DE PUBLICITÉ PRESSE

Homme d'expérience. Contacts : agences, clients, services fabrication, rédaction, direction imprimérie et services techniques. Etudierait toutes propositions. Ecrire sous n° 6000 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Professionnel de l'exportation

39 ans. Formation marketing internationale. Double expérience, gestion de succursales à l'étranger et développement exportation, animation distributeurs, biens équipements et produits industriels en Afrique, DOM, TOM, Amérique du Sud, Sud-Est asiatique et Europe. Anglais, espagnol, portugais courants.

recherche POSTE DE CHEF DE ZONE EXPORT OU DE RESPONSABLE D'EXPORTATION DANS PME OU PMI. Ecrire sous le n° 8160 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

INGÉNIEUR 45 ANS DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS HABITUÉ AUX CONTACTS AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS

Son expérience : dans importante société pétrolière internationale, planning, organisation, supervision opérations géophysiques, terrestres et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient. Maîtrise parfaite de l'anglais. Son objectif : changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel. Ecrire ou téléphoner à Jean PROUTEAU 10, allée des Orangers, 06150 Juan-les-Pins. Tél. : 93-61-83-93.

Dr. para. conseil droit social, H. 32. Droit Sc. Po. pratique relations soc., rech. poste. Ecrire sous le n° 1812 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

44 ans, 20 ans exp. bil. angl. bonne connaissance langues espagnole lus et écrite. secrétaire administratif, 15h et/ou 15h demi-temps. Tél. : 45-31-93-15.

J.F. 22 ans, 3 ans expérience secrétariat commercial, connaissance traitement de texte, ch. emploi duclut région Argenteuil ou Paris. M. Rivière-Margoulin, 74, rue A-Labrière, 95100 Argenteuil.

LICENCIÉ MATHÉMATIQUES CH. EMPLOI INFORMATIQUE. Ecrire sous le n° 8227 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

F. 40 ans, secrétaire sténodactylo, notions anglaises, 18 ans expérience, dynamique, secrétaire commerciale, bonne présentation, cherche poste de secrétaire commerciale. Ecrire sous le n° 8227 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

H. 36 ans, économiste, statisticien, docteur, 10 a. exp. techniques de prévision, modèles économétriques, enseign. culture, micro et macro-économie, libre professeur, ch. emploi responsable bililingue, prêt. étranger. Ecrire sous le n° 8227 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

H. 36 ans, responsable administration, expérience 15 ans STP. Presses. 80 000 F. net. Encherir toutes propositions. Tél. : 46-70-90-09.

DRINGBANT EXPERIENCE POLYVALENTE Double nation, Suisse/Française, 63 ans, 40 ans Afrique, Europe-Latin. Position internationale direction commerciale, maîtrise française/anglaise, recherche assistance personnelle morale ou physique, situation géographique définitive. Voyages appréciés. Préférences rémunération plus élevée. Écrivez-moi sous plus ample envoi. Ecrire sous n° 8199 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7. Ecrivez-moi 32 ans cherche emploi et vous aimez les livres. Tél. : 42-22-11-38.

H. 35 ans, 15 ans exp. EXPERT COMPTABLE, ch. poste étranger ou int. C. Exp. 55, bd Sout. Paris-12.

Aléatoire, rigueur, souplesse, autonomie, J.F. 28 ans, bil. angl., ch. emploi int. ou ext. langages étrangers appliqués aux affaires, 3 ans expérience production livrés, int. et ext. + exp. (français) d'assistance dans plusieurs sociétés internationales (secrétariat, corrections, rédaction de rapports-matériaux). Étude de tous les projets. Ecrire sous n° 8199 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

DIPLOMÉ EXPERTISE COMPTABLE BILINGUE Direction administrative et financière, depuis 15 ans, Europe et internationale. Techniquement à jour, comptabilité, contrôle de gestion, informatique, trésorerie multi-services, etc. Disp. à partir de base autonome pour poste de direction. Tél. WILLIAM S. WALSH (1) 45-63-66-68, poste 28.

33 ans, formation juridique supérieure, exp. 8 ans dans : - Relations par. sociales. - Gestion du personnel. - Assurances et affaires juridiques générales. Recherche poste semblable. Entreprises, cabinet conseil. Ecrire n° 33 022 Commercial, Publications, 50, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

Direct. du personnel Groupe allemand spécialisé dans technique industrielle dans les pays de l'Est, recherche des cadres techniques naturels dans l'établissement et recherche :

1) CONCESSIONNAIRES REGIONAUX 2) ASSOCIÉ(E) J.F. journaliste, 9 a. exp. agence presse, ch. poste à responsabilité de l'audiovisuel. Ecrire sous n° 8228 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

UN CHEF DE CABINET pour votre entreprise. F. 40 ans, exp. ass. dir. h. niveau + rel. publ. et presse, ch. poste à responsabilité. Tél. : 43-36-55-99.

UN COLLABORATEUR au MAHOC cadre coll. franç., 46 ans, exp. prof. tout. 3 ans, int., rech. poste resp. coll. export, hôtell. TO, Ag. de voyages. Poste basé à Agadir. Ecrire sous n° 8228 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4° arrdt LE SAINT-LOUIS Vue exempt. s/Seine, rénovation loc. 210 m². Plus de 200 m² de terrain. Tél. : 42-55-26-86.

5° arrdt RUE GAY-LUSSAC 4 p., 100 m², 700 000 F. France Conseil, 48-28-00-78.

S/JARDIN DES PLANTES 6 p., 190 m², Pr. 4.700.000 F. A.S.D. - 46-24-12-90.

JUSSIEU STUDIO REBAT NEUF. Cuisine, salle à manger, chambre, salle de bain, 2 toilettes. FAURE, 45-67-98-17.

6° arrdt CENSIER STUDIO, cuisine, salle à manger, 2 chambres, 2 toilettes. 375.000 F. T. : 45-28-97-18.

6° arrdt BUCI/SAINT-GERMAIN UNIQUE 225 m² + patio privatif 40 m². Living sous verrière, chambre, bureau, 2 salles de bain, 4 chambres, 4 baign. à rénover, prix élevé. Tél. : 45-67-98-17.

FLEURUS 45-44-22-36 2° arrdt, 7 pièces, 130 m², 1.300.000 F. 3° arrdt, 5 pièces, 100 m², 1.700.000 F. 4° arrdt, 4 pièces, 80 m², 1.200.000 F. 5° arrdt, 3 pièces, 60 m², 900.000 F. 6° arrdt, 2 pièces, 40 m², 700.000 F.

RECHERCHONS APPTS TOUTES SURFACES. SAINT-BULPICE r.-de-ch. av. Jouissemens jardin grand 4/5 pièces tout confort 3700000 F. Prof. bil. possible. 3700000 F. 45-28-18-58.

RUE SAYOIE 3 p. rénové, 1.000.000 F. SÈVRES-BAYLONNE 2° arrdt, 4 pièces, 100 m², 1.300.000 F. FLEURUS - 45-44-22-36

LUXEMBOURG Charmant appartement lumineux, 2 baign., 138 m², 3 chambres, 45-35-58-08.

VANEAU STANDINGS 2° arrdt, 100 m², superbe séjour, cuisine + une petite pièce, 2 baign., 45-35-58-08.

ST-GERMAIN 7 P. 200 m² env. + arbre serv. SOLEIL, APPT DIVISIBLE. POSSIBLE PROF. LESEE. PLURIMOD - 45-28-25-01.

7° arrdt DURIOU pierre de taille, confort 218 m², balcon, cuisine, salle, 3 services, 45-35-18-36.

R. ROUSSELET, beau studio, 45-35-18-36. FRANCE FAURE, 45-67-98-17.

RUE VANEAU 105 m², pierre de t., 3° arrdt, 45-35-18-36. FRANCE CONSEIL, 48-28-00-78.

8° arrdt CHAMPS-ÉLYSÉES Part. vd 2 p., bel int., confort, situation, 1.450.000 F. 41, rue de la Harpe, 1° étage, sur place ou lundi ou tél. : 42-28-62 (rép.).

PENTHVEUVE/MATHIGNON 4 pièces, 45-28-10-72.

9° arrdt RUE D'AUMALE APPT D'APPART 180 m², double séjour, 3 baign., 45-35-18-36.

10° arrdt GARE DU NORD 02 m² 4 p. cuis., s. de bain, 2 douches, 3 w.-c., 90 000 F. env. peu dégage. M.G.N. 43-67-11-55.

12° arrdt SÉLECTION DOLEAC 10 m², 4 pièces, 1990, 9 a. d'âge, env. 1 ch., cuis. 60 x 90, bois luis, terrasse 30 m² + 8 m² jardi d'hiver, prestations, 1.400 000 F. 43-35-12-23.

14° arrdt MONTPARNASSE VOTRE MAISON DE PAYS 50 m², 4/terrace-jardin 33 m², 1.500.000 F. frais réduits. Tél. : 43-61-33-70.

PLEIN MONTPARNASSE Sur grand jardin, 2 p., baign., cuis., verrou. PRIX 630.000 F. FRANCE FAURE, 45-67-98-17.

78-Yvelines PARLY 2 Studio 31 m², meublé-jardin, avec jardin privatif, cuisine indépendante, w.c. cave. Tél. : 38-18-20-01.

92 Hauts-de-Seine ANSÈRES, Hôtel de Ville, vd 200 m², 200.000 F. 46-78-06-24 - 78-08-11-88.

appartements achats Recherche 1 à 3 P., PARIS, près RIVE GAUCHE pour un investisseur minimum 48-75-20-67 même n°

locations non meublées d'urgence Paris

EMBASSY SERVICE 8, rue de Messine, 75001 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE à louer minimum 3 chambres. Tél. : (1) 45-62-78-99.

Directeur Général ch. sept ans dans une banque de Luxembourg, investissement minimum 100.000 F. Tél. : 45-45-15-34.

Union Foncière Européenne Location, v. 100 m², 2 p., 1000 F. Reqd. APPT. 1000 F. Pour un client, voy. Tél. : 42-88-12-82.

Région parisienne INTERNATIONAL SERVICE 100 m², 2 p., 1000 F. Reqd. APPT. 1000 F. Pour un client, voy. Tél. : 42-88-12-82.

RESIDENCE CITY 100 m², 2 p., 1000 F. Reqd. APPT. 1000 F. Pour un client, voy. Tél. : 42-88-12-82.

pavillons GENTILY Pds R.E.R., pav. 100 m², 2 p., 1000 F. Reqd. APPT. 1000 F. Pour un client, voy. Tél. : 42-88-12-82.

terrains PART. à PART. vds magnifiques terrain 2,20 m² à LA CROIX-VALENTIN, 5 m² ST-TROPEZ (Côte-d'Azur), env. 1000 m², vue imprenable, belle CAVALARIE, proximité plages, 800.000 F. Tél. : 91-58-02-50, n° 20 h.

immobilier POUR VENDRE de particulier à particulier sur la France et l'étranger : maison, apt., propriété, terrain, commerce. AGENCE LANGRANS fondée en 1878. B. J. Grenthou, 75008 Paris. APPT. GR. 05-07-09-11

bureaux Locations Démolition depuis 80 F/m² Paris 15°, 9°, 12° ou 15°. Construction GARE, 1.500 F. INTÉ. DON. : 43-40-31-45.

Votre siège commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, siège CONSTITUTION STES PRIX compl. Débatte régionale. ASPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL Secrétariat bilingue, net. Démolition R.C. et R.M. CODEX SERVICES Champs-Élysées 42-22-55-47 Nation ..... 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - 75001 Contributions de sociétés. Démarches et tous services. Permanence. Tél. : 43-55-17-50

DOMICILIATIONS Forum des Halles, bureaux, constitution de sociétés, vds. ACCÈS - 40-28-15-12.

RUE DE SEINE, 6° arrdt A louer bureau en r.-de-ch. au cour sur jet. 250 m². Loyer annuel 500.000 F. J.-M. LÉVET - 42-26-12-09.

DÉMOLITION 5° BUREAU TELECOM/SECURIT. Tél. AGECO - 42-94-95-28.

La France



Dans



# Le Monde ECONOMIE

## CRISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

### La France des derniers feux

LES campagnes françaises, c'est-à-dire cette prolifération de communes rurales de moins de deux mille habitants qui couvrent 85 % du territoire, sont atteintes d'un mal profond. D'année en année, leur population vieillit et diminue. Dans les Causses, la Haute-Provence ou le Morvan, les agriculteurs sont plus majoritaires - de très loin - par rapport aux commerçants, artisans, employés, retraités. Les ruraux sont globalement moins nombreux que les habitants d'Ile-de-France.

A cette sorte d'anacardie et de rupture d'un équilibre ancestral, s'ajoute comme une rancœur : les grandes villes deviennent, aux yeux des experts, des pôles d'excellence du développement, tandis que, sur les zones rurales, le désert et la friche menacent d'étendre leur manteau de pauvreté.

« Métropoles superstars » et bourgs laissés pour compte. Universités, noués autoroutiers, TGV, musées et emplois pour les uns ; mises à l'écart, déclin, fermetures des écoles publiques, appels à la solidarité nationale pour les autres : la France « à deux vitesses », « à deux faces », « à deux septables » que les gouvernements rejettent, la main sur le cœur, comme une monstruosité politique et une absurdité économique, est malheureusement en train de prendre corps.

« Regardez une carte de France, plaisante à peine M. Robert Savy, président du Limousin, le prototype de la région rurale. A l'ouest, l'autoroute Paris-Bordeaux ; à l'est, demain, l'autoroute Paris-Clermont-Ferrand-Montpellier. Quand je suis à Limoges, j'ai parfois l'impression de présider une région interclassée ».

D'après les études très fines, cation par cation, menées par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et le ministère de l'agriculture pour identifier les zones

rurales les plus fragiles, à partir d'un mélange de critères tels que le vieillissement démographique, l'emploi, les revenus, l'équipement automobile, la proximité d'un collège ou d'un hôpital, une large « diagonale de l'inquiétude » apparaît depuis les Ardennes jusqu'aux Pyrénées centrales, en passant par la Haute-Marne, le Morvan, le Massif Central, le Cotentin. Mais d'autres poches allument aussi des cignotans, en Bretagne intérieure, dans le pays d'Auge, dans le Poitou, les rebords des Alpes du Sud, en Corse.

**L'ensemble des petites communes compte moins d'habitants que l'Ile-de-France.**

Les responsables de l'aménagement du territoire aiment bien les axes. Il y a vingt ans, on simplifiait en remarquant que l'industrie se concentrait à l'est d'une ligne Caen-Marseille. Aujourd'hui, l'axe Ardennes-Ariège coupe la précédente ligne quelque part à la fron-

tière entre le Limousin et l'Auvergne, là où, dans les hameaux, les derniers feux s'éteignent avec la vie.

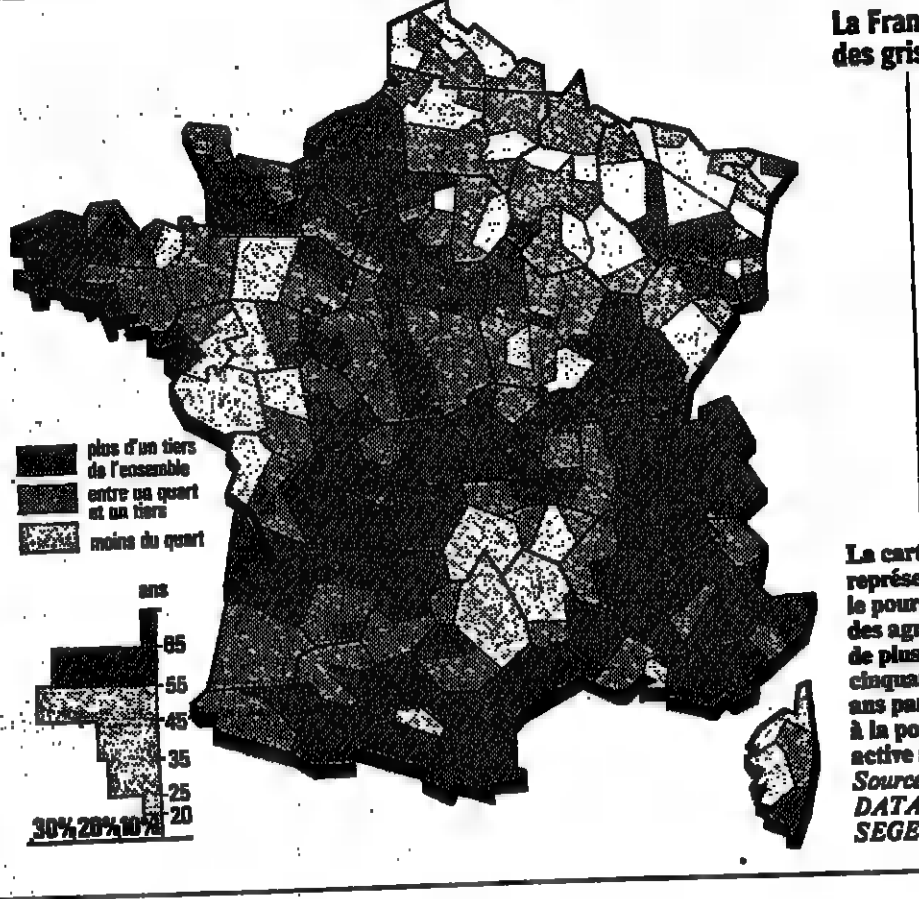
Depuis qu'a été annulée, en juin dernier, la grande conférence de l'aménagement rural prévue à Besançon, une multitude de collo-

ques, congrès, rencontres, journées d'études - la dernière, en 3 décembre à Versailles, organisée par la FNSEA et dix autres groupements sur le thème de la ruralité - se sont déroulés à la fois pour « récupérer » les travaux préparés dans l'optique de la grande messe de Besançon et aussi pour mettre en lumière l'ampleur tragique du phénomène, à cause à la fois de l'absence de planification et de l'accélération.

Il n'est guère de régions, y compris le Nord-Pas-de-Calais ou l'Ile-de-France, réputées urbanisées, qui n'échappent au fléau. Oui, au fléau, quand il n'y a plus d'hommes, de femmes et d'enfants, l'habitant ferme, puis vient le tour du poste, de la station-service, du bureau de tabac... tandis que genêts, ronces, bruyères envahissent les champs.

planter en (futurs) forêts tous les hectares libérés ou d'aménager des golfs en plans avec bungalows et parcours de pêche tous les chefs-lieux de canton !

Dans le Pays de la Loire, une région équilibrée entre l'industrie, l'artisanat et l'agriculture, le nombre des exploitations agricoles est tombé de 125 000 en 1955 à 50 000 en 1985. Une donnée qui fait réfléchir : 33 000 ans d'exploitation ont entre cinquante et soixante ans. Bref, d'après une étude récente établie par l'ingénieur général du génie rural, M. Paul Moati, on peut estimer à 5 millions d'hectares pour toute la France la superficie agricole qui risque d'être abandonnée par les paysans, soit 1 hectare sur 5.



La France des grisons

La carte représente le pourcentage des agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans par rapport à la population active agricole. Source : DATAR-SEGESA

L'Etat - qui a peur de tenir un langage fait déclarer les ministres qu'il est impératif, au nom de la solidarité nationale, maintenir les services publics des petites communes. Mais, le ministre de l'agriculture parisien autoriser le regroupement de deux perceptions, c'est-à-dire la fermeture de l'une d'elles : Douzy et à Châteaufort-Val-Bergé, dans la Meuse (Journal officiel du 27 novembre), le Journal officiel du 17 novembre) Rentabilité oblige...

Une région comme la Basse-Normandie, où pour la population vit dans des zones rurales, où les jeunes chefs d'exploitation sont encore nombreux et où ils représentent 43 % de la production agricole, l'instauration des quotas est évidemment une catastrophe. Compte tenu de l'amélioration des rendements, ce sont 100 000 hectares qui risquent de devenir disponibles pour d'autres utilisations. On ne peut tout de même pas envisager de

#### Comme en temps de guerre

Et il faut bien poser crûment la question. Le maintien en état - pour ne pas parler de la remise en valeur - des campagnes, des forêts, des prairies, des villages et de leurs vertus (les citadins de plus en plus nombreux en quête d'air pur ou de racines) est une tâche qui dépasse naturellement la force des seuls agriculteurs. Comme l'écrivait joliment Fernand Braudel, « la population a lâché pied laissant tout en place comme en temps de guerre ». « A nous, pour plus tenir ». « A nous, pour plus tenir ». « A nous, pour plus tenir ». « A nous, pour plus tenir ». « A nous, pour plus tenir ».

FRANÇOIS GROBICHARD.  
(Lire la suite page 39.)  
(1) L'Identité de la France, tome III (p. 427, éditions Arthaud-Flammation.

## LA CONJONCTURE

### Dans six mois, la facture

par JACQUES SAUVANT

**L'activité continue sur sa lancée, mais le krach va remettre en cause une croissance en partie artificielle.**

UNE ambiance irréaliste a envahi cette fin d'année ! Le monde entier se souvient du choc boursier, le dollar n'en finit pas de glisser, les autorités américaines continuent de souffler le chaud et le froid sur les marchés, et pour les nouvelles en provenance de l'économie restent plutôt bonnes dans les principaux pays. Les prévisions des organismes officiels - leur premier souci - d'éviter les mouvements de panique ou de déstabilisation - contrastent avec les scénarios catastrophes qui fleurissent dans la presse économique.

Tout cela rappelle le désarroi des lendemains de chocs pétroliers, qui ont laissé de bien mauvais souvenirs à nombre de prévisionnistes. Bien que la crise actuelle soit d'une tout autre nature, elle a un commun avec les chocs de 1974 et de 1979 qu'elle se traduit par la variation brutale d'un paramètre - hier le prix du pétrole, aujourd'hui le cours des actions, - dont l'impact sur l'économie passe par des enchaînements complexes, s'étendant sur plusieurs mois, et dans lesquels les comportements des entreprises et particuliers jouent un rôle déterminant.

Ces évolutions que les économistes maîtrisent mal, on peut craindre que le diagnostic commis il y a quelques années ne se répète. L'expérience enseigne que le risque de ne pas prendre assez tôt la mesure du phénomène et

de mal apprécier le calendrier de ses conséquences.

Pour le moment, les conjoncturistes ont à scruter l'horizon, disséquer la moindre information : il leur est bien difficile de distinguer un quelconque signe de retournement dans les indices économiques les plus récents. Tout juste aux Etats-Unis une petite inflexion de la croissance, qui a eu lieu depuis le début de l'année, et en France une légère hausse du moral des industriels. Mais dans l'ensemble, les enquêtes de conjoncture et autres indications rapides recueillies au cours du mois de novembre décrivent une consommation toujours élevée et la poursuite de l'activité sur sa lancée au-delà du krach boursier.

#### Une apparente inertie

C'est comme si rien ne s'était passé, ou plutôt comme si l'économie « réelle » était vraiment déconnectée de la finance. Mais cette apparente inertie n'a rien d'étonnant. A l'exception de spéculateurs ruinés, ou d'intermédiaires financiers en déconfiture, rares sont ceux que l'urgence a déjà contraints à des révisions déchirantes de leur train de vie ou de leurs investissements. Pour le reste, il y a des pertes d'actifs qui ne sont encore que des écritures dans les comptes des entreprises et particuliers ; les premières fondent surtout leurs décisions de court terme sur le

niveau de leurs carnets de commandes, qui ont eu tendance à se raréfier au cours des derniers mois ; quant aux ménages, il ne faut pas oublier qu'une grande majorité d'entre eux ne détiennent aucune action, ne sont pas touchés directement par l'effondrement boursier.

Pour l'essentiel, la note est réglée plus tard - sans doute dans six mois - elle risque d'être lourde en matière de croissance et d'emploi. Il est difficile d'imaginer, en effet, que des pertes boursières approchant les 100 milliards de dollars aux Etats-Unis (presque 20 % du PNB), et 300 milliards de francs en France (1 à 6 % du PIB) puissent avoir sans conséquences sur la marche des économies.

Plusieurs organismes de prévision en ont déjà fourni de premiers chiffres. Ceux-ci sont concordants et ont pour point commun de faire une large place au fameux « effet richesse », qui raconte actuellement un grand succès. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de l'influence des variations du patrimoine des ménages sur leur consommation. Selon certaines estimations valant pour l'économie améri-

caine, un particulier qui s'appauvrit (en raison, par exemple, de la dévalorisation de son portefeuille boursier) réduirait sa consommation à la proportion de 0,2 % à 0,3 %.

C'est tout de suite que l'exigence même d'une telle relation est controversée, qu'elle est difficile à mettre en évidence en

Europe, ce que, si on l'admet, son application n'est pas simple : dans les économies présentes - la chute des bourses intervenue après une très forte hausse, - quelles sont les pertes effectivement ressenties par les ménages ? Faut-il les évaluer à partir du point le plus haut des bourses (fin août, aux Etats-Unis, mars-avril en France), ou prendre une référence plus lointaine ?

On le voit, le calcul est chargé d'une grande incertitude. Il conduit néanmoins, dans des hypothèses raisonnables, à une baisse de consommation de 0,2 % à 0,3 % dans les pays

européens, où la capitalisation boursière et la proportion des titres directement détenus par les particuliers sont plus faibles. Compte tenu des effets induits sur l'investissement et les échanges extérieurs, l'incidence sur le PIB serait de 0,5 % à 0,7 % aux Etats-Unis et de 0,3 % à 0,5 % en Europe.

A ce stade, on n'a chiffré, de manière très approximative, les effets mécaniques des pertes boursières sur l'activité. Mais ce n'est qu'un début de la question.


(Lire la suite page 38.)

## POURQUOI LE KRACH ?

## COMMENT EN SORTIR ?

PHILIPPE SIMONNOT L'EXPRESSION

CHRISTIAN STOFFAËS  
FINS DE MONDES



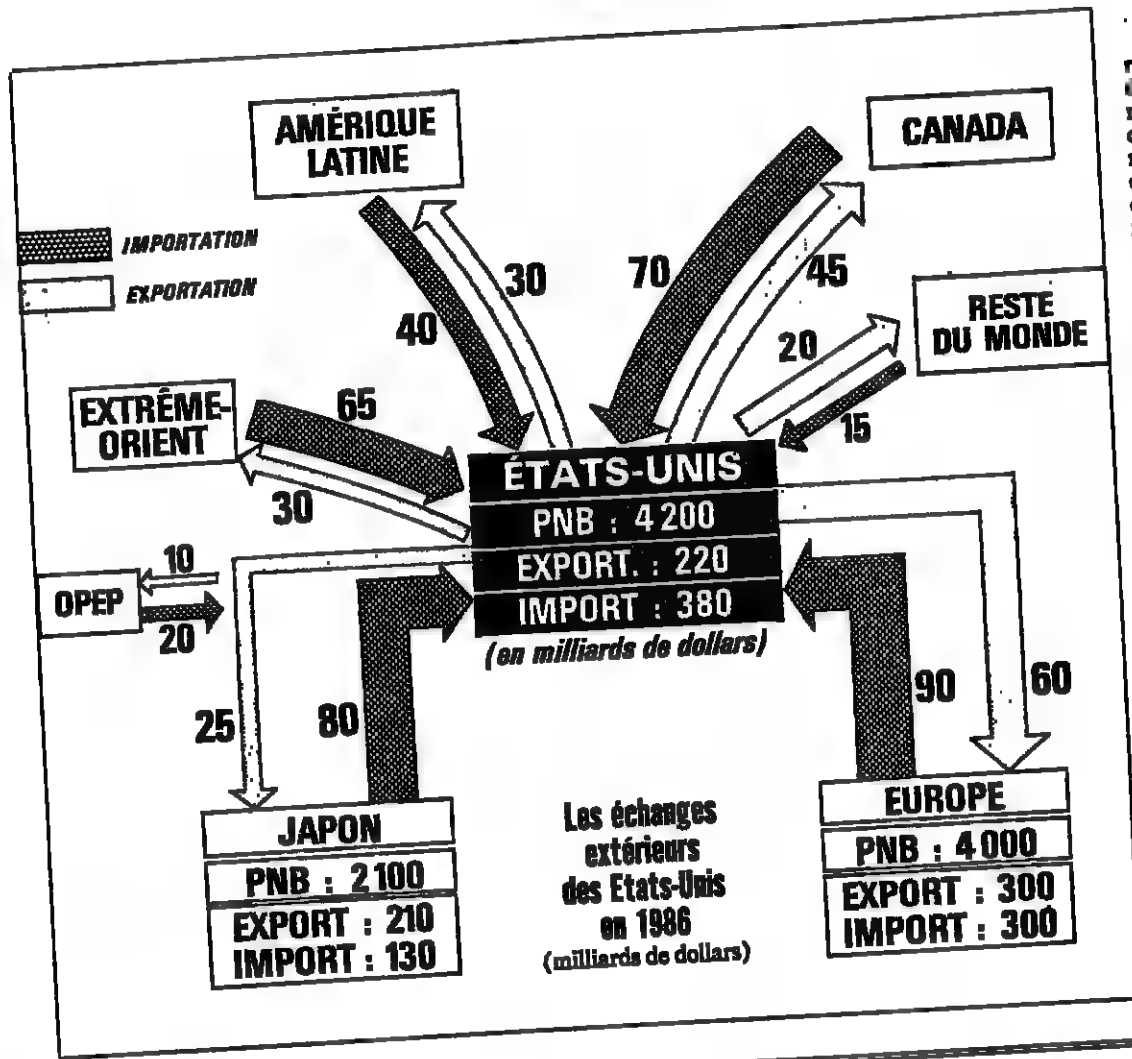
436 p. ISBN 2-7381-0019-6 140 F



صحة من الاجل

LA CONJONCTURE

Dans six mois, la facture



(Suite de la page 37.)  
Ce premier impact ne risque-t-il pas d'être amplifié par les changements de comportement des agents économiques qui transformeraient un simple ralentissement de la croissance en une véritable récession? On entre ici dans le domaine des facteurs psychologiques, où l'économiste répugne à s'engager tant il s'y sent désarmé. Mais il le faut, au moins de manière qualitative, car les conditions initiales rendent effectivement probables des attitudes plus restrictives des entreprises et des ménages.  
Le choc boursier intervenu dans une période de haute conjoncture et la croissance de l'année 1987 aura finalement une meilleure que prévu dans la plupart des pays occidentaux. L'ironie de la situation est qu'on vienne seulement d'en prendre conscience au moment où on commence à guetter des indices d'un retournement. Dans plusieurs pays (États-Unis, Royaume-Uni, France), la croissance du troisième trimestre 1987 a été supérieure à 4 %, un rythme annuel, et le résultat des trois premiers trimestres est supérieur aux prévisions. Le commerce international est en hausse: il a augmenté de 4 à 5 % cette année au lieu des 3 % qui figuraient dans la plupart des prévisions.  
Tout serait pour le mieux si cette expansion rapide ne réul-

taut au moins en partie de phénomènes transitoires. Il y a, dans la conjoncture récente, deux éléments de fragilité que l'on trouve aussi bien aux États-Unis qu'en France (et dans d'autres pays): l'importance de la formation de stocks, qui explique, dans les deux cas, un peu plus du tiers de la croissance obtenue depuis le début de l'année; et la vigueur persistante de la consommation, particulièrement dans le secteur des biens durables, malgré une quasi-stagnation du pouvoir d'achat. Dans les deux pays, le crédit à la consommation a connu un développement rapide: en France, où il s'agit d'un phénomène récent, l'augmentation des achats des ménages lui serait entièrement imputable depuis le début de l'année.

ront plus repousser l'échéance. La seule arme dont elles disposent encore — une nouvelle baisse du dollar, — est d'un maniement dangereux dans un contexte marqué par une remontée de l'inflation au voisinage de 5 %.

Au-delà de ses conséquences propres, le choc boursier apporte plusieurs enseignements. C'est d'abord un rappel à l'ordre: le monde ne peut espérer mettre entre parenthèses des déséquilibres aussi importants que ceux qui se sont créés dans les paiements des pays développés en considérant qu'il s'agit d'un problème strictement financier. Si des progrès ne sont pas réalisés rapidement, d'autres craquements se produiront sous une forme ou sous une autre.

Le krach marque aussi l'échec d'une stratégie dite « de coopération » qui visait à réduire ces déséquilibres en pesant le moins possible sur la croissance, grâce à des actions coordonnées des grands pays. Si cette stratégie n'a pas fonctionné, elle n'était pas réaliste. Il suffit en effet d'examiner la structure des échanges des États-Unis avec le reste du monde (cf. schéma) pour constater que la réduction de leur déficit extérieur dépend essentiellement de l'ajustement de la demande intérieure américaine et relativement peu des efforts de relance qui peuvent être menés en Europe et au Japon.

Le rappel à l'ordre

Le problème est que pour emprunter, pour constituer des stocks et pour investir, il faut un minimum de confiance dans l'avenir. Celle-ci avait fini par revenir dans le calme précoce qui s'était instauré depuis quelques mois et tendait à faire oublier les problèmes de fond de l'économie mondiale. Mais la crise boursière va lui porter un coup fatal, et remettre en cause un mode de croissance en partie artificiel et donc fragile.

L'économie américaine est la plus vulnérable, parce que les effets du krach y sont les plus forts, mais surtout parce qu'elle est depuis un moment sur le fil du rasoir. En 1987, les consommateurs et les entreprises, en se montrant très dépensiers, ont compensé l'effet dépressif sur la demande intérieure de la forte réduction du déficit budgétaire (de 74 milliards de dollars, soit 1,7 point de PIB), un résultat important, largement occulté, mais dont les conséquences sur l'activité pourraient n'être que différées.  
L'investissement de leurs comportements entraîne un ralentissement sévère de l'activité, et vraisemblablement une récession malgré la progression toujours rapide des exportations. Les autorités américaines, qui ont fait preuve jusqu'ici d'une habileté remarquable pour prolonger la phase de croissance, ne pour-

En réduisant leurs importations de 10 %, les États-Unis amélioreraient leurs comptes extérieurs de près de 20 milliards de dollars. Une augmentation du même pourcentage des importations européennes et japonaises serait à peu près quatre fois moins efficace, du moins dans ses effets directs, car elle s'appliquerait à des exportations américaines relativement faibles vers ces deux marchés (85 milliards de dollars en 1986).

La réduction du train de vie américain apparaît bien désordonnée comme la seule issue. Pour avoir longtemps duré, elle risque d'être brutale. Ainsi l'Europe, qui va être doublement frappée — par la récession aux États-Unis et par la baisse du dollar, — doit se préparer à défendre sa propre croissance.

JACQUES SAUVANT.

Taux d'épargne

(en %)	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 (2 <sup>e</sup> trimestre)
États-Unis ..	7,5	6,8	5,5	6,4	5,1	3,9	3
Allemagne ..	14,8	13,9	12,2	12,8	12,7	13,4	13
France .....	18	17,3	15,9	14,6	13,8	14	13,5

Ces taux d'épargne ne sont pas strictement comparables d'un pays à l'autre en raison de définitions différentes.

“ Donner aux entreprises le moyen de renforcer leur assise financière...”

Le BFCE participe depuis 40 ans au financement d'un très grand nombre d'entreprises en France, mais sur le plan international.  
Aujourd'hui, forte de son expérience du monde industriel et commercial, elle est un allié sûr des entreprises dans la conduite de leurs opérations de "haut de bilan".  
Ainsi, elle aide ses partenaires français ou étrangers en vue de leur développement et concourt à toute opération de réorganisation de capital. Elle est en mesure de préparer et de faciliter l'introduction sur les marchés boursiers; elle peut aussi participer au renforcement de fonds propres, directement ou indirectement, par l'acquisition de ses sociétés de capital-risque.

BFCE, votre allié dans l'international.

n'est-ce pas aujourd'hui la meilleure façon de les appuyer dans la concurrence internationale? ”

**BFCE** Banque Française du Commerce Extérieur

**DÉCEMBRE**  
le mois des cadeaux  
chez **NEUBAUER**



● +5 000 F sur la valeur de votre reprise selon les conditions générales de l'Argus.  
● 5 000 F minimum de reprise de votre voiture quel que soit son état.

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, rue de la République - 93200 ST-DENIS  
4, rue de Châteauneuf - 75009 PARIS

La France des

Le krach boursier a entraîné une baisse de la confiance des investisseurs et une dégradation de la conjoncture mondiale. La France est particulièrement touchée par ces phénomènes. Les autorités françaises doivent donc prendre des mesures pour soutenir l'économie et protéger les emplois.

RENTREE 26 JANVIER 88  
UN NOUVEAU METIER  
MANAGEMENT EUROPEEN  
MANAGEMENT DIPLOME ESA  
Paris Bangkok en 1  
Plein de



CRISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

Terres en surplus

On connaît les paysans sans terres, des détractés latino-américains poussés vers les bidonvilles par l'extension à l'infini des latifundia. La France s'apprête à connaître les terres sans paysans, à l'instar des grands pays européens et des États-Unis, modèles d'agriculture développée qui ont, au cours des trente dernières années, fait leur malheur en poussant trop loin les feux de leur production. Pour la première fois de son histoire, la France se trouve confrontée à un surplus d'hectares.

Rapatriés « laboureurs » dans l'enquête administrative de 1807, puis « cultivateurs » dans les statistiques agricoles de 1892, avant d'apparaître comme « exploitants agricoles » à partir de 1929 dans le recensement de l'agriculture et du bétail (1), les agriculteurs sont les premiers concernés par cette nouvelle donne. La terre est, au sens plein du mot, leur culture. Pour avoir perdu sa valeur d'échange (les prix ont baissé de 43 % en quarante ans) et, maintenant, sa valeur d'usage (sa vocation à produire s'estompe), elle parvient difficilement à enricher une activité économique et sociale solide.

Pour M. Etienne Lapèze, responsable à la FNSEA, trois cent mille agriculteurs suffiraient à éviter un retour à la friche, à raison de 100 hectares par exploitant. « Mais eux seuls ne pourraient assurer la vie d'un village, le maintien d'un artisanat, d'un

commerce, de services postaux ou d'écoles. »

La démographie est sans appel. Elle montre une France agricole de grisons qui, une fois retraités, n'auront pas d'héritiers volontaires pour s'en aller retourner la terre. « Il y a crise lorsqu'une génération ne veut pas que celle d'après fasse le même métier qu'elle », explique le député RPR de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain. Nous y sommes. Le nombre d'exploitants (un million aujourd'hui contre deux millions en 1960) diminue au rythme de 3 % l'an, et la population agricole ne représente plus que 7 % des actifs.

Une idée à la mode

Céder son affaire à un tiers suppose que celui-ci s'endette pour acquérir une terre dont il ignore ce qu'elle lui rapportera. Comme le souligne M. René Soucheon, ancien ministre socialiste chargé de la montagne, ce problème est français avant d'être européen : « Notre pays est celui de la CEE qui a la densité la plus faible : quatre-vingt-huit habitants au kilomètre carré contre deux cents en moyenne dans le reste de l'Europe. »

Présentée un peu vite comme un remède miracle, l'« extensification » des cultures ou de l'élevage est une idée à la mode dans les campagnes. Elle consiste à

produire qu' auparavant, mais sur des superficies plus étendues, en diminuant la charge de travail et de capital à l'hectare. Cette évolution, qui supposerait un agrandissement des exploitations, ne heurte à de nombreux obstacles. « Chaque hectare supplémentaire représente des charges fixes de 1 500 francs, quel que soit le revenu qu'on peut en tirer, explique M. Jean-Claude Tirel, directeur scientifique à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Un élevage qui achète 30 hectares supplémentaires doit investir dans un cheptel à hauteur de 300 000 francs environ. Le capital par travailleur agricole est moyenne de 600 000 à 900 000 francs pour une rémunération de 5 000 francs par mois ! »

Le risque existe de voir les terres les plus fertiles et les plus proches des villes et des vallées abandonnées. Il en sera ainsi pour les terres marginales qui ne sont pas collectivement limitées qui pèsent sur les agriculteurs - un terra pas abasé.

Un consensus apparaît en faveur de la pluri-activité, longtemps décriée par la FNSEA pour qu'elle ne favorise pas l'« extensification » d'une agriculture moderne. « Il ne peut s'agir de solutions individuelles », prévient M. Soucheon. Jusqu'à présent, les exploitations agricoles

sont développées selon des modèles uniques, comme si on avait taillé à chacun un habit sur mesure. Les professionnels reconnaissent désormais les bienfaits d'une diversification à condition qu'elle soit adaptée aux marchés locaux ou régionaux. « Si le porc se vend dans le palmipède gras, le problème ne sera pas résolu », poursuit M. Soucheon. L'aménagement rural apparaît comme une somme de solutions ad hoc qui restent à concevoir, tant la France est variée entre le Bassin parisien céréalier, le Limousin laitier ou les Vosges forestières. L'ancien ministre développe la notion d'« exploitation rurale qui associe le champ agricole.

Pour les paysans, ce concept n'est pas facile d'accès. « L'agriculture est faite pour produire », observe M. Eric Forget, responsable de la politique de montagne au cabinet de M. François Guillaume. « Le got des terres près de Bruxelles ne à l'encontre de la dignité de l'homme. » La proposition de M. Soucheon n'est pas si radicale. Elle repose sur un constat : le milieu rural a de multiples richesses, mais l'exploitation de chacune n'assure pas un revenu suffisant. L'exploitation idéale combine, selon lui, un peu d'agriculture avec du tourisme ou de la forêt, du commerce et de l'artisanat.

« La pluri-activité est viable dans les régions difficiles où la

vie, ainsi M. Forget. Aucune n'est à proprement parler « non reconvertible ». Mais, sur les herbages de montagne, les alternatives à l'élevage laitier sont la politique des quotas poursuit ses ravages. « La montagne produit 10 % du lait français. Il faut la brider. En revanche, le porc disparaît, car le coût de l'aliment est élevé. Il faut s'atteler à on veut maintenir des hommes dans ces régions. Si oui, le porc peut le permettre », conclut M. Forget. Dans les Alpes du Sud, ce sont les mesures prises en faveur de l'élevage qui ont permis de maintenir une présence humaine.

La qualité des produits

Pour les agriculteurs attachés à la qualité de leurs terres, c'est aussi dans la qualité des produits que réside leur chance de durer. Développer les spécialités locales, affirmer une identité, rechercher, comme l'ont fait les viticulteurs de Languedoc, une « appellation contrôlée ». Ce sont là des moyens pour sortir du quantitatif, mais en occupant le terrain.

Transformer des terres agricoles en forêt, reste une possibilité, à condition de privilégier la qualité. Finalement, que du résineux pour pâte à papier (la France est en panne d'atteindre son autosuffisance), c'est le début d'œuvre, le feuillage, qui réserve les meilleures

garanties de diversification... A condition d'être patient.

À l'immédiat, l'aménagement rural passe par une agriculture de l'homme à la terre, à la nature. « L'homme à la terre, à la nature, à la nature, à la nature. Il faut donc l'entretenir.

« L'horizon 2000 », on pourrait imaginer que toute la production agricole française soit produite sur l'ouest breton, l'Île-de-France. Qu'une partie des terres défrichées il y a moins d'un siècle leur état premier ne serait pas, en soi, une catastrophe. Il en irait autrement si la nature reprenait le dessus au point d'étouffer ou de menacer l'activité humaine.

La forêt provençale ne brûlerait pas si elle avait une activité agro-pastorale avait subi l'embroussaillage qui appelle le feu. « Les Canadair », disent en chœur les responsables agricoles, il suffirait. Il suffirait, il y en a encore, d'une volonté politique.

Pendant que la Communauté européenne s'occupe d'une politique générale des productions, la France doit partir à la conquête de son espace rural. L'agriculteur sera l'artisan de cette aventure s'il accepte d'élargir sa panoplie.

ERIC FOTTORINO.

(1) Population et société, 1987.

La France des derniers feux

(Suite de la page 37.)

Sur le constat, une étonnante unanimité se retrouve, des milieux politiques de droite comme de gauche, en passant par les syndicats agricoles, les chambres de métiers, les associations de maires et d'élus locaux : reconcentration économique sur les grandes villes, lancement de plusieurs centaines de cantons, difficultés financières grandissantes des petites communes rurales et même, pour beaucoup, mendicantes.

Certes, des dizaines d'initiatives et là, en plaine et en montagne, souvent autour d'un « homme à tout faire » jettent quelques espoirs d'optimisme. On cherche à secouer la population restante, à changer de langage, à décrocher des subventions, à regrouper dans une charte intercommunale, un contrat de pays, un syndicat mixte, un comité d'expansion, plusieurs communes ou cantons dans un même projet. C'est le cas dans le Comminges (cinq cantons de Haute-Garonne), le pays de Mené, en Bretagne centrale, à Châteauneuf-sur-Loire, à Bercy-courant dans le Pas-de-Calais, dans le désert des champs de betteraves et d'ovidors.

Mais si heureuses soient-elles, ces leçons de « micro-aménagement à service » auraient besoin de prendre appui sur une mobilisation nationale. Or le moins qu'on puisse dire est que les ministres, s'ils prononcent beaucoup de discours et présentent beaucoup de communications au conseil des ministres, ne mettent pas leur actes en harmonie avec leurs dires. Les bavardages abondent, mais l'efficacité se fait attendre.

Les moyens spécifiques mis en œuvre par l'Etat pour mener à bien cette gigantesque opération de sauvetage apparaissent dérisoires : 443 millions de francs en 1987, 421 millions en 1988 pour le FIDAR (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) et le FIAM (Fonds interministériel d'aménagement de la montagne) réunis. A titre de comparaison, 1 kilomètre d'autoroute en région parisienne coûte plus de 500 millions de francs ! Les régions font ce qu'elles peuvent, mais l'essentiel de leur budget est absorbé par les lycées et les routes. Députés, sénateurs, maires des régions rurales, vimpèrent contre la

marginalisation de la DATAR, et le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, qui voudrait bien retrouver un rôle de leader (mais est-ce que les ministres, s'ils prononcent beaucoup de discours et présentent beaucoup de communications au conseil des ministres, ne mettent pas leur actes en harmonie avec leurs dires. Les bavardages abondent, mais l'efficacité se fait attendre.

A plus court terme, le gouvernement, à qui incombe une mission générale d'organisation élargie de la solidarité, pourrait, pour aller au-delà des analyses et des constatés, prendre quelques dispositions simples :

- Répartir la dotation globale de l'Etat (DGF) que verse l'Etat aux communes et départements (73 milliards en 1988) en proportion inverse de la population et du potentiel fiscal ;
- Étendre les taxes sur les bureaux acquises en Île-de-France par les promoteurs à toutes les

métropoles et en relever sensiblement le niveau, ce qui permettrait de récupérer 1 ou 2 milliards de francs ;

• Réviser vite les modalités de calcul de l'impôt sur le foncier non bâti qui est une pierre accablée au dos de l'agriculteur ;

• Exonérer d'impôt sur les bénéfices les sociétés qui s'installent dans les communes rurales les plus fragiles, à l'image des mesures identiques prises dans les zones d'entraides de Dunkerque, La Clotte, La Seyne et, demain, en Corse ;

• Déléguer aux sous-préfets des enveloppes globales de crédits publics pour favoriser toute initiative économique et tout projet de coopération intercommunale.

Ce ne sont là que quelques pistes. Mais le temps presse. L'avenir du monde rural ne peut être tenu pour un sous-produit de l'aménagement du territoire. Tant qu'il y aura (encore) des hommes... FRANÇOIS GROSCHARD.

(2) M. Mébaugerie préfère, lui, parler de « programmes conjoints de développement économique et de mise en valeur des atouts régionaux » (sic).

ICN NANCY L'UNIVERS-CITY. I est en France une grande école de commerce de dimension internationale : ICN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir. Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : ICN. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2<sup>e</sup> année) doivent présenter le concours national\* de cet institut réputé. Une réputation justifiée par l'INFORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance, Expertise Comptable (14 UV/16 grâce à la MSTCF I), Systèmes d'Information et Organisation. Don't forget! On entre à ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous. ICN POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN. Nom, Prénom, Adresse, Tél. ICN : 4, rue Ravinelle - Case of. n° 2-54035 NANCY CEDEX - Tél. : 333712. \* dans 30 villes. Banque d'épreuves communes en 1988 avec 3 autres écoles.

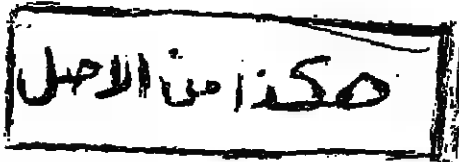
RENTREE 26 JANVIER 88. NIVEAU DEUG, DUT, BTS... Préparez-vous immédiatement à UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT DIPLOME ESA. Formation intensive : 9 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise débouchant sur 3 diplômes reconnus par les professionnels. ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT. ESAM. Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris. Tél. 33371111. Adresse, Tél. souhaite une orientation souhaite une documentation

INFORMATIQUE PERSONNELLE : QUEL ORDINATEUR CHOISIR ? Tous les modèles testés pour vous. Le Monde sur minitel. ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS au Monde et à ses publications 3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours. A partir du 5 Décembre 1987. Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris. 123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77. ARC

MEMBRE des clubs... ESAM... BAUER... MUGESOT





La chronique de Paul Fabra

Les promesses ambiguës de l'Acte unique

Il serait trop facile d'ironiser sur le « choc de 1992 »...

Preuve qu'il s'est agi, dans l'ensemble, d'un colloque utile...

Mettant comme il l'a dit et un bémol à l'enthousiasme harmonisateur...

Cette question de calendrier serait secondaire à la Commission...

Que dit la Commission aux Etats membres ? Rapprochez vous...

deux. Si, d'ici là, on parvient pour un même produit de réduire l'écart d'imposition...

Le cas le plus intéressant, parce que le plus fréquent, est évidemment celui de l'importateur-revendeur...

Ne réproprions pas ici l'ensemble des objections habituellement adressées au dispositif imaginé par la Commission...

complexes, mais que la Commission — elle ne le dit pas ouvertement — voudrait bien gérer pour le compte des pays membres.

Bonbons-nous aux commentaires très significatifs d'un état d'esprit à peine moins technocratique, présentés par Alain Juppé...

Ne doutons pas que la Commission, restée très discrète sur cet aspect des choses, y trouve certainement un grand motif de satisfaction.

En avant presque exclusivement — et cela bien avant l'arrivée de Jacques Delors à

ses travaux sur l'harmonisation des taxes indirectes, la Commission a contribué à renforcer encore le préjugé selon lequel la « compétitivité » (à combats d'approximations et d'inexactitudes) sont proférées en ce nom il est une affaire de « changes à spéculer plus ou moins lourdes ».

Il est une autre conséquence importante de la proposition de la Commission. Elle n'est pour ainsi dire jamais relevée. La colle que ne l'a pas mentionnée normalement, mais indirectement, il a permis d'en éclaircir certains aspects cachés.

L'Acte unique ne sera pas l'acte de naissance d'une future supermonnaie européenne que le

traité de Rome — un document dont la facture économique que juridiquement, ne se retrouve pas dans le texte mais rédigé pour mission de faire surgir.

Si les nations européennes ont éprouvé le besoin de former une Communauté — formule qui implique l'« affectio societatis » — il s'agit précisément pour remédier à l'impossibilité pratique d'une construction fédérale.

L'impacte que depuis une bonne dizaine d'années, c'est-à-dire depuis que les cinq années de progrès ont été accomplies sur le plan communautaire et qu'en ce qui concerne la liberté des échanges on a en réalité reculé (par rétablissement des protectionnistes invisibles), — on se félicite de croire que c'est en renforçant l'appareil institutionnel et en multipliant les engagements solennels en faveur de l'Union européenne qu'on pourra repartir de l'avant.

Le conseil européen n'a pas conduit à la « coopération » politique, l'élection au suffrage universel du Parlement de Strasbourg n'a pas changé la nature de la Communauté. Au colloque organisé par la Fondation du futur, Simone Veil a révélé ce fait troublant : dans les rares cas où les pouvoirs de l'Assemblée européenne ont été renforcés par l'Acte unique, que constate-t-on ? Que les « suffrages » se « rationalisent ».

Créer que l'Acte unique devrait favoriser les progrès de l'harmonisation par ce qu'il multiplie les cas (en dehors des questions de fiscalité et de circulation des personnes) et le conseil des ministres peut se prononcer à la majorité qualifiée (pondérée) et non plus à l'unanimité, c'est faire bon marché de la médiocrité des résultats concrets obtenus à la faveur des réformes institutionnelles déjà intervenues, si satisfaisantes fussent-elles du point de vue symbolique.

Notes de lecture par Alfred Sauvy

FRANCIS BLANCHARD Le travail dans le monde

Voici le troisième volume de la somme la plus importante qui ait jamais été produite sur les conditions et les problèmes du travail dans le monde.

Francis Blanchard, préface qu'une introduction générale depuis la parution des deux premiers volumes, en 1984 et 1985, un particulier dans l'Afrique, au sud du Sahara, où l'exode rural, accéléré par la dégradation des conditions agricoles, a entraîné dans les villes.

Pour classiques qu'elle soit, l'analyse du phénomène est sommaire et peu différente, au moins de celle, de l'OCDE. En particulier, une fois de plus, est quelque peu négligée la dimension fondamentale du travail. Un regard plus accusé est, en revanche, formulé sur la réduction des dépenses gouvernementales, liées à la formation et à la qualification.

Deux parties : la première, descriptive, sur les tendances et les problèmes récents ; la seconde, prescriptive, sur les revenus du travail et l'équité ; la troisième, sur les politiques de développement, les pays industrialisés et les marchés et les pays à économie planifiée.

La documentation positive est en fait progressée sur les explications, les enchaînements et les améliorations possibles. Un quatrième et un cinquième volume sont annoncés. Bibliographie sommaire.

Organisation internationale du travail, Genève, 1987, 38,5 cm, 188 pages, 40 F.

MATTEI DOGAN ET DOMINIQUE PELASSY

Le Moloch en Europe. Etatisation et corporatisme.

Au sujet de Dieu et de l'homme, nombreux ont été les débats pour savoir lequel a créé l'autre. Il s'agit ici, du couple Etat-société, de dénoncer celui des deux qui envahit l'autre. La pénétration étant double, deux axes sont à traiter : l'étatisation et la corporatisme et la corporatisme de l'Etat, à l'expression quelque peu contestable, mais bien analysée.

L'« Etat gendarme » est-il vraiment à l'Est-providence ? Il faudrait chercher dans les origines de la famille et de la tribu. Lors d'une rencontre sportive s'impose l'arbitre gendarme, mais non l'arbitre protecteur.

Le bourgeois, au dix-neuvième siècle, a choisi le premier rôle, sans guère penser au second. Selon Jules Ferry, un peu choqué, « le gouvernement se doit d'être le surintendant de la prévoyance sociale et le tuteur des malheureux qui n'en ont pas ». Reste à déterminer les limites de l'Etat.

« Ne tirez pas sur moi, quand je porte vos enfants dans mes bras », disait André Tardieu, s'exprimant, en somme, au nom de la bourgeoisie. Mais les dommages causés, même aux humbles, par le New Deal et le Front populaire, ont classiquement passé sous silence, l'intention primant sur le résultat.

Et voici le grand fait nouveau : progrès (onéreux) de la science médicale et vieillissement démographique. Les auteurs soulignent, l'Etat doit intervenir de la baisse de la natalité : les compagnies d'assurances y trouvent, certes, un profit immédiat, mais le système de capitalisation réserve des surprises. Est rappelé l'ouvrage de Léon Tabah, la Fin des retraites, non le rapport émanant au commissariat du Plan, de Léon Tabah.

Curieusement n'est pas évoqué, même pour l'Allemagne, le recours à des jeunes étrangers. Le rideau est levé : la pièce ne fait que commencer. Quelques réflexions sur l'Etat-providence planifié, notamment sur la Nomenklatura, mais non sur la toute jeune « perestroïka ».

Economica, Paris, 1987, 24 cm, 226 pages, 98 F.

VICTOR SCARDIGLI

L'Europe des modes de vie.

Directeur de recherches au CNRS, Victor Scardigli s'intéresse moins au niveau de vie qu'au mode de vie, objectif qui ouvre de larges espaces, lesquels s'étendent encore devant celui qui entend les parcourir. Commode, assurément, la numérotation décimale, mais quelque peu complaisante. Si brutal qu'a été le second choc pétrolier, le 1er janvier 1980 n'a pas entraîné un déclin, suivi d'un changement brusque.

Au cours des années 70, le mode de vie méditerranéen décline, est-il dit, en particulier sur l'attitude de la femme, qui se libère, mais qui s'alimentent réciproquement besoins et croissance. Une fois de plus, parmi les mutations des années 80, le recul de la natalité est à peine évoqué, ce qui restreint singulièrement le champ des prévisions relativement solides. Cette baisse est quelque peu liée, est-il dit, à celle de la durée du travail, mais nous restons sur notre faim.

Quoi qu'il en soit, multiples comparaisons, peu connues, entre pays d'Europe occidentale jalonnent le texte, notamment la classique courbe en S, pour toute diffusion d'un besoin nouveau. La distinction s'observe partout entre cols blancs et cols bleus ; en outre, est noté un fait rarement signalé : le maintien d'une proportion importante d'emplois non qualifiés, alors que le nombre de diplômés augmente.

Il est intéressant de noter que la question : « Où va l'Europe ? » ou « Où va l'Occident ? » sans doute, mériterait-il d'être un peu plus poussée. Et nous passons agréablement d'un sujet à l'autre, d'un pays à l'autre, espérant que cet ouvrage, si consciencieux, n'est que

l'avant-garde d'une réflexion que l'on pourra consulter de Gisors sur Spitzberg.

Editions de CNRS, Paris, 1987, 24 cm, 140 pages, 95 F.

GUY DE CARNOY ET JONATHAN STORY

L'Europe occidentale dans le monde d'aujourd'hui.

Le titre évoque les changements survenus depuis le temps, assez proche, où le monde était à la disposition de l'Europe maritime ; toutefois que cet ouvrage a été initialement conçu pour les Américains, si... inégalement informés sur l'Europe. Ne dit-on pas, à la veille de Munich, que, pour plus d'un Américain, il n'y avait guère plus de différence entre la France et l'Allemagne qu'entre le Dakota du Nord et le Dakota du Sud ?

L'ouvrage du professeur émérite de l'INSEAD à Fontainebleau et du professeur associé qui avait été directeur de l'Institut, à Paris, est précédé d'une préface pour le lecteur européen et de la préface qui avait accompagné l'édition américaine. Il est, du reste, largement question des Etats-Unis.

La description de l'ensemble (deux chapitres) est suivie de diverses parties. Description bien sommaire de l'évolution démographique, dite de transition, avec la regrettable confusion entre fertilité et fécondité ; en revanche, bien en place, l'évolution toute récente des deux Allemagnes. Sur l'Union soviétique, bonne mise au point, mais antérieure à la « perestroïka » de Gorbatchev.

Le chapitre le plus prenant, semble-t-il, concerne le rôle, dans le monde, de l'économie de l'Europe occidentale, privée de matières premières et d'énergie, donc à la merci des pays pétroliers. L'Europe est, par ailleurs, sous la domination du dollar, qui a poussé à la recherche de la stabilité monétaire. Quatre points vulnérables : la démographie (bien légèrement abordée), la défense, l'économie, impulsée contre le chômage, le monnaie (le véritable pouvoir, « battre monnaie », est divisé). L'acte unique de 1992 n'est pas une question. On eût souhaité une adaptation plus poussée pour le lecteur européen.

Economica, Paris, 1987, 24 cm, 230 pages, 120 F.

LÉON NATA

Le rôle de l'emprunt extérieur dans le processus du développement.

Ivoirien, placé aux postes les plus délicats, gouverneur suppléant de la Banque mondiale, pour la Côte-d'Ivoire, l'auteur a largement suivi et subi la grande aventure du développement, particulièrement pour l'apport extérieur.

L'opinion, du moins l'opinion française, n'entend guère parler du financement extérieur qu'au moment où le poids de l'endettement se révèle trop lourd et donne lieu à l'euphémique réajustement. Quelques pages nous rappellent les conditions classiques du sous-développement, considérées comme un atterdement. Est rappelée la liste, devenue peu utile, des tests de sous-développement (avec l'oubli de la condition de la femme).

Vient ensuite les accords de Bretton-Wood, pavés d'excellentes intentions et l'énumération des

préteurs, internationaux, gouvernementaux ou privés. Sont particulièrement en vue la Banque mondiale et sa filiale AID (Association internationale de développement), qui accorde des prêts à intérêt nul, donc, en principe, comparables à des dons, en période de hausse de prix. Si le prêt est une simple affaire de technique et d'études, le remboursement ou le paiement des intérêts peuvent soulever des difficultés intérieures et extérieures.

Jusqu'à où un pays aller à l'endettement ? Chacun admettra l'existence d'une limite et le préfacier Jean-Rodolphe Lopez, professeur à Aix-en-Provence, emploie même l'expression d'« endettement optimal », auquel la seconde partie est consacrée. Aurait été la bienvenue une meilleure description intérieure du « taux d'intérêt national » des investissements, non seulement en termes de PIB, mais, plus particulièrement, en produits exportables.

Le préteur n'a pas toujours, il est vrai, les mêmes idées que l'emprunteur sur la meilleure utilisation des fonds, si sa position lui confère une certaine... La troisième partie porte sur la recherche de solutions. Les auteurs sont nombreux mais auraient gagné à être plus liés à l'économie.

Un des meilleurs ouvrages parus en français sur ce sujet si délicat, et appelé à durer.

L'Harmattan, PUSAF, 1986, 24 cm, 234 pages, 120 F.

XAVIER GREFFE

Analyse économique de la bureaucratie.

L'origine de la bureaucratie remonte à Mirabeau, mais elle est source fréquente de confusion. Il s'agit, en effet, de distinguer le travail lui-même de l'homme assis devant un bureau et l'autorité qui peut lui être conférée par sa fonction. Il est dommage que l'auteur n'ait pas repris ici les termes de bureau ou de bureau, créés par le linguiste international Jacques Burdieu, les suffixes crute et cratie ne devant intervenir que dans les cas où il existe un certain pouvoir.

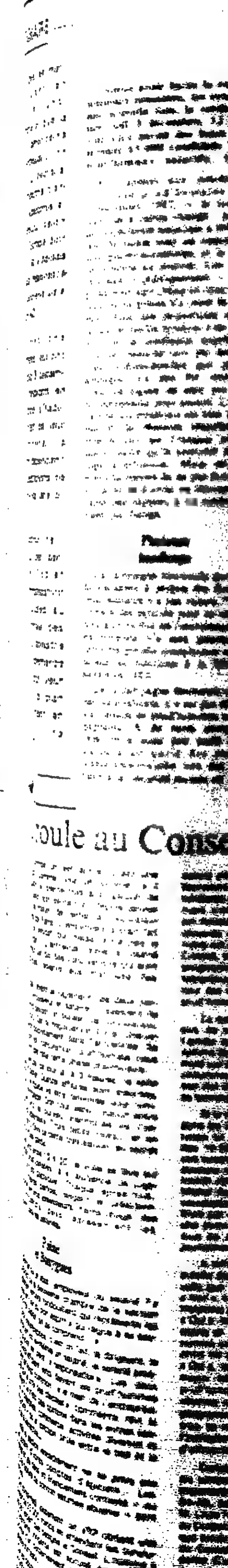
Les bureaux n'ont jamais été évalués par la littérature, qu'il s'agisse de Courtelaine ou de Northcote Parkinson. Ce dernier, est-il rappelé ici, montrait l'intérêt qu'a un homme de bureau à augmenter le nombre de bureaux. La question a un nouvel aspect, depuis la description des fonctions de manager et management.

Les économistes libéraux ont été adversaires résolu des bureaux, nuisibles au jeu naturel des échanges et des intérêts. C'est l'aspect économique qui prévaut. Fidèle à l'école économique française, le professeur à Paris-I Panthéon-Sorbonne, présente de nombreuses analyses d'économistes, soit qu'il ne s'engage que prudemment, chaque fois, d'un pas sûr.

C'est ainsi que l'Etat-providence peut prendre facilement, dit-il, une allure antisynchrone ou anticyclique, par simple réflexe. Regrettions, en revanche, la place excessive donnée à la complaisante loi de Laffar, dépourvue de base expérimentale suffisante.

Le débat n'étant pas près d'être clos, nos enfants vont, à leur tour, l'alternance de politiques, bien que d'économies et de périodes de douce progression naturelle, bien à vivants », des bureaux. Remarquable analyse, qui, sans que soient mentionnés les travaux de Michel Crozier, a combié de sévères lacunes sur ce sujet à biologie ». En couverture, gravures d'Henry Monnier.

Economica, Paris, 1987, 24 cm, 233 pages, 58 F.





## SOMMAIRE

■ Alors que les marchés étaient en baisse, le lundi 7 décembre et que la monnaie américaine se raffermissait, on retenait la déclaration du ministre français de l'économie et des finances, selon laquelle l'Europe doit résister à la baisse d'un dollar manifestement sous-évalué (lire page 43).

■ Les élections prud'homales auront lieu mercredi 9 décembre. Les syndicats en font, comme d'habitude, un test de leur représentativité. Ils redoutent cependant que les abstentions ne fassent le jeu (lire ci-contre).

■ Le secteur tertiaire, celui des services, fera l'objet d'une communication de M. Chavanes au prochain conseil des ministres. Le ministre chargé du commerce et de l'artisanat veut faire adopter un plan de développement en huit points (lire page 43).

## Les inconnues des élections prud'homales

### Les syndicats en appel

Après avoir battu la campagne pendant plusieurs semaines, les syndicats attendent, une nouvelle fois, le verdict des urnes. Le mercredi 9 décembre, 12 316 836 salariés vont élire parmi des listes syndicales comprenant 65 000 candidats 7 436 conseillers prud'homales salariés. Le même jour,

871 750 responsables d'entreprises élisent 7 436 conseillers dans le collège «employeurs». Logiquement, l'actualité portera sur l'allée des confédérations. Le débat sur le droit de grève, celui sur l'exercice des libertés syndicales — que la CGT

de faire augmenter le pourcentage d'abstentions qui a pesé, les enquêtes ayant montré que les chômeurs sont, dans ces élections, abstenus à 70 %.

La diminution du nombre des inscrits et l'exclusion des chômeurs vont avoir des effets «mécaniques». Dans la «mécanique» industrielle, où la baisse du nombre d'inscrits est de 18,41 %, la CGT qui avait obtenu en 1982 44,96 % des voix risque de perdre quatre points. Quant à la CFDT, c'est elle qui va subir au premier chef l'effet de l'absence des chômeurs.

### La crainte des abstentions

Pour les syndicats, comme pour les pouvoirs publics, — qui n'ont pas politiquement intérêt à ce que la consultation tourne au désavantage des syndicats, — la principale crainte est que, le 9 décembre au soir, le syndicat des abstentionnistes soit le plus fort. Le taux d'abstentions avait été de 36,7 % aux prud'homales en 1979, de 41,4 % à celles de 1982 et de 47 % aux élections de 1983 à la Sécurité sociale. Or, dans les entreprises, la tendance est inévitablement à une moindre participation aux élections. Pour les élections aux comités d'entreprise, le taux de participation est tombé de 71,7 % en 1974 et en 1976 à 68,7 % en 1984 et 68 % en 1986. Ce n'est pas encore la cote d'alerte mais une telle tendance est inquiétante. Les élections risquent donc de progresser de nouveau — tout le monde s'y attend — mais si elles franchissaient la barre des 50 %, cela aurait le même effet qu'un référendum sur la reconnaissance des syndicats auquel les salariés (certes hors fonction publique) répondraient non. L'effet serait désastreux.

Reste en jeu la question des rapports de forces entre les centrales. Le club des cinq — CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC — subsiste, la présence de la CSL — ou d'autres — n'étant que marginale. Les confédérations avaient craint un temps que le Front national ne présente des candidats chez les salariés — où les immigrés sont électeurs — comme chez les employeurs. La «menace» n'est pas concrétisée. Quant au patronat, il affiche une belle unité (Gargie par rapport à 1982), la

## BILLET

### Le monopole du cœur

Jacques Chirac a découvert la pauvreté. La lutte contre la pauvreté et la précarité a été une des premières priorités qu'il a mises à l'ordre du jour de son action gouvernementale, dans une intervention du jeudi 3 décembre.

Cette priorité paraît devoir beaucoup au début de campagne du Parti socialiste en faveur d'un «revenu minimum garanti». Plutôt que de céder à une «vision administrative de la solidarité, qui conduirait à une société d'assistance», le premier ministre a proposé de réunir les initiatives pour créer un projet d'«activités garanties» dépassant les «compléments locaux de ressources» de se développer aussi rapidement que le souhaite M. Adrien Zeller, ministre de l'État à la Sécurité sociale et à l'action sociale leur créateur, «sans précéder la difficulté de trouver pour les personnes en situation précaire une activité, non sans raison : après les TUC, les PII, etc., les collectivités ont en effet bien du mal à inventer des activités ayant à peu près le même valeur de

### Valeur d'affiche

Cela explique que l'on n'ait pu jusqu'ici attribuer que huit mille «compléments locaux de ressources» environ, alors que les soixante-dix-huit conventions signées par l'État avec des départements permettraient d'en accorder vingt mille, et que l'on n'ait pas encore créé de nouvelles.

La formule a surtout valeur d'affiche. Elle ressemble beaucoup à un coup de chapeau à M. Adrien Zeller en même temps qu'une invitation à faire mieux encore. C'est aussi une façon de montrer que la majorité pense «aux plus modestes, aux plus fragiles, notamment aux personnes âgées». Une attitude qui rappelle le fameux : «Vous n'avez pas le monopole du cœur» de M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand.

MICHEL NOBLECOURT.

GUY HERZLICH.

### Plusieurs handicaps

La campagne électorale qui vient de s'achever à propos des élections prud'homales n'a pas vaincu l'indifférence des salariés pour ce scrutin, dont sont exclus les fonctionnaires et les retraités. Ce sera pourtant la première grande consultation depuis les élections à la Sécurité sociale en 1983.

De la campagne électorale menée par les syndicats, il n'est pas sûr que les conseils de prud'hommes sortent gagnants. A de rares exceptions près, on a aussi peu parlé d'eux qu'on avait parlé des causes d'assurances-maladie lors des élections à la Sécurité sociale en 1983.

### Car il y aura à ces élections des enjeux qui ne devraient pas l'être.

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) évoque, parmi ces «enjeux du 9 décembre», les jeunes qui font leur service militaire ou ceux qui, comme les TUC, les stagiaires, les contrats à durée déterminée, sont en situation précaire. Mais plus globalement, il y a les chômeurs, jeunes et âgés. Seuls 1 % d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales (comme en 1982). La CFDT, mais aussi la CGT, avait demandé que les chômeurs indemnisés par l'ASSÉDIC soient automatiquement inscrits par l'UNEDIC. Cette revendication a été rejetée pour ne pas faire de discrimination avec les chômeurs non indemnisés. Mais on mesure que c'est plutôt la crainte

## «Ça roule au Conseil de Paris»

«On riposte comme on est arrivé. C'est une guerre de position, comme pour un divorce...» Il sourit, sans illusion. A trente-trois ans, garçon de café, en libellé avec son ex-patron, depuis janvier dernier, il vient, ce mardi, de tenter la conciliation aux prud'hommes de Paris. L'employeur s'était fait représenter par un avocat qui, hélas, n'a pas le pouvoir de décider. L'entrevue a été brève et courte. Comme neuf sur dix des conciliations qui sont le menu quotidien réservé aux méthodes des prud'hommes.

C'est la règle : avant le jugement, les deux parties adverses — employeur et salarié — assistent de trouver un accord devant un bureau de conciliation. Sans trop y croire. Car si négociation il y a, chacun préfère la mener discrètement dans l'entreprise. Se présentent alors en conciliation prud'homale ceux qui, précisément, ont raté cette phase préliminaire.

Dès l'ouverture, ce jour-là, à 8 heures, la salle d'attente est pleine. Quinze affaires sont inscrites, dont une bonne moitié va être renvoyée pour complément d'information. Son tour venu, chacun entre furtivement dans le bureau insonorisé où l'on retrouve son adversaire. Trois petits tours... et on s'en va. Rien n'a filtré de cette conciliation, au secret obligatoire et bien gardé.

Mais quand arrive 13 h 30, la voile se lève sur les arcanes prud'homales, à l'audience de jugement, toujours publique. Chaque après-midi, jusqu'à 21 heures parfois, siègent le président-conseiller et ses trois assesseurs. Partis obligés : des quatre magistrats, deux représentent les employeurs, deux les salariés.

### Polac et Bouygues

«Devinez qui je suis : employeur ou salarié ?» Ce président de la dixième chambre de la section conciliation, retraité rondouillard qui représente les salariés, est «fier de son esprit» qui régit à sa section. «Entre cadres, on se comprend...»

Dans une entreprise, c'est un fait, le dirigeant, le plus souvent, est lui-même un salarié, le salarié presque toujours se sent responsable. Les deux adversaires affichent ainsi devant les prud'hommes un premier souci commun : «le bien de l'entreprise, plutôt que la lutte des classes», commente, ravi, le président. Ce n'est pas comme dans les autres sections — industries, commerce, activités diverses et agriculture — où le torchon brûle entre le bas et le haut de la hiérarchie.

Mais la section conciliation ne se prive pas pour autant d'épaves comptées d'épiciers... Les sommes en jeu dans un licenciement contesté — ou pour une rupture de contrat estimée abusive — sont énormes.

Cet après-midi, justement, un VFP obtient une provision de 83 000 francs en attendant les conclusions de l'expert que désigne le Conseil. L'homme à la quarantaine fringante est accusé par son employeur d'un détournement de clientèle, ce que l'intéressé conteste.

Sur les douze litiges soumis au conseil de Paris, à l'encadrement cet après-midi, six sont renvoyés à plus tard ; six sont jugés, dont quatre en faveur du

salarié plaignant. Orse concernent un problème de licenciement. Séance ordinaire, qui reflète bien la tendance moyenne de l'activité du Conseil... Comment s'en étonner ? Ce problème de licenciement est devenu au fil de la crise la principale pomme de discorde entre salariés et employeurs. Ce phénomène est apparu d'abord dans les autres sections du Conseil, avant celle de l'encadrement. Il traduit la progression du chômage, du bas en haut de l'échelle hiérarchique dans l'entreprise. Désormais, c'est au tour des cadres de «triquer...» et de recourir aux prud'hommes.

La section encadrement prend du volume. Créée lors de la réforme de 1979 mise en application l'année suivante, elle a atteint depuis un an son rythme de croisière, résorbant l'énorme retard accumulé sur près de cent mille dossiers en attendant précédemment dans les autres sections. Ainsi la liquidation des affaires de l'ex-ORTF vient-elle tout juste de se terminer.

Si le nombre d'affaires reste à peu près constant dans les autres sections, celui de l'encadrement ne cesse, lui, d'augmenter. En 1986, elle a traité 3 000 des 18 500 dossiers ouverts au Conseil de Paris, soit autant à elle seule que la section industries. Ces dossiers sont le plus souvent sans éclat, mais d'un intérêt vital pour le demandeur. La semaine passée, Michel Polac et Francis Bouygues sont passés en conciliation, représentés par leurs avocats. «Cela finit par une négociation de courtoisie...», commente une jeune greffière du Conseil, «mais on n'a pas tous les jours des affaires aussi juteuses pour les journalistes».

A défaut de shows médiatiques, le Conseil a des succès discrets qui consolide son image aussi nouvelle que bonne. «Ça roule au Conseil de Paris !» «Non», il ne faut plus des années, mais dix mois en moyenne pour qu'une affaire soit instruite et jugée. «Oui», les conseillers savent trancher en ayant de moins en moins recours au juge départemental qui, comme son nom l'indique, déparage, faute d'accord entre les quatre conseillers qui siègent en audience. «Oui», employeurs et salariés sont de mieux en mieux informés et concernés par l'institution prud'homale. Cette dernière, «libérée» par la dernière réforme, conserve sa réputation de toujours : quatre plaignants sur cinq sont salariés, et deux affaires sur trois se concluent en faveur de ces salariés. Mais l'institution gagne également de nouveaux gains d'efficacité.

Certes, à Paris, ses bureaux sont délaissés en quatre adresses. Mais tous les référés — une activité importante du Conseil — se prononcent au siège, 84-88, boulevard de Sébastopol. C'est de là que M. Louis Fenollar dirige les 198 personnes travaillant au Conseil. Ancien syndiqué CGT, tour à tour et chargé de mission depuis 1980, président ou vice-président du Conseil de Paris, en vertu de la sacro-sainte parité. C'est un homme d'expérience et de sang-froid qui sait... «C'est bien d'avoir rétabli la plupart de nos juges. Mais il ne faut pas rendre la justice trop vite, dans l'intérêt même du justiciable. On se doit au moins le temps de préparer son dossier ! Le droit du travail est si mal connu...»

DANIELLE ROUARD.

## RANK XEROX ET INTEREPARGNE :

### LA PARTICIPATION FAIT FORTE IMPRESSION

#### LA PARTICIPATION EN ACTION

RANK XEROX, Groupe leader dans la gestion et le traitement du document, fait une confiance totale à ses collaborateurs pour développer l'entreprise. En France, RANK XEROX a mis en œuvre plusieurs formules d'intéressement pour faire participer ses 5 000 salariés à la réussite de l'entreprise. RANK XEROX a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Plan d'Épargne d'Entreprise.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10

Etre bien informé, c'est mieux choisir.









# Économie

## Calmé sur les marchés financiers

La semaine débute dans le calme sur les marchés des changes. Un calme certes traditionnel en décembre à l'approche des bilans annuels, mais qui est amplifié cette année par l'attentisme né du krach boursier d'octobre.

Les cambistes attendent pour se prononcer de connaître le montant du déficit commercial américain du mois d'octobre qui sera théoriquement publié le jeudi 10 décembre. D'ores et déjà, les cambistes anticipent un solde négatif variant entre 14,5 et 15 milliards de dollars. A côté de cette statistique majeure pour l'évolution des changes s'ajoutent la rencontre américano-soviétique à Washington et le sommet de l'OEPEP à Vienne qui débute mercredi.

Dans ce contexte, le dollar à Tokyo a clôturé, lundi 7, en légère hausse à 132,63 yens. Le billet vert s'est également raffermi en Allemagne à l'ouverture du marché des changes où il a coté 1,6670 DM contre 1,6536 DM au fixing vendredi 4. A Paris, il s'établissait à 5,6650 contre 5,6250 à la veille du week-end. L'attentisme prédominait également sur des informations publiées par le Wall Street Journal qui évoquait une politique d'intervention du Fed permettant d'arrêter la chute de la monnaie américaine. De plus, la Réserve fédérale ne devrait pas assouplir davantage sa politique de crédit après la réduction généralisée des taux d'intérêt en Europe, affirmant certains économistes.

A l'image des changes, les marchés boursiers commencent un certain attentisme. La Bourse de Tokyo clôturait, lundi, en très légère baisse mais dans un marché où l'effacement de faibles transactions.

## Le dollar manifestement sous-évalué

par M. Edouard Balladur

M. Edouard Balladur a demandé dimanche 6 décembre un nouveau et rapide renforcement du système monétaire européen (SME) afin de mieux répondre à « la menace commerciale et économique » que constitue « la baisse d'un dollar manifestement sous-évalué ».

M. Balladur, qui s'exprimait devant le colloque Euro 92, organisé samedi 5 et dimanche 6 par M. Valéry Giscard d'Estaing, a son renouveau recommandé le plus grand pragmatisme sur la question de la création d'une banque centrale européenne, prônée par l'ancien président, tout en affirmant qu'on ne pouvait pas se contenter du statu quo.

Pour le ministre, « des progrès peuvent être faits rapidement dans quatre directions ». Il s'agit d'abord de supprimer les différences de statut des onze monnaies européennes. « Toutes les monnaies » doivent participer à la discipline commune « devrait donc adopter un mécanisme de change en adoptant une règle unique, c'est-à-dire une même marge de fluctuation ».

Sans les examiner, M. Balladur faisait allusion à la livre britannique, qui ne fait actuellement pas partie du mécanisme de change (M<sup>me</sup> Thatcher reste fondamentalement opposée à l'entrée de la livre dans le SME), et à la lire italienne, qui bénéficie de marges de fluctuation plus élevées que celles des autres monnaies.

Il s'agit ensuite de développer l'ECU, qui doit faire « l'objet d'une large détention à la fois publique et privée ». « Europe » hors d'Europe ».

M. Balladur a également demandé une meilleure répartition de « la charge d'ajustement » des économies. « Les pays européens doivent se fixer des objectifs communs », a-t-il dit, en soulignant que les politiques économiques ne devraient plus être jugées « par rapport aux objectifs du pays qui poursuit la politique la plus restrictive ».

M. Balladur faisait ainsi manifestement allusion à la RFA. Selon le ministre, l'Europe doit « autre part » définir et mettre en œuvre une stratégie commune vis-à-vis des pays tiers « destinée à défendre sa compétitivité extérieure à un niveau adéquat » ainsi qu'à « exercer une pression collective sur ses grands partenaires commerciaux ».

« Les pays européens doivent tout faire pour éviter une réévaluation excessive de leurs monnaies face au dollar », a dit M. Balladur, dont la baisse constitue non seulement « l'équivalent d'un protectionnisme américain » mais aussi « une menace économique commerciale » puisqu'elle favorise la compétitivité des nouveaux pays industrialisés d'Asie, qui sont directement ou indirectement rattachés à la zone dollar ».

## AFFAIRES

# Un plan de bataille pour le développement des services

L'hésite de l'air, l'agent d'assurance, le portier d'une boîte de nuit, la coiffeuse, le promoteur immobilier ou le récupérateur de ferraille ont un point commun : ils appartiennent à la grande famille des agents économiques travaillant dans les services ou, comme préfèrent le dire les économistes, le secteur tertiaire. Qu'ils relèvent d'entreprises artisanales ou d'une grande firme, qu'ils exercent une profession libérale seuls ou en groupes avec leurs collègues, ils se distinguent en deux catégories selon les classifications de l'INSEE. D'un côté, les services non marchands, c'est-à-dire les fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des organismes sociaux, de l'autre, les entreprises de services marchands exposées à la concurrence et qui fournissent des prestations vendues à un tarif représentatif

M. Chavanes a, sinon le contrôle technique, du moins une tutelle politique, par exemple que les restaurants et cafés, avec 66 200 entreprises, emploient 249 000 personnes et réalisent 58 milliards de francs (chiffre d'affaires en 1985). Les services funéraires (1 900 entreprises) ont un chiffre d'affaires de 4,8 milliards et occupent 17 000 personnes.

## Un secteur excédentaire

Du soutien aux entreprises aux agents immobiliers, en passant par les activités du tourisme, les services permettent à la France d'être, dans ce créneau du commerce extérieur, largement excédentaire, grâce au tourisme surtout : 39 milliards en

de services souhaitent être reconquis par les pouvoirs publics comme une branche maîtresse de l'économie au même titre que l'industrie ou l'agriculture. Pourquoi soutenir par des primes ou des crédits spécifiques telle ou telle filière de production industrielle, et réserver un traitement moins favorable aux services ? Pourquoi différencier les primes régionales quand il s'agit d'usines ou de cabinets d'experts comptables ? Il faut garder une donnée à l'esprit : si depuis 1974 il n'y avait pas eu les services, le nombre de chômeurs en France serait aujourd'hui deux fois plus important. Les services sont aussi un lieu privilégié pour toute expérimentation de l'emploi à temps partiel en raison notamment de la féminisation (1).

## Huit orientations

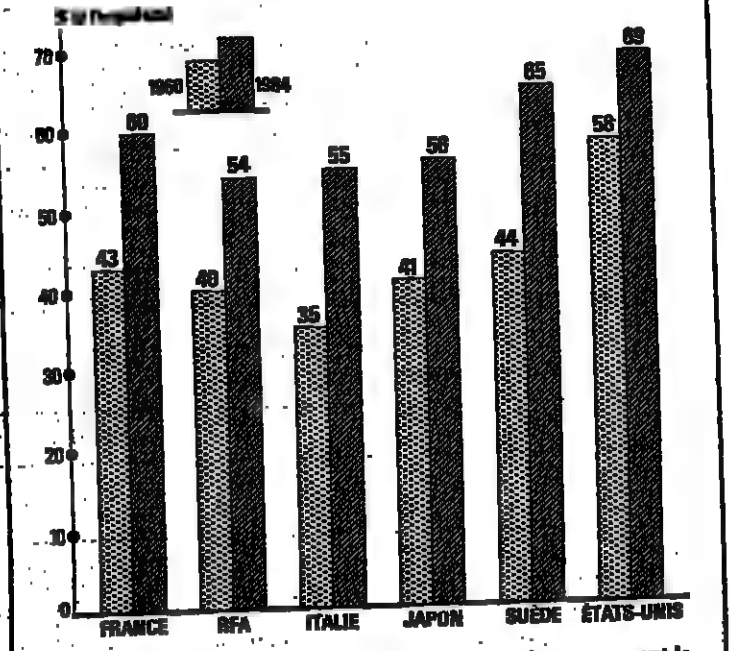
S'appuyant sur un rapport qui vient de lui être remis par le professeur Alain Cottat, M. Chavanes veut faire adopter par le gouvernement huit orientations :

- améliorer la connaissance statistique de ce secteur ;
- convaincre les chambres de commerce et d'industrie de mieux représenter au sein de leurs collèges les entreprises des services ;
- détecter les besoins en formation de ces entreprises et orienter l'appareil d'enseignement en conséquence ;
- favoriser l'implantation commerciale des sociétés françaises de services à l'étranger ;
- introduire le maximum de souplesse dans la gestion de ces entreprises, à l'image de ce qui a été fait pour les firmes industrielles ;
- mettre un frein aux formes de concurrence déloyale et aux pratiques de « para-commercialisme » de la part de certaines administrations, collectivités locales, associations ou comités d'entreprises. Un magistrat de la Cour des comptes établira chaque année un rapport qui sera rendu public ;
- rechercher systématiquement la meilleure qualité des prestations. Un prix sera créé à cet effet ;
- enfin, un délégué aux services va être nommé. Il s'agit de M. Yves Lego, cinquante-cinq ans, secrétaire général du Conseil supérieur des classes professionnelles (CSP). Il aura à l'origine l'établissement de pouvoirs publics à l'égard des milliers d'entreprises relevant aujourd'hui d'une dizaine de ministères différents.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) L'emploi à temps partiel représente 18 % de l'emploi total au Japon et 11,7 % en France.

## Part du secteur tertiaire dans la population active



Dans presque tous les pays, trois emplois sur cinq concourent le secteur des services, et, de 1973 à 1985, les créations de postes de travail dans ce secteur ont dépassé la part totale des emplois de l'industrie et de l'agriculture. Comme le montre le graphique ci-dessus, c'est à un phénomène comparable qu'on assiste à l'étranger. La part des services dans l'ensemble de la valeur ajoutée s'accroît, elle aussi, régulièrement. En France, les services représentent 60 % de cette valeur ajoutée, en 1985, au lieu de 48 % en 1959.

d'un coût de revient en termes comptables.

C'est cette vaste utilisation qui est la vedette de la semaine d'organisation, à partir du 7 décembre, M. Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Une semaine dont les points forts sont la mobilisation de plusieurs équipes de chercheurs et d'universitaires, un colloque sur les services à l'horizon 1992, l'installation par M. Balladur de la commission des comptes des services et surtout le 8 décembre, une communication de M. Chavanes, au conseil des ministres.

Parmi les séminaires et une famille professionnelle des services récemment créés par l'INSEE, et sur lesquelles

1985, et encore 34 en 1986. De ce fait, la France vient juste après les États-Unis comme deuxième exportateur mondial de services. Quant aux emplois, c'est là que le développement et non plus dans l'agriculture ou l'industrie, 63 % du total des emplois relèvent du secteur tertiaire. Avec cependant des risques de redistribution dans les années à venir. En effet, les gains de productivité sont considérables dans les branches de l'assurance et des banques comme de la fonction publique, trois secteurs qui ont perdu des emplois d'ici à l'an 2000.

A la fois moteurs de l'expansion et objets de mutation ou d'innovation, exportateurs et soutiens du commerce extérieur, les entreprises

(Publicité)

PREFECTURE DE LA NIÈVRE

Direction de l'administration générale et de la réglementation

Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

AVIS

d'ouverture d'enquête publique préalable relative au projet présenté par le Conseil général de la Nièvre en vue d'être autorisé à réaliser des équipements sportifs susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes sur le circuit auto-moto de la Nièvre, situé sur le territoire des communes de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel, et d'enquêtes conjointes d'utilité publique parcelaire de l'opération.

Ces enquêtes seront du 8 décembre 1987 au 3 février 1988 inclus dans les communes de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel.

Les pièces du dossier présentées par le demandeur, ainsi que le registre d'enquêtes seront déposés à la mairie de Magny-Cours et à celle de St-Parize-le-Châtel, afin que les personnes intéressées puissent en prendre connaissance sur place pendant les heures d'ouverture des mairies.

La commission d'enquête, composée de MM. Roger Friedmann, président de la commission, Pierre Gady et Paul Trochet, se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderaient à être entendus à la mairie de Magny-Cours les mardi 2 et mercredi 3 février 1988, de 9 h à 12 h, et à la mairie de St-Parize-le-Châtel les mardi 2 et mercredi 3 février 1988, de 14 h à 18 h.

Toute personne intéressée pourra, à compter d'un mois après la clôture de l'enquête, prendre connaissance en préfecture et en mairies de Magny-Cours et St-Parize-le-Châtel, aux heures d'ouverture normales des bureaux, des conclusions de la commission d'enquête et du mémoire en réponse du demandeur et, le cas échéant, en demander communication par écrit.

Le commissaire de la République, JACQUES FOURNET.

## Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » la société Eurostaf-Dafsa vient de publier une étude sur :

### LES BANQUES DE MARCHÉS

Le mouvement général de réorganisation des flux financiers en France a permis l'instauration de nouveaux marchés de capitaux, de nouveaux instruments financiers et un développement du nombre des opérateurs.

Le développement des nouveaux marchés s'est effectué notamment sous l'impulsion :

- d'une nouvelle politique monétaire qui, à un contrôle quantitatif, a substitué une politique de taux d'intérêt ;
- du décloisonnement des marchés et de la désintermédiation, qui ont permis la mise en place d'un marché unifié des capitaux, d'une part, et d'un marché interbancaire, d'autre part (création du MATIF, ouverture d'un marché des options...)

Les nouvelles techniques financières (opérations à terme, swaps, future rate agreements, options) visent à permettre de gérer les risques de marchés liés à la très grande volatilité des taux d'intérêt et aux positions en devises.

L'usage de ces nouvelles techniques a été accompagné d'un élargissement de la gamme des instruments financiers et du volume traité sur les marchés.

Les entreprises du secteur ont été marquées par la jeunesse des marchés sur lesquels elles opèrent : le nombre de banques de marchés de création très récente est important. Simultanément, d'anciens établissements (les maisons de récomptes) ont saisi l'occasion de la réorganisation des marchés de capitaux pour s'orienter vers ces nouvelles activités.

Les banques du secteur étudié peuvent être présentées sous une double classification : selon la composition des détenteurs du capital (banques ou grandes entreprises) et selon leur statut juridique.

L'analyse d'une vingtaine de banques de marchés de capitaux et les bénéfices croissants des indicateurs d'activité, les banques de marchés et les banques de récomptes représentant, en 1986, 5 % de l'activité globale du secteur bancaire, tant par le total du bilan que par le chiffre d'affaires.

La spécialisation très poussée de ces deux catégories de banques (opérations de trésorerie, opérations interbancaires et opérations de placements) leur a permis de dégager des taux de rentabilité (30 à 50 %) beaucoup plus élevés que ceux de l'ensemble du secteur bancaire, et cela avec des structures réduites. Toutefois, les performances des marchés. Les perspectives pour 1987 et les années suivantes devront, sans nul doute, intégrer non seulement l'évolution d'ensemble des marchés de capitaux, mais aussi les problèmes liés à l'arrivée à maturité de ces nouveaux intervenants et des nouveaux marchés sur lesquels ils agissent.

Cette étude est disponible. Elle est en vente EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour recevoir gratuitement la présentation de cette étude, tél. : 42-61-51-24.

(Publicité)

### FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE DÉBATS EN DÉCEMBRE

- Mercredi 9, VIJAY SINGH : Le problème sikh en Inde. 18 h 30.
- Jeudi 10, ANDRÉ GLUCKSMANN : L'Europe, c'est la France. 20 h. Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, Paris VI.
- Mardi 15, PIERRE LELLOUCHE, THIERRY GARCIN : Sécurité en Europe, la nouvelle donne. 20 h 30. Salle Espace CINES, 2, place Maurice-Quentin, Paris IX.
- Mercredi 16, JEAN FREYSS : Nouvelle-Calédonie, questions économiques. 18 h 30.

Les séminaires en Allemagne, Amérique centrale, Israël et Chine commencent en janvier 1988. Pour tous renseignements : 43-38-38-82. manquant en janvier 1988. Pour tous renseignements : 43-38-38-82. Le n° 5 de « Coopération » sort le 15 décembre. Au sommaire, annuaire des grands instituts de recherche sur les problèmes internationaux.

ACHETEZ VOS LIVRES A L'ECRAN (LIVRAISON A DOMICILE GRATUITE AU-DESSUS DE 500 F)

36.16 TAPEZ LM16

## CARREFOUR ET INTEREPARGNE : COMPETENCE ET MOTIVATION

### LA PARTICIPATION EN ACTION

Les hommes sont essentiels pour permettre à CARREFOUR de rester leader. Ce sont eux qui font la différence par leur compétence et leur motivation. C'est pourquoi CARREFOUR a, de tout temps, lié les intérêts des hommes à ceux de l'entreprise, ce qui s'est traduit notamment par la signature d'un premier accord de participation en 1969, par la mise en place d'un Plan d'Épargne d'Entreprise, l'attribution d'actions aux salariés à partir de 1981 et le développement de l'intéressement des salariés par un nouvel accord signé en 1987.

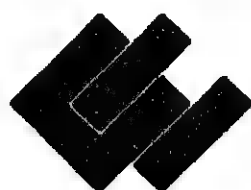
CARREFOUR a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer l'épargne salariale. INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.



صك من الاجل



Crédit d'équipement des PME

Fiche d'information

EMPRUNT DU CEPME GARANTI PAR L'ÉTAT DECEMBRE 1987

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans un décret du 27 novembre 1987, de procéder à l'émission d'obligations d'un montant nominal compris entre 1 et 1,2 milliard de francs, représentés par 200 000 à 220 000 obligations de 5 000 F nominales.

I. - Emprunt 10 % à bons de souscription

Caractéristiques des obligations: Montant nominal: 1 milliard de francs. Ces obligations sont assimilées aux obligations 10 % 1987/1990 après détachement du premier terme d'intérêt au 14 janvier 1988.

III. - Dispositions communes

Assimilation: Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouvelles obligations assimilables aux précédentes obligations, notamment pour le montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions de remboursement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra, pour l'ensemble de ses obligations, les opérations d'amortissement qui porteront sur, sans aucune déduction, sur les fonds des financements.

Echéancier de la dette

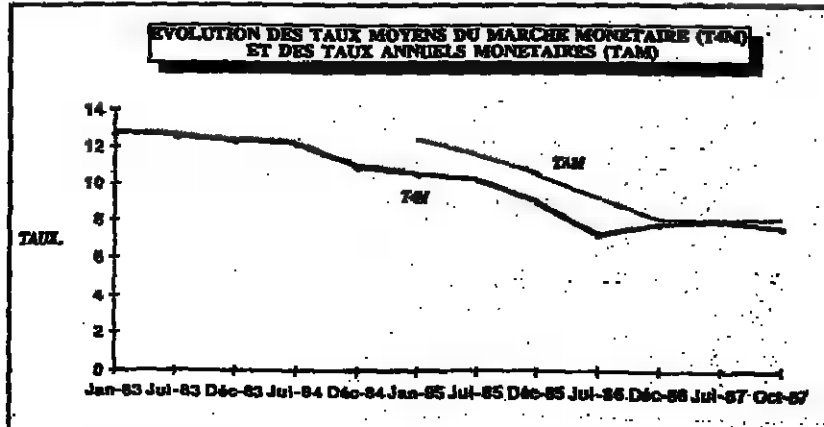
Table with columns: Devise, Montant en millions de francs, Période de durée en années, Contraintes en francs, and years 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993.

Bilans résumés (situations intermédiaires)

Table with columns: ACTIF, PASSIF, and dates 30/9/1986, 30/9/1987.

II. - Caractéristiques des obligations obtenues en cas de souscription

1) Obligations à taux fixe: Valeur nominale: 5 000 F par obligation. Date de jouissance: 19 août 1988. Intérêt: les obligations rapporteront un intérêt annuel de 10 %, soit 400 F par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année, et pour la première fois le 19 août 1988.



La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 7 décembre 1987. Notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 17 juin 1987, date du vœu n° 87-239 approuvé par la Commission des opérations de Bourse...

Le président du directoire, Jean-Pierre AUBERT.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE: Par application des articles III et IV de l'ordonnance n° 87.833 du 28 septembre 1987, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 87.486 en date du 1er décembre 1987.



# Économie

## M. Jacques Chirac en visite dans le Nord-Pas-de-Calais

### Un espoir nommé Europe

C'est une région meurtrie par la crise économique et où les années noires succèdent aux années noires, que M. Jacques Chirac visite le lundi 7 et le mardi 8 décembre, de Lille à Calais. Une région qui depuis que s'est abattue sur elle la triple crise de la sidérurgie, du textile et de la construction navale, n'en finit pas de penser ses plaies, et de préparer par des plans régionaux les voies du renouveau.

Plus que d'autres et avant d'autres, la région et les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ont saisi les pouvoirs et profité des ouvertures que leur donnait la décentralisation. Loin de se résigner face à l'adversité et aux effets de la restructuration industrielle, ils ont tenté de retrouver de l'Etat et de la solidarité nationale, les collectivités locales et leurs dirigeants ont voulu eux-mêmes faire les diagnostics, établir les priorités.

Avec des fortunes diverses tant les déséquilibres par rapport à des habitudes de production économiques ancestrales ont été violents, profonds et irréversibles. Comme le dit avec une pointe de nostalgie et de rage le maire d'une ville minière : « Jadis point de mire de l'industrie française, le Nord et le Pas-de-Calais sont faibles aujourd'hui d'avoir été trop forts hier. »

Ce que les experts nomment pudiquement restructuration industrielle ou mutation technique, trouve ici, depuis la Thénacée verdoyante jusqu'aux dunes de Sangatte, une parfaite illustration. Il ne se passe pas de semaine, et cela depuis dix ans, sans que la presse locale annonce des fermetures d'usines ou des dépôts de bilans. Dans les plaines de l'Artois, et dans les villages fantômes où le dernier café a fermé depuis belle lurette, on sait ce que veut dire le désert rural.

Quant au charbon sur lequel le Nord avait bâti depuis des générations à la fois sa puissance et une

bonne part de son génie, le dernier puits ferma en 1991.

Sans verser dans le misérabilisme facile, il n'est pas possible d'éluder les coups que continue d'endurer cette région, la quatrième de France par sa population.

L'industrie a perdu cent mille emplois depuis dix ans, et le chômage continue de grossir : 14,6 %, alors que le taux de la moyenne nationale dépasse légèrement 11 %. Au cours des douze derniers mois, alors que le nombre des demandes d'emplois progressait en France de 1,1 %, il augmentait de 2,9 % dans ces deux départements.

Phénomène aggravé par l'accroissement démographique, à cause de la jeunesse de la population, et aussi par le niveau de qualification et de formation, très inférieur ici à la moyenne nationale.

#### Les plus jeunes

Dans certains arrondissements que cartographia M. Chirac n'a pas inscrits à son programme, comme Boulogne, Valenciennes ou la vallée de la Sambre, les taux de chômage sont encore plus considérables et la situation tourne franchement à la catastrophe, en dépit de la mobilisation des élus locaux et des chambres de commerce. Dans la seule zone de Valenciennes, 8 000 suppressions d'emplois industriels sont prévues dans les trois ans qui viennent.

Résultat : ceux qui quittent la région pour tenter de trouver fortune ailleurs sont à la fois les plus jeunes et aussi ceux qui, ayant un diplôme, croient que ce titre leur sera plus utile à Paris ou dans une autre province.

Du coup, les handicaps du Nord-Pas-de-Calais apparaissent crûment. L'image de la région a du mal à retrouver les attraits, et les clichés ont la vie dure.

La population universitaire ne représente que 4,9 % du total de la France, alors que les jeunes de moins de vingt-cinq ans constituent à Lille, Arras ou Dunkerque 8 % des effectifs nationaux.

M. Chirac, qui sera en permanence accompagné pendant son voyage par deux ministres nordistes, M.M. Chalandou (Justice) et Descaux (Tourisme), ne pourra pas ne pas apporter à la population des réponses sur la politique de conversion industrielle, la formation professionnelle, la filière agro-alimentaire. Recevant récemment une délégation d'élus locaux, le premier ministre leur avait annoncé une série de bonnes nouvelles, par exemple, l'installation à Longwy de deux usines, l'une japonaise, l'autre coréenne.

Dans le Nord, M. Chirac aura aussi en poche quelques jockers, car, aujourd'hui, les investissements étrangers donnent un sérieux coup de pouce à la politique d'aménagement du territoire.

Heureusement, le Nord a aussi ses atouts, dont il entend bien jouer. Lille-Roubaix-Tourcoing tient tête à Bruxelles, et pourra demain tirer tout le profit de sa position grâce au tunnel sous la Manche, et à sa place de carrefour des TGV Paris-Londres, Bruxelles-Paris et Cologne-Londres. L'appareil de formation technologique est de plus en plus répandu. La région a su tisser des liens de coopération avec l'Afrique occidentale, la Chine et les Etats-Unis. Les industries affirment leurs positions exportatrices, et une coopération étroite se manifeste souvent, sans arrière-pensée politique, entre les élus, les forces économiques et les administrations, comme l'illustre le cas exemplaire de Béthune.

Pendant longtemps région de production, le Nord-Pas-de-Calais voudrait être demain une zone-pilote où l'on conçoit, où l'on décide et où l'on définit le futur, quand auront été réabsorbés les friches industrielles, stigmates dérisoires d'un âge d'or révolu.

L'Europe sans frontières de 1992 lui offre des chances géographiques insoupçonnées.

FRANÇOIS GROSSRICHARD.

(Lire nos informations page 48.)

## AUTOMOBILE

### Le vice-président de Fiat favorable au gel des importations japonaises en Europe

Intervenant à Tokyo, le vendredi 4 décembre, lors du sixième symposium nippo-européen sur la coopération industrielle, M. Umberto Agnelli, vice-président de Fiat, a mis en garde les Japonais qui voudraient profiter du grand marché européen de 1992. « Il serait illusoire (...) de penser que le marché unique puisse être exploité au détriment de sa priorité : bénéficier à l'industrie européenne », a-t-il affirmé.

M. Agnelli a considéré qu'en matière automobile, trois points étaient « non négociables ». En premier lieu, les importations de voitures japonaises en Europe doivent être gelées au niveau de 1985-1986, en attente d'une augmentation des

exportations européennes, jusqu'à atteindre la proportion d'une voiture européenne exportée au Japon contre deux voitures japonaises exportées en Europe. « La proportion actuelle est de un à vingt en faveur du Japon », a-t-il précisé, ce qui montre l'ampleur du réajustement à réaliser.

En deuxième lieu, M. Agnelli a affirmé que les Japonais ne pourraient pas tourner ce gel en exportant vers l'Europe des voitures fabriquées dans des pays tiers, en Europe de l'Est par exemple. Enfin, il a rejeté l'existence d'usines « tour-nevis » qui assembleraient en Europe les éléments produits au Japon.

M. Agnelli reprendrait là les positions définitives par le Comité des constructeurs automobiles du Marché commun (*Le Monde* du 18 février), dont les Français, et notamment M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, se sont faits les farouches défenseurs. Il est vrai que les Français — qui sont protégés par la limite de 3 % du marché imposée aux importations japonaises — et les Italiens — qui cantonnent les voitures nippones à deux mille unités par an — sont aussi les plus concernés par l'échéance de 1992 et l'ouverture des frontières qui en résultera.

C. B.

## REPÈRES

### Dettes extérieures

#### Moratoire possible de l'Argentine

L'Argentine pourrait se déclarer incapable d'honorer les échéances de sa dette extérieure. Aussi le gouvernement de Buenos-Aires s'apprête-t-il selon le *Wall Street Journal* à décider, au cours des mois à venir, un moratoire sur l'essentiel des dettes contractées par le pays vis-à-vis des banques étrangères. En février 1987, l'Argentine avait menacé de suspendre ses remboursements, et il y a

trois semaines le président Alfonsín avait déclaré dans une interview au quotidien *medicin* *Excelsior* que la dette latino-américaine n'était pas remboursable aux conditions actuelles.

### Chômage

#### légère baisse dans la CEE

Le nombre de demandeurs d'emploi dans la CEE a légèrement baissé en octobre, en données brutes, selon les dernières statistiques d'Eurostat : de 0,2 % pour la communauté des Douze, de 0,9 %

pour les Neuf (sans le Grèce, l'Espagne et le Portugal). Par rapport au même mois de l'année précédente, la baisse est de 1,3 % et de 2,4 % respectivement. Mais cette baisse est limitée à la Belgique, la RFA, l'Irlande, les Pays-Bas et surtout la Grande-Bretagne (-4,1 % en un mois).

A la fin d'octobre, toujours selon Eurostat le taux de chômage s'établissait à 10,8 % pour les Neuf, 18,4 % en Irlande, 14,3 % en Italie, 12,4 % en Belgique, 11,9 % aux Pays-Bas, 11,5 % en France, 10 % en Grande-Bretagne, 7,6 % en RFA, 7,4 % au Danemark et 1,7 % au Luxembourg.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 13 octobre 1987 SECTION A, le sieur BELLAGH Rajah, né le 27 août 1938, à Tunis (Tunisie), demeurant 3, rue Jules-Vaillat à Paris 2<sup>e</sup> a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, LA QUANTITÉ OU L'ORIGINE D'UNE MARCHANDISE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 9 juillet 1987, le sieur MESSECA Elie Jacques, né le 22 août 1937 à Alexandrie, (Egypte), demeurant 21, rue Chateaux à Paris 16<sup>e</sup>, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE (période du 1<sup>er</sup> décembre 1979 au 31 mars 1982). La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 29 septembre 1987, le sieur BENSOUSSAN Patrick, né le 5 février 1961 à Drancy (93), demeurant 5, rue de la Fontaine-aux-Moines à Créteil (94), a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis — 10 000 F d'amende pour TROMPERIE SUR LES QUALITÉS DE LA MARCHANDISE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 10 juillet 1987, le sieur FROUVE-COLLE Michel, né le 26 juin 1938 à Batz-sur-Mer (44)

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 7 juillet 1987, le sieur GRANGE François Yves, né le 27 août 1947 à Paris 15<sup>e</sup>, demeurant 40 bis, rue Jules-Ferry à Chateaux, conducteur de travaux, et la société SOBEA ayant son siège à Rueil-Malmaison, avenue Napoléon-Bonaparte BP 321, civilement responsable, a confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 6 janvier 1987 n° 5, 31<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle, déclarant GRANGE François coupable d'infraction aux mesures générales de sécurité, délit commis à Paris les 29 janvier et 16 janvier 1986 en tout cas depuis temps non prescrit, par application des articles L 263-2 et L 263-4 du Code du travail, 2 à 24 du Décr. 65/48 du 8 janvier 1965. Le condamné à 13 amendes de 1 000 F chacune, a ordonné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.
- Ordonné l'affichage sans pertes de l'entreprise pendant 15 jours. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, le sieur HERZBERG Joel, alias DUMOUTIER, né le 18 janvier 1926 à Radom - Pologne, demeurant 17, rue Solaime, Paris 11<sup>e</sup>, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, la dame WARMAN Rozsa, épouse HERZBERG, née le 25 octobre 1936 à Paris 10<sup>e</sup>, demeurant 17, rue Solaime à Paris 11<sup>e</sup>, a été condamnée à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, la dame WARMAN Rozsa, épouse HERZBERG, née le 25 octobre 1936 à Paris 10<sup>e</sup>, demeurant 17, rue Solaime à Paris 11<sup>e</sup>, a été condamnée à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 7 juillet 1987, le sieur GRANGE François Yves, né le 27 août 1947 à Paris 15<sup>e</sup>, demeurant 40 bis, rue Jules-Ferry à Chateaux, conducteur de travaux, et la société SOBEA ayant son siège à Rueil-Malmaison, avenue Napoléon-Bonaparte BP 321, civilement responsable, a confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 6 janvier 1987 n° 5, 31<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle, déclarant GRANGE François coupable d'infraction aux mesures générales de sécurité, délit commis à Paris les 29 janvier et 16 janvier 1986 en tout cas depuis temps non prescrit, par application des articles L 263-2 et L 263-4 du Code du travail, 2 à 24 du Décr. 65/48 du 8 janvier 1965. Le condamné à 13 amendes de 1 000 F chacune, a ordonné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.
- Ordonné l'affichage sans pertes de l'entreprise pendant 15 jours. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, le sieur HERZBERG Joel, alias DUMOUTIER, né le 18 janvier 1926 à Radom - Pologne, demeurant 17, rue Solaime, Paris 11<sup>e</sup>, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, la dame WARMAN Rozsa, épouse HERZBERG, née le 25 octobre 1936 à Paris 10<sup>e</sup>, demeurant 17, rue Solaime à Paris 11<sup>e</sup>, a été condamnée à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 novembre 1986, le sieur HERZBERG Joel, alias DUMOUTIER, né le 18 janvier 1926 à Radom - Pologne, demeurant 17, rue Solaime, Paris 11<sup>e</sup>, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement et 20 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE ET OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné :

- La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux *Journal officiel*, *Le Figaro* et *Le Monde*.

LE GREFFIER EN CHEF.

## PARIS - POINTE-A-PITRE - PARIS

Au lieu de faire une croix sur votre voyage en Guadeloupe faites le point.

# 2.480 F\*



\*Vol A.R. au départ de Paris à partir de 2480 F sur 747. Vol Paris-Paris + séjour d'une semaine, hôtel\*\* (Le Crêole Beach), chambre double, petit déjeuner, à partir de 5090 F/personne. Tél.: 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17. Minitel: 36.15 P.M. Association à but non lucratif. 80 F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel n° 75073. Sous responsabilité technique G.M.T.T. n° 1472 A

AVANT DE PARTIR, FAITES LE POINT.

## ACCOR A UN PLAN D'INTEREPARGNE

### LA PARTICIPATION EN ACTION

ACCOR, entreprise d'hôtellerie, de restauration et de services, mise sur ses salariés et les associe à la marche de l'entreprise.

En France, ACCOR a mis en œuvre un Plan d'Epargne d'Entreprise pour intéresser ses 22 150 salariés à ses résultats et à son expansion.

ACCOR a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Plan d'Epargne d'Entreprise.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Epargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





صحة من الاجل

Marchés financiers

La Banque de Bilbao retire son OPA sur Banesto

Une victoire du conservatisme espagnol

MADRID de notre correspondant

La plus ambitieuse opération de concentration bancaire jamais projetée en Espagne a finalement fait long feu. M. José Angel Sanchez Asiana, président de la Banque de Bilbao (le troisième établissement financier du pays), a annoncé, le samedi 5 décembre, qu'il retirait l'offre publique d'achat des actions de la Banque espagnole de Crédit, dite Banesto (la deuxième d'Espagne), qu'il avait annoncée à peine seize jours plus tôt.

Cette décision a été prise moins de vingt-quatre heures après que les responsables de trois des quatre Bourses espagnoles, celles de Madrid, Barcelone et Valence, eurent déclaré non recevable l'offre de la Banque de Bilbao, en arguant d'un vice de forme : l'assemblée des actionnaires qui devait approuver l'augmentation de capital destinée à financer en partie l'OPA n'avait pas encore eu lieu.

Cette interprétation de la législation en vigueur a été qualifiée d'« arbitraire » par la Banque de Bilbao, pour qui elle conduirait à rendre impossible toute OPA d'envergure en Espagne : réunir au préalable plusieurs dizaines de milliers d'actionnaires aurait réduit à néant l'effet de surprise indispensable dans toute opération de ce type. Certes, la Banque de Bilbao aurait pu lancer une contre-offensive, et déposer un recours. La législation espagnole prévoit d'ailleurs un arbitrage du ministre de l'économie en cas de désaccord concernant une OPA entre les quatre Bourses nationales. Or contrairement aux trois autres, la Bourse de Bilbao avait déclaré, jeudi, conforme à la législation l'opération projetée par M. Sanchez Asiana.

Toutefois, en décrétant unilatéralement, sans attendre l'arbitrage du ministre de l'économie, la reprise de la cotisation, dès ce lundi, des actions de Banesto et de la Banque de Bilbao — cotation suspendue depuis l'annonce de l'OPA — les responsables de la Bourse de Madrid ont rendu l'offre publique d'achat pratiquement irréalisable. Le cours des titres du Banesto risquant en effet de monter en flèche face à la perspective d'un rachat postérieur avantageux par la Banque de Bilbao. Certes, M. Sanchez Asiana a lui-même commis quelques erreurs,

dont le moindre n'est pas d'avoir attendu deux semaines entre l'annonce de l'OPA et sa présentation officielle. Un laps de temps qui a permis au conseil d'administration du Banesto, jusque là en proie à de sérieuses querelles intestines, de refaire son unité autour d'un nouvel « homme fort » : M. Mario Conde, détenteur d'environ 7 % des actions de la banque. A trente-neuf ans, celui-ci prenait la succession du président sortant M. Pablo Garnica, de deux fois son aîné, et élaborait immédiatement une stratégie de défense cohérente, passant par la mise au point d'une campagne de « résistance » auprès des actionnaires.

Des habitudes d'oligopole

Mais l'échec de M. Asiana provient surtout d'une opération qui aurait sans doute paru normale dans la plupart des pays occidentaux, mais qui allait en Espagne à l'encontre de trop d'habitudes héritées du passé. Habituellement prompt à chanter les vertus du libéralisme, la droite économique espagnole a en effet démontré à cette occasion que sa conception de la libre concurrence est plus théorique que réelle. Les responsables de plusieurs grandes banques espagnoles — mais pas toutes cependant, — habitués depuis l'époque de Franco à vivre en régime d'oligopole, se répartissant le marché au lieu de chercher à le conquérir, accusent en substance M. Sanchez Asiana de virtuel « trahison ».

La CEOE (la confédération patronale) et la presse de droite n'étaient pas en reste, accusant notamment M. Asiana d'avoir inutilement perturbé le climat de tranquillité devant prévaloir, à leurs yeux, dans les milieux financiers.

Reste que l'échec de la Banque de Bilbao ne modifie pas les réalités : les banques espagnoles semblent difficilement à même de faire face, en 1992, au défi de la concurrence européenne, et l'amélioration de leur compétitivité passe sans doute par un processus de concentration leur permettant de réaliser les économies d'échelle correspondantes. Mais combien de responsables bancaires espagnols raisonneront-ils aujourd'hui en fonction de 1992 ?

THIERRY MALINIAK

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les groupes AGS-BMP et IMETAL ont décidé de rapprocher leurs activités exercées dans les argiles de Charentes par leurs filiales Argiles et Minéraux AGS et Sarcel, pour former un nouvel ensemble dont le chiffre d'affaires devrait approcher 400 millions de francs. Le capital de Sarcel est désormais détenu à 100 % par Argiles et Minéraux.

AGS, dont le capital se trouve réparti entre AGS-BMP pour 60 %, et IMETAL (groupe IMETAL) pour 40 %. Les deux groupes ont également décidé de rationaliser leurs activités dans le bassin de Provins. Mincal étant devenu seul actionnaire de la société Terres de Châlons et de la Compagnie des réfractaires de Seine-et-Marne, jusqu'à leurs filiales d'AGS-BMP.

VALEURS DE FRANCE

Le 30 novembre 1987, la valeur liquidative de la SICAF - Valeurs de France, Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 306,50 F (305,34 F le 13-11-87). A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 307 F (310 F le 13-11-87). L'actif de la SICAF était composé comme suit : Obligations : 18,42 % ; Titres intermédiaires (1) : 14,93 % ; Titres non cotés : 13,56 % ; Actions : 35,70 % ; Disponibilités : 17,39 %.

Carnet des Entreprises. Le conseil de surveillance de la B.P.I.A., Banque Parisienne d'Investissement et d'Arbitrage (groupe DUMÉNIL-LEBLÉ), réuni le 3 décembre 1987, a décidé de nommer comme directeurs généraux, membres du directoire : Daniel BAGAUT, directeur central de DUMÉNIL-LEBLÉ, chargé des opérations de marchés ; Philippe DUVILLARET, directeur central de DUMÉNIL-LEBLÉ, chargé des opérations de gestion ; Pierre LEGRAND, directeur général de DUMÉNIL et Associés, chargé du trading actions.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Indicators (e.g., Coteur, Indice général) and values for the week ending 10/12/87.

Table with 2 columns: Indicators (e.g., Coteur, Indice général) and values for the week ending 21/11/87.

Standard and Poor's réduit la notation de trois banques norvégiennes. Standard and Poor's, un des principaux cabinets d'expertise américains, a abaissé la notation attribuée à trois banques norvégiennes devant la modification de la politique de la Banque centrale de Norvège.

De plus, le krach boursier d'octobre dernier a entraîné des pertes importantes pour la Den Norske Kreditbank. Les effets pour les deux autres banques devraient être de moindre ampleur, souligne Standard and Poor's.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with 2 columns: Categories (e.g., ACTIF, PASSIF) and values in billions of francs.

Table with 2 columns: Categories (e.g., BILLET EN CIRCULATION, COMPTES CRÉDITEURS) and values in billions of francs.

TOKYO, 7 déc. Légère baisse. La Bourse de Tokyo a démarré lundi en légère baisse, après avoir progressé durant les transactions de la veille.

Table with 2 columns: Values (e.g., Nikkei, Dax) and their respective changes.

FAITS ET RÉSULTATS

Agua-Chem équipe l'année américaine. Agua-Chem, filiale américaine des eaux de la Lyonnaise des eaux, vient de rapporter, après du département de la défense, un contrat de 31 millions de dollars pour équiper l'armée des États-Unis en unités mobiles compactes de traitement d'eau. C'est une unité transportable par avion ou camion dont le rôle est de purifier l'eau potable nécessaire à partir de n'importe quelle eau brute, stagnante ou courante, quel que soit le degré de pollution - y compris nucléaire, bactériologique et chimique - et quelles que soient les conditions climatiques, explique la Lyonnaise des eaux. Elles ont une capacité de 1 200 litres par heure.

PARIS : Second marché (réaction)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours préc., Cours, and Dernière cote. Lists various stocks and their market movements.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 5-12-87 à 17 heures

Table with 4 columns: Valeurs, Prix, Options d'achat, Options de vente. Shows option market data for various stocks.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Échéances (Déc. 87, Mars 88, Juin 88, Sept. 88). Shows MATIF market data.

INDICES

Table with 2 columns: Changes (Dollar, Franc) and Bourses (Paris, New York, Londres, Tokyo). Shows index and exchange rate data.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 4 columns: Cours du jour, Un mois, Trois mois, Six mois. Shows interbank foreign exchange market data.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 4 columns: SE-IL, DM, FF, Sfr, L, S, Y. Shows Eurocurrency rates for various currencies.



صحة من الاجل

Marchés financiers

BOURSE DU 4 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Main market table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'VALEURS'. Includes various stock and bond listings with their respective prices and changes.

Comptant (addition)

SICAV (addition)

4/12

Comptant and SICAV tables containing detailed financial data for various companies and funds, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates and gold market prices, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS DES BILLET', and 'MONNAIES ET DEVISES'.

o : upon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu



صحة من الامم

Le Monde

Table with 8 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINTEL. Lists various news items and their page numbers.

La visite de M. Chirac dans le Nord et le Pas-de-Calais. L'accueil « républicain » de M. Mauroy.

LILLE de notre envoyé spécial. M. Jacques Chirac, qui visite le Nord et le Pas-de-Calais le lundi 7 et le mardi 8 décembre...

BOURSE DE PARIS. Matinée du 7 décembre: Très sombre. Début de semaine maussade à la Bourse de Paris.

Table titled 'Valeurs françaises' showing stock market data with columns for Cours, Premier cours, and Dernière cote.

Le Sénat adopte le budget de 1988. Le projet de budget pour 1988 a été adopté par le Sénat le dimanche 6 décembre.

Après interpellation en région parisienne Le ministre de l'intérieur annonce l'expulsion de plusieurs dizaines d'opposants iraniens

Le ministre de l'intérieur a diffusé, le lundi 7 décembre en fin de matinée, un communiqué annonçant l'interpellation en vue de leur expulsion de plusieurs dizaines d'opposants iraniens au régime de Téhéran.

Avant de rencontrer M. Gorbatchev Mme Thatcher a invité le président Reagan à plus de souplesse sur la « guerre des étoiles »

Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, devait avoir, le lundi 7 décembre, un « déjeuner de travail » avec M. Gorbatchev à la base militaire de Brize Norton.

LONDRES de notre correspondant. Mme Thatcher a des idées sur la façon de surmonter l'obstacle de la « guerre des étoiles » dans les futures négociations américano-soviétiques.

ANGOLA Les troupes sud-africaines ont commencé à se retirer

Les troupes sud-africaines ont commencé leur retrait du Sud-Est angolais, a annoncé, samedi 5 décembre, le général Jamie Geldenhuys, chef d'état-major des forces armées à Pretoria.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 décembre 1987 a été tiré à 585 956 exemplaires.

Le 7 juin 1986, une opération de police semblable avait été menée au quartier général des Moudjahidines du peuple à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise).

Le guide des micro serveurs

LE GUIDE DES MICRO SERVEURS. 80 solutions possibles à la page. VIDEOTEX.

Le port-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, M. Kaufman, a aussitôt réagi à cette initiative en estimant que Mme Thatcher « essayait de façon pathétique de jouer un rôle dans la pièce en cours alors qu'elle n'est que spectatrice ».

Le guide des micro serveurs

LE GUIDE DES MICRO SERVEURS. 80 solutions possibles à la page. VIDEOTEX.

LE GUIDE DES MICRO SERVEURS. 80 solutions possibles à la page. VIDEOTEX.

Sur le vif Vipères lubriques

Il sort défilément chics, classe dans le cocon, il n'y en a plus que pour les journalistes, depuis trois ou quatre jours, dans l'Héra.

Où trouver le Glenturret?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775).

Stages de Lecture Rapide. Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace.

INFORMATIQUE PERSONNELLE: QUEL ORDINATEUR CHOISIR? Tous les modèles testés pour vous.

Ordinateurs. L'hebdomadaire informatique au format NEWS. CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE PC.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. LES AUTRES PÉDALENT DANS LE...